

## Un geste des Britanniques

Les partenaires de la Grande-Bretagne ont salué mardi 12 novembre les concessions faites par Londres, lors d'une réunion ministérielle préparatoire au sommet de Maastricht, sur l'un des sujets de conflit relatifs au projet d'union politique européenne. Ce geste britannique n'est que d'une portée limitée, que le secrétaire du Foreign Office, M. Douglas Hurd, s'est d'ailleurs empressé de minimiser, à peine l'avait-il accompli. Mais les autres Européens ont sans doute voulu encourager M. John Major, au moment où il doit faire face à la virulente opposition de ceux qui estiment qu'il va déjà trop loin dans la voie de l'intégration.

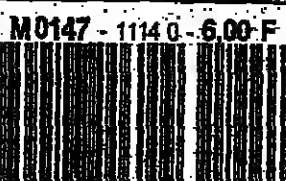
Un premier test du rapport de forces au sein du Parti conservateur devait en effet avoir lieu mercredi soir lors de la désignation par les députés tories du président de leur commission pour les affaires européennes, poste pour lequel le candidat proche de M. Major, Sir Norman Fowler, affronte un « anti-fédéraliste » de choc, M. Bill Cash. Mais le moment de vérité pour le premier ministre britannique sera le débat prévu pour la semaine prochaine aux Communes, où l'on s'attend à voir M. Thatcher monter au créneau. Ce débat devrait se conclure par un vote qui permettra à M. John Major de compter les anti-européens dans son parti et donc d'évaluer la marge de manœuvre dont il dispose pour faire éventuellement de plus grandes concessions à Maastricht.

EN l'état actuel, les « ouvertures » britanniques ne permettent pas, loin de là, de dégager un consensus à Douze sur l'union politique. Outre que les concessions faites à propos du Parlement européen restent insuffisantes aux yeux de plusieurs pays membres et du Parlement lui-même, des divergences plus fondamentales demeurent. La mention, dans le futur traité, de la « vocation fédérale » de la Communauté, n'est pas le plus grave sujet de discord. C'est une vieille polémique sémantique chez les Douze, et les plus chauds partisans de l'intégration européenne, jugeant préférable de se battre sur le contenu plutôt que sur les mots, sont déjà prêts à renoncer le moment venu à cette expression.

Les vraies divergences portent sur les modalités de mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune - notamment la possibilité pour les Douze de prendre dans ces domaines des décisions à la majorité qualifiée et plus seulement à l'unanimité, - sur le degré d'indépendance à attribuer à la Communauté par rapport à l'alliance atlantique dans la définition d'une politique de défense commune, enfin sur l'élargissement des compétences communautaires dans la domaine social, dans celui de l'immigration et de la justice notamment.

LE désir d'aboutir à un accord à Douze à Maastricht est partagé par tous, y compris M. Major. Il n'en reste pas moins que la philosophie européenne du premier ministre britannique est très éloignée de celle que défendent les plus européens des Européens. C'est dire que, même si M. Major arrive à Maastricht fort d'un vote de confiance, il faudra que ses partenaires aux côtés composent pour parvenir au consensus et réduisent peut-être, ou en tout cas ralentissent quelque peu, leurs ambitions pour l'Europe.

Lire page 5 l'article de PHILIPPE LEMAITRE



M0147 - 11140 - 6.00 F

## L'hypothèse d'une force de paix internationale

### Les Douze demandent au Conseil de sécurité d'examiner d'urgence la crise yougoslave

Lord Carrington, président de la conférence de paix de La Haye, a repris, mercredi 13 novembre, sa mission de médiation en Yougoslavie. Il a rencontré dans la matinée, à Graz (Autriche), le président croate, M. Franjo Tudjman, et devait s'entretenir dans l'après-midi à Belgrade avec le dirigeant de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, ainsi qu'avec le minis-

tre fédéral de la défense. Réunis la veille aux Pays-Bas, les ministres des affaires étrangères des Douze avaient noté que les belligérants et la présidence collégiale yougoslaves n'étaient pas hostiles au déploiement d'une force de maintien de la paix internationale dans les zones de combat. Ils ont décidé de lancer un appel au Conseil de sécurité.

## Panique dans un bourg ordinaire

SELA (Croatie)  
de notre envoyé spécial

La seule particularité de Sela, gros bourg croate d'un peu plus de mille habitants situé à moins de 70 kilomètres au sud-est de Zagreb, est son marché aux bestiaux.

Tous les mardis, il attire dès le matin une foule animée, venue des environs pour se réunir sur une grande place bousculée entourée de bâtiments de ferme bas et allongés, à quelques centaines de mètres de l'église blanche, dont la masse imposante dérase les maisons soigneusement alignées

le long de la route. Sela n'a rien de stratégique. Sela est loin de Vukovar, très loin de Dubrovnik. C'est une localité sans histoires, à peine indiquée sur certaines cartes et dont on ne retient le nom que parce qu'il veut dire « villages » en serbo-croate.

Le seul malheur de Sela est d'être située à proximité du front ; à 9 heures 30, mardi 12 novembre, un pilote de l'armée fédérale est venu le rappeler à la population. Une heure et demie plus tard, ce sont les artilleurs fédéraux qui se sont manifestés.

Il ne leur a fallu que

quelques minutes pour semer la désolation - fils téléphoniques à terre, voitures calcinées, chaussée trouée, talus retournés... Bilan de cette brillante opération militaire sur un bourg ordinaire, en cette matinée de cessez-le-feu négocié localement deux jours auparavant : un mort (une femme de soixante-douze ans décédée de ses blessures en arrivant à l'hôpital), neuf blessés, deux voitures détruites et plusieurs maisons endommagées.

YVES HELLER

Lire la suite et nos informations page 3  
ainsi que la page « Débats »

## Au cours des six prochaines années

### L'armée de terre perdra le cinquième de ses effectifs

Avant le débat que les députés devaient avoir le mercredi 13 et jeudi 14 novembre sur le projet de budget de la défense pour 1992, le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Amédée Monchal, et le rapporteur de la commission de la défense à l'Assemblée, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe, ont révélé les grands axes de la réorganisation des forces terrestres de la France d'ici à 1997. Les effectifs seraient réduits de plus de 20 %.

Le général Monchal et M. Fillon ont présenté ces informations devant deux instances séparées, le premier à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et le second devant ses collègues de la commission. Si elle est sans doute fortuite, la concomitance de leurs déclarations aboutit au même résultat, qui est de mettre sur la place publique des projets officiels restés à l'étude jusqu'à ce jour. Entre 1991 et 1997, l'armée de terre française, qui compte aujourd'hui 280 400 hommes, devra passer à 220 000 ou 230 000 hommes, dont 120 000 appelés et 110 000 cadres ou engagés. La réduction est de 20 % à 24 % par rapport à 1990. Dans les pays occidentaux comparables, la dimi-

ouition attendue pour 1996 varie de 20 % à 35 %. Mais le général Monchal souligne que la France a commencé plus tôt que ses alliés, puisque 800 000 hommes en 1977, soit une baisse d'un tiers de ses effectifs en vingt ans. Pour la seule année 1992, la déflation dans l'armée de terre sera de 19 300 emplois, dont 2 300 sont des cadres ou des engagés. C'est la première fois depuis des décennies qu'on assiste à une telle diminution des effectifs, même si l'économie à en attendre demeure modeste (400 millions de francs) en regard des besoins de modernisation de ses équipements par l'armée de terre.

JACQUES ISNARD  
Lire la suite page 12

## Un entretien avec M. Edouard Balladur

L'ancien ministre de l'économie souhaite une consultation de toutes les forces politiques sur la réforme des institutions

« La réforme des institutions, telle qu'elle semble se dessiner après les déclarations de M. Mitterrand, correspond-elle à vos souhaits ? »

« Nos institutions ont treize ans ; elles sont bonnes. Elles fonctionnent avec efficacité, mais chacun le reconnaît, avec des insuffisances que le temps a fait apparaître : le peuple ne décide pas directement suffisamment

souvent, les droits du Parlement sont réduits au minimum. Que faire ? Certainement pas changer de République, mais, comme l'a dit Jacques Chirac, changer la République, c'est-à-dire la réformer en maintenant ses équilibres essentiels. »

« Alors, ne rien changer ? Ce ne serait pas répondre à l'attente des Français. Restaurer le régime parlementaire ? Ce serait

contraire à l'efficacité de l'exécutif tel que l'a voulu le général de Gaulle. Instituer un régime présidentiel en supprimant le poste de premier ministre et le droit de dissolution du président ? »

Propos recueillis par  
JEAN-MARIE COLOMBANI  
Lire la suite page 8  
et notre dossier  
POINT/Les modes de scrutin page 9

## L'affaire du fichier des juifs



Lire l'article de LAURENT GRELSAMER page 11

NOUVEAUTÉS

UN GRAND NUMÉRO

LE 13 NOV. EN LIBRAIRIE

La B.D. c'est... DARGAUD

## ARTS & SPECTACLES

### Bibliothèque de France : la polémique et ses enjeux

Les pétitions continuent de pleuvoir sur la Très Grande Bibliothèque, officiellement baptisée Bibliothèque de France. La lettre ouverte envoyée par M. Georges Le Rider au président de la République a finalement été signée par cinq cent soixante-sept universitaires et chercheurs de plusieurs pays. L'ancien administrateur de la Bibliothèque nationale y demandait l'étude de nouvelles solutions pour le stockage des douze millions de livres qui devraient prendre place à Tolbiac en 1995. Il a été en partie entendu puisque l'Elysée a confié au Conseil supérieur des bibliothèques, présidé lui aussi par un ancien administrateur de la Bibliothèque nationale, M. André Miquel, le soin de mettre sur pied une commission chargée de mener un « audit » élargi sur tous les problèmes (techniques, financiers, administratifs, sinon architecturaux et politiques) que pose la TGB. Cette commission devrait remettre ses conclusions au début de l'année prochaine.

Devant l'avalanche de reproches adressés au futur bâtiment - ses tours, sa transparence, son cloître - les architectes se sont réveillés. Après le président de leur ordre, Jean-Pierre Bureau, deux cent quatre-vingt-six d'entre eux ont, à leur tour, signé une lettre pour défendre le projet de Dominique Perrault. Cette missive, qui a pris les allures d'un manifeste exaltant l'« architecture française », n'a pas été du goût de tous les praticiens. Elle a eu pour effet de relancer un débat qui dépasse singulièrement l'enjeu même de la TGB. C'est la pratique du concours qui est discutée, le principe du fonctionnalisme qui est remis en cause, l'atonie du discours théorique qui est stigmatisée.

Trois architectes, Paul Chametov, Yves Lion et Gérard Thurnauer s'expriment sur ce sujet. Dominique Perrault leur répond.

Lire les articles de FRÉDÉRIC EDELMANN et d'EMMANUEL DE ROUX pages 17 à 20

## Tension

### à Djibouti

La mobilisation générale a été décrétée à la suite d'affrontements entre militaires et civils.

M. Eltsine et les Tchétchènes  
Le président russe reconnaît son erreur.

L'impôt allemand sur le capital  
Le ministre des finances a apporté des précisions sur le projet gouvernemental.

EDUCATION & CAMPUS

Médecine de choc pour les collèges : les pionniers à Rouen attendent l'Université 2000 : la formation de bons scientifiques dans l'enseignement secondaire ?

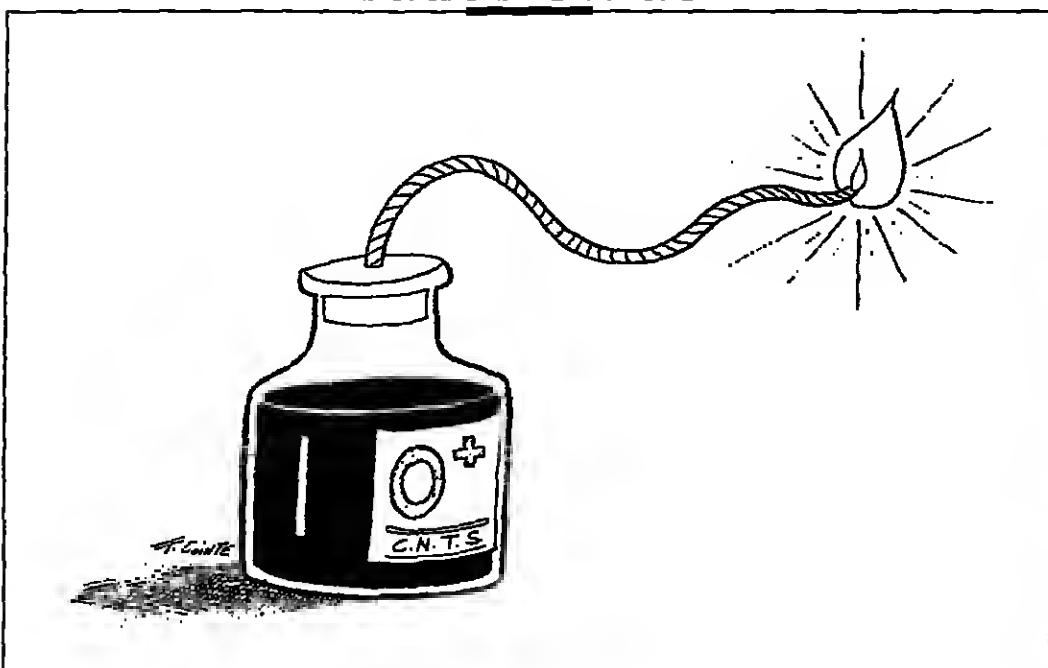
pages 14 à 16  
« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40



هذا هو الحق

## DÉBATS

TRAIT LIBRE



Anniversaire

### Les cinquante ans de « Témoignage chrétien »

par François Bédarida

**N**OVEMBRE 1941 : dans Lyon assoupie dans le pétainisme ambiant, mais où tant d'initiatives de résistance ont vu le jour, circule sous le manteau une brochure de dix-sept pages au titre résonnant comme un cri : « France, prends garde de perdre ton âme ! ». Les auteurs de cette solennelle interpellation et les audacieux pionniers qui l'ont lancée, sans imprimatur et dans l'illégalité, le premier des *Cahiers du témoignage chrétien*, ce sont deux jésuites, deux théologiens : l'un, le Père Fessard, a rédigé le texte ; l'autre, professeur au séminaire de Fourniers, le Père Chaillot, va être, de 1941 à 1944, l'âme de cette aventure dont l'hebdomadaire du même nom fête aujourd'hui le cinquantième.

« France, prends garde de perdre ton âme » fut la première d'une série de quatorze brochures clandestines qui, toutes, ont voulu porter témoignage du combat mené par une poignée de catholiques et de protestants avec les armes de l'esprit contre la doctrine hitlérienne et l'Etat nazi, dangers mortels pour la foi chrétienne comme pour les droits de l'homme (un des premiers cahiers est justement intitulé « Droits de l'homme et du chrétien »). « La croix du Christ contre la croix gammée », voilà ce que proclamait avec force le Père Chaillot.

Défendre la vérité contre la perversion des consciences, tel fut l'objectif premier des *Cahiers du témoignage chrétien*, que ce soit en fournissant une information sûre et de première main sur l'occupation nazie en Pologne (« Défi ») et sur la nazification de l'Alsace-Lorraine (« Alsace et Lorraine, terres françaises »), ou en encourageant l'espérance dans la victoire contre les forces des ténèbres (« Les voiles se déchirent », « Exigences de la Libération », « Espoir de la France ») ou encore en dénonçant le service obligatoire du travail (« Déportation »).

Mais, au départ, en 1941-1942, leur première et impérieuse mission

consistait à dénoncer le racisme, celui de Vichy comme celui de Berlin, et à s'élever contre la persécution des juifs voués à l'opprobre et à la déportation. Ainsi le cahier « Antisémitisme » s'applique à fonder, sur une base doctrinale, la condamnation radicale de l'antisémitisme, d'autant plus inadmissible qu'est soulignée l'appartenance spirituelle des chrétiens à la descendance d'Abraham. Sur ce thème, un autre grand théologien jésuite, le Père de Lubac, a apporté une contribution déterminante à la rédaction des cahiers. Très vite, la réputation de ceux-ci franchit les mers et les frontières : connus en Suisse, en Angleterre, en Amérique, ils sont acclamés de New York par Jacques Maritain et de Londres par Maurice Schumann (qui parle d'un « 18 juin spirituel »), mais, en France, ils sont quasi ignorés d'une hiérarchie avant tout éprise d'ordre et fidèle au maréchal.

Par rapport aux autres publications de la Résistance, les *Cahiers du témoignage chrétien* sont caractérisés par une triple originalité. D'abord, tandis que la plupart des résistants sont avant tout tournés vers l'action — le renseignement, la préparation de l'action armée, l'agitation sociale ou politique, — les cahiers ont choisi délibérément la voie de la réflexion. L'intellect prédomine sur le sentiment. On y privilégie les études documentaires, de façon à fonder solidement le sens et les raisons du combat clandestin.

En deuxième lieu, à la différence des mouvements de résistance, qui doivent bien vite faire face à des choix politiques, au *Témoignage chrétien* on ne se place pas sur ce terrain, car la logique adoptée est la logique de la résistance spirituelle. C'est pourquoi dans les cahiers on ne parle ni des opérations, ni de l'Angleterre ou des Etats-Unis, ni de de Gaulle, ni de Giraud. En revanche, on s'en prend souvent à Vichy, stigmatisé pour son rôle de relais insidieux de la propagande empoisonnée du III<sup>e</sup> Reich. Même lorsque est créé en 1943 le *Courrier français du témoignage chrétien*, journal de quelques pages destiné à un public plus large et rédigé sous la direction d'André Mandouze, les responsables ne se départissent pas de la ligne fixée.

La troisième originalité des *Cahiers du témoignage chrétien*, c'est d'avoir pris conscience dès le début du fait que la guerre était une guerre idéologique. Alors que pour beaucoup le conflit restait un conflit classique d'Etats et de nations, les intellectuels chrétiens qui ont animé cette aventure clandestine, religieux ou laïcs, catholiques ou protestants (car la dimension ecuménique est très présente), ont toujours eu le sentiment très vif d'un gigantesque *Kulturkampf*, aboutissant à un affrontement décisif entre deux conceptions du monde.

► François Bédarida est historien, directeur de l'Institut français du temps présent.

Yougoslavie

### Au-delà du nationalisme

par Dragas Keseljovic, Marko Krstic et Djordje Radovanovitch

**L**e virus nationaliste, venu de l'Est, risque de contaminer l'Europe entière. Si l'on ne prend garde, le « réveil » des nations pourrait bien signifier le crépuscule de l'Europe.

L'opinion publique en Allemagne fédérale et en Autriche, mais aussi dans d'autres pays européens, montre des signes inquiétants. Elle commence à ressembler à celle de 1914 ou, pis, à celle de 1941. Nous savons très bien où l'antisémitisme a entraîné l'Europe. Submergée par les images et les commentaires présentant la vague de proclamations de souveraineté et d'indépendance comme une victoire de la démocratie et le nationalisme le plus rétrograde, issu du totalitarisme communiste.

La Yougoslavie est l'exemple type où l'autodétermination sauvage a donné le signal à une guerre civile, menée, d'une manière simpliste, par les médias occidentaux comme une guerre entre les « bons » et les « mauvais », entre la démocratie et le totalitarisme. Cependant, la réalité est tout autre.

Comme il a été bien dit, le communisme est mort, mais les communistes sont toujours là : en Yougoslavie, toutes les structures et presque tous les dirigeants, malgré les changements d'étiquette, appartiennent à l'ancien appareil

totalitaire qui a brimé sans pitié les peuples yougoslaves pendant plus de quarante ans. La mentalité totalitaire, sectaire, intransigeante, toujours présente, n'hésite pas à précipiter les peuples dans un conflit suicidaire et sans perspective.

Prendre fait et cause pour l'un ou l'autre des peuples, pour l'un ou l'autre des dirigeants, manipulés par leurs dirigeants, augmente les risques non seulement de prolonger la guerre civile, mais d'entraîner dans le « jeu » de ces structures qui jouissent de tous les privilèges.

Il existe une voie, certes difficile et étroite, pour circonscrire l'incendie nationaliste. C'est d'abord une solidarité sans faille de la Communauté européenne, qui, au lieu de se diviser entre ceux qui sont pour la reconnaissance de l'autodétermination sauvage et même pour l'intervention armée, et ceux qui sont contre, devrait, en s'associant à l'embargo absolu sur les livraisons d'armes, respecter rigoureusement la neutralité dans les conflits internes et imposer, par une action commune et énergique, la cessation des combats et la recherche de solutions pacifiques. Le ballet invraisemblable des dirigeants et représentants des Républiques yougoslaves, dont les attitudes et les déclarations sont dictées par le seul souci de conservation du pouvoir, ne fait que semer la zizanie en Europe. Il serait urgent de donner la

parole à l'opposition démocratique dans le pays et à l'étranger, qui considère le nationalisme comme une autre forme de totalitarisme, opposition qui existe un peu partout en Yougoslavie et particulièrement, ce qui peut étonner certains, en Serbie. L'Europe n'est ni de l'Ouest, ni de l'Est, ni catholique, ni orthodoxe, ni protestante, ni juive, ni musulmane, ni athée. Elle est tout cela à la fois et elle doit dépasser ses différences. Personne ne saurait être un vrai Européen et démocrate s'il considère ses voisins les plus proches comme des barbares et des infidèles.

Les « libéraux », « démocrates », « démocrates chrétiens » et « socialistes », actuels, soviétiques, serbes et autres, feraient mieux de méditer sur les paroles d'Adam Demack, opposant albanais du Kosovo, qui a passé près de treize ans dans les prisons titistes : « Ce ne sont pas les Serbes qui m'ont persécuté, mais le régime communiste-bureaucratique. Moi, je considère les Serbes comme mes frères ».

► Dragas Keseljovic, Marko Krstic et Djordje Radovanovitch sont fondateurs du Groupe de Paris, qui, depuis 1971, rassemble les intellectuels originaires de l'Europe du Centre et de l'Est (y compris l'URSS) et initiateurs des *Rencontres yougoslaves* qui se tiennent, depuis onze ans, régulièrement à Londres.

### Quand un Auvergnat gouvernait la Croatie

par Joseph Rovani

**A**PRÈS la paix de Presbourg qui en décembre 1805 suivit la victoire d'Austerlitz, et qui avait anéanti l'Autriche, les terres de l'ancienne République de Venise, des forteresses de la péninsule d'Italie dont Napoléon était le souverain, l'Empire français déboucha sur l'Adriatique. Une grande partie de l'Italie et de la Dalmatie avaient en effet appartenu à Venise jusqu'à son annexion à l'Autriche, en 1797, qui fut donc de courte durée. Au milieu des régions dalmates que Napoléon fit occuper par l'armée franco-italienne se trouvait la République libre de Raguse (aujourd'hui Dubrovnik) qui était gouvernée par les Russes et leurs alliés monténégrins. Pour empêcher ses ennemis de s'en emparer, Napoléon y envoya des troupes qui furent placées sous le commandement du général Lauriston, lequel eut pour adjoint le général Delzons.

Né à Aurillac en 1775, Alexis Delzons était l'un des douze fils d'Antoine Delzons, qui fut président du conseil général, député sénateur et président du tribunal civil. Entré tout jeune dans la carrière militaire, Delzons devait mourir comme général de division pendant la malheureuse campagne de Russie en 1812.

A Raguse où il succéda bientôt à Lauriston, il sut contenir les adversaires et maintenir la présence française jusqu'à l'extrême sud de la Dalmatie, aux bouches de Cattaro (aujourd'hui Kotor). Appelé à conduire vers la Grande Armée un contingent dalmate réuni à ses troupes françaises et italiennes, Delzons fut en 1809 gouverneur de très durs combats contre les troupes croates de l'Autriche, les montagnes arides qui séparent la côte de la Croatie intérieure, et ouvrirent ainsi le chemin de Vienne. Servant d'avant l'armée d'arrière-garde à l'armée de Dalmatie commandée par le maréchal Marmont, les troupes de Delzons avaient rendu alors de grands services. Aussi bien leur chef fut-il, après la paix de Schönbrunn qui donna à la France les provinces illyriennes, c'est-à-dire l'actuelle Slovénie et la Croatie, nommé adjoint de Marmont, promu gouverneur de ces provinces.

#### Frontière militaire

Comme le duc de Raguse prit bientôt un long congé, et que son successeur Bertrand resta sept mois sans rejoindre son commandement, le général Delzons fut en fait gouverneur des provinces illyriennes, pendant la plus grande partie des années 1810 et 1811. Il avait conçu une haute estime pour la valeur des troupes croates et, après avoir étudié le système autrichien de la « frontière militaire », qui maintenait des troupes nombreuses dans un état de mobilisation permanente, il conseilla la conservation de ce dispositif, avec quelques éléments

de modernisation. Il put ainsi à tout moment prendre appui sur des unités aguerries qui, ensemble, comptaient quelque 40.000 hommes, tout dévoués à Delzons qui les avait entraînés et qui maintenaient leur organisation et de leurs privilèges. La « frontière militaire » avait été constituée par les Autrichiens face à la Turquie après que l'Autriche eut repoussé en 1739 la Serbie que le prince Eugène de Savoie avait arrachée aux Ottomans en 1718, au traité de Passarovic. Le « Petit Capucin », le fils du duc d'Hortone Mancini, que Louis XIV avait voulu élever au rang d'officier, le destinant à l'Eglise, était devenu commandant en chef des armées autrichiennes et en fait premier ministre de l'empereur.

Beaucoup de Serbes quittèrent alors la Serbie et se réfugièrent en Croatie ; parmi eux et parmi les habitants anciens, peu nombreux, qui avaient dévasté ces régions tout au long des siècles et dix-septième siècles, l'Autriche forma alors la « frontière militaire ». Voici ce qu'en dit Auguste Garrier, auteur d'une *Notice sur le général-baron Delzons*, parue à Paris en 1864 à la librairie Eugène Belin :

#### Comme un vaste camp

« Après la paix avec l'Allemagne, le général Delzons fut choisi pour réorganiser et gouverner les provinces illyriennes, allant de la Drave jusqu'à la mer, les îles du golfe de Trieste, les îles de l'Adriatique, et de Trieste à Carlsbad, chef-lieu de la Croatie (cette ville s'appelle aujourd'hui Carlovac, elle était en fait la capitale de la « frontière militaire », portant le nom de l'empereur Charles VI - 1711-1740 - qui l'avait fondée). Le général reçut, entre autres missions, celle d'étudier l'organisation spéciale et unique de cette province qui donnait un contingent autrichien... le quart de ses soldats.

« Le général, après avoir tout vu et exploré, insista pour le maintien du système qui régissait ces contrées... Dans ces pays-frontières qui sont les remparts d'un empire souvent troublé par des annexions mal définies, il y avait beaucoup à faire pour un administrateur.

« Organisé pour la défense contre les invasions des Turcs et des peuples guerriers qui l'entouraient, la Croatie est tout un vaste camp où la population, dirigée militairement, forme une grande communauté dans laquelle les familles et les habitations agglomérées sous des chefs de famille élus pour leur administration intérieure sont enrégimentées.

« Le pays, en effet, est divisé en six régiments cadastres, répartis sur des terres conquises, cédées aux familles à titre de reconnaissance militaire parce tant en argent qu'en terres. Ces régiments sont divisés en douze compagnies devant fournir chacune deux cent quarante hommes

pour quatre mille habitants, soit dix-huit mille soldats à l'effectif de campagne, et huit mille à la réserve.

« L'administration du territoire est liée à celle de l'armée et subit la même discipline, les mêmes inspections. « En dehors des bataillons de guerre, qui ont leurs officiers propres, les officiers d'administration ou d'administration sont capables de conduire la population armée pour la défense intérieure ; ils règlent et fixent l'aménagement de toutes les cultures.

« Chaque soldat, enrôlé est habillé, entretenu par les soins du chef de famille élu, en déduction des impôts par lui dus ; et il est rétribué des comptes produits que cette armée n'avait coûté au Trésor français qu'un subsidie qui n'allait pas au-delà du septième de ce que le même nombre de troupes coûtait ailleurs.

« Comme chez certains peuples guerriers à moitié pasteurs, l'administration militaire, civile et judiciaire était entre les mains des chefs de famille, qui administraient aussi les trois branches de l'ordre social croate par une forte organisation de la compagnie régimentaire, ayant son rouage principal au chef-lieu de la province, où se concentraient tous les contrôles et tous les appels de justice.

La présence fort active de Delzons en Illyrie ne dura guère puisqu'il fut appelé avec son contingent à la Grande Armée qui entra en Russie. Chef de l'arrière-garde du vicaire d'Italie, Eugène de Beauharnais, il devait tomber, avec son jeune frère, le commandant Baptiste Delzons qui tenta de le protéger de son corps, le 23 octobre 1812.

Au « détail » près que l'historien confond la Croatie proprement dite avec la « frontière militaire », le texte d'Auguste Garrier n'est pas d'une lecture inutile aujourd'hui, quand on essaie de comprendre les sanglants événements qui, une fois de plus, secouent la région. Les « Croates » de la « frontière militaire », soldats de leur jeunesse jusqu'à leur mort, étaient pour la plupart des Serbes qui supportaient fort mal leur rattachement à la Croatie, quand l'Autriche s'en fut à craindre les attaques turques (en 1811). « Hommes libres », depuis leur installation sur la frontière, et fiers de leur statut si particulier, ces Serbes nourrissaient le plus grand mépris pour les paysans croates qui restèrent serfs jusqu'à la Révolution de 1848. La jalousie, le mépris, la haine dressèrent l'une contre l'autre ces deux populations, et ces passions vont s'exacerber encore pendant la seconde guerre mondiale et les guerres civiles qui accompagnèrent et prolongèrent les combats « officiels ». Les Serbes de la « frontière » n'ont jamais accepté leur rattachement à la Croatie, et celle-ci n'a pas su leur offrir une autonomie réelle, à la hauteur de leurs prétentions. La suite continue à se lire tous les jours dans la presse.

#### Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guis directeur de la gestion Manuel Lacroix secrétaire général  
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombini Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)  
Jacques Arnaldis Thomas Perennet Philippe Harrenan Jacques-François Simon  
Daniel Varner (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUET 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT BEAU-MÉRY 94852 IVRY SUR SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-60-30-10

**GLOBE**

novembre

**spécial malraux**

Les plus belles images, les plus grands moments de ce « contemporain capital », dandy, guerrier et visionnaire.

AVEC LE CONCOURS DE LA FNAC



# ETRANGER

YOUgoslavie : alors que lord Carrington reprend sa mission de médiation

## Les Douze font appel au Conseil de sécurité des Nations unies

Réunis mardi 12 novembre à Noordwijk (au nord de La Haye) les ministres des affaires étrangères des Douze ont demandé que le Conseil de sécurité « examine avec la plus grande urgence les implications des récentes demandes des parties yougoslaves » (pour l'envoi de forces de paix de l'ONU).

Mais les Douze n'ont pas pour autant renoncé au rôle de médiateur qu'ils jouent dans la crise yougoslave depuis environ quatre mois. Ils ont décidé d'envoyer de nouveau en Yougoslavie, dès mercredi matin, lord Carrington, le président de la Conférence de paix de La Haye. Ils l'ont chargé d'examiner si un « accord » sur le déploiement de forces internationales de maintien de la paix dans les zones de crise (pouvait être obtenu), à condition qu'un préalable soit établi un cessez-le-feu

« effectif ». Evoquant l'appel au Conseil de sécurité, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a estimé que la tâche de la CEE se trouvait « facilitée par le fait que la Serbie et la Croatie ont demandé à l'ONU d'intervenir » dans la crise.

Tout en condamnant l'« escalade des attaques contre Vukovar, Dubrovnik et d'autres villes de Croatie », les Douze constatent que « pour la première fois, à la fois la présidence (yougoslave) tronquée, qui se compose des représentants de la Serbie et du Monténégro, et le gouvernement de Croatie ont appelé au déploiement de forces de maintien de la paix internationales dans les zones de crises ». La CEE a donc tenu à profiter de la plus grande possibilité de cette « ouverture juridique » des Serbes et des Croates, selon l'expression de M. Dumas, pour saisir cette nouvelle chance de mettre fin au conflit. A Londres, le premier ministre britannique, M. John Major, a réaffirmé, mardi, son

opposition à l'envoi d'une force de maintien de la paix, pour séparer les combattants, tant qu'un règlement politique de la crise n'aura pas été conclu. Par ailleurs, M. Dumas a présenté à ses partenaires l'initiative humanitaire française : saisir l'UNICEF pour envisager la création de couloirs de sécurité permettant l'évacuation des enfants, d'abord de Dubrovnik et ensuite de Vukovar.

### Une rencontre en terrain neutre

A Genève, rapporte notre correspondant Isabelle Vichniac, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé un appel solennel aux belligérents pour qu'ils désignent des représentants de cette « ouverture juridique » des Serbes et des Croates, selon l'expression de M. Dumas, pour saisir cette nouvelle chance de mettre fin au conflit. C'est la première fois que le CICR sollicite en pleine guerre une telle rencontre en terrain neutre. Le

CICR précise qu'elle devrait permettre de négocier des « solutions rapides, concrètes et crédibles » aux problèmes d'ordre humanitaire qui dévastent le pays, « car la situation de la population civile s'est brusquement détériorée de façon dramatique depuis quelques jours, en particulier dans la ville de Dubrovnik ». Le CICR, très préoccupé par l'augmentation du nombre des victimes qui cause le pillage sans répit de la ville historique, exhorte Serbes et Croates à respecter les normes les plus élémentaires du droit international humanitaire afin que soit épargnée « la vie des innocents ».

Mercredi matin 13 novembre, la Croix-Rouge n'avait reçu aucune réponse de Belgrade et de Zagreb. En attendant, le CICR se prépare à affréter à partir de Brindisi (Italie) un bateau de secours chargé de 37 000 couvertures, 160 tonnes d'aliments, de médicaments, de matériel sanitaire, de vêtements chauds, ainsi que de 4 000 jerricans de carburant et de 35 000 bougies.

Après avoir rencontré M. Tudjman et M. Milosevic

## La délégation religieuse française croit à une reprise du dialogue entre la Serbie et la Croatie

La délégation interreligieuse française qui s'est rendue, lundi 11 et mardi 12 novembre, à Belgrade et Zagreb-composée de MM. Jean Kahn, président du Congrès juif européen, Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, Tadjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris, Mgr Joseph Duval, président de la conférence épiscopale et Mgr Jérôme, responsable orthodoxe - a conclu sa mission avec l'espoir qu'un dialogue direct pourra s'ouvrir, à Paris, entre les dirigeants serbe et croate, M. Milosevic et M. Tudjman.

### ZAGREB

de notre envoyé spécial

Les responsables des cinq grandes familles spirituelles françaises sont revenus modérément satisfaits de leur mission de bons offices à Belgrade et à Zagreb. Sans entretenir d'illusions excessives, ils étaient venus en Yougoslavie avec le double espoir de « briser le mur d'indifférence », selon le mot de M. Jean Kahn, et de convaincre les dirigeants serbes et croates, d'accepter

de reprendre la négociation, sous les auspices d'autorités morales et religieuses.

Cette délégation ecuménique a pu rencontrer les deux hommes forts de la Serbie et de la Croatie, M. Slobodan Milosevic à Belgrade (le 11 novembre) et M. Franjo Tudjman à Zagreb. Les deux hommes ont répondu favorablement à la proposition des cinq personnalités françaises de rouvrir la discussion à Paris. Mais leurs deux monologues à distance laissent planer des doutes sur le sérieux de leur réponse. Polémiquant sur les chiffres des victimes et réfugiés de cette guerre, réglant les comptes de la précédente, leurs interventions ont déçu la délégation française, la convainquant, s'il en était besoin, du caractère « irréaliste » du dialogue yougoslave.

« Nous ne sommes pas les héritiers des fascistes oustachis », a martelé M. Tudjman, faisant valoir une fois de plus ses titres de résistant. Le président croate a accusé la Serbie de vouloir conquérir des territoires « qui ne lui ont jamais appartenu » et l'armée serbe, « deux fois armée communiste d'Europe », de vouloir renverser le régime démocratique de Zagreb. Il a pris à parti la communauté européenne. « Que fait l'Europe ? demande M. Tudjman. Rien. Elle s'en tient là. Elle se tait. Et pendant ce temps, on se bat

à Vukovar, à Dubrovnik. » Il a terminé en demandant à ses hôtes de faire pression à Paris sur leur gouvernement pour qu'il mette fin à « ces moyens concertés, à l'agression serbe ». La délégation française s'est déclarée surprise par l'incapacité de ses hôtes yougoslaves à exorciser le passé et à préparer l'avenir.

### Le conflit catholiques-orthodoxes

Elle n'a guère trouvé de réconfort auprès des communautés confessionnelles, qu'elle avait tenu aussi à rencontrer à Belgrade et à Zagreb. Elle a pu mesurer le fossé entre la puissante Eglise catholique croate et l'Eglise orthodoxe de Serbie. « Nous avons créé une commission mixte il y a sept ans. Elle ne s'est jamais réunie », se lance l'évêque auxiliaire de Zagreb, Mgr Djuro Koksic, remplaçant le cardinal Kuharic, en visite aux Etats-Unis. L'Eglise évangélique luthérienne, qui groupe 150 000 fidèles, admet que ses relations se sont aussi « refroidies » avec les orthodoxes. Témoin du drame, la petite Eglise du Christ-Sauveur, rue Saint-Marguerite à Zagreb, où la délégation française fait une brève visite, porte encore les traces d'un incendie qui s'était déclaré dans la nuit. L'évêque orthodoxe de Zagreb (50 000 fidèles environ) a

fui à Belgrade, car il aurait été « insulté dans la rue et agressé par les Croates ».

Le pasteur Stewart, Mgr Duval et Mgr Jérôme ont appelé leurs interlocuteurs catholiques et orthodoxes à « donner l'exemple du pardon » et à « cesser les discours de la fatalité de la guerre ». Quant aux responsables des communautés juive et musulmane, ils ont fait part de leurs inquiétudes devant les risques d'extension du conflit, notamment en Bosnie-Herzégovine, qui compte un bon tiers de musulmans.

Tous se sont déclarés d'accord avec la proposition d'un dialogue direct sur terrain neutre à Paris, le patriarche Pavle de Belgrade laissant toutefois la décision au saint-synode de l'Eglise serbe. Mais on ne peut raisonnablement s'attendre sur les chances de succès d'une médiation aussi inédite. M. Kahn fera part des résultats de cette visite aux autorités françaises et européennes. Mais avec les autres partenaires de sa mission, il est lui-même trop convaincu du désastre actuel des esprits en Yougoslavie pour ne pas conclure que ce voyage ne garde qu'une portée symbolique. Tout au moins ne se reprocheront-ils pas de ne pas avoir tenté quelque chose.

HENRI TINCO

### POLOGNE

M. Walesa fixe un délai de deux semaines pour la formation d'un gouvernement

Le président Walesa a annoncé, mardi 12 novembre, qu'il donnait deux semaines pour former le gouvernement « introuvable » de la Pologne après les élections du 27 octobre qui ont conduit les représentants de vingt-neuf partis au Parlement. « Le président a décidé de convoquer la première session de la Diète [Chambre basse] le 25 novembre. Le président proposera Bronislaw Geremek comme candidat au poste de premier ministre », a déclaré le porte-parole de la présidence Andrzej Dryzwicki.

Annoncé vendredi dernier par le chef de l'Etat, le choix de M. Geremek doit être approuvé par le Parlement, mais il est très loin de faire l'unanimité des divers partis proches de Solidarité, légèrement majoritaires à la Diète.

Une réunion mardi de M. Walesa et des trois principaux partis issus de Solidarité s'est ainsi soldée par un échec, avec l'annonce faite par l'Alliance du centre - le parti qui avait soutenu M. Walesa dans sa campagne présidentielle - qu'elle quittait les consultations. Ce parti propose comme premier ministre l'avocat Jan Olszewski et tente de former une coalition avec trois autres mouvements de centre-droit qui devaient se rencontrer mercredi. (Reuters, AFP.)

## A Dubrovnik, une odeur de brûlé...



Dubrovnik a vécu, mardi 12 novembre, une journée d'enfer sous une pluie d'obus de mortier, de canons de char et de missiles anti-chars guidés, qui ont causé des dommages irréparables à la cité millénaire, mais la gravité des dégâts occasionnés aux monuments n'a pu être évaluée avec précision, les déplacements étant rendus impossibles par les bombardements.

### DUBROVNIK

de l'envoyé spécial de l'AFP

D'énormes nuages de fumée se sont échappés tout au long de la journée de différents points de l'ancienne Raguse, tandis que flottaient partout une odeur de brûlé. Le soir, la ville et ses environs étaient éclairés par des incendies. Des barques en feu flottaient au large de la ville.

De la terrasse de l'Hôtel Argentina, situé à quelques centaines de mètres de l'entrée est de la cité médiévale, les observateurs européens et les journalistes ont pu observer les impacts des projectiles sur la ville avant que des obus ne commencent à tomber sur l'hôtel lui-même et l'Excelsior voisin.

Des missiles anti-chars Spigot, de fabrication soviétique, ont terminé leur trajectoire sur les murailles du fort Saint-Jean, datant du quatorzième siècle et où se trouve un abri pouvant accueillir plusieurs centaines de personnes. D'autres missiles ont incendié plusieurs bateaux dans la petite port municipal aménagé au pied du fort et où est ancré le navire battant pavillon de la Communauté européenne.

### L'eau et le pain commencent à manquer

Des obus ont endommagé un clocher et le Palais Sponza, somptueux monument du seizième siècle, de style gothique tardif et Renaissance, qui abrite d'innombrables archives datant du douzième siècle jusqu'à l'époque de la chute de la

République de Dubrovnik, au début du siècle dernier.

Selon les spécialistes, l'étau se resserme autour de Dubrovnik et l'artillerie de l'armée aurait avancé ses positions. Mardi, les ambulanciers hésitant à se déplacer, leurs véhicules n'étant pas épargnés par les mitrailleurs et les tireurs isolés.

Devant le plus vieil hôtel de Dubrovnik, l'Imperial, incendié, mardi, pour la deuxième journée consécutive, une mare de sang et une guitare abandonnée donnant à penser que la journée ne sera pas passée sans victimes. La majorité de la population est terrée depuis vendredi midi dans les abris à des caves exiguës et humides. L'eau potable n'a plus été distribuée par les citernes depuis ce jour. Le pain commence à manquer.

### VICTORIA STEGIC

« Accord de cessez-le-feu. - Un cessez-le-feu devait intervenir, mercredi 13 novembre vers 12 heures, à Dubrovnik et dans les environs, a indiqué l'agence Tanjug, citant des sources militaires. Un accord aurait été conclu entre des responsables locaux de l'armée et les autorités croates. Les observateurs de la CEE, qui ont décidé de quitter la ville où leur sécurité n'est plus assurée, n'ont pu être évacués tardif et Renaissance, qui abrite d'innombrables archives datant du douzième siècle jusqu'à l'époque de la chute de la

## Panique dans un bourg ordinaire

Suite de la première page

La famille Vugic, elle, a eu de la chance. Mais, sa femme Ladija et son fils de quatorze ans Stefan se tenaient dans la salle à manger, à l'arrière de la maison familiale. A 11 heures, une roquette a explosé dans le jardin, creusant un cratère dans la pelouse bien tondue, criblant d'éclats les murs blancs du petit chalet, brisant les vitres et dévastant plusieurs pièces.

A Sela, on se perd en conjectures sur les raisons des bombardements de la matinée. L'armée - contrôlée par la Serbie - visait-elle l'Eglise, comme le supposent certains, ou le marché, comme l'avaient d'autres habitants ? Outre la mort d'une septuagénaire et les blessures infligées à neuf autres civils, le seul résultat obtenu par l'armée de l'air et les artilleurs fédéraux aura été de semer la panique sur un marché. S'il existe une quelconque logique à cette opération - au-delà de la seule intention de tuer gratuitement - peut-être doit-on la chercher dans la volonté de terroriser et faire fuir la population, comme cela a été le cas dans nombre de localités de Croatie soumises à une offensive serbo-fédérale.

### La raffinerie de Sisak sous les tirs de canon

A moins de 10 kilomètres de Sela, les destructions relèvent, là, d'une logique plus claire : systématique-met bombardée pendant des semaines, la deuxième raffinerie de Yougoslavie, qui traitait le quart des

besoins de la fédération en pétrole, ne fonctionne plus. Une série de raids, notamment menés en octobre par l'armée fédérale, a eu raison de la raffinerie de Sisak, qui se trouve à 4 kilomètres environ du front. Sur 5 kilomètres de long et un de large, les installations de Sisak - centre industriel qui compte également une aciérie - s'étendent le long de la Save, aujourd'hui polluée par le pétrole échappé des cuves ainsi que des oléoducs touchés par les bombes.

Réservoirs noircis par le feu - certains incendies n'ont pu être éteints qu'après vingt heures d'efforts - déformés, percés, d'où s'écoule encore du pétrole brun venant « enrouler » la terre noire et grasse, alternent avec les cuves encore intactes. Ondulant, s'entrelevant, des tuyaux brûlés parcourent la raffinerie : plus de 20 kilomètres d'oléoducs, selon les estimations du responsable de l'infrastructure, M. Nikola Dupor, sont hors service. Des ouvriers essaient de démanteler les véritables mazes que forment maintenant certaines canalisations ; mais les réparations vont lentement, car la direction de la raffinerie ne tient pas à réunir trop de personnel sur un site constamment menacé et d'où l'on entend continuellement le son du canon.

Forts, hier, de trois mille ouvriers, les effectifs sont actuellement réduits à quatre cents personnes. « Nous avons eu de la chance », assure M. Ivan Ivanis, le directeur de la production, selon qui le nombre des victimes des bombardements de la raffinerie est inférieur à dix blessés.

Et, précise-t-il, la décision de stopper la production doit plus à des raisons de sécurité qu'à une impossibilité technique. M. Ivanis estime à un an le temps nécessaire des réparations dont le coût est évalué à 60 millions de dollars. Encore ce temps et ce coût ne feront-ils pas retrouver sa capacité de 6,7 millions de tonnes de pétrole par an à la raffinerie de Sisak - dont la production réelle, selon MM. Ivanis et Dupor, tournait, avant la guerre, autour de 3,5 millions de tonnes par an.

Sisak, que les forces serbo-fédérales tiennent sous leurs canons, représente un enjeu important : ses installations fournissent (avant le ralentissement de l'activité locale) 10 % de la production industrielle de Croatie. Dans le domaine pétrolier, celle-ci possède une seconde raffinerie, celle de Rijeka, sur la côte adriatique. C'est, en outre, par Sisak que passe l'oléoduc qui, à partir de l'île de Krk, près de Rijeka, dessert (à l'exception de la Macédoine) la fédération et notamment la Serbie, qui, elle, dispose de deux raffineries. La « bretelle » serbe a, toutefois, été fermée par les Croates au début du conflit, ce qui augmente d'autant les difficultés d'approvisionnement de Belgrade.

A Sela, la vie a repris petit à petit son cours ; les voisins sont venus aider les Vugic à parer au plus pressé - sortir les gravats, démonter les restes de fenêtres, enlever des débris de verre dans le cadavre laissé par la roquette - tandis que, le bras dans un plâtre éclatant de blancheur, une petite vieille venue de noir s'affairait silencieusement dans la cour de sa ferme. Commentaire déabusé d'un habitant : « Ce n'est pas la première fois que le village est attaqué ».

YVES HELLER

**A TOUCH OF FRED**

Pour être : 6 900 F

Pour lui : 11 700 F

6 rue Royale, Paris 8° - 42.60.30.65

Le Clarté, 74, Champs-Élysées • Espace "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Coles, Deauville • 21, boulevard de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Séoul • Tokyo •

JOAILLIER

سكنا من الأصل



هنا من الوطن

## EUROPE

ALLEMAGNE : proche de M. Oskar Lafontaine

### M. Hans-Ulrich Klose a été élu président du groupe parlementaire social-démocrate

BONN

de notre correspondant

Le chancelier Helmut Kohl doit désormais compter avec un nouvel adversaire politique : M. Hans-Ulrich Klose, cinquante-quatre ans, jusqu'à maintenant peu connu du grand public, qui a été élu, mardi 12 novembre, chef du groupe parlementaire SPD au Bundestag. M. Klose prend la succession de M. Hans-Jochen Vogel, qui avait annoncé sa démission le mois dernier. Les deux cent trente-neuf députés sociaux-démocrates ont finalement préféré M. Klose à M<sup>me</sup> Hertha Daubler-Gmelin, qui paraissait pourtant favorite. Un troisième candidat, le député M. Rudolf Dressler, a renoncé à se présenter dès l'issue du premier tour de scrutin.

Le chef de groupe parlementaire occupe une fonction capitale dans

la vie politique allemande. M. Klose est désormais de facto le numéro deux du SPD, derrière le président du parti, M. Björn Engholm. Son élection est interprétée, dans les milieux politiques de Bonn, comme une victoire indirecte de M. Oskar Lafontaine, ministre-président de la Sarre et candidat malheureux du SPD aux élections générales de décembre 1990. C'est grâce à M. Lafontaine que M. Klose était devenu, en 1987, le trésorier du SPD. M. Lafontaine n'est toujours pas de se représenter à la chancellerie lors des prochaines élections, en 1994. La victoire de M<sup>me</sup> Daubler-Gmelin, unanimement considérée comme son «ennemie personnelle», lui aurait très certainement rendu la tâche plus délicate.

Maire de Hambourg, de 1974 à 1981, M. Klose cultive le fléme des hommes du Nord. Très dis-

cret, il est néanmoins capable, disent ses amis politiques, de manier le «steuere mouchelet». D'aucuns le disaient en fin de course politique. Ce juriste souffre néanmoins d'un handicap : il ne représente pas de ligne politique bien définie. A l'inverse de son ami, M. Lafontaine, M. Klose considérait que l'unification rapide de l'Allemagne était inévitable. Lors de la guerre du Golfe, il s'était, à nouveau, distingué par des positions anticonformistes au sein de son parti, en défendant un plus grand engagement de l'Allemagne au côté des alliés.

Le nouveau leader parlementaire social-démocrate est appelé, en somme, à faire toutes ses preuves. A partir du 25 novembre, il aura à démontrer tout son talent face à un adversaire de poids, M. Wolfgang Schäuble, l'actuel ministre de l'intérieur qui prendra le tête du groupe parlementaire de la CDU au Bundestag. — (Interim)

### Campagne de publicité contre la xénophobie

BONN

de notre correspondant

Face à la montée des actes de xénophobie en Allemagne — ceux-ci se chiffrent à plus d'un millier depuis le début de l'année — les médias d'outre-Rhin ont décidé de réagir. Depuis peu, Ulrich Wickert, le présentateur vedette du journal télévisé de la première chaîne, ARD, arbore un badge sur lequel on peut lire «Je suis un étranger». Plusieurs autres personnalités connues du grand public n'apparaissent plus devant les caméras sans ce badge collé sur la poitrine.

Une vaste campagne publique vient d'être lancée sur le même thème. L'initiative est partie de la télévision régionale de la Hesse, qui a convaincu la chaîne nationale ARD de diffuser, aux heures de grande écoute, quatre spots, de trente à quarante secondes chacun, réalisés gratuite-

ment par plusieurs agences de publicité renommées. La radio et l'affiche doivent suivre. L'un des spots, signé Young and Rubicam, présente un globe terrestre accompagné de ce commentaire sonore : «Dans cent soixante-dix-huit pays du monde, les Allemands sont des étrangers». Un autre spot, beaucoup plus violent, est dû à l'agence Ogilvy et Mather; il présente le visage d'une fillette libanaise avec pour sous-titre : «Qui va me brûler?», une allusion directe à un récent incendie criminel à Hünne, dans la région de la Ruhr, dans lequel une petite Libanaise de huit ans a failli perdre la vie à la suite de ses brûlures. Trois skinheads de moins de vingt ans ont reconnu avoir lancé des cocktails Molotov dans sa chambre.

Le film le plus dur est sans doute celui de l'agence Saatchi et Saatchi. Sur un fond sonore de cris de douleur et de bris de

fenêtres, on reconnaît l'air de l'hymne national; l'image est celle d'un drapeau allemand progressivement couvert de sang. Les spots ont été choisis par un jury de trois personnalités parmi lesquelles Daniel Cohn-Bendit et le député ministériel aux affaires étrangères, M<sup>me</sup> Cornelia Schmaltz-Jakobsen. Le financement de l'opération a été obtenu grâce aux dons de certains partis, du syndicat de la métallurgie et de diverses entreprises (dont Nestlé). Une firme de Francfort qui soutient l'action a préféré garder l'anonymat de peur des attentats de l'extrême droite.

Le gouvernement fédéral, de son côté, mène sa propre campagne de mobilisation, dans laquelle il a investi la modeste somme de 1,3 million de deutschemarks : les meilleurs officiels de Bonn n'achètent pas leur scepticisme devant ce type d'opérations, qu'ils soient le fait du gouvernement ou des professionnels de la publicité. — (Interim)

“Parler des limites du langage, c'est déjà les franchir” est une citation :

- de Philippe Minyana auteur dramatique (p. 22)
- d'Isabelle Huppert dans “Malina” (p. 34)
- du chanteur des Négresses Vertes (p. 28)

Avant de vous prendre la tête, lisez Télérama cette semaine.

Télérama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

URSS : la crise tchétchène

### M. Eltsine reconnaît son erreur

Alors que le président russe reconnaissait, mardi 12 novembre, que son décret sur l'état d'urgence chez les Tchétchènes avait été une erreur, M. Gorbatchev, le président soviétique, enfonçait les clous, plaçant à nouveau en faveur de l'Union et critiquant le projet élargi de libération des prix.

MOSCOU

de notre correspondant

Tout est bien qui finit bien. M. Boris Eltsine a implicitement reconnu que la proclamation de l'état d'urgence en Tchétchéne-Ingouchie avait été une erreur, il s'est engagé à appliquer les correctifs apportés à sa décision par le Parlement russe, et a profité de l'occasion pour rendre un hommage inattendu à la démocratie parlementaire.

Le président russe a ainsi fait dire mardi 12 novembre par son porte-parole qu'il n'avait «jamais été partisan du règlement de ce conflit [avec les Tchétchènes] à n'importe quel prix» et avait toujours envisagé «des méthodes politiques et des pourparlers, quelles que soient les difficultés».

Le décret sur l'état d'urgence et les mesures coercitives qui l'accompagnaient sont donc passés au chapitre des profits et pertes et il n'est pas question d'un quelconque «conflit» entre le président et le Parlement : «La démocratie parlementaire est en train de se former en Russie. Les pouvoirs exécutif et législatif se contrôlent mutuellement et cette procédure peut seule exclure les erreurs pouvant conduire à des conséquences tragiques».

«Erreur» : le mot est bien prononcé, de même que «tragique», adjectif largement utilisé ces jours derniers par les responsables de la police et du KGB qui avaient sagement préféré s'abstenir de tenter d'appliquer le fameux décret. Loin de s'abstenir dans une voie sans issue, Boris Eltsine reconnaît donc avec élégance ce qui reste une défaite politique majeure et, du coup, il limite les dégâts.

C'est tout à son honneur mais cela ne résout pas le problème pour autant. Le général Doudaev et ses amis, qui triomphent à Grozny, la capitale de la République, restent aux yeux de Moscou des autorités

illégitimes, issues d'élections qui n'ont concerné que les seuls Tchétchènes, à l'exclusion des autres nationalités — ingouches ou russes.

Déjà, portés par leur succès, les dirigeants tchétchènes estiment superflu le référendum sur l'indépendance prévu pour le mois de décembre et préparent la formation d'une «division tchétchène» susceptible de défendre tous les peuples du Caucase du nord contre une attaque extérieure. Certes le général Doudaev prend soin de ménager personnellement Boris Eltsine alors qu'il veut poursuivre en justice ceux qui l'ont conseillé dans cette affaire, notamment le vice-président russe Routskov. Mais les négociations entre les deux parties s'annoncent fort ardues, d'autant que les Tchétchènes posent comme préalable la reconnaissance de leur indépendance. Sur place la situation reste confuse, des assassinats suspects ont été commis à Grozny et le général Doudaev parle de «provocations».

Une série de petits cailloux

A Moscou le faux-pas tchétchène du président russe ne peut qu'affaiblir sa position à la veille d'une nouvelle réunion jeudi 14 novembre du Conseil d'Etat, c'est-à-dire des dirigeants des Républiques. C'est à cette occasion que le sort du ministère soviétique des affaires étrangères (que M. Eltsine veut réduire au strict minimum), devrait être définitivement fixé, comme devraient l'être précédées les fonctions et les attributions du «Comité économique inter-Républiques».

M. Gorbatchev en profitera certainement pour lancer un nouvel appel à la préservation d'une Union dotée de structures adéquates. Il a

déjà fait mardi au cours d'une conférence de presse consacré à la présentation de son fascicule sur le putsch, qui paraît à Moscou plusieurs semaines après sa publication en Occident. Sur un ton profondément affligé, il a évoqué «la déviation de l'Etat», les tentatives de remise en cause de la politique étrangère et la défense du pays, tout en se déclarant persuadé qu'au bout du compte, «les séparatistes, les isolationnistes, les ennemis de l'Union» seraient défaits.

Tout en mettant en avant, comme il le fait désormais systématiquement, ses excellentes relations avec M. George Bush, M. Gorbatchev s'est arrangé pour déposer gentiment une série de petits cailloux dans le jardin du président russe. On l'a ainsi entendu dire à propos de la crise tchétchène que certains «camarades» avaient «conclu un peu trop vite que les moyens politiques étaient épuisés» et avaient «surestimé l'importance de la force». Après quoi, il s'est félicité que «les Russes soient revenus à la voie juste, celle du dialogue». De manière encore plus explicite, il a remarqué qu'on ne pouvait «avoir deux attitudes différentes pour ce qui concerne la Fédération de Russie et l'Union».

M. Gorbatchev a aussi expliqué qu'il ne serait pas judicieux de «libérer les prix» sans accroître la production et «renforcer le contrôle sur les finances». Commencer par libérer les prix, a poursuivi le président soviétique, «ce serait se retrouver dans une situation critique et puis se demander quoi faire». N'est-ce pas précisément ce qu'on reproche de plus en plus à M. Eltsine, qu'il s'agisse de la réforme économique ou des conflits nationaux?

JAN KRAUZE

### Les comptes secrets du ministère soviétique des finances

Le ministère soviétique des finances disposait de 51,9 milliards de roubles — un quart du déficit budgétaire prévu cette année — sur deux comptes secrets, a annoncé, mardi 12 novembre, un responsable soviétique. L'existence de ces fonds, qui n'apparaissent pas dans le budget de l'Etat, était

restée connue par les ministres des finances, a-t-il affirmé, devant les députés soviétiques, le président de la Chambre basse du Parlement, M. Alexandre Orlov. Il a estimé que même M. Gorbatchev en igno-

rait l'existence. Le directeur de la banque d'Etat, M. Victor Gerechenko, a de son côté affirmé que le bureau politique de l'ex-PCUS connaissait ces comptes secrets, créés en 1939 et alimentés chaque année par les «résidus» budgétaires.

Il a affirmé être «presque sûr que cet argent ne servait pas à financer le Parti communiste», mais était probablement destiné à faire face aux situations imprévues, «notamment les catastrophes naturelles», a-t-il affirmé. — (AFP)

Roumain d'origine magyare

### L'évêque Laszlo Tökes dénonce le traitement de la minorité hongroise en Transylvanie

«La minorité hongroise de Roumanie est aujourd'hui victime d'une campagne d'hystérie orchestrée par le gouvernement de Bucarest», a déclaré Laszlo Tökes, le pasteur roumain d'origine magyare dont l'enlèvement fut à l'origine des premières manifestations à Timisoara en décembre 1989 contre le régime Ceausescu, ne cesse, depuis bientôt deux ans, de dénoncer la situation des quelque deux millions de Roumains de souche hongroise vivant en Transylvanie. M. Tökes, promu au rang d'évêque d'Oradea et de Timisoara, a de nouveau accusé les autorités de Bucarest «d'alimenter les tensions entre les différentes communautés du pays» lors de son bref passage à Paris, mardi 12 novembre, après une tournée aux Etats-Unis où il fut reçu par Lawrence Eagleberger, le numéro deux du département d'Etat.

Ces tensions avaient brutalement fait surface trois mois seulement après le renversement du «général des Carpates», lors des affrontements sanglants de Tirgu Mures en mars 1990 (six morts selon le bilan officiel). Depuis, les «Hongrois» de Transylvanie, l'une des plus importantes minorités ethniques d'Europe, affirment être la cible d'intimidations permanentes. M. Laszlo Tökes avance comme nouvel élément les résultats d'une commission d'enquête présentée le 17 octobre dernier au Parlement et au Sénat de Bucarest.

D'après l'explication de ce texte donné par M. Tökes, les autorités accusent un groupe de la minorité hongroise (les Sicules) d'avoir «martyrisé» la population roumaine, provoquant la mort de sept policiers et la fuite de deux cent vingt Roumains de cette région. M. Tökes ne nie pas l'exactitude des chiffres mais affirme qu'au cours des débats parlementaires retransmis en direct à la télévision «le pouvoir s'est livré à une campagne de haine sans précédent, exclusivement orientée contre la minorité hongroise...» Comme dans le passé, les gens ont été invités à arrêter leur travail pour assister à ce spectacle.

Le pays «appartient à ceux qui y habitent»

Dans ce climat de méfiance généralisée, M. Tökes a également souligné qu'il n'était pas question de «légiférer» le nouveau gouvernement de M. Theodor Stolojan en acceptant un poste ministériel pour l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (RMDs), le deuxième parti du pays même s'il n'a recueilli que 7,3 % des voix aux élections de mai 1990. Ce mouvement, dont Laszlo Tökes est le président d'honneur, pose deux conditions préalables à toute négociation : la création d'un ministère des minorités et la scolarité en hongrois pour tous ceux qui la réclament.

Mais l'attitude de cet évêque de trente-huit ans est parfois teintée d'ambiguïté. Tout en affirmant représenter «les intérêts de la Roumanie», M. Tökes n'hésite pas à dire que «la Transylvanie n'appartient pas à la Roumanie mais à ceux qui y habitent». Or cette région, certes attribuée à Bucarest après la première guerre mondiale, est néanmoins un territoire roumain.

Autre ambivalence : pendant son passage à Paris, Laszlo Tökes a été «hôte» de l'ambassade de Hongrie et il affirme qu'il n'a pas «eu le temps» de rencontrer les diplomates roumains. Et de préciser aussitôt que, de toute façon, ils «ne représentent pas les intérêts de la minorité magyare». Des propos que ne manqueraient pas de relever les cercles nationalistes roumains qui brandissent la menace de «l'irréductible hongrois»...

YVES-MICHEL ROLIS

■ TCHÉCOSLOVAQUIE : nouvel échec des débats sur l'avenir de la fédération. — Vingt-quatre heures de négociations sur un traité inter-républicain entre Tchéques et Slovaques proposé par le président Havel se sont à nouveau soldées par un échec, mardi 12 novembre, à Bratislava, où le Parlement slovaque devait reprendre, mercredi, l'examen d'une proclamation de souveraineté. — (Corresp.)



## DIPLOMATIE

La préparation du sommet européen de Maastricht

### Les principales divergences sur l'union politique demeurent malgré le geste des Britanniques

La première journée du «conclave» qui a réuni les 12 et 13 novembre les ministres des affaires étrangères des Douze à Noordwijk, aux Pays-Bas, afin de rapprocher les positions en présence moins d'un mois avant le conseil européen de Maastricht, s'est déroulée dans une atmosphère plutôt constructive. Cette tonalité doit beaucoup au changement de cap britannique à propos des compétences du Parlement européen.

NOORDWIJK

de notre envoyé spécial

Pour la première fois, M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, s'est résigné à l'idée que le nouveau traité instituant une union politique pourrait reconnaître des pouvoirs législatifs au Parlement européen. «Le Royaume-Uni a fait un réel effort pour rejoindre le reste du peloton», a commenté M. Roland Dumas.

Mardi soir, M. Dumas ainsi que M. Elisabeth Guigou se montraient confiants. Cependant, sur les points les plus sensibles — modalités de mise en œuvre de la politique étran-

gère et de sécurité commune (la PESD), instauration d'une politique de défense commune, extension des compétences de la Communauté, — il n'apparaît pas qu'à ce stade les positions aient vraiment évolué.

C'est dans le domaine des institutions qu'une certaine avancée s'est produite. Le Royaume-Uni, qui jusqu'ici ne voulait pas entendre parler de pouvoir législatif pour le Parlement de Strasbourg, d'un pouvoir de codécision partagé avec le conseil des ministres, accepte d'en voir instiller une certaine dose, mais à la condition expresse que les domaines de l'activité où s'appliquerait ce pouvoir restent étroitement circonscrits.

M. Hurd a cité le marché intérieur (secteur où l'essentiel de la législation est adopté), les programmes de recherche et ceux pour l'amélioration de l'environnement. C'est un champ sensiblement plus limité que ce que propose le projet de traité présenté par la présidence néerlandaise et que la France et l'Allemagne voudraient au contraire voir élargir. La procédure de codécision envisagée prévoit une série de nouvelles entre le conseil des ministres et le Parlement, avec la médiation constante de la Commission européenne, puis une procédure de conciliation et, en cas d'échec de celle-ci, reconnaît au Parlement le droit, en dernier recours, de rejeter la proposition discutée.

Ce rapprochement est loin de convenir au Parlement lui-même. M. Enrique Baron Crespo, son président, a fait état devant les ministres de sa «profonde déception», estimant que le projet de traité «confirmerait la suprématie des administrations nationales» et que sa logique essentielle «était la méfiance absolue à l'égard du Parlement».

M. Jacques Delors paraissait lui aussi d'une humeur plutôt maussade, qualifiant de «monstruosité juridique» le projet de traité sur la table. Depuis des mois, le président de la Commission décline avec constance que, dans le projet de traité d'inspiration franco-allemande étudié par les Douze, la politique étrangère et de sécurité commune ainsi que la coopération judiciaire échappent au moule communautaire. On ne peut oublier non plus que l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas ont annoncé qu'ils ne ratifieraient pas le traité d'union si celui-ci n'était pas auparavant approuvé par l'Assemblée européenne. Mine de rien, toujours sur ce terrain institutionnel, les Douze se sont mis d'accord sur plusieurs réformes non négligeables: la prochaine Commission européenne, qui devrait entrer en fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 1993, sera composée de douze membres (un par pays), au lieu de dix-sept aujourd'hui, et devra obtenir l'investiture du Parlement. Quant à celui-ci, il comptera dix-

neuf députés allemands supplémentaires (ce qui au lieu de quatre-vingt-un aura de tenir compte de l'intégration des cinq Länder de l'ex-RDA. M. Dumas s'est demandé s'il ne serait pas opportun de saisir l'occasion pour revoir la répartition du nombre de députés entre les Douze, avec l'idée d'augmenter également le nombre des parlementaires des «grands» pays, dont la France, mais cette tentative n'a pas trouvé d'écho.

Les Douze restent divisés sur l'élargissement des compétences de la Communauté ainsi — en corollaire — que sur les nouveaux domaines où les décisions pourront être prises à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité. M. Dumas a qualifié le débat de «confus», considérant cependant le projet de traité de la présidence néerlandaise comme «le point d'équilibre, pour ne pas dire le point d'arrivée, entre les aspirations des uns et des autres».

La France estime que le degré de «communautarisation» qui y est prévu en matière de politique sociale, industrielle et culturelle constitue un minimum au-dessous duquel il ne faudrait pas descendre. Il n'est pas le point de vue des Britanniques, hostiles à l'idée que la Communauté puisse davantage légiférer en matière de relations sociales. Les Espagnols, suivis par les Portugais, les Irlandais, les Grecs, demandent avec insistance que le

nouveau traité fixe déjà un certain nombre de règles en matière de «cohésion économique et sociale», autrement dit s'appesantisse sur la manière dont devra jouer demain, dans l'Union, la solidarité au profit des Etats membres les moins nantis. Ces gouvernements considèrent que le système actuel, où par exemple les fonds structurels profitent davantage à l'Italie qu'à l'Espagne, n'est pas adapté au problème qu'il est supposé traiter (la correction des déséquilibres entre les Etats membres) et souhaitent donc obtenir des garanties pour l'avenir.

PHILIPPE LEMAITRE

En France

Un débat à l'Assemblée nationale

L'ordre du jour de l'Assemblée nationale rendu public mardi 12 novembre indique que le gouvernement fera, le mercredi 27 novembre, une déclaration «sur l'état des travaux des conférences intergouvernementales avant le sommet de Maastricht», et que cette déclaration sera suivie d'un débat.

Fermeture de soixante et onze installations militaires

### Nouvelle réduction des forces américaines en Europe

Le commandement de l'armée américaine en Europe a annoncé, mardi 12 novembre, la fermeture totale ou partielle de soixante et onze installations militaires. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'une importante réduction des forces américaines en Europe annoncée en 1990.

Selon le Pentagone, ces réductions concernent un effectif d'environ quatre mille hommes. Soixante-huit installations en Allemagne, une en Italie, une aux Pays-Bas et une en Grande-Bretagne sont touchées.

Dix-sept de ces installations ne figuraient pas dans les précédents plans de désengagement, encore que la suppression de certaines d'entre elles ait été partiellement connue: c'est le cas du fameux point de passage de Check Point Charlie à Berlin.

Au total, depuis le début des réductions en 1990, trois cent quatre-vingt-neuf installations, allant des bases à de simples terrains de sport, ont été fermées, soit environ 25 % du total des installations américaines en Europe.

Les effectifs, actuellement de 290 000 militaires, devraient être ramenés à 150 000 en 1995, a annoncé le commandement militaire américain. — (AP, AFP.)

La succession de M. Perez de Cuellar

### Deux candidats africains en tête

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Pour la première fois depuis le début du processus électoral visant à assurer la succession de M. Javier Perez de Cuellar au poste de secrétaire général de l'ONU, le Conseil de sécurité a procédé, mardi 12 novembre, à un nouveau scrutin indicatif obligatoire, cette fois, les membres permanents (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS) à sanctionner leur éventuel veto, sans qu'il soit toutefois possible d'identifier le pays qui en serait à l'origine, les Cinq votant ensemble sur le nom d'un candidat.

A l'issue de ce vote, M. Boutros Boutros-Ghali, vice-premier ministre égyptien, a recueilli dix voix «pour», deux votes «contre» (mais pas de veto) et trois abstentions (dont une provient de l'un des Cinq), contre onze votes «pour», un «contre» et trois abstentions la

veille à l'occasion d'un scrutin qui ne différencie pas les votes des cinq permanents de ceux des dix autres pays membres du Conseil. De son côté, M. Bernard Chidzero, ministre des finances du Zimbabwe, a obtenu onze voix «pour», une voix «contre» (mais pas de veto) et trois abstentions (provenant de trois des cinq membres permanents) contre dix voix «pour», la veille, deux «contre» et trois abstentions.

Le fait que ni M. Boutros-Ghali ni M. Chidzero ne se soit heurté à un veto est interprété comme un élément favorable pour les pays non alignés (et d'autres pays dont la France et la Chine, qui soutiennent une candidature africaine). Mais rien n'est joué. Pour sa part, M. Javier Perez de Cuellar a manifesté quelque impatience devant les lenteurs du processus de désignation de son successeur. Il souhaite, en effet, déposer «d'un seul coup» pour pouvoir lui passer le relais dans des conditions satisfaisantes.

SERGE MARTI

## A TRAVERS LE MONDE

### AFGHANISTAN

#### Manifestation royaliste à Kaboul

Le gouvernement du président Najibullah a autorisé la tenue, le mercredi 13 novembre, d'un meeting convoqué par des partisans de l'ancien roi Zahir Shah, qui vit en exil à Rome depuis son abdication en 1973. La manifestation a été organisée par M. Zia Khan Nassery, d'origine afghane mais de nationalité américaine, rentré à Kaboul depuis dix jours seulement.

M. Nassery s'est dit prêt à demander l'autorisation au gouvernement, qu'il déclare illégitime. Un porte-parole officiel a néanmoins fait savoir que «toute manifestation qui pourrait contribuer à la paix ne rencontre pas d'obstacles». L'événement suscite un grand intérêt dans une ville où toute manifestation d'opposition est interdite depuis des lustres. Les partisans de M. Nassery, regroupés dans un «Centre pour la démocratie afghane», ont appelé les commerçants à fermer

leurs boutiques tandis qu'aura lieu cette manifestation, non loin du palais présidentiel. — (AFP.)

### LAOS

#### Les États-Unis annoncent l'envoi d'un ambassadeur à Vientiane

Le président Bush a annoncé, le mardi 12 novembre, que les États-Unis allaient prochainement nommer un ambassadeur au Laos. Depuis 1975, date de la victoire de Hanoi sur les forces américano-sud-vietnamiennes et de l'installation formelle d'un régime communiste au Laos, Washington était représenté à Vientiane par un chargé d'affaires.

Par cette décision, les États-Unis prolongent leur politique de rapprochement avec les pays socialistes d'Asie du Sud-Est. Cette annonce de M. Bush survient en effet au lendemain de l'ouverture d'une représentation diplomatique américaine au Cambodge, et peu avant le début, prévu courant novembre, de négociations avec le Vietnam en vue d'aboutir à une «normalisation» entre les deux pays. — (AFP, AP, Reuters.)

□ AFRIQUE DU SUD: les affrontements entre mineurs ont fait plusieurs dizaines de morts. — Les affrontements, survenus depuis le 8 novembre, dans la mine Président-Steyn, dans l'Etat libre d'Orange, ont fait au moins soixante-seize morts, a annoncé la police, mardi 12 novembre, après le décès de six mineurs. Deux hommes ont été arrêtés à la suite des troubles. La direction de la société Anglo-American, propriétaire de la mine, a renvoyé chez eux plusieurs milliers de mineurs, pour tenter d'apaiser les esprits. — (AFP, Reuters.)

Des prix à vous faire partir!

LA RÉUNION  
4770 F<sup>+</sup> A/R

Prix à partir de  
1000 F

Départs  
de PARIS

et de MARSEILLE

VO Diabolo, en vous conseillant...  
Tél.: 40 53 07 11  
101, bd Pereire, 75017 PARIS



Grâce à la qualité de sa signature, le Crédit local émet des obligations sur les marchés internationaux, en particulier sur le marché domestique japonais où il est assimilé à un émetteur souverain, c'est-à-dire «très sûr».

Principal banquier des collectivités locales, le Crédit local finance la réalisation de projets urbains, d'équipements sportifs, d'écoles, de crèches, de réseaux de transports, etc.

En devenant actionnaire du Crédit local, votre intérêt est double: vous participez à l'amélioration de votre cadre de vie et vous investissez dans une entreprise solide et dynamique.



CRÉDIT LOCAL DE FRANCE  
BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

مكتبة من الأدب



## PROCHE-ORIENT

LIBAN : pour la première fois depuis 1975

### Une délégation économique française s'est rendue à Beyrouth

BEYROUTH

de notre correspondant

Une délégation économique française, la première depuis le début de la guerre civile en 1975, vient d'effectuer une mission de trois jours au Liban. Placée sous le signe des très anciennes relations marchandes, notamment portuaires, entre Marseille et Beyrouth, cette délégation de vingt-trois membres a pu constater sur place que le Liban était bien engagé malgré des incidents graves toujours possibles, dans la voie de la pacification et de la stabilisation.

Le maître-mot des intenses conversations qu'a eues la délégation française à Beyrouth a été « partenariat ». Le ton a été donné par M. Jacques Saadé, président de la chambre de commerce franco-libanaise de Marseille, qui a pris l'initiative de la visite, et qui est lui-même d'origine libanaise comme tant d'autres hommes d'affaires français. Le président de la chambre de com-

merce et d'industrie de Marseille, M. Le Bars, son homologue de Beyrouth, M. Kassir, ont abondé dans ce sens. « Nous ne cherchons pas de dons, nous voulons des partenaires qui trouveront chez nous des répondants valables et compétents », ont souligné les interlocuteurs libanais. Leur démarche a été confirmée par le président de la République M. Elias Hraoui, étant entendu que partenariat implique aussi participation au financement.

Il ne pouvait bien entendu y avoir conclusion d'accords à l'occasion d'une première approche, mais les pourparlers engagés sont prometteurs, en particulier, cela va de soi, dans le domaine du rééquipement du port de Beyrouth et de son aéroport. La possibilité d'ouvrir une ligne aérienne Beyrouth-Marseille a été également étudiée. Des contacts ont été enfin établis dans les domaines hospitaliers, de l'hôtellerie et du bâtiment.

LUCIEN GEORGE

En Cisjordanie

### Nouvelle implantation de colons juifs près de Ramallah

Les colons du Gush Emounim (Bloc de la Foi) ont récemment entamé la construction d'une nouvelle implantation à proximité de la colonie de peuplement de Talmon, au nord-ouest de Ramallah, en Cisjordanie. A constaté mardi 12 novembre un journaliste de l'AFP. « Nous avons entrepris, il y a trois mois, les travaux de terrassement et dans trois mois nous allons commencer la construction de 400 chalets s'étalant sur un terrain d'une maison par jour », a affirmé un des colons, Shlomo, présent sur le chantier.

Officiellement, il s'agit d'une « extension » de Talmon Aleph, construit en mars 1989, où vivent cinquante familles, et de Talmon Beth, établi en avril 1991, et qui avait provoqué la colère du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. Le mouvement pacifiste « La Paix Maintenant » a adressé mardi un télégramme à M. Shamir pour protester contre la construction de cette implantation, et lui a demandé de « cesser les provocations qui nuisent au processus de paix ».

IRAQ

### Situation tendue entre les combattants kurdes et l'armée à Erbil

La situation était tendue mardi 12 novembre à Erbil, dans le Kurdistan irakien, où les combattants kurdes, sommés de reculer dans la ville par l'armée irakienne, se sont installés sur des lignes défensives autour desquelles ont lieu des accrochages depuis quatre jours.

Retranchés à 12 km au sud-est de la ville d'Erbil sur des lignes qu'ils ont renforcées, les peshmergas ont déclaré au correspondant de l'AFP qu'ils ne « reculeront pas plus ». « S'ils [les soldats irakiens] continuent d'avancer, ce sera une vraie bataille », a indiqué l'un d'eux, faisant état d'accrochages sporadiques entre forces irakiennes loyales à Bagdad et combattants kurdes dans cette région.

Ces forces, de puissance inégale, se restent depuis plusieurs jours autour d'Erbil, une des plus importantes agglomérations du Kurdistan, où les peshmergas ont occupé des positions abandonnées début novembre par l'armée irakienne. Celle-ci

tente de reconquérir ces positions en lançant des ultimatus auxquels les peshmergas répondent par des coups de feu en direction des lignes irakiennes.

L'armée, qui était à 40 km au sud-est d'Erbil il y a un mois, selon un responsable militaire de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani), avait avancé jusqu'aux abords de cette ville au début de la semaine dernière et tente de reprendre ses positions. Des accrochages sporadiques ont eu lieu ce week-end autour des villages proches d'Erbil : Janilah, Arab-Kanti et Pir Dawoud, et dans la région de Firdos où des combats ont eu lieu encore lundi soir. Selon la radio du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI) de Massoud Barzani, une attaque de l'armée irakienne contre des résistants kurdes dans cette région a fait douze morts et onze blessés dans les rangs des peshmergas. — (AFP, AP)

Pour vous le couple de la semaine, c'est :

- Charles Aznavour et Liza Minnelli (p. 69)
- Rickie et Lee Jones (p. 68)
- Jacques Dutronc et Patrick Bruel (p. 43)

Avant de marier,  
tout le monde avec tout le monde,  
Essez Téléràma cette semaine.

Téléràma

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

## AMÉRIQUES

ARGENTINE : la visite du président aux Etats-Unis

### M. Carlos Menem a rompu avec l'anti-américanisme traditionnel des péronistes

M. Carlos Menem effectue, du 13 au 19 novembre, un voyage officiel aux Etats-Unis. M. Menem sera le premier président péroniste à être reçu en grande pompe à la Maison Blanche. La dirigeant argentin a en effet rompu avec l'anti-américanisme traditionnel cher aux péronistes et s'est converti aux valeurs économiques libérales.

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

« Nous sommes de la même trempe. » La familiarité avec laquelle M. Menem parle de M. George Bush va au-delà de la simple boutade. Depuis son arrivée au pouvoir, ce caudillo provincial dont les promesses populistes pendant la campagne électorale pouvaient faire craindre le pire aux Américains, s'est fait l'apôtre du système capitaliste et de l'économie de marché. En deux ans et demi de gouvernement, il a transformé Buenos-Aires en allié inconditionnel de Washington alors que dans le passé, l'Argentine a eu des rapports conflictuels avec les Etats-Unis.

M. Menem sera reçu à la Maison Blanche et au Capitole où il prononcera un discours devant le Congrès. Les questions économiques figurent au premier rang des préoccupations argentines. M. Menem, qui fera escale à Houston, Washington, New-York et Miami, entend convaincre les hommes d'affaires américains que l'heure est venue d'investir en Argentine. Parmi ses principaux objectifs figurent l'obtention d'un nouveau prêt du FMI et des facilités de paiement de la dette exté-



rieure dans le cadre du plan Brady auquel l'Argentine espère accéder l'an prochain.

Ce voyage est aussi le couronnement du changement de cap opéré en matière de politique étrangère qui a débouché sur une véritable lune de miel avec Washington. En ce domaine, le président argentin se veut pragmatique. C'est au nom des bouleversements enregistrés dans le monde avec la guerre du Golfe et l'effondrement de l'empire soviétique qu'il a choisi d'actualiser la doctrine péroniste et d'abandonner la « troisième position » qui était l'étendard du fondateur du parti. Le général Peron, qui se voulait précurseur du mouvement des non-alignés, prônait l'indépendance de l'Argentine vis-

à-vis de Washington comme de Moscou. Le président Menem se dit partisan d'un « alignement stratégique » sur les Etats-Unis. En septembre dernier, l'Argentine a quitté en claquant la porte le mouvement des non-alignés.

Démonstrations d'amitié

Le premier souci de M. Menem, en arrivant à la Casa Rosada en juillet 89, a été d'établir des relations de confiance avec Washington de façon à dissiper entre autres la brume due à la guerre des Malouines. Au-delà des bonnes intentions, les Américains attendaient des actes. Le plus

spectaculaire a été l'envoi en octobre 90 de deux navires de guerre et de 300 hommes de troupe pour apporter un appui logistique aux forces alliées dans leur lutte contre Saddam Hussein. L'Argentine rompt avec une tradition historique de neutralité. « No Yankees no moristes », ce slogan populaire avait ainsi marqué dans les années 50 le refus du général Peron de combattre en Corée aux côtés des Américains.

M. Menem considère le président Bush comme un « ami personnel ». Le président argentin s'est rendu deux fois en visite officielle aux Etats-Unis. En décembre dernier, le chef de la Maison Blanche est venu à Buenos-Aires. Chaque rencontre a été l'occasion de spectaculaires parties de tennis et de grandes démonstrations d'amitié. Le rêve avoué de l'administration Menem est d'entrer dans « le premier monde ».

Début octobre, M. Menem a été le premier chef d'Etat argentin à se rendre en visite officielle en Israël, invoquant ses origines syriennes, il a même offert à plusieurs reprises de jouer les médiateurs entre Israël et les pays arabes. La rapidité avec laquelle il a condamné la tentative de putsch contre Mikhail Gorbachev lui a valu les félicitations du président Bush. Les grands journaux américains, qui n'ont vu, au départ, en M. Menem qu'un « latino » épris de voitures de course et entouré de scandales familiaux, ne tarissent pas d'éloges sur les succès du président argentin et l'ambassadeur américain à Buenos-Aires, M. Terence Todman, a été surnommé le « vice-roi » à cause de ses fréquentes interventions dans la vie politique du pays.

CHRISTINE LEGRAND

HAÏTI

### La délégation de l'OEA se heurte à l'intransigence des autorités

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

La délégation de l'Organisation des Etats américains (OEA) a poursuivi mardi 12 novembre, dans un climat tendu, ses entretiens pour tenter de dénouer la crise haïtienne. Ceux-ci se sont déroulés sous la pression de quelques centaines de manifestants favorables aux autorités issues du coup d'Etat militaire, que la police a laissé pénétrer jusqu'aux abords de l'hôtel où sont logés les délégués de l'OEA. Le Quai d'Orsay a d'autre part décidé d'envoyer un diplomate supplémentaire dans

son ambassade en Haïti et confirmé que celle-ci abritait « un certain nombre de personnalités haïtiennes qui y ont trouvé refuge ». La première mesure constitue une réponse à la demande de rappel de l'ambassadeur de France formée par le régime en place à Port-au-Prince. A mesure que la journée avançait et qu'il apparaissait clairement que les sept délégués de l'OEA ne transigeraient pas sur le principe du retour au pouvoir du président Jean-Bertrand Aristide, les manifestants sont devenus de plus en plus agressifs, brandissant des pancartes hostiles au Père Aristide, à l'OEA et à l'embargo décrété contre Haïti. Ils invectivaient les journalistes qui tentaient de se frayer un passage à travers la foule des bourgeois élégamment vêtus et de jeunes bères imbibés de rhum.

Des propos xénophobes, visant particulièrement les Français, accompagnaient des gestes menaçants.

Le ton est encore monté lorsque les manifestants ont appris que le Père Antoine Adrien, l'un des conseillers du président Aristide, se trouvait à l'intérieur de l'hôtel de ville avec la délégation de l'OEA. « Comment peut-on négocier dans ces conditions », s'indignait le Père Adrien au sortir de la réunion, tandis que les représentants de l'OEA lui conseillaient de ne pas quitter l'hôtel de ville. Selon le Père Adrien, il n'y aura pas de solution pacifique si l'OEA n'obtient pas des Etats-Unis qu'ils mettent à la raison les dizaines d'officiers supérieurs « responsables du coup ».

Dans la matinée, les représentants de divers partis politiques ont tenté d'expliquer aux délégués de l'OEA pourquoi le retour du président élu était impossible. Accusant la presse internationale de « désinformation », ils ont présenté le Père Aristide comme un apprenti dictateur souffrant de troubles mentaux. Pour une fois d'accord, le communiste René Théodore et le conservateur Marc Bazin se sont élevés contre l'embargo, qui frappe d'abord, selon eux, les couches les plus pauvres de la population. Un discours que la délégation de l'OEA avait déjà entendu lors de ses rencontres avec le chef du « gouvernement provisoire », M. Jean-Jacques Honorat, et avec le commandant de l'armée, le général Raoul

Cedras. « Un certain nombre de nos interlocuteurs n'ont pas encore compris que la communauté internationale n'est pas prête à légitimer le coup d'Etat. Notre mandat est clair : c'est le retour à l'ordre constitutionnel, qui passe par le retour au pouvoir du président Aristide », soulignait un membre de la délégation, peu optimiste quant à un succès à court terme des négociations.

Etudiants tabassés

L'intransigence des autorités issues du coup d'Etat était apparue clairement au début des entretiens, lorsque M. Honorat avait refusé l'aide alimentaire d'urgence proposée par l'OEA pour atténuer les effets de l'embargo. Tard dans la soirée de mardi, le chef de la mission, le Colombien Augusto Ramirez Osampio, était à nouveau réuni avec le général Cedras pour tenter de définir un accord minimum sur la poursuite des discussions après le départ de la délégation, qui devait regagner Washington mercredi.

Tandis que les manifestants hostiles au Père Aristide vitupéraient l'OEA, les partisans du président renversé il y a six semaines étaient violemment dispersés en bas de la ville. Des militaires casqués équipés de fusils d'assaut ont tabassé et arrêté plusieurs dizaines d'étudiants favorables au président en exil qui s'étaient rassemblés dans la matinée à la faculté des sciences de Port-au-Prince. « Nous sommes pour le Père Aristide, mais nous avons peur de nous faire tuer si nous le montrons », confiaient plusieurs personnes qui observaient la scène de loin.

Six journalistes, dont un correspondant haïtien de la « Voix de l'Amérique », ont été arrêtés et un étudiant a été tué par balle, selon plusieurs témoins. Un peu plus tard, des soldats accompagnés de civils armés ont empêché des partisans du Père Aristide de se réunir dans l'église Saint-Gérard de Port-au-Prince. Une manifestation en faveur du Père Aristide a également été violemment réprimée à Gonâves, à 150 kilomètres au nord de Port-au-Prince, selon Radio-Soledad, une des rares stations qui émettent encore des bulletins d'information.

JEAN-MICHEL CAROIT

CHILI

### Une manifestation en faveur des prisonniers politiques a été violemment dispersée

SANTIAGO

de notre correspondant

Jets de pierres et barricades d'un côté, gaz lacrymogènes et canons à eau de l'autre : les abords du palais présidentiel de La Moneda ont été le théâtre de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre mardi 12 novembre. Répondant à l'appel du « comité de soutien aux prisonniers politiques », plusieurs centaines de personnes entendaient exprimer leur solidarité avec les quatre détenus en grève de la faim depuis la fin septembre (le Monde du 6 novembre). La manifestation n'avait pas été autorisée, car le gouvernement accuse la gauche extra-parlementaire de prendre prétexte du mouvement des prisonniers pour provoquer des troubles.

Faisant suite à une semaine d'escarmouches, les incidents de mardi sont l'écho du durcissement de la grève de la faim. Si deux des détenus ont décidé de recommencer à s'alimenter, quatre irréductibles hospitalisés de force sur l'ordre de la justice, menacent de poursuivre leur jeûne « quelles qu'en soient les conséquences ». Ils ont d'ailleurs fait appel de la décision des tribunaux qui permet de leur injecter du sérum, et n'absorbent que de l'eau sucrée. Les médecins qui les ont examinés jugent leur état « critique ».

Soucieux de ne pas prêter le flanc aux reproches de la droite, le ministre de l'Intérieur a donné à la police la consigne de disperser sans ménagement les manifestations de soutien aux prisonniers. Mais le porte-parole du gouvernement a tenu public, au moment où les incidents éclataient autour du palais présidentiel, un projet de loi dont l'approbation permettrait d'accélérer les procédures judiciaires. La plupart des cent quarante-cinq détenus politiques attendent encore un jugement définitif, et ne peuvent donc bénéficier de la grâce présidentielle.

Partisan d'une solution plus expéditive, le président de la Chambre des députés et dirigeant socialiste, M. Jose Antonio Viera-Gallo, souhaite le vote d'une nouvelle loi d'amnistie. La première, approuvée par le régime militaire afin de couvrir ses exactions, ne s'applique qu'aux délits commis jusqu'en 1978.

GILLES BAUDIN



## AFRIQUE

**DJIBOUTI : à la suite d'affrontements entre maquisards afars et militaires**

### Le gouvernement a décrété la « mobilisation générale »

Le gouvernement a décrété, dans la matinée du mercredi 13 novembre, la « mobilisation générale de tous les citoyens » pour défendre les institutions de la République et l'intégrité territoriale du pays. Cette mesure concerne les militaires et les policiers « rendus à la vie civile depuis moins de cinq ans », mais pourrait également, si les troubles persistent, s'étendre aux jeunes âgés de dix-huit à vingt-cinq ans. L'armée nationale djiboutienne compte environ 2 500 soldats.

Ce décret intervient alors qu'on apprend, de sources concordantes, que des accrochages entre maquisards afars et soldats gouvernementaux se sont produits, mardi, dans la région de Tadjoura, dans le nord du pays. Selon les informations recueillies par l'AFP, un soldat aurait été tué, deux autres blessés et une unité de quarante hommes serait portée manquante.

Selon d'autres informations, les troubles auraient débuté dans la nuit de lundi à mardi, vers 4 heures du matin, avec l'attaque de la station de relais hertzien proche de Tadjoura par de jeunes maquisards du Front révolutionnaire pour l'unité et la démocratie (FRUD). Les soldats gouvernementaux, cantonnés dans la caserne locale, auraient tenté de riposter, mais seraient tombés dans une « embuscade » tendue par les troupes du FRUD. Certains témoignages, recueillis à Djibouti-ville, font état d'une « cinquantaine de morts » et de « nombreux blessés » dans les rangs de l'armée.

Ce bilan officiel doit, toutefois, être considéré avec prudence. « On ne sait pas quel est le nombre des victimes. La radio nationale n'ayant donné aucune information à ce sujet, on ne connaît la situation que par la bouche à oreille », a reconnu, mercredi, en milieu de journée, l'ancien premier ministre d'origine afar Ahmed Dimi. « D'après les coups de téléphone que j'ai reçus de Tadjoura, les combats semblent continuer, car on entendait, ce matin encore, les échos de la canonnade », a-t-il précisé. Toujours selon M. Dimi, « des

renforts de troupes ont été acheminés, par bac », du port de Djibouti jusqu'à Tadjoura. Une partie de l'armée aurait été envoyée, plus au nord, vers Obock.

Un violent accrochage avait déjà eu lieu, le 17 octobre, dans le district de Dikhil (sud du pays). L'armée en était sortie victorieuse, tuant une douzaine de rebelles du FRUD. L'attaque de Tadjoura paraît avoir été organisée en représailles contre ce que d'aucuns, parmi les oppo-

sants afars, considèrent comme un « massacre ». Créé il y a quelques mois, le FRUD serait le produit de la fusion de trois factions armées, composées de jeunes Afars.

A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a déclaré, mercredi, que le gouvernement suivait avec « vigilance » la situation à Djibouti et qu'il avait encouragé « vivement » les responsables djiboutiens à engager le dialogue avec l'opposition.

**KENYA : à quelques jours d'un meeting de l'opposition**

### Le gouvernement lance une mise en garde aux diplomates étrangers

Le gouvernement a demandé, mardi 12 novembre, aux diplomates en poste à Nairobi de ne pas assister au rassemblement que les mouvements d'opposition, regroupés au sein du Forum pour la restauration de la démocratie (FORD), ont l'intention de tenir, samedi 16 novembre, dans la capitale. Ce meeting a été interdit par les autorités.

Les diplomates qui décideraient d'assister au meeting « violeraient les conventions internationales, selon lesquelles les diplomates s'engagent à travailler avec le gouvernement en place », a précisé, à la télévision nationale, le chef de cabinet du ministre des affaires étrangères.

Ce durcissement de ton survient après les déclarations d'un porte-parole de l'ambassade américaine, estimant que le rassemblement constituait un « événement politique international ». L'ambassade des États-Unis a indiqué qu'elle prévoyait d'y envoyer deux ou trois observateurs. Des affrontements avaient eu lieu, en juillet, entre

manifestants et forces de l'ordre, lors d'un rassemblement de l'opposition, lui aussi interdit. Le FORD, créé il y a quelques mois, milite pour l'instauration du pluralisme politique — ce à quoi le président Daniel arap Moi s'est toujours opposé. Le FORD a annoncé qu'il avait invité les diplomates étrangers au rassemblement, mais on signale, de source diplomatique, que seule l'ambassade américaine aurait répondu favorablement à cette invitation.

Les relations entre le Kenya et les pays occidentaux, singulièrement les États-Unis, se sont sensiblement détériorées, depuis ces deux dernières années. Les récentes accusations de corruption lancées, notamment, contre le ministre de l'Industrie, M. Nicholas Biwott, n'ont pas contribué à détendre l'atmosphère.

Ainsi, dans une lettre ouverte publiée par la presse locale, le patron de la firme Lonrho, qui finance le quotidien kenyan *The Standard*, a exprimé son mécontentement. « Le problème avec M. Biwott est que tout le monde, au Kenya, sait qu'il a touché des dizaines de millions de commissions », M. Biwott, qui a qualifié ces allégations de « malveillantes et diffamatoires », a précisé qu'il avait demandé à ses avocats de « faire enquête ».

Mais le ministre de l'Industrie n'est pas le cible des seuls journalistes : il a été formellement accusé de corruption devant la commission d'enquête sur le meurtre de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Robert Ouko, mystérieusement assassiné en février 1990. Deux autres personnalités du gouvernement, MM. George Saitoti et Elijah Mwangi, respectivement vice-président et ministre de l'Agriculture, ont aussi été accusés par une commission internationale de consultants, BAK, basée en Suisse, d'avoir demandé des pots-de-vin aux compagnies étrangères, en échange de contrats lucratifs avec le Kenya.

Ces accusations étaient contenues dans des lettres, que M. John Troon, un détective de Scotland Yard, chargé d'enquêter sur la mort de l'ancien ministre, a présentées à la commission d'enquête sur l'affaire Ouko. Selon ce détective, M. Ouko a été assassiné pour avoir acquis — vraisemblablement d'un peu trop près — sur les affaires de corruption, impliquant des personnalités du régime. — (AFP)

■ **ÉTHIOPIE** : cinquante personnes ont été tuées à Dire-Dawa. — Des affrontements entre membres des tribus amharas et oromos ont fait cinquante morts, à la fin de la semaine dernière, à Dire-Dawa, dans l'est de l'Éthiopie, ont indiqué, mardi 12 novembre, des sources bien informées dans la région. — (AFP)

■ **MALI** : onze maquisards ont été tués lors d'un accrochage dans le nord. — Onze maquisards armés et « vêtus de treillis » ont été tués, samedi 9 novembre, dans la région de Goundam, dans le nord du pays, lors d'un accrochage avec une patrouille de l'armée, a annoncé, mardi 12 novembre, à Bamako, le ministère de l'Intérieur. — (AFP)

■ **SÉNÉGAL ET GUINÉE-BISSAU** : la Cour internationale de justice a confirmé l'accord de 1960. — La Cour internationale de justice (CIJ), plus haute instance judiciaire des Nations unies, a estimé, mardi 12 novembre, à La Haye, que l'accord conclu entre la France et le Portugal, le 26 avril 1960, sur la délimitation de la frontière maritime entre le Sénégal et la Guinée-Bissau était toujours valable. — (AFP)

■ **M. Nelson Mandela a reçu la Colombe d'or de la Fédération internationale des droits de l'homme**. Le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a reçu vendredi 8 novembre, à Dakar, la Colombe d'or de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). — (AFP)

## ASIE

**TIMOR-ORIENTAL : au moins cinquante morts à Dili**

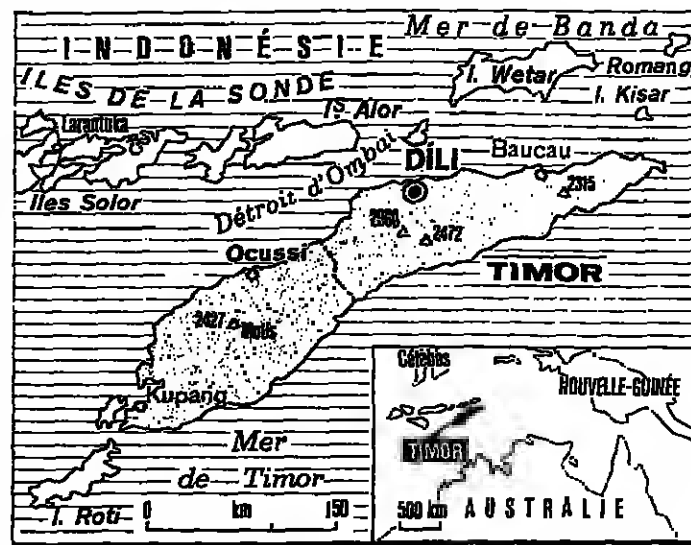
### L'armée indonésienne a tiré sur une foule de jeunes gens

De cinquante à soixante morts et des dizaines de blessés : tel est, de sources proches de l'Eglise catholique, le bilan du massacre perpétré le mardi 12 novembre à Dili, capitale du territoire de Timor-Orientale, par l'armée indonésienne. (Le Monde du 13 novembre). Djakarta, pour sa part, a, tardivement, reconnu la mort de cinquante « émeutiers ». Selon la Fondation d'aide juridique indonésienne, le bilan serait de 115 victimes.

Selon le témoignage de nombreux journalistes présents à Dili, les forces de l'ordre ont tiré, vers 8 heures du matin, sur une centaine de personnes qui tentaient d'entrer au cimetière de Santa-Cruz pour y déposer une gerbe sur la tombe d'un jeune homme, Sebastiao Gomes, tué le 23 octobre par la police dans des conditions mal précisées.

Ces jeunes gens, qui venaient de l'église de Moatel, où ils avaient assisté à une messe à la mémoire de leur camarade, ont, apparemment, sur leur passage, lancé des pierres contre des soldats qui gardaient l'hôtel Resende, où résidait un représentant des Nations unies, venu enquêter sur des cas de tortures. Les manifestants criaient des slogans favorables à l'indépendance de Timor ; mais ils n'étaient pas armés. Selon les autorités indonésiennes, les « émeutiers » auraient tenté de se diriger vers les bureaux du gouverneur. L'armée a procédé à une centaine d'arrestations.

Les réactions internationales sont, dans l'ensemble, mesurées. Cette attitude reflète la relative indifférence de l'opinion mondiale quant à la situation de ce territoire portugais, peuplé de 650 000 personnes, situé à l'extrémité orientale de l'archipel indonésien, et que Djakarta, maître depuis l'indépendance de 1945 de la partie occidentale de l'île, a envahi en 1975 puis annexé l'année suivante comme sa « vingt-septième province ». Les États-Unis ont



demandé à Djakarta une « enquête complète », de même que l'Australie. A Lisbonne, cependant, le président Mario Soares a condamné « la violence croissante de l'Indonésie » à Timor-Orientale. L'ONU continue de reconnaître la souveraineté du Portugal en attendant l'organisation d'un référendum d'autodétermination, que l'Indonésie refuse.

La tension était montée à Dili lorsqu'avait été annoncée l'arrivée, pour le 4 novembre, d'une commission de parlementaires portugais et indonésiens. Ce déplacement était le premier fruit d'une « mission de bons offices » que l'Assemblée des Nations unies avait, en 1982, confiée au secrétaire général M. Perez de Cuellar.

La déception a été vive lorsque la venue de cette commission a été reportée sine die, par décision portugaise, après que Djakarta eut refusé la présence, parmi les journalistes autorisés à accompagner la délégation, d'une Australienne, M<sup>lle</sup> Jill Jolliffe, correspondante à Lisbonne du journal *The Age* de Melbourne. Selon le ministre des affaires étrangères indonésien,

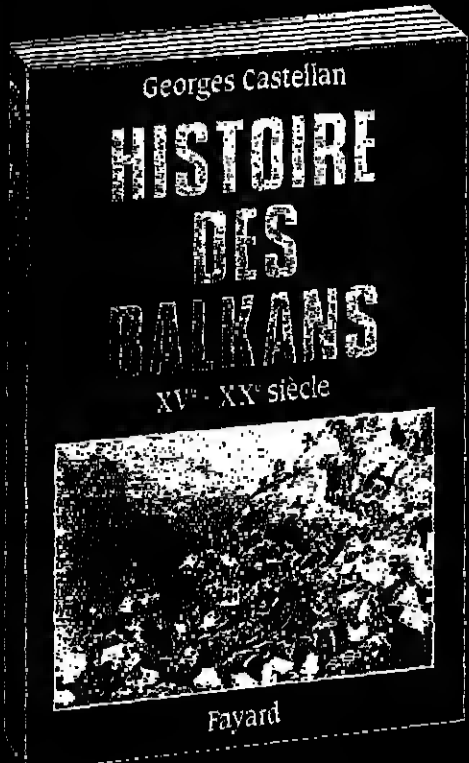
M<sup>lle</sup> Jolliffe est en réalité une « militante » du FRETILIN, le Front de libération de Timor, qui a dirigé, d'abord par les armes puis, depuis 1989, de façon plus diplomatique, la résistance à l'invasion indonésienne. — (AFP, AP, Reuters, UPI)

■ **BIRMANIE** : appel de musulmans à la communauté internationale. — Le dirigeant d'une organisation représentant des Birmans de confession musulmane, les Rohingyas, réfugiés par centaines de milliers au Bangladesh, a lancé, le mardi 12 novembre, un appel aux Nations unies pour que cessent « la persécution et l'extermination » de cette communauté par les militaires au pouvoir à Rangoun. Selon M. Nurul Islam, président du Front islamique Arakan Rohingya, près de 1,2 million de Rohingyas ont fui leur pays au cours du dernier demi-siècle, en des vagues successives reflétant des poussées d'intolérance à leur encontre du pouvoir central birman. — (UPI)

## ORIGINES ET ACTUALITÉ DES BALKANS

Rien de plus rébarbatif que cette non conformiste « Histoire des Balkans » publiée par Georges Castellan. L'auteur, dans la maîtrise force l'estime, renverse lieux communs et idées reçues avec jubilation.

Éric Roussel, *Le Figaro*



Le mérite majeur de cet ouvrage est de montrer à quelles profondeurs plongent les racines des conflits qui ensanglantent aujourd'hui la Yougoslavie, mais aussi les antagonismes entre Turcs et Bulgares, les tensions persistantes en Transylvanie, l'antisémitisme latent en Roumanie, les revendications des Albanais du Kosovo, l'irrésistible mouvement qui annonce le détachement des Moldaves de l'ex-Union soviétique. Bref, l'essentiel de ce qui fait aujourd'hui l'actualité des Balkans.

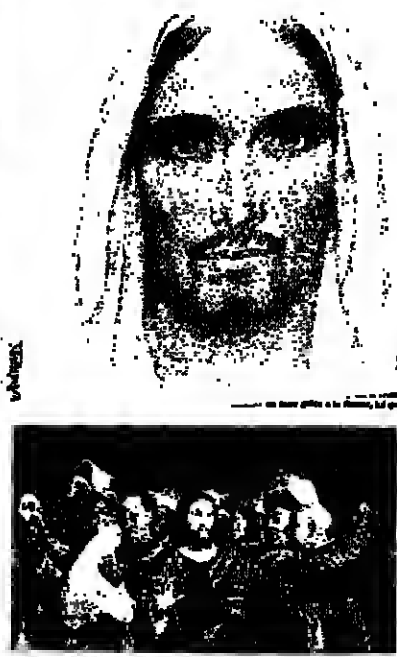
Alain Jacob, *Le Monde*

l'Histoire  
chez  
**FAYARD**

## ALAIN DECAUX

de l'Académie française

ALAIN DECAUX raconte  
**JÉSUS**  
aux enfants



Un album de 240 pages - 160 dessins et documents en couleurs - Format : 210 mm x 265 mm - Prix : 165 F T.T.C.

Pour les parents  
comme pour  
les enfants

« Ce que ce livre vous propose, c'est une histoire qui ne ressemble à aucune autre : la plus extraordinaire sans doute qui ait jamais été contée. »

Alain Decaux

Perrin

كتاب من التراث



هنا في الوطن

# POLITIQUE

Après les déclarations du président de la République sur la réforme des institutions

## L'opposition se donne dix jours de réflexion...

Si la chose était vraiment allée de soi, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac n'auraient pas dû, mardi 12 novembre, signer un communiqué commun pour expliquer qu'« ils souhaitent une réaction de l'opposition cohérente et commune vis-à-vis des initiatives politiques de François Mitterrand ». Après avoir pris soin de faire savoir qu'ils étaient le matin même spécialement téléphonés à cet effet, les présidents de l'UDF et du RPR se sont donc mis d'accord pour juger nécessaire « une concertation approfondie » s'engageant entre leurs deux formations, « en prenant en compte les aspects politiques qui ont visiblement inspiré l'initiative présidentielle ».

C'est dire l'embarras qui a gagné depuis dimanche les rangs de l'opposition, qui paraît se méfier autant d'elle-même que des chausse-trappes élyséennes. « Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? » s'était étonné, dès dimanche soir, sur Antenne 2, M. Giscard d'Estaing. Il n'est plus le seul, à droite, à se poser la question.

Selon M. Gérard Longuet, le bureau de l'UDF devrait se réunir jeudi 21 novembre pour tenter d'élaborer une ligne de défense commune. « On se donne dix jours de réflexion », a-t-il déclaré mercredi matin sur Europe 1. Il y a pourtant peu de chances que, d'ici là, M. Mitterrand ait pris le soin, comme le souhaitent dans leur commune, MM. Giscard d'Estaing et Chirac, « de clarifier ses propositions constitutionnelles ». Selon son habitude, le chef de l'Etat attendra que l'opposition ait donné le spectacle de ses égarements et de ses hésitations pour clore à sa façon et à sa place le débat qui s'engage. MM. Giscard d'Estaing et Chirac ont raison de se faire quelque souci. Passant outre aux consignes des présidents de l'UDF et du RPR, réactions et avis ont déjà commencé à tomber. M. Edouard Balladur, qui précise sa position dans nos colonnes, a suggéré que les réformes préconisées par M. Mitterrand n'attendent pas le deuxième semestre de 1992, mais M. Alain Juppé a jugé tout de suite cette proposition-là hasardeuse, estimant que « c'est quelque chose qui ne s'improvise pas ». D'autres réactions sont venues.

□ Sondage : M. Mitterrand serait battu par M. Chirac. - Si l'élection présidentielle de 1988 se jouait aujourd'hui, M. François Mitterrand serait battu par M. Jacques Chirac. Il recueillerait au second tour 45 % des voix contre 55 % au président du RPR, selon un sondage IFOP publié par le Figaro du 13 novembre. M. Mitterrand avait été élu en 1988 avec 54,01 % des suffrages, devançant M. Chirac de plus de huit points (45,98 %). Selon cette enquête, réalisée du 6 au 8 novembre auprès de 728 personnes, au premier tour, 25 % des personnes interrogées ne voteraient pas ou voteraient blanc.

plus ou moins opportunes, attestant que l'opposition est dans ses petits souliers. Gène chez ses dirigeants. La plupart ont à cor et à cri dénoncé ces dernières semaines « l'immobilisme » de M. Mitterrand, lui ont reproché, comme le faisait encore dimanche dernier M. Giscard d'Estaing devant les députés UDF, de refuser toute amélioration constitutionnelle. Dans ces colonnes mêmes (le Monde du 7 novembre), M. Barrot expliquait que « la France souffrait de l'absence des réformes de structures » et qu'il fallait commencer par le commencement, en ayant le courage d'ouvrir le dossier d'une véritable réforme structurelle de nos institutions.

### La mauvaise humeur de la base

Cobérents avec eux-mêmes, certains, à l'instar de M. Balladur, semblent donc accepter la discussion, à la condition qu'elle soit franche et loyale. Mais la plupart des responsables de parti, qui ont d'autres contingences que M. Balladur, sont plus que réticents, flairant « la manipulation » et sachant bien qu'à l'intérieur de leurs propres formations les positions ne sont pas claires. L'attitude de M. Longuet est à cet égard étonnante. Dans une récente lettre aux militants, le président du RPR se prononçait avec force en faveur du septennat, « qui permet, écrivait-il, l'arbitrage et le recul ». Il s'est gardé de le répéter, ne voulant pas, selon son entourage, « ouvrir

une voie discordante » et souhaitant « bâtir un front commun pour répondre d'une manière tactique à une manœuvre tactique ».

Les responsables de l'opposition vont devoir également tenir compte de la mauvaise humeur de leur base, qui s'est notamment manifestée au cours des réunions des groupes parlementaires de mardi. Au contact des réalités de leur circonscription, les députés n'ont pas manqué de faire valoir que ce genre de débat était à certains lieux des préoccupations de leurs électeurs. Et ils ne se sont pas privés, non plus, de reprocher à certains de leurs dirigeants d'avoir par leurs propres positions, exposées dans la presse sans aucune concertation, facilité considérablement le jeu de M. Mitterrand. Dès lors, MM. Chirac et Giscard d'Estaing, qui ne sont pas de ce point de vue sans reproches, vont certainement avoir beaucoup à faire pour imposer à l'opposition de rester groupée. M. Giscard d'Estaing parviendra-t-il à rallier tout le monde sur ses positions en faveur du quinquennat ? RPR et UDF tiendront-ils sur leur refus de toute modification du mode de scrutin avant les prochaines élections législatives ? Ou bien rejettent-ils en bloc ces propositions, présidentielles sous le prétexte, déjà entendu, que M. Mitterrand n'a plus le crédit moral pour s'avancer sur un tel terrain ? Ce qui va se passer maintenant à droite sera le premier vrai test de résistance du ciment de l'UPF.

DANIEL CARTON

## Un entretien avec M. Edouard Balladur

Suite de la première page

Ce serait courir un risque d'affrontement entre les pouvoirs sans autre issue que le coup d'Etat, comme notre histoire en offre un exemple.

« Reste la quatrième solution, qui a ma préférence. Maintenir les équilibres essentiels de nos institutions qui, je le disais, sont bonnes, mais les modifier sur certains points. Tout d'abord, pour que le peuple ait la parole plus souvent : réduction du mandat présidentiel, changement du référendum, qu'il soit d'initiative parlementaire, voire d'initiative populaire ; ensuite, pour que le Parlement voie ses droits mieux assurés : possibilité pour l'opposition de voir inscrire certaines de ses propositions à l'ordre du jour, limitation du nombre des cas dans lesquels le gouvernement peut avoir recours à l'article 49-3.

« J'ajouterais une dernière modification qui me paraît souhaitable : des lors que le Conseil constitutionnel a considérablement élargi son rôle en interprétant notamment la déclaration des droits, il importerait que celle-ci fût précisée afin de ne pas laisser au Conseil constitutionnel une marge d'appréciation trop grande. De nos jours, que signifie exactement le contenu des principes de liberté, d'éga-

lité, de justice ? Nous ne réglons pas les problèmes de notre société, qui sont l'éducation, l'organisation de la justice, le contenu de la notion de citoyenneté, la protection familiale, l'avance de la Sécurité sociale si la déclaration des droits n'est pas plus précise sur les principes essentiels et ce qu'ils autorisent au législateur.

« Dans le schéma proposé, la réduction éventuelle du mandat présidentiel s'applique-t-elle à M. Mitterrand ?

« Juridiquement, ce ne serait possible que si c'était prévu dans la modification de la Constitution. Apparemment, telle n'est pas l'intention affichée de M. Mitterrand.

« Répondre au défi qui est lancé »

« Le calendrier vous paraît-il satisfaisant ? Le président vous a-t-il paru complet dans la mise à jour des institutions ?

« Il importe que la modification de la Constitution, qui est un acte essentiel, ne puisse pas être soupçonnée d'être une entreprise de diversion électorale. Je n'ai pas été convaincu par le raisonnement de M. Mitterrand ; pour moi ne pas opérer maintenant cette

## Au Palais-Bourbon : le colis au coin du quai

Face aux propositions de réforme constitutionnelle faites par le président de la République, les députés rassemblés, mardi 13 novembre, dans un coin du quai de la gare ou sous la banquette de leur compartiment, un colis abandonné. Il y a ceux qui regardent, sans trop oser s'approcher, et ceux qui font comme s'ils n'avaient rien vu. Il y a les inquiets, qui, persuadés qu'il s'agit d'un piège, changent de compartiment ou appellent au secours le contrôleur. Les téméraires, qui donnent un coup de pied dedans, pour voir ce qu'il en sort. Enfin, il y a les éternels optimistes, qui se disent que peut-être, ce colis renferme un trésor.

Le groupe UDF respectait fidèlement les consignes de prudence et de méfiance, données par son président, M. Charles Millon, qui les avait mis en garde contre « une opération de manipulation, de camouflage et de diversion » du président de la République. M. François d'Aubert allait même plus loin, en se pinçant le nez devant cette « ratatouille constitutionnelle pour gogos, qui va mijoter pendant un an et enfumer l'atmosphère ».

Chez les centristes, les députés étaient plus partagés. Si M. Jacques Barrot (Haute-Loire), président du groupe, demandait à regarder d'un peu plus près le contenu du colis, M. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire) sonnait l'alerte contre « un double écran de fumée, d'une adresse tout à fait mitterrandienne ». Pour le député centriste, ces propositions de réforme sont lancées dans le

seul but de « donner un coup de main au PS, pour noyer la modification du mode de scrutin ». « Si l'on avait pu en besoin de changer le système électoral, le président n'aurait jamais proposé de réformer la 1<sup>re</sup> République », affirme M. Alphandéry.

Si à l'UDF, comme au RPR, la majorité des députés était convaincue que ce paquet présidentiel était piégé, elle ne faisait pas toujours confiance à ses dirigeants pour le déminer. MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing se voyaient discrètement reprocher d'avoir fait « la part belle » à M. Mitterrand en « lançant au-dessus du débat » sur la réforme des institutions par M. Patrick Olivier (RPR, Hautes-Alpes), tandis que M. Jean-Yves Haby (UDF, Hauts-de-Seine) constatait que « tout le monde est embêté, à commencer par nos deux présidents ». « C'est déjà la cacophonie », soupire M. Jean-Jacques Hysté (UDC, Seine-et-Marne), en croisant les doigts pour que « l'opposition fasse très, très attention face à une mécanique présidentielle parfaitement montée ».

### M. Poujade et le cheminot

Après tout, ce colis n'est peut-être pas si dangereux que cela, s'entendait, au contraire MM. André Rossi (UDF, Aisne) et Robert Poujade (RPR, Côte d'Or), convaincus tous deux que « les Français n'ont rien à craindre de la durée du mandat présidentiel ». M. Poujade avait, d'ailleurs, livré à son groupe, le témoignage d'un cheminot qui lui avait

dit : « Moi, ce qui m'intéresse, c'est par votre réforme, c'est mon salaire. » Et M. Poujade d'ajouter : « Moi, ce qui m'intéresse, c'est l'avis de ce cheminot. » Seul M. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) ne voyait pas du tout le danger, folâtrant autour du paquet, sans même dissimuler son envie gourmande de l'ouvrir. « Il faut être pragmatique, disait-il, et cesser de jouer à cache-cache pour considérer l'intérêt national au lieu des intérêts partisans. Faisons les réformes qui sont indispensables. Ce n'est pas un piège pour l'opposition ».

M. Devedjian devrait attendre encore un peu, car les députés socialistes n'entendent pas lâcher d'aussi tôt cette surprise tombée du ciel. « Le président lance des balles, à nous de les reprendre au bond », affirmait M. François Hollande (PS, Corrèze). La réforme du mode de scrutin, maintenant qu'elle s'accompagne d'un ensemble de modifications institutionnelles, lui convient tout à fait. M. Claude Bartolone (PS, Seine-Saint-Denis) s'enthousiasme lui aussi : « Une démocratie plus forte et plus vivante, c'est tout un programme ! ». M. Hollande voit déjà se dessiner un nouveau projet de gouvernement : « La démocratie dans les institutions, mais aussi, dans l'entreprise, face à la décentralisation, face aux problèmes de l'environnement... » Et si le colis présidentiel contenait le plus beau cadeau dont pouvait rêver le groupe majoritaire, l'espoir, enfin.

PASCALE ROBERT-DIARD

modification, sous prétexte que cela infligerait sur la campagne pour les élections régionales, et la mettre en œuvre dans un an, alors que cela influerait sur les élections législatives ?

De deux choses l'une : si on nous propose une réforme simple et claire, nous n'avons pas besoin d'attendre un an ; si, au contraire, il s'agit d'une réforme de grande ampleur, complexe, ce n'est sûrement pas en fin de législature qu'il faut soumettre le projet au Parlement et aux Français. Veul-on nous amener à ne parler que Français durant un an, que de modifications de la Constitution... ou de cohabitation ?

Ce qui les préoccupe par-dessus tout en ce moment, c'est le chômage, la formation des jeunes, l'avenir de notre nation dans le monde.

De toute manière, l'opposition doit répondre au défi qui lui est lancé : il propose que le RPR et l'UDF se réunissent au sein du bureau politique de l'UPF afin d'élaborer, si besoin est, les modifications qui leur paraissent nécessaires aux propositions de M. Mitterrand. Dès lors, le débat pourrait avoir lieu à la prochaine session de printemps. Si le gouvernement n'est pas prêt, la sagesse voudrait qu'il le reporte après les élections législatives.

Quant au contenu des réformes proposées, j'observe que M. Mitterrand est resté vague sur certains points. Quelle est, par exemple, la durée du mandat présidentiel qu'il souhaite proposer ? De plus, il a été imprécis sur celles de ses modifications qui seraient soumises au Parlement et celles qui seraient soumises au référendum.

« M. Mitterrand a pris l'opposition au mot. Cela vous gêne-t-il ? Vos réponses personnelles s'élèveront-elles à leur tour contre l'opposition ? N'allez-vous pas plus loin que ne le souhaiterait l'opposition ?

« La surprise peut venir du fait que M. Mitterrand ait attendu onze ans pour proposer une réforme des institutions qu'il n'avait que pour ses successeurs. Pour ma part, je ne me sens nullement gêné. Je vous l'ai dit, il y a plusieurs positions dans l'opposition : nous devons en débiter. Ce qu'il faut, c'est que cette réforme soit la plus objective possible et non pas orientée politiquement pour la plus grande satisfaction du PS et du président. C'est pour cela, il me semble, que si M. Mitterrand veut dissiper toute équivoque, il doit se prêter à l'instauration d'une très large procédure de consultation entre toutes les forces politiques du pays. C'est ce que fit naguère le général de Gaulle en instituant un comité constitutionnel qui comprenait les représentants de tous les partis. Le résultat c'est que la Constitution a été approuvée par 80 % des Français mais pas par le Parti communiste et pas non plus, il est vrai, par M. Mitterrand.

« Vous avez toujours voté contre le mode de scrutin. Le résultat c'est que la Constitution a été approuvée par 80 % des Français mais pas par le Parti communiste et pas non plus, il est vrai, par M. Mitterrand.

« Si l'on suit M. Mitterrand, nous aurons changé de mode de scrutin à chacune des quatre élections législatives depuis qu'il est au pouvoir. Quelle est la démocratie qui fonctionne avec de si fréquentes modifi-

cations de la règle du jeu ? Croit-on vraiment qu'on restera ainsi la confiance des Français dans la politique ?

« Je suis partisan de la stabilité du mode de scrutin, mais ne devrions-nous pas modifier qu'avec des majorités qualifiées, ce que la Constitution devrait prévoir. La sagesse voudrait qu'une



« Améliorer l'union au Parlement »

« On attend d'un président dans l'opposition que l'union est un concept usé... »

« Je ne suis pas de cet avis. Sans l'union, nous ne gagnerons pas les prochaines échéances, qu'elles soient législatives ou présidentielles. Nous avons fait un travail important : créer l'UPF, qui est une organisation nouvelle regroupant le RPR et l'UDF avec un bureau politique commun, adopter le principe que nous devrions avoir qu'un seul candidat à l'élection présidentielle, harmoniser les candidatures à tous les types d'élections.

« Il nous faut maintenant aller plus loin et pour cela associer à l'union non seulement les élus-majors mais aussi l'ensemble des intéressés. Deux projets devraient pouvoir être faits. Tout d'abord, préciser rapidement selon quelles règles seraient organisées les primaires afin de désigner un candidat présidentiel unique dans toutes les circonstances ; il faut maintenant se décider et dire quel système nous adopterons : soit un an que le problème est posé devant nos électeurs pour lesquels la capacité à présenter un seul candidat à l'élection présidentielle est le critère même de l'union. Il faut, en outre, améliorer l'union au Parlement car c'est devant l'Assemblée que le gouvernement est politiquement responsable. Pour cela, l'intergroupe entre le RPR, l'UDF et l'UDC devrait se réunir régulièrement tous les quinze jours par exemple, y compris, si les circonstances l'exigent, en dehors des sessions. Nous en avons fait l'expérience lors du budget et cela s'est bien passé. Cette expérience doit être poursuivie.

« Que pensez-vous du ralliement de M. Pasqua qui se dit maintenant partisan d'une formation unique de la droite mais uniquement après les élections présidentielles ?

« Lorsque j'ai proposé l'union et la création d'une confédération de l'opposition en mars 1988 dans vos colonnes, beaucoup m'ont critiqué. Je me réjouis qu'aujourd'hui l'immense majorité de tous ceux qui composent le RPR et l'UDF soient acquis à l'idée d'une large assemblée bien organisée, bien structurée. Comme je vous l'ai dit, il faut aller plus loin. Faut-il pour cela attendre de nouvelles élections, avec les risques d'échec que comporterait une union insuffisante ? Pour ma part, je serais partisan de régler le problème au vu des résultats des régionales tant il est vrai que rien d'essentiel, sauf des différences d'approche ou des nuances qui peuvent être surmontées, ne sépare le RPR de l'UDF. »

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

D'après vous, combien de temps passent les enfants devant la télévision le mercredi :

- 3h30 (p.8)
- 1h50 (p.8)
- 2h15 (p.8)

Avant d'imaginer le meilleur comme le pire, lisez Télérama cette semaine.

Télérama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.



# POINT/LES MODES DE SCRUTIN

## Une longue histoire tourmentée

La France est grande consommatrice de Constitutions. Ce manque de respect pour la Loi fondamentale a pour corollaire l'absence de stabilité des majorités parlementaires successives de modifier les modes de scrutin, lorsqu'ils ne respectent le besoin. Heureusement pour le respect du suffrage universel, ces modifications n'ont pas toujours entraîné les résultats espérés par leurs initiateurs. L'histoire électorale depuis 1871, c'est-à-dire depuis que la République est définitivement installée en France, hors la parenthèse du régime de Vichy, le prouve suffisamment (1).

● 1871. - La débâcle des armées a entraîné la chute de l'Empire. La convention d'armistice donne trois semaines au gouvernement provisoire pour faire élire une Assemblée nationale. Pour aller vite, il est décidé de revenir simplement à la loi électorale de la I<sup>re</sup> République : scrutin majoritaire uninominal à un tour dans le cadre du département. Ce système est utilisé pour de nombreuses élections partielles jusqu'au 18 février 1873, où la majorité monarchiste, pour éviter la victoire trop facile des « républicains », invente le mécanisme du second tour, qui permet, lors de celui-ci, de refaire l'alliance des légitimistes et des orléanistes.

● 1875. - Fabriquant les lois qui mettent en place les institutions de la III<sup>e</sup> République, cette même majorité, pour favoriser les notables, établit, le 30 novembre 1875, le scrutin majoritaire uninominal à deux tours dans le cadre de l'arrondissement administratif. Cette règle est appliquée le 20 février 1876, en 1877, où elle n'empêche pas les « républicains » de l'emporter, et en 1881.

### L'instauration du vote secret

● 1885. - Par la loi du 16 juin 1885, la majorité républicaine rétablit le scrutin majoritaire uninominal dans le cadre du département. Il est mis en œuvre dès le 5 octobre 1885, mais le général Boulanger triomphe lors de plusieurs élections.

● 1889. - Pour faire face à cette menace, une loi du 13 janvier 1889 revient au scrutin majoritaire d'arrondissement et une autre du 17 juillet interdit d'être candidat dans plusieurs circonscriptions à la fois. Ce verrouillage produit ses effets lors des élections du 22 septembre et 6 octobre 1889. Ce système sera aussi appliqué pour les élections de 1893, de 1898, de 1902, de 1906, de 1910 et de 1914, empêchant donc pas des empoignements de majorité. Pourtant, dès le début des années 1900, les petits partis - ce sont alors les socialistes et les catholiques modérés - réclament l'établissement de la proportionnelle; une première tentative échoue à la Chambre des députés en 1909, et

une autre au Sénat en 1913. Une innovation essentielle apparaît pourtant lors du dernier scrutin d'avant la grande guerre : l'instauration du vote secret.

● 1919. - Au lendemain du conflit mondial, la loi du 7 juillet 1919 invente le premier mode de scrutin mixte. L'élection a lieu, en un seul tour, dans le cadre des départements; mais, si ceux-ci ont droit à plus de six sièges, ils sont divisés. Sont élus les candidats qui recueillent la majorité absolue des suffrages exprimés. Les sièges qui ne sont pas ainsi pourvus le sont à la proportionnelle entre les listes, l'ordre sur celles-ci étant déterminé par le nombre des voix obtenues par chacune de ses membres. Les élections du 16 novembre 1919 favorisent une Chambre « bleu horizon »; celles du 11 mai 1924 permettent la victoire du « Cartel des gauches ».

● 1927. - Le scrutin majoritaire d'arrondissement à deux tours est rétabli par la loi du 21 juillet 1927. Les amis de Poincaré triomphent lors des élections des 22 et 29 avril 1928, mais c'est l'union de la gauche qui l'emporte en 1932, et le Front populaire en 1936.

● 1945. - Dans la fièvre de la Libération, le général de Gaulle ne veut pas d'un scrutin majoritaire qui ferait la part trop belle aux communistes. Après avoir donné le droit de vote aux femmes, il institue donc, par l'ordonnance du 17 août 1945, la proportionnelle départementale; mais les départements devant élire plus de 9 députés sont divisés. C'est ainsi qu'est élu, le 21 octobre 1945, la première Assemblée constituante dans laquelle le PC, grâce aux 26,2 % de voix obtenus, est le premier parti de France. Une loi du 13 avril 1946 conserve le même système pour l'élection de la deuxième Assemblée constituante, le 2 juin 1946, après le refus, par référendum, du premier projet de Constitution. Une loi du 5 octobre 1946 fait de même pour le scrutin qui, le 10 novembre 1946, désigne la première Assemblée nationale de la IV<sup>e</sup> République.

### Le panachage autorisé

● 1951. - La France est gouvernée par une alliance composée essentiellement du MRP (les démocrates-chrétiens) et de la SFIO (les socialistes d'abord). Leur écart est tel que les élections permettent au PC et au RPF (le mouvement créé par le général de Gaulle) de constituer une majorité négative rendant le régime ingérable. D'où la recherche d'un système électoral permettant de limiter le succès de ces derniers, recherche qui empoisonne le débat politique à la fin de 1950 et au début de 1951. Rien que dans la journée du 21 février 1951, l'Assemblée repousse huit propositions de loi électorale. Enfin, la loi du

9 mai 1951 invente un nouveau système mixte. La règle de base est la proportionnelle à un tour dans le cadre du département, mais, si les listes qui ont déclaré être « apparentées » remportent ensemble la majorité des suffrages exprimés, elles se partagent seules la totalité des sièges, qui sont répartis entre elles à la proportionnelle. Ce n'est qu'au cas où les « apparentées » n'obtiennent pas la majorité absolue que les autres listes sont associées au partage des sièges à la proportionnelle. Le panachage et le vote préférentiel sont autorisés. Ce système permet, effectivement, que les élections du 17 juin 1951 n'en-

● 1985. - Les socialistes au pouvoir savent qu'ils vont perdre les prochaines élections. Pour éviter une déroute, et surtout pour empêcher la droite d'obtenir la majorité absolue des sièges de l'Assemblée nationale, le gouvernement de M. Laurent Fabius, par la loi du 10 juillet 1985, institue la proportionnelle départementale à un tour, sans panachage ni vote préférentiel, et sans division des départements les plus grands.

### Trente-cinq élus du Front national

Aux élections du 16 mars 1986, le PS obtient effectivement plus du tiers des sièges, mais l'alliance

mixité que si les quatre cinquièmes des députés restent élus au scrutin majoritaire. Une fois un accord trouvé au sein du PS, et s'il y parvient, M. Mauroy devra encore s'efforcer de convaincre les dirigeants de l'opposition, dont la plupart n'acceptent de débattre d'une telle réforme qu'après le prochain renouvellement de l'Assemblée nationale. Pourtant le premier secrétaire du PS rêve de mettre fin à la manie bien française du changement des modes de scrutin au gré des intérêts des majorités sortantes, comme le montre les multiples batailles sur les lois électorales qui ont émaillé l'histoire de la III<sup>e</sup>, de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> République. Avant d'y parvenir, il lui faut aussi veiller à ce que la solution retenue ne soit pas contraire aux principes constitutionnels. Ce n'est pas l'obstacle le plus facile à franchir.

## Une procédure de révision simple mais des barrières constitutionnelles

Les conditions d'élection des députés sont fixées par des lois simples, que ce soit les principes ou le découpage d'éventuelles circonscriptions. C'est dire que leur modification peut être opérée par une procédure législative ordinaire : dépôt d'un projet de loi par le gouvernement ou d'une proposition par un parlementaire; discussion devant la première Chambre du Parlement saisie, c'est-à-dire, par tradition, l'Assemblée nationale; d'abord en commission des lois puis en séance publique, avec possibilité d'amendement; envoi au Sénat, qui en discute dans les mêmes conditions; « navettes » entre les

devraient, dans cette hypothèse, rechercher des alliés pour franchir la barre fatidique des 289 votes favorables, alors qu'ils ne disposent que de 279 voix assurées; les communistes disposeraient dans ces conditions d'un véritable droit de veto.

Le véritable obstacle est, en fait, d'ordre constitutionnel. Certes, seules les lois organiques sont obligatoirement contrôlées par le Conseil constitutionnel, mais il est vraisemblable que, étant donné l'importance du dossier, toute loi modifiant le mode de scrutin des députés lui sera soumise. Or, s'il n'avait rien trouvé à redire, en 1982, lorsqu'il avait examiné le mélange de majoritaire et de proportionnelle pour l'élection des conseillers municipaux des villes de plus de 3 500 habitants, cela n'implique pas qu'il aurait la même attitude pour la désignation des représentants du peuple dans une assemblée parlementaire.

Que les scénarios soient élus, selon la taille du département, soit au système majoritaire, soit au système proportionnel, n'implique pas non plus que le même mécanisme serait jugé conforme au principe de l'égalité des suffrages, alors que dans le premier les voix des « minoritaires » sont perdues et que dans l'autre elles permettent de désigner des élus. Aussi les juristes sont-ils fort divisés sur la possibilité de faire coexister à l'Assemblée nationale des représentants du peuple désignés selon deux méthodes différentes. La question ne sera tranchée que le jour où les neuf gardiens de la Constitution se seront prononcés.

### Dessiner de nouvelles circonscriptions

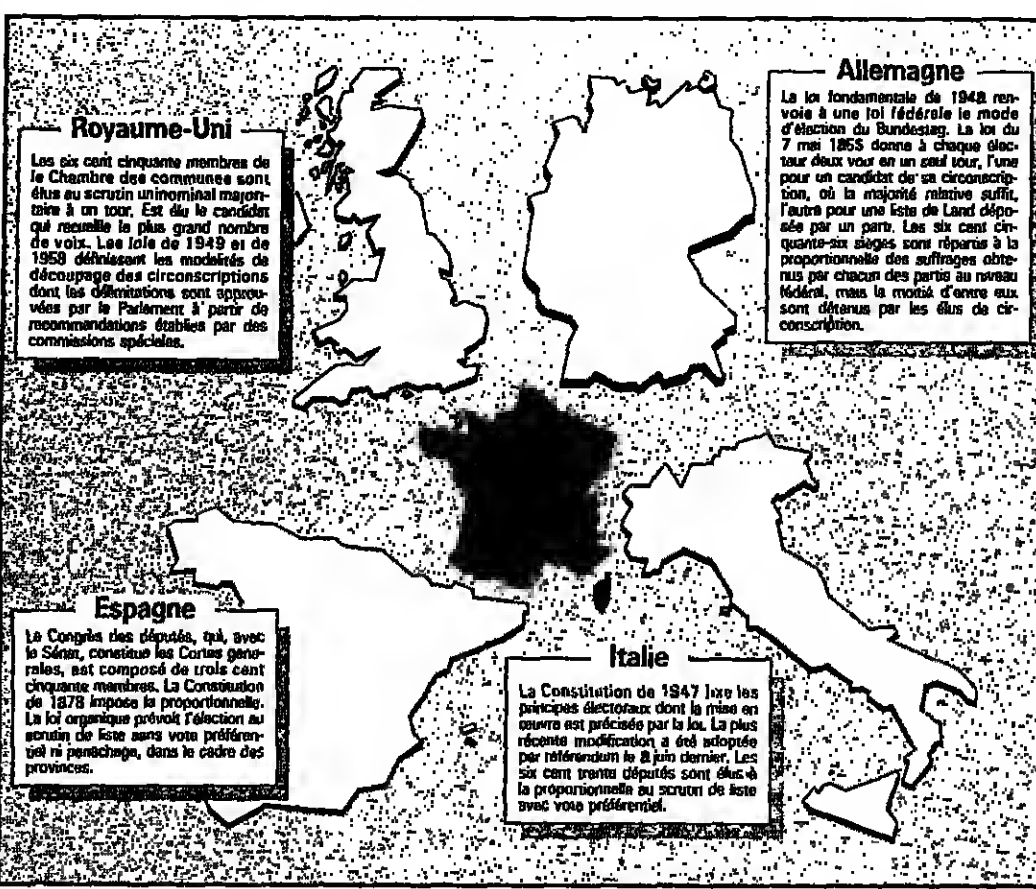
En revanche, les règles que doit respecter le législateur lorsqu'il découpe les circonscriptions sont déjà strictement établies (le Monde du 12 juin). Dans sa décision sur le découpage établi par M. Charles Pasqua en 1986, le Conseil constitutionnel avait clairement indiqué que celui-ci ne peut procéder « d'un coup arbitraire », que l'Assemblée nationale « doit être élue sur des bases essentiellement démographiques », et que, s'il peut être tenu compte « d'impératifs d'intérêt général susceptible d'atteindre la portée de cette règle fondamentale », cela ne peut être fait « que dans une mesure limitée et en fonction d'impératifs précis ». Il est compréhensible que la difficulté de la tâche fasse hésiter ceux qui auraient à tenir les ciseaux.

Ne pas s'y atteler, pourtant, risque de créer une autre grave difficulté constitutionnelle. Toujours en 1986, le Conseil a tenu à préciser que « le respect du principe de l'égalité des suffrages implique que la délimitation des circonscriptions électorales pour la désignation des députés fasse l'objet d'une révision périodique en fonction de l'évolution démographique » et que « la constatation d'une telle évolution peut résulter de chaque recensement général de la population ». Or, celui qui a été effectué en 1990 a montré qu'il faudrait modifier la répartition du nombre de sièges entre les départements, si le nombre de députés n'était pas augmenté, pour en supprimer dans onze et en ajouter dans douze. Cela concerne, notamment, des départements dont la taille ne justifie pas que leurs représentants soient élus à la proportionnelle, comme les Hautes-Pyrénées, qui passeraient de trois députés à deux, le Val-d'Ause, de quatre à cinq, le Savoie de trois à quatre, l'Ain, de quatre à cinq.

Modifier le tableau répartisant le nombre de sièges entre les départements et dessiner de nouvelles circonscriptions paraît donc impératif. Faute de quoi le Conseil constitutionnel pourrait ne pas accepter une nouvelle loi électorale.

THIERRY BRÉHER

## Comment votent nos voisins



voient pas trop de députés gaullistes et communistes à l'Assemblée nationale. Celles du 2 janvier 1956, après la dissolution décidée par Edgar Faur, donnent la victoire à ses adversaires du « Front républicain ».

● 1958. - Tout l'été, après le retour au pouvoir du général de Gaulle, le débat sur la loi électorale occupe bien des esprits, mais il est occulté par la préparation de la nouvelle Constitution. Celle-ci est adoptée, par référendum, sans que les Français sachent comment seront élus leurs députés. M. Michel Debré et les principaux dirigeants gaullistes plaident pour un scrutin de liste majoritaire départemental. Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO et ministre d'Etat, défend le retour au scrutin d'arrondissement, comme M. François Mitterrand, qui, lui, s'est déjà résolu à voter dans l'opposition au nouveau régime. Coïncidence par son directeur de cabinet d'alors, Georges Pompidou, le chef du gouvernement, par une ordonnance du 13 octobre 1958, institue le scrutin uninominal majoritaire à deux tours, dans le cadre non plus des arrondissements administratifs mais des circonscriptions découpées pour l'occasion. Contrairement à ce qui se passait sous la III<sup>e</sup> République, il n'est plus possible d'être candidat au second tour si on ne l'a pas été au premier. Aux élections du 23 novembre 1958, que la droite remporte, M. Mitterrand est battu. Rien ne change pour les élections de 1962, de 1967, de 1968, de 1973, de 1978, de 1981, si ce n'est qu'une loi du 29 décembre 1966 fait passer la barre pour être présent au second tour de 5 % des suffrages exprimés à 10 % des électeurs inscrits. C'est que, autre du 19 juillet 1976, la réélection est à 12,5 % des inscrits.

du RPR et de l'UDF dispose de deux députés de plus que la majorité absolue, et surtout le Front national fait son entrée à l'Assemblée nationale avec 35 élus.

● 1986. - Comme elle l'a promis tout au long de sa campagne électorale, la droite rétablit le scrutin uninominal majoritaire de circonscription dès son arrivée au pouvoir, par la loi du 11 juillet 1986, qui reprend exactement le système en vigueur jusqu'en 1981. Le Parlement autorise le gouvernement à découper de nouvelles circonscriptions par ordonnance. M. Mitterrand refusant de signer celle-ci, le découpage préparé par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, est adopté sans vote. M. Jacques Chirac engageant sa responsabilité devant l'Assemblée nationale. C'est ce système qui s'applique aux élections des 5 et 12 juin 1988, et qui est toujours en vigueur.

En cent vingt ans, la France a ainsi élu trente et une fois des députés en application de onze lois électorales. Mais trois types de scrutin ont été utilisés : le majoritaire, qui a été employé vingt-trois fois, selon trois modèles, dans le cadre départemental (deux élections), dans le cadre des arrondissements administratifs (treize élections), dans le cadre de circonscriptions découpées spécialement (huit élections); la proportionnelle départementale (quatre élections); deux systèmes mixtes (quatre élections). Une histoire qui n'est probablement pas close.

Th. B.

(1) Nombre de renseignements utilisés dans ce survol historique ont été tirés du livre de Frédéric Bon, *Les Elections en France*, paru en 1978, aux éditions du Seuil.

## Lexique

Aujourd'hui, en France, les députés sont élus au scrutin majoritaire uninominal à deux tours de circonscription. Que signifient exactement ces mots - et les autres ?

● Proportionnelle. - Les candidats se regroupent par liste. Les électeurs votent pour l'une d'elles, en général de manière « bloquée », c'est-à-dire sans pouvoir mêler les noms de l'une et de l'autre (c'est ce que l'on appelle la « panachage ») ni éliminer des candidats sur la liste qu'ils ont choisie (c'est ce que l'on appelle le « vote préférentiel »). Les sièges en jeu sont répartis selon une règle de trois : si une liste a obtenu 30 % des voix, elle obtient 30 % des sièges. Comme ceux-ci ne peuvent être divisés en dix de l'unité, il y a forcément des « restes » ; ces restes sont répartis selon des règles aussi diverses que complexes, mais dont l'effet peut être sensible.

● Majoritaire. - C'est le

candidat qui recueille le plus de voix qui est élu. Ce type de scrutin peut être à un tour; dans ce cas, il faut obtenir la majorité absolue des suffrages exprimés pour être élu au premier. La majorité relative suffit au second.

● Plurinominal. - Dans le cadre du scrutin majoritaire, il peut y avoir plusieurs sièges à pourvoir dans une même circonscription. Dans ce cas les candidats peuvent se regrouper par liste ou se présenter à titre individuel. Les électeurs composent un bulletin de vote ne comprenant pas plus de noms que de postes à pourvoir. S'il y en a, par exemple, cinq, sont déclarés élus les cinq candidats ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages.

● Uninominal. - Il n'y a qu'un poste à pourvoir dans la circonscription d'élection. L'électeur indique un seul nom, celui du candidat qui a sa pré-

سكتا من لاجل



## La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

**Jeunesse et sports : M<sup>me</sup> Frédérique Bredin**  
s'en prend vivement à tous ceux qui « attisent la haine »

**PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.**





## JUSTICE

Après la découverte dans les archives du secrétariat d'Etat aux anciens combattants

## La Commission nationale de l'informatique et des libertés est saisie du cas du fichier des juifs de 1940

M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a confirmé, mardi 12 novembre en fin d'après-midi, la présence du grand fichier juif de 1940 dans les archives de son ministère, ainsi que nous le révélons hier. La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), chargée de veiller à l'application de la loi de 1978 sur les fichiers, a été saisie le même jour par le ministre.

Au fond de la salle, voici donc le grand fichier juif de la préfecture de police de Paris. Six heures à peine se sont écoulées depuis la révélation de sa découverte. Il avait « disparu » depuis la Libération. On le croyait perdu, égaré, détruit ou cédé à jamais. Le voilà. Avec une discrète fébrilité, une opération « portes ouvertes » commencent.

La scène a lieu dans un bâtiment moderne de Fontenay-sous-Bois, dans le Val-de-Marne. Les locaux ont été inaugurés en 1983. Nous sommes très précisément à la sous-direction de la réglementation et des statuts, bureau des archives. Quelques cinq mille mètres linéaires de rayons attendent le ministre et ses conseillers. Arrivé pour une tournée d'inspection, M. Mexandeau considère longuement les dizaines de milliers de fiches aux couleurs passées qui signent bien souvent la condamnation à la déportation

des juifs qui vivaient en France durant la période de l'occupation. Classés, serrés les uns contre les autres par ordre alphabétique dans des bacs en plastique blanc, les « bristols » sont dûment signalés comme faisant partie du fichier de la préfecture de police. Dans l'armoire voisine figurent les archives du camp d'internement de Drancy, plus loin celles des camps de Pithiviers et de Beanne-la-Rolande, encore plus loin les fiches des personnes déportées vers des camps de concentration.

Mais le destin de ce fichier, constitué à partir du recensement des juifs français et étrangers résidant en zone occupée en octobre 1940, demeure mystérieux. Comme si le silence devait nécessairement entourer sa présence pour des décennies. Caché, dissimulé à la curiosité des chercheurs et de la CNIL jusqu'à présent, il semble n'avoir jamais quitté les réserves du ministère. « Depuis 1968, je l'ai toujours connu », indique une archiviste.

Appelé durant l'Occupation « fichier Tulard », du nom de son responsable, il a vraisemblablement été remis aux archivistes dès 1944. Une responsable du service précise que les premières traces écrites de son utilisation remontent à 1946. Depuis lors, ces dizaines de milliers de petites fiches servaient dans la plus grande discrétion aux « vérifications des réclamations des ayants droit qui demandent à voir leurs titres reconnus », selon la formule de M. Mexandeau.

En charge du secrétariat d'Etat

aux anciens combattants depuis quelques mois seulement, M. Mexandeau ne s'explique pas les raisons qui ont motivé ses prédecesseurs, notamment en 1980 et 1981, lorsqu'ils répondaient par la négative aux questions sur l'existence du grand fichier juif dans leurs archives. « Nous sommes en train de chercher pourquoi », dit-il simplement. « Je ne vois pas d'autre raison que bureaucratique ou le fait que la polémique s'était éteinte », précise M. Louis Joinet, conseiller du premier ministre pour les affaires de droits de l'homme et mandaté à l'époque par la CNIL pour enquêter avec M. Henri Caillaud sur ce dossier.

## Aux Archives nationales

Mais l'opacité administrative réserve des surprises. Depuis une date indéterminée, l'inventaire des archives du secrétariat d'Etat aux anciens combattants — il est vrai confidentiel — portait mention du fichier juif de la préfecture de police de Paris. D'autre part, à l'occasion d'un travail considérable consistant à microfilmer l'ensemble des documents archivés à Fontenay, ce fameux fichier fut reproduit comme les autres et déposé sans distinction particulière aux Archives nationales en février 1990.

Ainsi le fichier en question faisait-il tout à la fois l'objet d'une conservation louable et d'un silence obscur. Du coup, son statut juridique pose aujourd'hui un sérieux problème. Une circulaire

en date du 6 décembre 1946 précise en effet que « tous les documents fondés sur la qualité de juif doivent être détruits ». Si personne n'envisage d'en demander l'application, il n'en reste pas moins que ce fichier, toujours consulté comme nous l'avons vu, fait apparaître des données prosrites par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés comme les origines raciales ou les opinions religieuses.

Dès la révélation de la présence du fichier dans les archives du secrétariat d'Etat, M. Mexandeau a donc saisi M. Jacques Fauvet, président de la CNIL, lui demandant de rendre un avis. La Commission nationale de l'informatique et des libertés doit en principe commencer l'étude de ce dossier lors de sa prochaine réunion, le mardi 19 novembre.

Parallèlement, le juge Jean-Pierre Getti, chargé du dossier d'instruction d'Alois Brunner qui fut le responsable du camp de Drancy, s'est rendu, le 12 novembre au siège des archives du secrétariat d'Etat, pour étudier les modalités d'une saisie. Le fichier de la préfecture de police, celui des enfants juifs constitué en mars 1942 et celui de Drancy seront vraisemblablement concernés dans la mesure où ils étaient « communs à des juifs ont été recensés et fichés », M. Getti se propose d'ici une quinzaine de jours, de saisir des copies certifiées conformes de manière à laisser les originaux au secrétariat d'Etat.

L. G.

## Le communiqué du secrétariat d'Etat aux anciens combattants

Voici le texte du communiqué diffusé par le secrétariat d'Etat aux anciens combattants le 12 novembre.

« Le secrétariat d'Etat est gardien d'archives concernant notamment les persécution dont a été victime la communauté juive sous l'occupation nazie.

« Un inventaire complet jusqu'aux archives de ce fonds d'archives a été entrepris. Outre l'intégralité des fichiers et registres dont l'existence avait été portée à la connaissance de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en 1980, cet inventaire a fait apparaître la présence du fichier de recensement de la population juive de Paris dit « Fichier de la préfecture de police ».

« M. Getti, juge d'instruction, vient d'opérer la saisie sur place des archives relatives au camp de Drancy afin de l'alimenter dans l'enquête dont il a actuellement la charge dans l'affaire Alois Brunner.

« M. Louis Mexandeau tient à souligner :

« — que l'inventaire, qui est sur le point d'être terminé, permettra d'établir toute la clarté souhaitable sur le recensement définitif des archives,

« — que de tout temps la conservation de ces documents a été mise en œuvre dans le cadre de la loi sur les archives nationales. Un double du fichier P. P. a été d'ailleurs déposé aux Archives nationales, conformément à la loi, le 4 janvier 1991,

« — qu'il vient de saisir pour avis

la Commission nationale de l'informatique et des libertés d'un projet de décret dans l'hypothèse où celle-ci déciderait que ces archives relèveraient également de son contrôle,

« — qu'à aucun moment ces registres et fichiers n'ont été utilisés à d'autres fins qu'à établir les droits des victimes juives des persécution nazies; il rappelle notamment qu'à Drancy ce sont les déportés eux-mêmes qui ont sauvé les fichiers de la destruction par l'administration de Vichy.

« M. Mexandeau coopérera d'autant plus étroitement avec la justice pour la recherche de la vérité qu'il assigne à la politique de mémoire et à la lutte contre toutes les déformations « révisionnistes » une importance primordiale.

« Il tient enfin à préciser que la nécessaire sécurité qui doit entourer l'ensemble des archives dont le secrétariat d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre est le dépositaire doit s'accompagner d'une parfaite transparence quant à leur utilisation. »

[Le communiqué du secrétariat d'Etat appelle de notre part deux précisions : 1) la saisie du fichier de Drancy ainsi que d'autres archives comme le fichier juif de la préfecture de police de Paris par le juge d'instruction Jean-Pierre Getti n'a pas encore été opérée. Cette saisie devrait intervenir dans une quinzaine de jours si le juge l'estime nécessaire; 2) un microfilm du fichier a bien été remis aux Archives nationales (en février 1990), mais à l'occasion d'un dépôt global. Aussi le fichier concerné restait-il toujours « perdu » pour les chercheurs.]

## Correspondance

## Une lettre de M. Jean Tulard

M. Jean Tulard, professeur à la Sorbonne, nous a adressé la lettre suivante :

Puisque le nom de mon père André Tulard se trouve évoqué comme directeur du service des étrangers de la préfecture de police dans votre article « Fichier des juifs : la fin d'une énigme », je tiens à vous signaler que :

1) Le fichier juif fut rattaché à son service sans qu'il ait été en mesure de s'y opposer;

2) Ecarté par l'usage qui en fut fait lors de la rafle du Vel'd'hiv', il remit sa démission le 12 juillet 1942. Démission refusée. Le préfet de police Bustière voulait probablement éviter le passage du fichier au commissariat aux affaires juives dont la violence antisémite n'est plus à démontrer;

3) De nombreux Israélites n'avaient ni retiré leur étoile (ordonnance de mai 1942) ni fait

timbrer leur carte d'identité (loi de décembre 1942). Mon père put ainsi empêcher la confrontation de la liste de ceux qui s'étaient soumis à ces formalités dans les commissariats parisiens avec les listes de recensement que possédait son service, ce qui évita de nombreuses arrestations. De même condamna-t-il, lors de la réunion à la préfecture du 20 juillet 1943, la « dénaturalisation » des juifs français. En conséquence, à la demande d'Oberg qui souhaitait son arrestation, il fut écarté le 24 juillet.

C'est la raison pour laquelle, à l'inverse d'autres responsables, et bien que n'ayant mis en avant aucun fait de résistance, il ne fut l'objet d'aucune sanction à la Libération. N'ayant plus d'autorité sur le fichier depuis 1943, il ne porte aucune responsabilité dans sa conservation et son transfert au ministère des anciens combattants.

## Un secret cultivé

par Laurent Greilsamer

Les archives connaissent souvent des soucis que le commun ignore. Par une coïncidence de l'actualité, celles du secrétariat d'Etat aux anciens combattants retiennent notre attention à un double titre. Aujourd'hui pour se féliciter du retour du fichier des juifs d'octobre 1940 dans le patrimoine national; hier pour déplorer l'éventuelle soustraction dans le dossier de M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, de documents se rapportant à son séjour en Allemagne durant la seconde guerre mondiale.

Voilà qui demande un minimum d'éclaircissements et l'on espère que l'enquête administrative diligentée dans un cas ne restera pas unique. Sur ce point, le soul d'une « parfaite transparence » exprimé mordant par M. Louis Mexandeau constitue un gage de bonne volonté. Mais pourquoi

l'avoir aussitôt écorné en affirmant au cours d'une conférence de presse que la présence du fichier juif de la préfecture de police de Paris dans les archives de son ministère s'apparentait à un secret de Polichinelle?

Ce secret-là, bien au contraire, fut méthodiquement cultivé, bureaucratiquement entretenu et peut-être politiquement soutenu. Il se moque de la République en opposant un écran de fumée aux demandes de ses représentants mandatés par la Commission nationale de l'informatique et des libertés au début des années 80. Misérablement, il participe à sa manière à l'entreprise des « négationnistes » qui prétendent aujourd'hui que la politique antisémite — de Vichy comme de Berlin — relève de l'hallucination collective. Il persista bel et bien de 1944 à 1991.

## MÉDECINE

Le dispositif d'indemnisation des hémophiles devrait être opérationnel le 1<sup>er</sup> janvier

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a confirmé, mardi 12 novembre, qu'une loi visant à l'indemnisation des hémophiles et des personnes contaminées par le sida à l'occasion d'une transfusion était en cours de rédaction. « Notre ambition est que le dispositif soit opérationnel à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992 », a-t-il précisé.

Ce projet « s'inspirera de la loi sur l'indemnisation des victimes d'attentats » et « devra être préparé en liaison avec les associations d'hémophiles et de polytransfusés ». Le ministre de la santé a toutefois indiqué qu'il y avait encore des hésitations entre la formule d'un texte de loi autonome ou celle d'une lettre rectificative au budget incluant diverses mesures d'ordre social (DMOS).

Les mutuelles et l'indemnisation des transfusés. — Le Groupement des sociétés d'assurances à caractère mutuel (GEMA), qui rassemble quinze millions de sociétés, soit douze millions de membres, n'avait pas souhaité prendre position sur l'indemnisation des transfusés, avant de connaître les réactions de leurs associations. (Celles-ci ont refusé la convention d'indemnisation proposée initialement par les pouvoirs publics et

## Les infirmières ont poursuivi leurs actions de protestation

Des infirmières ont mené, les 11 et 12 novembre, différentes actions de protestation. A Toulouse, le mouvement de grève, lancé par la coordination nationale infirmière dans les cliniques privées, a été fortement suivi, mardi. La veille, dans l'Hérault, une centaine d'infirmières ont mené pendant une heure, une opération « péage gratuit » sur l'autoroute A9. A Montpellier, elles campent depuis deux semaines devant la préfecture de région. A Argenteuil (Val-d'Oise), une quarantaine d'infirmières ont bloqué, mardi après-midi, les grilles de la sous-préfecture avant d'être reçues par le sous-préfet. Par ailleurs, une trentaine de délégués du Collectif inter-hôpitaux, qui regroupe des personnels de santé de toutes catégories, ont interrompu, mardi soir, la diffusion du « 19/20 » de FR3.

annoncé une contre-proposition susceptible de faire l'objet d'une loi. Le GEMA se déclare « hostile à tout prélèvement sur les contrats d'assurances de biens » qui, en outre, « ne répondrait pas à l'objectif de solidarité nationale, les assurés ayant à participer plus lourdement que les autres citoyens au financement ». Cet objectif pourrait être atteint « par une contribution nationale dont l'assiette serait la plus large possible.

## L'enquête sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA

## Tripoli propose au juge Bruguière de se rendre en Libye

Le juge d'instruction parisien chargé du dossier sur l'attentat terroriste contre le DC-10 d'UTA (cent soixante-dix morts, le 17 septembre 1989) a reçu une lettre du gouvernement de Tripoli transmise, le 7 novembre, par les avocats français de l'Etat libyen. Dans ce courrier, Tripoli « affirme haut et clair qu'il n'est pour rien dans la catastrophe du DC-10 », a déclaré l'un de ces avocats, M. Christian Charrière-Bournazel.

Quatre mandats d'arrestation internationaux avaient été lancés par le juge Bruguière, le 30 octobre, contre des responsables des services de renseignement libyens, dont M. Abdallah Senoussi, beau-frère du colonel Kadhafi. Les autorités de Tripoli se disent « surprises et indignées de voir qu'on les accuse d'être des terroristes à travers cette affaire, qui fait appel à des procédés qu'elles réprouvent ».

Précisant qu'elles n'ont « jamais reçu communication du dossier pénal, ni communication des charges personnelles qui s'appliqueraient aux personnes mises en cause », elles proposent au juge « de se rendre sur place pour y mener les plus larges investigations possibles. La garantie de sa sécurité étant représentée par les avocats français qui l'accompagneraient ».

Reconnaissant que le contenu

o Nomination de magistrats. — Par décret paru au Journal officiel du 30 octobre 1991 sont nommés : Premiers présidents à la cour d'appel : à Douai, M. Gérard Combes, premier président de la cour d'appel de Dijon; à Dijon, M. Renaud Chazal de Mauriac, président du tribunal de grande instance de Nice.

de cette lettre est « un peu rude », M. Charrière-Bournazel estime cependant qu'elle « ne constitue pas une menace ». La protection du juge Bruguière, qui est aussi chargé du dossier sur l'assassinat de l'opposant iranien Chapour Bakhtiar, a toutefois été renforcée depuis une semaine. Sur décision du ministre de l'Intérieur, le magistrat se déplace désormais en voiture blindée et la surveillance de son domicile personnel a été accrue.

## Poursuivi pour injures raciales

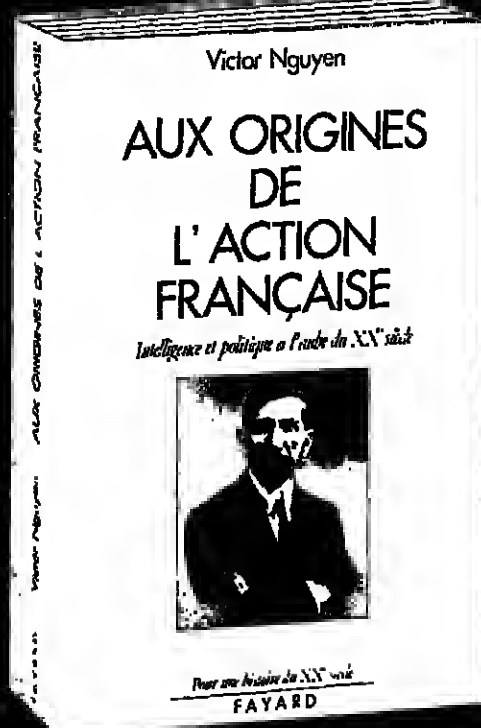
## Le cinéaste Claude Autant-Lara a été relaxé

Poursuivi pour injures raciales et incitation à la haine raciale, le cinéaste Claude Autant-Lara, élu du Front national à l'Assemblée européenne en 1988, a été relaxé, mardi 12 novembre, par la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris. Dans son jugement, le tribunal, présidé par M. Claude Grellier, observe que les propos du cinéaste concernant « la juiverie internationale », rapportés par le journaliste Henri Elkaim dans le mensuel Globe de septembre 1989, représentent « des incontestables injures raciales ».

Cependant, les juges estiment qu'il n'est pas établi que Claude Autant-Lara ait eu la volonté de voir publiés les propos qui lui sont attribués. Or, le délit n'est constitué que dans la mesure où l'auteur des termes litigieux leur a lui-même donné un caractère public. C'est donc le journaliste qui a été condamné à 20 000 francs d'amende.

## MAURRAS AVANT MAURRAS

Victor Nguyen propose non pas un « Maurras avant l'Action française », mais une « Action française avant Maurras » : une reconstitution des éléments préexistants à sa fondation en 1899, une généalogie de ce nationalisme conçu à la fois comme « une obligation relationnelle et mathématique ».



Partant d'un examen subtil de l'idée de la décadence qui hante alors l'Europe, soupesant les contradictions du centenaire de la Révolution de 1789, Nguyen suit un Maurras réceptacle des nostalgies classiques et des clartés méridionales, puisant dans le symbolisme l'esthétique d'un combat, forçant les traits d'un néochristianisme que Rome condamnera, accompagnant l'avènement d'une « classe intellectuelle ».

...Nul ne peut rester indifférent au spectacle, aussi bien agencé dans ce livre d'histoire flamboyant neut, d'une politique qui naquit d'une intelligence si aiguisée du temps qu'elle combattait.

L'Histoire  
chez  
FAYARD

هذا هو الحق



## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

Pour trancher le conflit entre le parquet et le juge d'instruction

#### La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris se prononcera sur le cas de M. Georges Boudarel

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris se prononcera le 17 décembre sur l'appel formé par le parquet contre l'ordonnance du juge d'instruction du 13 septembre 1991, par laquelle le magistrat se déclarait compétent pour instruire la plainte qualifiée de « crime contre l'humanité » concernant Georges Boudarel. Rappelons que cet universitaire français fut, en 1953 et 1954, commissaire politique d'un camp de prisonniers tenu par le Vietnamien en Indochine (le Monde du 17 septembre).

Le conflit qui oppose le parquet à M. Lucie Le Hou, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, résulte principalement de l'interprétation de la loi du 18 juin 1966 qui dispose, dans son article 30, que « sont assimilés de plein droit tous crimes ou délits commis en liaison avec les événements consécutifs à l'insurrection vietnamienne et antérieurs au 1<sup>er</sup> octobre 1954 ».

Selon le magistrat instructeur, le principe international de l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité conduirait à exclure qu'ils puissent bénéficier d'une loi d'amnistie interne à un État. En outre, le juge observe que la loi d'amnistie de 1966 ne cite pas expressément les crimes contre l'humanité.

Pour le parquet, une telle précision n'était pas nécessaire puisque les crimes contre l'humanité sont inclus dans le droit interne français depuis la loi du 26 décembre 1964. Il s'appuie d'ailleurs sur deux arrêts de la Cour de cassation rendus en 1988 et concernant deux victimes de tortures. La première, M. Lakhar Touni, a disparu en 1957 après avoir été torturé en Algérie par des militaires. La seconde, M. Abdelkader Yacoub, a disparu à Paris en 1958.

Après avoir subi des violences policières. Après des décisions de non-lieu, en 1962 et 1963, au nom des décrets d'amnistie du 22 mars 1962, les familles ont à nouveau saisi la justice, en 1984 et 1985, en invoquant les « crimes contre l'humanité ».

#### Le précédent du procès Barbie

Dans les deux cas, les juges d'instruction ont rendu des ordonnances de « refus d'informer » motivées par l'amnistie et la Cour de cassation a confirmé cette interprétation en déclarant, à propos de l'affaire Touni, que la qualification des crimes contre l'humanité « qui caractérise un crime de droit commun commis dans certaines circonstances et pour certains motifs, ne permet pas de déroger aux règles de compétence et de procédure ordinaires, dès lors que la loi n'a pas institué de dispositions spéciales pour leur poursuite et leur jugement ».

Pour M. Jean-Marc Varaut, conseiller d'un ancien prisonnier du camp 113 et de l'Association nationale des anciens prisonniers internés d'Indochine, il s'agit d'un « arrêt de circonstance » et il s'appuie sur une position diamétralement opposée prise par la Cour de cassation dans l'affaire Klaus Barbie le 3 juin 1988. Les juges suprêmes avaient alors estimé que l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité résultait d'une décision internationale « fait obstacle à ce qu'une règle de droit interne permette à une personne déclarée coupable de l'un de ces crimes de se soustraire à l'action de la justice en raison du temps écoulé ».

Mais cette position supposerait que l'affaire de M. Boudarel soit instruite pour établir s'il s'agit bien d'un crime contre l'humanité qui deviendrait donc « inammissible par nature ».

MAURICE PEYROT

### DÉFENSE

#### Réduction des effectifs de l'armée de terre

Suite de la première page

Selon les calculs de M. Fillon, ces effectifs devraient se répartir ainsi : 176 200 dans les forces terrestres classiques, 20 000 dans le soutien et l'administration, 20 000 en écoles de formation, 10 000 dans les forces prépositionnées (outre-mer), 2 800 au titre de l'arme nucléaire tactique (un seul régiment de missiles Hades en situation de non-déploiement) et 1 000 en soutien de l'arsenal nucléaire stratégique. L'essentiel des forces, à raison respectivement de 43 % et de 20 %, devrait servir dans le corps blindé mécanisé (CBM), avec 100 000 hommes, et la force d'action rapide (FAR), avec 48 200 hommes.

C'est précisément dans l'organisation future de ce secteur de l'armée de terre — les forces terrestres classiques — que le général Monchal a apporté à l'IHEDN un maximum de nouvelles indications. A l'organisation actuelle, qui privilégie l'engagement de toutes les forces réunies sous un commandement national, il est proposé de substituer, pour le milieu de cette décennie, un système « modulaire » d'unités interarmées rassemblées selon les missions.

« On pourrait constituer à la demande », explique le chef d'état-major, pour une action déterminée, l'ensemble interarmées de modules



nécessaire sous les ordres d'un état-major opérationnel. Celui-ci est renforcé en permanence, il planifie, il maintient des relations avec les alliés et il est apte à engager des forces de toutes les armées en

vue de l'action à conduire. A cet effet, il prendrait — j'allais dire : il arracherait — des forces à des commandements organiques dont la vocation est la mise en condition de celles-ci, c'est-à-dire l'instruction, la gestion des personnels, l'administration et la logistique.

dées par le gouvernement, des forces diversifiées dans deux types de « réservoirs » distincts d'effectifs, constitués par des professionnels et des appelés volontaires selon les missions retenues.

L'un de ces deux réservoirs sera plus spécialement, mais non exclusivement, orienté vers des actions en Europe, pendant que l'autre la sera davantage hors d'Europe et outre-mer.

Selon le général Monchal, le premier « réservoir » — au sein duquel chaque état-major pourra alternativement puiser des forces en fonction des besoins — sera formé à partir d'unités fortement blindées, chenillées, dont les atouts devraient être la puissance de tir, la mobilité tactique sous le feu adverse et la protection que cela implique. Le second « réservoir » réunira des forces plus agiles ou plus légères, mais moins protégées et moins permanentes sous un feu hostile, et capables d'une mobilité stratégique et tactique.

Cette réorganisation, qui a été amorcée après la guerre du Golfe et qui a trouvé sa justification dans la composition de la division « Daguet », prévoit de modifier la fois la part existant entre conscrits et engagés et la répartition actuelle des matériels entre le CBM et la FAR.

A l'IHEDN, le chef d'état-major n'a pas craint de dire qu'une telle réforme « est d'une ampleur de même nature que celle que l'armée de terre a connue dans les années 60, à la fin de la guerre d'Algérie ». Mais, de son côté, M. Fillon, qui est partisan d'une armée de terre de 185 000 professionnels au total, se plaint, dans son rapport, de voir que le projet du gouvernement « hésite » — sans réellement trancher — entre deux conceptions de l'armée de terre.

J. L.

#### Un blanc-seing du Parlement

par Jacques Isnard

Le gouvernement aurait-il présenté l'inquiétude, voire la grogne, qui anime de nombreux cadres militaires, singulièrement ceux de l'armée de terre, gagnés — pour reprendre l'aveu de son chef d'état-major — par la « morosité » et le fait d'être « ballottés » de réformes en réorganisations depuis une génération ? Peut-être. Le

voilà, en tout cas, qui prend soin de laisser filtrer ponctuellement le contenu de certains de ses projets avant même que le Parlement n'en débâte à l'occasion de l'examen — qui tarde à venir — de la prochaine loi de programmation militaire 1992-1997.

Car les élus de la nation, et la collectivité militaire à travers eux, n'ont pas obtenu gain de cause : ni les premiers ni la seconde n'auront eu droit de connaître précisément le détail de cette « charte » de la défense avant la présentation du budget pour 1992, qui est en est pourtant la première année d'application. Le gouvernement avait promis d'éclairer la discussion budgétaire en présentant les grandes lignes de sa programmation. C'est partie remise à l'an prochain.

Ainsi les parlementaires sont-ils dans l'incapacité d'estimer — et donc de juger — la pertinence des crédits pour 1992, puisqu'ils ne savent rien de la suite. Les militaires, à l'exception du voile à leur soulager sur l'organisation future de l'armée de terre, continueront d'ignorer le sort qui leur est réservé. Sans autre engagement gouvernemental que celui sur les crédits pour l'an prochain, voilà députés et militaires réduits à constater en quelque sorte un blanc-seing à une politique de défense dont ils n'ont aucune idée.

Les plus désemparés observent que, depuis 1960, date de la première programmation militaire, aucune de la dizaine de lois qui se sont succédées en trente ans n'a été conduite à son terme parce que les gouvernements, de quelque famille qu'ils soient, n'appréhendent pas d'être ligotés pour cinq ou six années à chaque fois. Dès l'an prochain, la série des échéances électorales qui s'annoncent ne plaide pas en faveur du respect de la loi à venir.

Mais, cette année, outre que les conseils de défense chargés d'entériner la nouvelle programmation ont quelque mal à trancher faute d'un accord définitif sur le niveau des dépenses à prévoir entre 1992 et 1997, la ministre de la défense peut invoquer sans doute une excuse — d'aucuns diront un alibi — pour faire encore patienter la représentation nationale et le commandement militaire.

En effet, le contexte international, en Europe mais aussi hors du continent, est instable, fluide et si instable que tout pari sur son évolution relève d'un acte de foi. Quel sera le devenir de ce qui a été l'empire soviétique ? Les États-Unis s'en iront-ils d'Europe et quand ? Qu'en sera-t-il des relations entre le Sud et le Nord ? Comment apprendre à vivre avec les risques nucléaires, chimiques, biologiques ou bactériologiques qui prolifèrent ? La sécurité européenne prend-elle corps ? Autant de questions angossantes qui conditionnent une construction de défense sur le long terme.

### IMMIGRATION

Le limogeage du président de l'Office des migrations

#### M. Barreau et les sorcières

Le ministère des affaires sociales et de l'intégration a confirmé, mardi 12 novembre, que Jean-Claude Barreau était relevé de ses fonctions de président de l'Office des migrations internationales (OMI). Non pas en raison de la manière dont il dirige cet organisme public depuis mars 1989, mais pour avoir publié un ouvrage très contesté aux Éditions du Pré aux Clercs. De l'islam en général et du monde moderne en particulier (le Monde du 13 novembre).

Si la liberté d'expression est en France un droit garanti dans le cadre des textes qui l'organisent, affirme le ministère, les prises de position personnelles de M. Barreau ont pu apparaître comme exprimant le point de vue d'un organisme public ou du gouvernement. L'intérêt, de son côté, a réuni une conférence de presse pour dénoncer « les pressions des ambassades arabes et musulmanes » et réclamer le droit à l'ingérence intellectuelle.

#### Un autre paré dans la mare

Voilà l'affaire Barreau lancée. Elle couve, à vrai dire, depuis plusieurs semaines, attisée par les déclarations excessives des uns et des autres. Pour ces détracteurs, Jean-Claude Barreau, cinquante-huit ans, ancien prêtre catholique, inspecteur général de l'éducation nationale, président de l'OMI, mais aussi de l'INED (Institut national d'études démographiques), est un provocateur irresponsable qui invente régulièrement le moyen de se hisser sur le devant de la scène ; pour ses défenseurs, il est le victime d'une ignoble chasse aux sorcières, conduite par des ayatollahs, musulmans ou socialistes.

La réalité est plus simple. En tant que président de l'OMI, Jean-Claude Barreau a conduit une politique intelligente, sans hésiter à dire publiquement un certain nombre de vérités. Dans un entretien au Monde, le 10 octobre 1989, il jetait un pavé dans la mare en affirmant que la France comptait cent mille nouveaux immigrants par an. Ce chiffre, qui avait fait hurler certains, vient d'être confirmé offi-

ciellement par le Haut Conseil à l'intégration, même si le calcul des « sages » ne repose pas sur les mêmes rubriques que celles du président de l'INED.

En tant qu'écrivain, Jean-Claude Barreau, auteur d'une quinzaine d'ouvrages, s'est souvent placé à contre-courant. Il a voulu, cette fois, « braver le tabou de l'islam », accusant la plupart des orientalistes d'être à genoux devant une religion « archaïque » qu'il a « poussé l'effacement de la forme plus loin qu'aucune autre civilisation ». Linogé de l'OMI (mais non de l'INED), l'ancien chargé de mission à l'Elysée déclare ne pas comprendre pourquoi un haut fonctionnaire français eût le droit, par exemple, de nier la divinité du Christ mais non de mettre en cause le prophète Mahomet.

Jean-Claude Barreau est trop fin pour ne pas connaître la réponse aux questions qu'il pose et ne pas se souvenir que, dans cette affaire, il avait risqué délibérément son poste... Sur le point principal — « on le droit, en République, de critiquer une religion » — la réponse est oui, bien sûr, du moment que cela reste digne et ne heurte pas inutilement les consciences. Si on autorise une marque de vêtements à placer des effigies stupides montrant un prêtre et une religieuse en train de s'embrasser, il n'y a pas de raison d'interdire des réflexions critiques sur l'islam.

Cela dit, il n'appartenait pas au président en exercice de l'OMI de lancer le débat. Jean-Claude Barreau n'aurait-il pas tout autant choqué s'il avait prononcé un diogé dihyramique de la religion de Mahomet ? Son livre a eu pour conséquence paradoxale de pousser du côté intégriste des musulmans modérés, qui se sont sentis obligés de réagir.

L'Elysée et le ministère des affaires sociales n'ont pas osé prendre une sanction tout de suite. Tant qu'à faire, ils auraient pu attendre que les clemenceurs soient retombés. En relançant le débat au bout de quelques semaines, ils ont pris le risque de... relancer les ventes d'un livre qui, après tout ce battage, a déjà été vendu à dix-huit mille exemplaires. « L'affaire Barreau » fera peut-être au moins le bonheur d'un éditeur...

ROBERT SOLÉ

### SPORTS

AUTOMOBILISME : la fin du championnat du monde des voitures de sport

#### Coup d'arrêt pour Peugeot

Le championnat du monde des voitures de sport ne devrait pas avoir lieu en 1992 : c'est la décision qui a été prise, lundi 11 novembre à Londres, à l'issue d'une réunion entre M. Max Mosley, président de la Fédération internationale de sport automobile (FISA), et les principaux constructeurs engagés dans cette compétition. Elle a toutes les chances d'être entérinée le 5 décembre, lors du Conseil mondial de la FISA. M. Frédéric Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, s'est déclaré, mardi 12 novembre, « étonné » de cette décision qui « porte un préjudice économique incontestable, en particulier à Peugeot ».

Les « voitures de sport » n'auront roulé qu'une saison. Le temps pour Jaguar, le constructeur britannique, de s'adjuger la couronne mondiale. Le temps pour la Peugeot 905 de remporter trois victoires et de former pour l'avenir les plus doux espoirs, qui se transforment aujourd'hui en regrets amers. Pour Jean Todt, le directeur de Peugeot-Talbot Sport, a beau se déclarer « abasourdi » par une « décision imprévisible », il s'est retrouvé bien isolé au moment de défendre une compétition rebaptisée et relancée à grand bruit par M. Jean-Marie Balestrin, l'ancien grand maître de la FISA, il y a moins d'un an.

Avec Toyota, le constructeur français était le seul partant certain pour une nouvelle saison. Les autres participants hésitaient : Jaguar, peu désireux de tenir un titre acquis à faible coût, par une année supplémentaire forcément moins bénéfique ; le japonais Mazda, encore tout heureux de sa surprenante victoire aux 24 Heures du Mans, et Mercedes, qui semblait guetter impatientement le signal de la retraite sans oser en prendre l'initiative. Devant la perspective d'une compétition à dix voitures et face au désintérêt jamais démenti du public, la FISA a donc proposé de saborder l'épreuve.

« C'est triste pour Peugeot et

Toyota, mais on ne peut pas obliger les spectateurs, les constructeurs et les médias à s'intéresser à une discipline », concluait M. Max Mosley, qui ne parait pas douter de l'aval, indisponible, du Conseil mondial. Pour le tout nouveau président britannique de la FISA, la priorité a été de sauver les 24 Heures du Mans, qui n'auraient pas supporté un régime aussi maigre.

Faute de couronne mondiale, l'épreuve manuelle constituera donc la colonne vertébrale de la prochaine saison, rassemblant autour d'elle quelques bonnes vieilles courses d'endurance, ouvertes à tous les types de châssis et de moteurs. Un bi-cylindre qui irait des prototypes du championnat d'endurance aux voitures du championnat américain, en passant par les turbocompresses.

Chez Peugeot — déjà privé de championnat du monde des rallyes en 1986 après une refonte du règlement — le coup est d'autant plus pesant que la firme avait consacré de lourds investissements à la mise au point de la 905, et qu'elle s'apprêtait seulement à en toucher les dividendes. Deux cent trente personnes travaillent chez Peugeot-Talbot Sport (PTS), dont cent vingt, uniquement sur le prototype. « Nous ne pourrions rentabiliser cela que grâce à

une participation durable dans un championnat, à des succès », explique Jean Todt. Le directeur de PTS veut encore croire qu'il pourra faire revenir certains constructeurs sur une décision, avant le 5 décembre. Mais en cas — probable — d'échec, c'est toute la politique sportive de Peugeot qui devra être revue.

« Nous nous trouvons devant plusieurs possibilités », explique Jean Todt. La plus négative, à laquelle nous ne voulons pas penser, est l'arrêt de nos activités sportives. La deuxième serait de participer beaucoup moins à des épreuves de la prochaine saison, « dont le Mans ». Troisième choix, « une autre discipline, d'autres horizons ». Le directeur de PTS refuse d'en confirmer l'éventualité, mais le revers subi par Peugeot pourrait le pousser à effectuer le grand saut, maintes fois annoncé, en formule 1, comme motoriste ou plus sûrement comme constructeur d'une voiture complète. Le moteur de la 905 est très proche de celui d'une F1 et l'investissement échapperait ainsi au gâchis. Jean Todt a indiqué qu'il tenait de toute manière des propositions à sa direction générale « qui devra trancher rapidement ».

JÉRÔME FENOGLIO

des trimarans encore en compétition. Paul Vainne (Haute-Normandie), qui était à la lutte avec Jean-Luc Nélias (Cimarron) pour la deuxième place, a dû renoncer après un démolage. Jean Maurel, qui effectuait sa dernière course avec le trimaran El Aquilaine, a abandonné aux Açores après avoir cassé une martingale (câble reliant le flotteur à la coque centrale). Mercredi matin, la mer très hachée a l'approche des îles Canaries a entraîné le flotteur bâbord du trimaran de Laurent Bourgnon (RMO), à l'avant du bras de liaison. Le navigateur suisse, qui avançait Jean-Luc Nélias (Cimarron) de 446 milles et Mike Birch (Fujicolor) de 517 milles, espérait pouvoir aller virer la bouée de Ténériffe en appui sur son flotteur bâbord. S'il y parvenait, il pourrait alors tenter de rallier Dakar, distant de 1 160 milles dans les mêmes conditions. Dans le cas contraire, il serait obligé d'abandonner aux Canaries, car aucune réparation n'est envisageable.



## COMMUNICATION

Alors qu'une nouvelle filiale du groupe Maxwell est vendue

### L'enquête sur les circonstances de la mort de Robert Maxwell continue

Le groupe Maxwell Communication Corporation (MCC) a annoncé mardi 12 novembre avoir vendu MacMillan Computer Publishing, la division de brochures techniques et informatiques et de logiciels dépendant de sa maison d'édition américaine MacMillan, aux éditions Simon and Schuster, la filiale éditoriale du groupe américain Paramount Communications. Le prix de vente est de 157,5 millions de dollars (82 millions de francs). Cette cession a lieu quelques jours après celle des écoles de langue Berlitz au japonais Fukutake Publishing, programmée par Robert Maxwell avant sa mort (le Monde du 9 novembre). Mais, selon le nouveau dirigeant de MCC, M. Kevin Maxwell, la réduction de l'endettement du groupe - évalué à 14 milliards de francs - devrait dorénavant provenir de la vente de sociétés détenues par la famille Maxwell et non de la cession d'autres activités de MCC. Les créances du groupe qui doivent être réglées d'ici à un an sont de 750 millions de dollars.

#### La thèse du suicide rejetée

Les circonstances de la mort du magnat britannique de la presse ne sont, d'autre part, toujours pas éclaircies. L'avocat espagnol de la famille Maxwell a rejeté la thèse du suicide mais évoqué un accident ou un meurtre. Il a ainsi affirmé, mercredi 13 novembre à la BBC, que les résultats de l'autopsie suggèrent que Robert Maxwell avait séjourné « plusieurs heures dans l'eau », sans doute trois ou quatre heures, sans être secouru. Les treize marins du *Lady Ghislaine*, qui devaient comparaître ces jours-ci devant le juge d'instruction de Santa-Cruz de Tenerife, M<sup>me</sup> Isabel Oliva, devront « ratifier » les déclarations qu'ils ont déjà faites devant la justice espagnole. Ils ne pourront quitter l'archipel des Canaries qu'après avoir satisfait à cette procédure.

#### Infraction à la réglementation sur la concurrence

### UGC, Pathé et Gaumont mises à l'amende

Les trois grandes sociétés françaises de production et de distribution de films, UGC, Gaumont et Pathé, viennent d'être condamnées pour la première fois par le Conseil de la concurrence à de fortes amendes. UGC paiera 250 000 francs, Pathé 230 000 et Gaumont 200 000.

Cette décision fait suite à un conflit déjà ancien entre ces trois sociétés et des exploitants de salles de cinéma indépendants qui s'étaient plaints à plusieurs reprises d'être écartés de l'accès aux films de première exclusivité. Selon le Conseil de la concurrence, UGC, Pathé et Gaumont ont obligé les distributeurs à leur donner l'exclusivité en région s'ils voulaient voir leurs films projetés à Paris. Les trois sociétés contrôlent plus de la moitié des salles à Paris et représentent 68 % des tickets vendus.

Autre grief, UGC, Pathé et Gaumont faisaient pression sur les distributeurs pour qu'ils obligent les indépendants à ne pas pratiquer de tarifs promotionnels inférieurs aux leurs. De telles pratiques sont contraires à l'esprit de la loi Lang de 1982, qui légalise les ententes à condition qu'elles assurent « le meilleur accès du public au film ». En 1979, le Conseil de la concurrence avait dénoncé la dépendance des distributeurs, estimant que « les trois circuits considérés ensemble détenaient une position dominante collective ».

Plus récemment, la Cour de cassation avait donné raison à deux cinémas de Lyon et de Dijon, qui se plaignaient de ne pas avoir obtenu de la Warner, dans un bref délai, la copie en version originale de *Bird*, le film de Clint Eastwood. Quant au cinéma Max Linder à Paris, qui n'arrivait pas à obtenir d'UGC une copie d'*Indiana Jones*, projeté au même moment par le Rex, son concurrent le plus direct, il avait obtenu gain de cause auprès de la cour d'appel de Paris, concluant à une « entente prohibée ».

Surendettés et pénalisés par la chute des recettes publicitaires

### Les médias chiliens sont investis par les milieux d'affaires

La désaffection des lecteurs et la diminution des ressources publicitaires précipitant la restructuration de la presse chilienne.

SANTIAGO

de notre correspondant

A l'approche des élections municipales de 1992 et présidentielle de 1993, la coalition de centre gauche au pouvoir au Chili voit disparaître ou échapper à son influence les journaux qui lui étaient favorables. Il y a trois mois, *Fortín Mapocho*, un quotidien populaire qui avait eu son heure de gloire lorsqu'il pourfendait la dictature du général Pinochet, déposait son bilan. En octobre, la *Epoca* (7 000 exemplaires, 45 millions de francs de dettes), d'inspiration démocrate chrétienne, a cédé la moitié de ses parts au groupe Copesa, étoile montante du secteur de la communication chilien.

Les hebdomadaires de gauche n'ont pas été épargnés : *Apú* et *Analisis* ont été contraints de se transformer en bimensuels. Malgré le renfort publicitaire du secteur public, la mévente a frappé tous les titres qui n'ont pas su s'adapter à la situation politique nouvelle. Le lectorat chilien a aujourd'hui donné sa préférence aux journaux traditionnels, plus riches d'informations générales et mieux imprimés.

En 1991, les nouveaux magnats de la presse chilienne sont des hommes d'affaires issus de la communauté palestinienne présente au Chili depuis le début du siècle. A travers le groupe Copesa (Consorcio periodístico SA), ils ont pris le contrôle du Banco de Osorno, renommé « la banque arabe » dans les milieux financiers. Surendettée pour avoir trop investi, pénalisée par la chute des recettes publicitaires, la presse écrite a été une proie facile. L'an dernier le *Tercera* et la *Cuarta*, les deux quotidiens à plus fort tirage (100 000 exem-

plaires chacun) sont passés sous la coupe de Copesa, bientôt suivis de *Que Pasa*, l'hebdomadaire conservateur. Ce dernier n'a plus qu'un unique concurrent, *Hoy*, de tendance démocrate chrétienne, alors que six titres se disputaient le marché il y a encore trois ans. Face à Copesa, qui contrôle la moitié des ventes de quotidiens nationaux, le groupe Edwards, de vieille souche chilienne, a résisté seul à l'offensive. Propriétaire de l'influent *El Mercurio*, quotidien porte-parole traditionnel des milieux conservateurs, cette entreprise familiale demeure le numéro un de la presse régionale.

Mais c'est dans l'audiovisuel que Copesa a aujourd'hui engagé le fer, avec le rachat d'une chaîne de télévision qui diffuse sur Santiago et sa région, soit un bon tiers des 13 millions d'habitants du pays. Pas moins de six chaînes s'efforcent de capter la faveur du public. La bataille s'annonce rude et les fusions inévitables.

GILLES BAUDIN

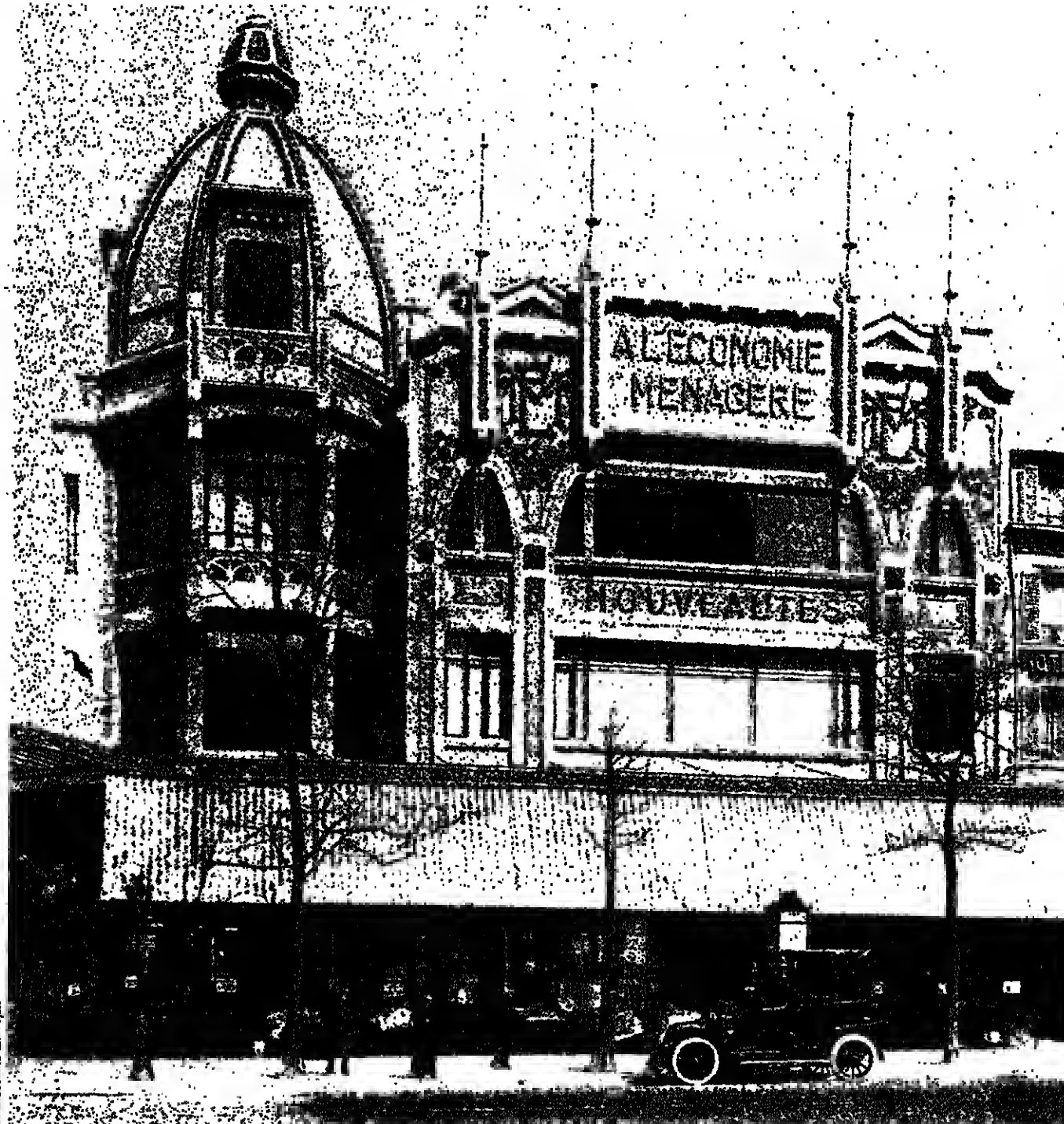
Polémique avec le CSA

### TF1 met en cause la réglementation dans l'audiovisuel

La modification de la loi sur l'audiovisuel « ne résout aucun des problèmes d'une télévision française qui se porte déjà fort mal ». A deux jours du débat devant le Sénat, Etienne Maugeotte, vice-PDG de TF1, s'en est pris, dans un entretien à l'AFP, à « ces règles qui ne contribueront qu'à entretenir le déficit global d'un système en faillite ». Sur la seconde coupure publicitaire, Etienne Maugeotte dit non à « une réglementation à plusieurs vitesses » et exige « l'équité entre toutes les chaînes généralistes à vocation nationale ». Sous-entendu, la seconde coupure pour toutes, y compris TF1, n'a pour aucune.

Quant à l'idée de laisser au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) le soin de fixer avec les chaînes les quotas aux heures de grande écoute, TF1 est contre : « Comme tenu de l'attitude du CSA à l'égard de tous les diffuseurs, de sa partialité, il est évident que l'on ne peut accepter de lui laisser cette liberté supplémentaire », lance celui pour qui CSA veut dire : « Contrainte. Sanctionner. Admonester... »

### La nouvelle Fnac Etoile ouvre demain 30 avenue des Ternes.



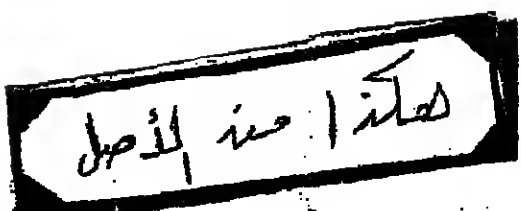
Avouez que l'endroit était prédestiné.



OUVERTURE DEMAIN A 10H AU 26-30 AVENUE DES TERNES. PARIS 17<sup>e</sup>. MÉTRO TERNES OU ÉTOILE. PARKING TERNES.

AGITATEUR DEPUIS 1954.

مكتبة من الكتب



## EDUCATION • CAMPUS

# Médecine de choc pour les collèges

Le Conseil national des programmes préconise le renforcement de la technologie  
l'allègement des langues et un meilleur suivi des élèves

**S**UPPRESSION du brevet des collèges et introduction d'un nouveau mode d'évaluation, technologie pour tous en classe de quatrième, report à l'entrée en seconde de l'étude d'une deuxième langue vivante et, enfin, création de « mini-collèges » permettant de responsabiliser les enseignants et d'assurer le suivi individuel des élèves : le rapport sur les collèges qui vient d'être remis au ministre de l'éducation nationale ne manque pas d'audace. Qualifié de « réaliste » par leurs auteurs, ces propositions soulèveront sans doute bien des questions et elles risquent de nourrir quelques inquiétudes.

Depuis l'instauration du collège unique par le ministre René Haby en 1975, la question centrale du collège n'a, en effet, jamais reçu de réponse claire. Comment gérer l'hétérogénéité du public scolaire du collège, comment accueillir tout le monde sans exclure personne, diversifier les voies de formation sans en transformer certaines en voies de garage ? Sous la houlette du mathématicien Didier Dacunha-Castelle, président du Conseil national des programmes (CNP), les experts reprennent ce défi à leur compte.

Le « collège pour tous » a des fonctions différentes, sociales et scolaires, difficiles à concilier mais qu'il doit assumer avec les mêmes enseignants, sous peine de manquer à sa mission de « démocratisation », rappelle le CNP. Prolongeant l'école primaire, il doit à la fois préparer la majorité des jeunes à la poursuite d'études longues au lycée et accueillir des élèves en grand échec scolaire. Différentes formules ont été expérimentées, avec plus ou moins d'ardeur et de succès, depuis quinze ans. Mais ni le « soutien » instauré puis abandonné au moment de la mise en place du collège unique ni les « groupes de niveau par matière », expérimentés dans la confusion en 1983-1986, n'ont tenu leurs promesses.

### Partir des « besoins » de chacun

Les experts du CNP proposent de fixer, une fois pour toutes, un principe général. La classe hétérogène « reste le groupe de référence de la scolarité de l'élève ». Mais dans la mesure où « elle s'élève souvent insuffisamment », on doit procéder, dans le temps scolaire et à l'inté-

rieur du programme, à des « regroupements spécifiques temporaires » organisés en fonction des « besoins » de chacun. Il ne s'agit pas, précisent les experts, de proposer une nouvelle forme de « pédagogie compensatoire » et « l'usage du terme de « besoins » ne doit pas être réservé aux seuls élèves en difficulté ».

radicalement. « La maîtrise de la langue ne s'acquiert pas par des exercices dans lesquels elle tourne à vide », écrivent les experts. Il faut donc mettre un terme au cloisonnement entre travail sur les textes et activités de grammaire et d'orthographe, diversifier les types d'écrits et enfin faire en sorte que les acti-

cinquième (décidée formellement en 1982) retransmet progressivement dans les faits. Mais ces classes, soulignent les experts, n'ont pas rempli leur contrat, même si elles ont permis des « avancées pédagogiques » intéressantes. Elles aboutissent en fait à un retour aux filières et ne donnent guère, contrairement à l'objectif qui leur a été assigné, la possibilité d'accéder à la classe de seconde puisque 5 % seulement des élèves de ces classes y parviennent.

### Professeurs-doyens ou coordonnateurs

La solution envisagée est radicale : suppression des quatrièmes et troisièmes technologiques et introduction, pour tous les élèves de quatrième et de troisième, d'un enseignement de technologie « obligatoire et renforcé ». Des « ateliers de pratique scientifique et technique » organisés sur des plages horaires larges faisant appel au volontariat des enseignants ainsi qu'à des « professeurs associés » issus de l'entreprise permettraient, en outre, une autre approche de la discipline. Il faut savoir ce que l'on veut, disent les experts : si le projet est bien de donner un statut « nouveau et important » à la technologie (comme aux sciences expérimentales), on ne peut pas continuer à la réserver exclusivement aux élèves en difficulté.

Les experts se livrent à la même opération-vérité sur les langues vivantes. « Les langues vivantes constituent un obstacle à l'orientation, accusent-ils. Les arguments développés actuellement laissent supposer qu'une deuxième langue vivante est indispensable pour accéder au lycée d'enseignement général. Or cela est faux : la deuxième langue n'est pas exigée pour les rôles scientifiques et technologiques. Mais le fait est là : le nombre d'élèves qui peuvent accéder en seconde en sortant d'une troisième technologique (avec une seule langue) est dérisoire. Dans ces conditions, présenter la voie technologique comme une occasion de promotion semble un exercice difficile. » Ils proposent donc de transformer la deuxième langue vivante en « option facultative » et de réserver la quatrième et la cinquième à l'étude à l'entrée au lycée.

Le Conseil national des programmes n'oublie pas les enseignants. Sans travail en équipe, pléide-t-il, sans modification en profondeur des méthodes et de l'organisation du temps scolaire, et

sans reconnaissance notamment financière du travail des plus motivés, rien ne changera dans les collèges. Les solutions envisagées sont assez iconoclastes et risquent de bousculer les habitudes.

Les experts suggèrent ainsi, au moins dans les gros établissements, la création de « mini-collèges » qui regrouperaient trois à cinq classes de même niveau ou de deux niveaux différents. Jouissant d'une certaine autonomie, ils seraient placés sous la responsabilité d'un « professeur coordonnateur » et des « professeurs-doyens » seraient désignés dans chaque discipline. L'ensemble des divers responsables de mini-collèges constituerait, autour du principal, le « conseil de direction du collège ». L'accès à ces responsabilités serait pris en compte dans la carrière des enseignants et contribuerait, au moins, à fidéliser les enseignants motivés.

Le CNP propose aussi que chaque enseignant de collège ait la responsabilité du suivi scolaire d'un groupe de six à huit élèves en situation plus ou moins difficile et que l'on rétablisse « l'improvisation » les études dirigées qui seraient rendues obligatoires pour un certain nombre d'élèves.

Reste un « défi à relever » : l'accueil des élèves en grande difficulté. Là encore, les ambitions du CNP sont élevées puisqu'il n'hésite pas à suggérer, pour chaque collège, la création d'« équipes permanentes de suivi » (intégrant des personnels extérieurs au collège) et d'un « dispositif d'insertion », reposant largement sur l'alternance, « obligatoire en troisième ». Un groupe d'insertion ne dépassant pas quinze élèves, un emploi du temps souple, des possibilités de scolarisation en cours d'année scolaire devraient permettre, selon les experts, aux élèves en grande difficulté de préparer un CAP ou un BEP.

Dernier point du rapport qui risque de faire grincer quelques dents : la suppression du brevet, jugé « inadapte et coûteux ». Il pourrait être remplacé par une simple « vérification des objectifs de fin de troisième » par les professeurs eux-mêmes, assortie de la présentation d'un « dossier documentaire » sur un métier ou un secteur professionnel laissé au choix de l'élève. Et l'évaluation de ce travail associerait un enseignant du collège et un professionnel du secteur étudié.

CHRISTINE GARIN

### Fourre-tout

Le collège, c'est un peu la boîte noire du système éducatif, le miroir de ses contradictions les plus criantes. Et M. Lionel Jospin n'avait visiblement pas très envie de relancer l'interminable feuilleton de la « rénovation » laissée en plan par ses prédécesseurs. Mais en plein débat sur la réforme du lycée, il y a huit mois, il s'est fait rappeler à la réalité. La cause des bacheliers prise de plein fouet par les collèges, a ramené brusquement ceux-ci sur le devant de la scène. Force fut de constater qu'on n'y voyait plus très clair.

Le ministre a donc demandé au Conseil national des programmes de lui adresser des propositions. Il en ressort une idée-force sur laquelle le CNP ne transige pas : le collège doit rester le lieu commun d'acquisition de la culture et du savoir de tous les jeunes de moins de seize ans. L'allusion à certaines tentations est limpide et le ton offensif. « On évoque un élargissement de l'apprentissage des quatorze ans... Pourquoi affirmer si vite que le collège ne peut redonner goût au savoir à des élèves et faire confiance à d'hypothétiques solutions extérieures ? » Et le Conseil enfonce le clou en évoquant les « dangers très graves » d'une politique scolaire qui marginaliserait, dès quatorze ans, un grand nombre de jeunes.

Ses propositions s'inscrivent donc résolument dans la logique d'un retour aux sources du « collège unique ». Mais la barre est placée très haut. Tutorat, travail en équipes décloisonnées, instauration de postes à profil destinés à fidéliser les enseignants travaillant dans les collèges difficiles ; autant d'idées furieusement combattues par les syndicats d'enseignants – en premier lieu par le SNES – à l'époque où Alain Savary avait tenté, une première fois, une réforme en profondeur.

Le risque est grand aujourd'hui de voir, se ressouder le front du refus. D'autant que le rapport soumis au ministre, sur lequel il devra trancher d'ici à fin du mois d'avril, est plutôt hésitant et confus. Faut-il piocher le changement en renouvelant les contenus ou en réformant les structures ? Malgré la promesse de s'attacher d'abord à définir « finalités et objectifs », le CNP touche à tout, saute en permanence d'une logique à l'autre. On en retire l'impression d'un discours décalé, délaté, reproduction troublante de ce collège fourre-tout, multiforme, dont il reste à dresser le véritable inventaire.

Ch. G.



culité ». Et ils donnent un exemple concret : « Un élève qui obtient dix sur vingt à un devoir de français ne sera pas placé dans un groupe de « moyens », expliquent-ils, mais on se demandera s'il a travaillé trop vite. S'il maîtrise vraiment la structure du texte produit, s'il est capable de se relire », etc.

Ce projet complexe, qui nécessitera sans doute d'abondantes explications s'il est retenu par M. Jospin, est subordonné à deux conditions. Que l'on repense l'organisation de l'emploi du temps des élèves – donc celui des professeurs – en aménageant des plages horaires de durée « souple et variable », et que l'on se livre à un sérieux toilettage des contenus enseignés au collège afin, notamment, de promouvoir une « pédagogie de projet ».

Ainsi un tiers environ du rapport est consacré à la réflexion sur les contenus. Avec une réflexion approfondie sur le français, dont l'horaire doit être renforcé, et dont les contenus doivent être revus

viels d'écriture, sous des formes diversifiées, occupent une part importante de l'horaire.

Mais c'est surtout pour la technologie et les langues vivantes que les propositions sont les plus radicales. Pour ces deux disciplines, analyse le CNP, toucher aux contenus ne suffit pas. Dans la mesure où elles jouent un rôle décisif pour l'orientation, qu'elles sont utilisées « comme outil privilégié d'une filiation abusive » ou prôvent « à des pratiques élitistes injustifiées », c'est leur rôle au sein du système éducatif qu'il convient de modifier.

### Pratiques élitistes injustifiées

Le CNP met les pieds dans le plat avec une certaine jubilation. La technologie d'abord. Les quatrièmes et troisièmes technologiques ont été instaurées en 1986 pour déboucher sur la préparation d'un BEP (pour un peu plus de 15 % des élèves), au moment où la suppression du « palier » d'orientation de fin de

# Apprentis ingénieurs : les pionniers

La première promotion de la nouvelle filière Ingénieurs 2000 vient de démarrer. Un pari pédagogique et industriel

L y a cinq mois à peine, ils passaient leur bac. Près de cas de succès à l'heure de la classe préparatoire, un institut universitaire de technologie ou un premier cycle universitaire. Aujourd'hui, ils ont rompu les amarres avec ces parcours bien balisés pour s'engager dans une voie nouvelle : la préparation du diplôme d'ingénieur par l'apprentissage.

« J'en avais marre du monde scolaire. Je voulais faire du technique, pas une math sup' trop abstraite », lance Jan Gervan, bachelier C à Senlis et, depuis septembre dernier, apprenti ingénieur chez Thomson. « Le lycée et les prépas se réduisent à une méthode de sélection. On ne sait pas pourquoi on fait ce qu'on fait. Alors que j'ai besoin de savoir à quoi sert tout ce que j'apprends », renchérit Jean-François Rault, bachelier C lui aussi, venu d'Orléans et qui va faire son apprentissage à la SNECMA. Jean-Pierre Desnoix a un parcours plus éloquent encore : il a passé son CAP de tourneur, puis un baccalauréat d'études professionnelles, et enfin un bac industriel. Il avait de présenter sa candidature : « Pour se prouver que même si l'on n'est pas un grand intellectuel, on peut vraiment être un bon ingénieur. » Et Pascal Cléc, qui a obtenu son bac E à Périgueux, de conclure : « J'avais travaillé pendant cinq ans au moment où l'on obtiendrait notre diplôme, c'est un avantage formidable. »

Jean-Pierre, Jan, Pascal et Jean-

François font partie des cinquante pionniers de la toute nouvelle filière de formation Ingénieurs 2000, qui a ouvert ses portes à la rentrée. Pendant cinq ans, ils vont partager leur temps entre des cours intensifs et sur mesure au CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) et des périodes de formation en entreprise avec un statut d'apprenti. Avec, au bout du parcours, un diplôme d'ingénieur en bonne et due forme, estampillé par la commission du titre.

A voir l'enthousiasme de ces apprentis haut de gamme comme l'intérêt de tous les acteurs de cette aventure (enseignants du CNAM, responsables d'entreprise et ingénieurs-tuteurs dans les usines), il faut croire que cette formation originale répondait à un vrai besoin. Esquissée il y a tout juste un an, elle a immédiatement attiré de prestigieux concours.

### Profil de formation différent

Créée en février 1991 par six grandes entreprises (SNECMA, Renault, Schneider, Thomson, EDF-GDF, Usinor-Sacilor), le Groupe des industries métallurgiques d'Ile-de-France et le CNAM, l'association Ingénieurs 2000 est ainsi présidée par Bernard Descomps, « père » des nouvelles formations d'ingénieurs en alternance lancées depuis deux ans, et épaulée par un groupe d'experts incontestables : Michel Gouilloud, vice-prési-

dent de Schlumberger, et Jean-Louis Malgrange, directeur de la division des outils informatiques à Thomson-CSF. Tous deux auteurs de rapports sur l'adaptation des formations d'ingénieurs aux besoins de l'industrie. Le chef du projet est Claude Bouille, chargé de mission à la direction des ressources humaines de Thomson et ancien du cabinet de M. Roger Fauroux au ministère de l'Industrie, et le directeur pédagogique est Gérard Malglaive, professeur au CNAM et vieux routier de la formation permanente et de l'innovation pédagogique. Difficile de réunir un plateau plus relevé !

De fait, le projet est mené tambour battant. Un accord est conclu avec la région Ile-de-France dès avril pour créer un centre de formation d'apprentis ingénieurs au CNAM. L'habilitation de la commission du titre d'ingénieur est obtenue en mai. En juin, dix-huit entreprises proposent des places d'apprentissage industriel de haut niveau. En juillet, cinquante candidats sont soigneusement sélectionnés parmi les cinq cents dossiers présentés. En septembre enfin, la première promotion démarre.

Le point de départ est simple et bien connu, explique Claude Bouille : « L'industrie manque d'ingénieurs de fabrication et de terrain. Nous avons besoin de profils de formation différents des standards académiques habituels. » A l'usine de la SNECMA de Villaroche, en banlieue parisienne, M. Jacques

Leveaux, chargé d'accueillir et de guider les trois apprentis ingénieurs 2000 recrutés sur le site, est encore plus net. « On a besoin d'ingénieurs dans l'industrie. La plupart des jeunes diplômés qui arrivent chez nous ont une formation trop scolaire. L'enseignement ne peut aller jusqu'au bout de l'adaptation à l'industrie. » Les jeunes diplômés ont bien fait quelques stages, rédigé un mémoire, mais sans vraiment découvrir l'entreprise, le stress des détails, les contraintes budgétaires, le travail en équipe, l'environnement social.

### Une pédagogie luxueuse

Même écho à l'usine de radars Thomson de Satoryville, chez M. Thierry Dewageneere, ingénieur-tuteur et responsable du service d'industrialisation : « Quand les diplômés d'écoles débarquent et qu'on leur explique ce qu'on fait, ils ont tendance à fuir. » M. Robardet, responsable de la plate-forme technique d'essai à Satoryville, explique : « Notre problème n'est pas de concevoir des bidules sophistiqués mais de les produire avec les contraintes industrielles. Et le message est dur à faire passer. »

C'est précisément le pari de la filière Ingénieurs 2000 : rapprocher de cet équilibre délicat entre théorie et pratique, connaissances scientifiques et initiation à la technologie et à la vie de l'entreprise. Pendant leurs cinq ans de forma-

tion, les apprentis ingénieurs passeront trente mois au CNAM et vingt-trois mois en entreprise, chaque année alternant un semestre d'enseignement et un semestre de terrain. Le cadre de l'apprentissage, s'il présente quelques pesanteurs administratives, a été choisi pour « construire une alternance solide, les apprentis étant salariés de l'entreprise », précise Gérard Malglaive au CNAM.

A cette alternance, très lourde pour les élèves, mobilisés à temps plein près de onze mois par an, s'ajoute un dispositif pédagogique que chacun qualifie de « luxueux ». Intégration des cours et des exercices dirigés, travaux pratiques en petits groupes, soutien pédagogique individualisé, notamment en mathématiques pour les bacheliers technologiques, qui composent la moitié de la promotion 1991, enseignant-tuteur au CNAM et ingénieur-tuteur en entreprise, adaptation souple des enseignements aux attentes de l'industrie, définition des séquences en entreprise en corresponsabilité avec les ingénieurs-tuteurs : tout a été mis en œuvre pour la réussite de cette formation novatrice.

Chacun pourtant mesure bien les risques de l'aventure. Les apprentis, tout d'abord, ont parfaitement évalué leur chance. « Tout le monde est d'une incroyable disponibilité, s'étonnent-ils encore. Aussi bien dans l'entreprise, où nous avons déjà passé quinze jours en septembre et où l'on nous a tout montré, tout

expliqué, sans nous laisser une minute de répit. Mais aussi au CNAM, où l'on a presque les profs et les tuteurs à notre disposition. » Leur premier contact avec l'entreprise a pourtant été rude pour beaucoup : « C'est dingue de se rendre compte qu'on ne sait rien faire. Ça casse un peu le moral. »

### Condamnés à réussir

Les tuteurs en entreprise sont bien conscients de ce décalage. « Il faut faire très attention, note M. Leveaux à la SNECMA. On prend des jeunes qui quittent tout juste le monde scolaire. Il faut créer un climat de confiance étroit pour ne pas les déstabiliser. C'est une grosse responsabilité : ces jeunes-là ne jouent qu'une fois leur formation, nous sommes condamnés à réussir. » Responsabilité enfin pour les entreprises d'accueil, qui font un investissement lourd, de l'ordre de 500 000 à 600 000 francs, pour la formation d'un ingénieur par l'apprentissage : un vrai pari, sans certitude d'avoir, à la sortie, des ingénieurs « à leur main », selon la formule d'un tuteur. Cela explique la prudence des promoteurs d'Ingénieurs 2000, qui envisagent de passer l'an prochain à une certaine d'apprentis mais estiment que cette formation restera probablement « de la haute couture ».

GÉRARD COURTOIS



## EDUCATION • CAMPUS

# Rouen attend Universités 2000

Avant la signature du schéma de développement universitaire, les étudiants rouennais sont toujours à l'étroit.

ROUEN

de notre envoyée spéciale

L'INTENSITÉ du trafic entre le centre-ville et le campus de Mont-Saint-Aignan ne laisse aucun doute : les étudiants rouennais ont repris le chemin de l'université. Le signal de la transhumance a été donné le 14 octobre. Depuis, les migrants forment chaque jour de sages files d'attente aux arrêts de bus. Le pousse-levé et le regard insistant, les tentent d'économiser les deux tickets nécessaires à leur montée sur la colline.

En Haute-Normandie comme ailleurs, il faut quelques indices pour conclure à la reprise de l'activité étudiante. Car les usagers des faces et autres établissements d'enseignement supérieur n'ont pas de jour 1. A la différence de la tradition coque vigoureuse dans le système scolaire, la rentrée universitaire, avec tambours et trompettes, serviettes et stylos, n'existe pas. Il n'y a que des rentrées, au gré des facultés et des disciplines. Conséquences étonnantes, près de 1,3 million d'étudiants (l'équivalent de l'agglomération lyonnaise) ont intégré l'université au cours des mois d'octobre, sans bruit ni heurt.

Cette désertion a valu au ministre de l'éducation nationale un satisfecit du président de la République : « La rentrée universitaire est la meilleure que la France ait connue depuis longtemps », s'est réjoui M. François Mitterrand au conseil des ministres du 30 octobre. Pour M. Jospin, la création de 2 300 emplois d'enseignants, l'aménagement par construction, location ou restructuration de 220 000 mètres carrés de locaux supplémentaires, la réforme des procédures d'inscription et le plan social étudiant expliquent ce bilan largement positif.

### Funambulisme au quotidien

L'autosatisfaction du pouvoir étatique n'est pas purement formelle. Le risque existe, en effet, de voir l'enseignement supérieur boquer sous la masse. Cette année, le système doit absorber 80 000 étudiants supplémentaires. Mais la machine a-t-elle résisté, soutenue par la perspective du schéma Universités 2000 et quelques mesures ponctuelles. Pourtant, au quotidien, certaines situations locales rappellent à l'envi le funambulisme.

« Nous venons de vivre une rentrée particulièrement difficile », M. Patrick Boucley, président de l'université de Rouen, a dû affronter

la conjugaison de trois éléments : un flux important de nouveaux inscrits, surtout en premier cycle ; un manque de locaux lancinant et un encadrement qu'il estime insuffisant. « Nous ne pouvons accueillir davantage d'étudiants dans des conditions satisfaisantes, et la demande reste considérable », explique ce professeur de sciences pharmaceutiques. « L'UFR de sciences a vu ses inscriptions en première année de DEUG augmenter de 27 %. La troisième a été de 18 % en psychologie-sociologie-sciences de l'éducation. Le schéma Universités 2000 est une nécessité ».

La situation rouennaise n'a rien d'exceptionnel. Elle est simplement représentative de l'état de l'enseignement supérieur. Cette université, qui va fêter ses vingt-cinq ans à la fin du mois de novembre, a été conçue pour neuf mille étudiants. Elle en accueille aujourd'hui plus de vingt et un mille. Le transfert de l'UFR de médecine-pharmacie sur le site du Madrillet, au sud de la ville, en 1990, a fourni un ballon d'oxygène. Vite épuisé.

Aujourd'hui, le campus de Mont-Saint-Aignan étouffe dans son carcan. Pelouses, parkings, ronds-points, chaque parcelle susceptible d'être bétonnée est désormais convoitée. Ici, on agrandit un département de sciences. Là, on termine un bâtiment pour le droit, comprenant 800 m<sup>2</sup> de cafétéria baptisés, plan social obligé.

## 1,3 milliard de francs

Le prochain comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), à la fin du mois de novembre, devrait approuver le schéma Universités 2000 de la région Haute-Normandie. Après des mois de négociations, l'Etat et les collectivités locales sont, enfin, parvenus à un accord. Ainsi, de 1991 à 1995, la région devrait s'engager à hauteur de 1 milliard de francs et l'Etat à concurrence de 360 millions de francs. Les projets retenus doivent permettre d'assurer le développement de l'université du Havre, de celle de Rouen et de l'antenne délocalisée d'Evreux.

Rouen bénéficie comme prévu de la part du lion avec près des deux tiers de l'enveloppe globale. Le développement des filières et des capacités d'accueil devrait se réaliser sur trois sites : le campus de Mont-Saint-Aignan, le quartier d'affaires Pasteur du centre-ville et le site du Madrillet.

Mont-Saint-Aignan sera, ainsi que l'indique M. Patrick Boucley, président de l'université, « saturé ». Les changements majeurs devraient concerner les sciences et le droit. Les premières restaurations pour partie sur Mont-Saint-Aignan avec l'UFR, l'INSA et un IUT de génie thermique. Mais l'essentiel de leur développement devrait s'effectuer sur le site du Madrillet dès 1992 avec le trans-

M. A.

« Maison de l'étudiant ». Une appellation non contrôlée qui intrigue les représentants étudiants de l'UNEF-ID. Mais, malgré les efforts entrepris, la place manque.

### « Zéro crédit, zéro poste »

L'une est blonde, l'autre pas. Elles se connaissent depuis l'enfance et viennent d'intégrer, sans le savoir ni le vouloir, les deux départements les plus engorgés : les sciences et la psychologie. En guise d'accueil, Cécile, la blonde, en DEUG A (50 % de nouveaux inscrits), a vu les redoublants être dispensés de travaux pratiques pour manque de locaux et d'enseignants. Le taux d'encadrement (nombre d'étudiants par professeur) de l'UFR est pourtant conforme à la moyenne nationale. Mais M. Jean Gaillet, doyen de l'UFR, estime qu'une centaine de postes d'enseignants lui seraient nécessaires pour assurer convenablement les cours. Il indique que vient de se créer dans son département un institut universitaire professionnel (IUP) « avec zéro crédit, zéro local, zéro poste ».

A quelques centaines de mètres, la blonde Marion a expérimenté pour sa première année de fac les techniques estudiantines de protestation. En moins de huit jours, les représentants en psychologie et sociologie ont obtenu la construction de trois préfabriqués et le remplacement des sièges en plastique de l'amphi 3 par des fauteuils rouges « comme au cinéma ». Des mesures d'urgence plus que nécessaires. L'UFR de psychosociosciences de l'éducation est actuellement hébergé par les lettres. Elle devait, par un jeu de chaises musicales sur le tempo Universités 2000, obtenir des bâtiments en propre. « Nous pourrions ainsi éviter d'avoir 106 étudiants par groupe lors des exercices de statistiques », indique M. Daniel Corbille, responsable du DEUG de psychologie.

A rentrée universitaire sans problèmes majeurs, campus ronronnant, Rouen respecte l'adage. Alors que le corps enseignant ajuste le schéma Universités 2000 et ses mètres carrés, les nouveaux étudiants s'initient au monde de la fac. Après le repérage des bistrots - Le Colbert, dit « l'annexe », avec une consommation toutes les demi-heures et l'interdiction formelle de travailler ses cours - on passe au restaurant universitaire. Au Panorama, le bien-nommé, le mercredi à midi, c'est punche-saucisse et vingt minutes d'attente. Tradition respectée...

MICHELLE AULAGNON

### POINT DE VUE

## Forme-t-on de bons scientifiques dans l'enseignement secondaire ?

par Jean-Pierre Bourguignon

La question posée est trop vaste pour que, vu la diversité des élèves sortant de l'enseignement secondaire et le point de vue forcément limité de celui qui ose s'exprimer sur ce problème, on puisse y apporter une réponse nuancée en aussi peu de place. Cet article vise seulement à mettre en regard certaines exigences de la formation des scientifiques et la situation de l'enseignement secondaire, français...

Il faut d'abord souligner la diversité des métiers qui méritent le qualificatif de scientifiques : de l'ingénieur de production au chercheur fondamental ou au professeur, il y a une grande distance, et il existe beaucoup de situations intermédiaires. Par exemple, suivant le secteur ou le champ d'activités dans lequel une personne est investie, les parts de son travail qui sont expérimentales ou pratiques, d'une part, et théoriques, d'autre part, peuvent considérablement varier.

### Le couple formation-sélection

On peut cependant constater qu'un certain nombre de qualités sont requises dans une large famille de métiers scientifiques : elles ont nom curiosité, capacité de reconnaître ses erreurs et de remettre en cause son savoir, goût du travail en équipe, imagination. Chaque scientifique les possède et les exprime à des degrés divers, bien sûr, mais il n'est pas possible de compter uniquement sur le don à la naissance pour qu'il les possède. L'enseignement

ne doit pas seulement leur donner un rôle à jouer dans leur développement.

Le système scolaire français se distingue de ceux en vigueur dans d'autres pays industrialisés par la grande place donnée aux enseignements généraux, et la profondeur des connaissances exigées des élèves dans un nombre important de matières. Mais la différence la plus visible tient à l'organisation des études supérieures, scindée en deux secteurs aux structures très différenciées : les universités dont l'accès est libre et la majorité des diplômés non professionnels, et les grandes écoles qui recrutent sur des concours préparés dans des classes spécifiques dans un environnement du type secondaire.

Cette dichotomie a des effets considérables sur le fonctionnement même de l'enseignement secondaire, car elle induit des modèles et crée une hiérarchie entre sections qui a des répercussions importantes sur la production de scientifiques.

En effet, dans l'esprit des lycéens, l'opposition de ces deux systèmes prend une forme un peu hystérique qui tend à identifier comme « bons » tous ceux qui se traitent à l'un et comme « mauvais » tout ce qui se traite à l'autre. Le mode de sélection des grandes écoles étant le concours avec épreuves par discipline en temps limité, on se livre ainsi à considérer qu'un bon élève doit avoir répondu très vite à des questions nombreuses et qui ont toutes une réponse. Le fait de « s'écher sur une question de mathématiques » est considéré comme anormal par les lycéens (1). Du coup, l'appren-

dre prend le pas sur le comprendre, faisant fi d'une très belle maxime d'Evriste Gelols qui demandait de « faire du raisonnement une deuxième mémoire ».

Les jeunes sont donc mis en présence d'un modèle unique de réussite dans lequel les aptitudes scolaires dans les disciplines scientifiques jouent un rôle important. Ce système aboutit à occuper les filières dites scientifiques ou techniques par des jeunes qui se détourneront en grand nombre des métiers purement scientifiques en raison de la faible reconnaissance sociale qui leur est attachée. Dans ces conditions, la pénurie de scientifiques s'explique et on peut craindre le pire pour le début du troisième millénaire.

### Absence d'autonomie de la pensée

Dans ce contexte, l'imagination et l'initiative sont peu à l'honneur dans nos écoles secondaires. Les programmes sont beaucoup plus contraignants que dans d'autres pays et l'enseignement, plus théorique (ce qui est probablement lié au fait qu'il est difficile d'évaluer des travaux expérimentaux dans le cadre d'un concours). Cette adaptation au mode de sélection peut aller jusqu'à affecter le contenu des matières enseignées, choisis quelquefois afin d'interroger plus aisément. Que dire du travail en équipe, puisque le seul salut est individuel ? Il n'y en a pas le cadre de la classe et les élèves ne constatent pas non plus que leurs professeurs le pratiquent, ne serait-ce qu'entre matières diffé-

l'absence d'autonomie de pensée qu'on observe chez certains élèves prend un tour inquiétant quand on la constate chez ceux qui sont réputés être les meilleurs. Pour ne citer qu'un exemple, le compartimentage des connaissances scientifiques peut aller jusqu'à donner aux élèves la conviction qu'il est impensable que la structure des objets mathématiques ait quelque chose de profond en commun avec la façon dont le physicien structure le monde. Il semble que ce phénomène s'accroisse avec l'arrivée en classes préparatoires d'élèves ayant bacheloré trop longtemps et manquant, par suite, de fraîcheur. Ultérieurement, ces élèves sont (temporairement ?) usés, et valent seulement avoir une note convenable sans chercher à vraiment comprendre ce qu'il leur est enseigné.

Il est difficile à un scientifique de concevoir son activité sans y inclure le plaisir de la découverte. Ce sentiment est bien souvent absent des premiers contacts que les élèves ont avec les sciences, au collège notamment. Il faut certes reconnaître que les conditions matérielles, pour que ce souffle puisse passer, ne sont pas toujours remplies. Il faudrait d'une certaine façon que puisse être donné aux élèves, sans faire nécessairement appel à des connaissances très sophistiquées, le sentiment sinon qu'ils participent à quelque chose d'important, du moins que le monde peut leur devenir intelligible. Ce contact me semble assez indissociable d'une formation de l'esprit critique poussant les élèves à exercer leur

jugement sur leur propre niveau de compréhension de ce qui les entoure.

Cette capacité peut difficilement être mesurée de façon précise, notamment dans un cadre strictement scolaire. Elle est pourtant importante pour qu'un individu fonctionne de façon efficace dans une société moderne. Pour un scientifique, elle est décisive. Comme elle ne résulte pas de connaissances mais d'un comportement, elle doit s'acquies particulièrement tôt, typiquement dès le collège.

### Activités scientifiques libres

Il serait incongru de présenter des « solutions » toutes faites à un problème aussi complexe. Tout au plus peut-on plaider pour que des expériences diverses soient encouragées et soutenues. La première piste concerne l'organisation d'activités scientifiques libres dans le cadre de l'école. Pour que ces activités puissent fonctionner, des conditions matérielles doivent être remplies (documentation, places dans l'emploi du temps), mais elles ne pourront être couronnées de succès que si des scientifiques s'y impliquent personnellement.

Une condition semble nécessaire pour que certaines distorsions préjudiciables à la formation de scientifiques en nombre suffisant disparaissent : faire évoluer les deux modes d'organisation de l'enseignement supérieur français dans la sorte qu'ils répondent clairement à des logiques différentes et utilisent des méthodolo-

gies différentes. Faire passer cette « disqualification » des études universitaires est sûrement une entreprise difficile, qui ne met pas seulement en jeu le système éducatif mais la société tout entière. Parmi les actions dans ce sens figure la création de passerelles entre les deux systèmes à tous les niveaux où il y a orientation pour remettre les deux systèmes en compétition, par exemple la mise en place de troisièmes cycles communs aux universités et aux grandes écoles.

Enfin, il est important de mentionner le caractère déterminant de la qualité de la formation (initiale et continue) que les enseignants reçoivent. Pour être de véritables ambassadeurs de leur discipline, il est nécessaire qu'ils soient à l'aise avec celle-ci, et que leur curiosité scientifique n'ait pas été trop émoussée. Dans l'état actuel des choses, on peut craindre que l'éloignement de contact entre enseignants et scientifiques aggravée par le petit nombre de lieux où ces contacts pourraient naturellement trouver leur place et de documents accessibles, ne soit un handicap supplémentaire qui ralentisse encore l'évolution de la situation.

(1) Enquête « Les maths et vous », menée auprès de 3 500 lycéens, voir le Monde du 12 janvier 1989.

► Jean-Pierre Bourguignon est professeur de mathématiques à l'Ecole polytechnique et directeur de recherche au CNRS.

لكن من الان



هنا من الامم

EDUCATION • CAMPUS

# Les politiciens à l'école

La Hongrie passe sans transition de l'idéologie à la technocratie

BUDAPEST

de notre correspondant

Une école pour former des hommes ou des femmes politiques ? L'idée surait fait sourire, il y a peu, en Hongrie. Récemment encore, seules deux filières bien distinctes existaient pour tous ceux qui voulaient s'intéresser aux « affaires de la cité » : les écoles du parti, ou la voie plus périlleuse de la dissidence.

Mais, avec la démocratisation, la politique se banalise, au point de devenir une « profession comme les autres ». C'est du moins l'ambition de la toute nouvelle École politique de Budapest. Son objectif : créer une génération de politiciens technocrates pour servir la jeune démocratie hongroise. Il n'est donc désormais plus question d'engagement romantique. Les hommes politiques de demain seront des techniciens de la communication et des experts en marketing de l'opi-

nion. « Nous avons trop souffert de querelles idéologiques stériles. Il faut avant tout professionnaliser la vie politique », insiste le sociologue Istvan Stumpf, le jeune directeur de l'établissement, financé par deux fondations, a ouvert ses portes le 30 septembre dernier à une cinquantaine d'élèves. Seule condition pour s'inscrire : avoir son bac et payer 50 000 forints (environ 4 000 F) par an.

## Entre Sciences-Po et l'ENA

Toutefois, le pari est loin d'être gagné. Avant de professionnaliser quoi que ce soit, l'école doit tout d'abord affronter une autre priorité : surmonter l'énorme scepticisme des Hongrois envers leurs nouveaux dirigeants. L'image de la classe politique est au plus bas. Depuis les législatives du printemps 1990, le taux d'abstention aux différentes élections oscille entre 60 % et 90 %.

Mais, pour les promoteurs de cette école de Budapest, ces chiffres sont plutôt encourageants : c'est la preuve, disent-ils, qu'il y a un besoin urgent de renouveler les pratiques politiques. Première étape : une remise à plat des connaissances. Le programme de l'école s'articule autour de trois thèmes et ressemble à un condensé accablé de Sciences-Po et de l'ENA (culture générale, apprentissage des rouages de l'État et « management politique »). L'essentiel de la formation sera consacré à des questions pratiques : comment gérer une campagne électorale, organiser une conférence de presse, récolter des fonds et assurer un travail de lobbying. La règle d'or, selon le directeur : « Peu important les opinions, il faut surtout être efficace », et lorsqu'il énumère les conditions pour mener une « carrière réussie », il en vient même à oublier la conviction.

D'ailleurs, comment s'en étonner puisque Istvan Stumpf a lui-même

Inngtemps « pratiqué » la politique. Membre du Parti communiste, il a ensuite rejoint le Forum démocratique aujourd'hui au pouvoir, et a soutenu la création du FIDESZ, la Fédération des jeunes démocrates, l'une des principales formations de l'opposition. L'enseignement de l'école sera essentiellement assuré par des politologues de renom, tels que László Lengyel et Mihály Bihari. A raison de douze heures par semaine, pendant 10 ans, les élèves vont se frotter aux « réalités du métier ». Mais la moitié d'entre eux sont déjà introduits dans le circuit : parmi les inscrits, on compte plusieurs conseillers municipaux, des permanents de parti, et même cinq députés. Résultat : à défaut de susciter des vocations, cette école se place déjà sur un créneau d'avenir : la formation continue des nouveaux élus de la démocratie hongroise.

YVES RIOIS

## COURRIER

### Enfants créateurs

Prenant connaissance de l'article paru dans le numéro du Monde, daté du 3 octobre, sous le titre « Les musées au tableau noir », je m'étonne, une fois de plus, que, cherchant à initier les enfants à l'art moderne, on se comporte comme s'ils n'étaient pas eux-mêmes créateurs.

On sait, en effet, que, depuis plus d'un siècle, le dessin et la peinture d'enfants ont donné lieu

à d'innombrables travaux, de valeur inégale certes, mais qui témoignent en tout cas de l'importance d'un phénomène qui n'a pas manqué d'attirer l'attention d'artistes appartenant à des courants très différents, dans le cadre d'un intérêt pour ce qu'on peut appeler en gras le « primitivisme ».

On n'est évidemment pas obligé de souscrire au vœu formulé par Jean Dubuffet, en conclusion de son pamphlet *Asphyxie culturelle*, de « fonder des instituts de déculpation » visant à « doter le nation d'un corps de négateurs solidement entraînés qui maintiennent vivants,

un milieu du grand déferlement général d'accord culturel, la protestation... Mais on pourrait peut-être se préoccuper un peu plus de ce que les enfants peuvent atteindre spontanément, avant qu'ils ne se trouvent confrontés à un univers aussi complexe et riche en contradictions que celui de l'art moderne.

JACQUES DEPOUILLY (Suisse romande)

### L'Université « secondarisée »

Vous évoquez, à propos des projets de réforme du ministère (le Monde du 31 octobre), les craintes de « secondarisation » du premier cycle universitaire. Or la secondarisation n'est plus une éventualité. En effet, un nombre croissant d'heures d'enseignement sont assurées par des professeurs de type « enseignement secondaire », recrutés ainsi comme vasaillaires, soit comme « PR. AGs » (professeurs agrégés et autres, affectés dans une université). Ces derniers sont astreints à un service d'enseignement de 12 heures hebdomadaires, ce qui est tout à fait considérable. Un projet de décret, annoncé avant l'été, prévoit de faire sauter le verrou du maximum hebdomadaire et d'exiger des enseignants concernés un service annuel de 384 heures effectives.

GILLES CARRE (Bellegreville)

## Le Monde DE L'EDUCATION

Novembre 1991

### A L'IUT, A L'UNIVERSITÉ ACQUÉRIR UN MÉTIER

Il faut rendre les formations supérieures plus proches des métiers. Telle est l'ambition aujourd'hui. Les instituts universitaires professionnalisés (IUP) sont une filière nouvelle pour former des ingénieurs. Objectif : qu'ils soient différents de ceux des grandes écoles, plus polyvalents et à l'esprit plus concret. De leur côté, les IUT se réorganisent pour accueillir les bacheliers technologiques, comme c'est leur vocation. Face à ce mouvement, les premiers cycles des universités doivent s'adapter. Comment ? Un dossier complet. Aussi au sommaire : Réussir sa première année de fac.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

(Publicité)

## Centre Georges Pompidou COLLOQUE

Formes nouvelles de l'anti-féminisme contemporain les 28 et 29 novembre 1991 de 10 h à 19 h

avec : Catherine Clément, Françoise Collé, Marie-Joséphine Duvivier, Michèle Le Doeuff, Alain Finkielkraut, Elisabeth de Fontenay, Geneviève Fraisse, Liliane Kandel, Catherine Labrousse, Jacqueline Lichtensteins, Danièle Sallenave, Yann Thomas.

Grande Salle, 1<sup>er</sup> sous-sol. Sur inscription : 42-77-12-33 poste 6021

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437 ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au [1] 40-85-28-33

Imprimerie du « Monde » 17, r. M. Gumbourg 94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Tél. : 206.806 F

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Françoise Huguet-Devallet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75982 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 46-62-72-72 Tél. : MONOPUB 634 128 F Tél. : 46-62-98-73 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

## ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Tél. : 251.311 F

## ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG. LUXEM. PAYS-BAS	AUTRES PAYS non franc. CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE	
3 mois	<input type="checkbox"/>
6 mois	<input type="checkbox"/>
1 an	<input type="checkbox"/>

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

111 MON 03 PP Paris RP

## SOURCES

### Radioscopie de la recherche

La direction de la recherche et des études doctorales (DRED) du ministère de l'éducation nationale a pris la bonne habitude, depuis deux ans, de mettre les cartes sur la table. Au sens propre et au sens figuré. Elle vient en effet, à nouveau, de publier un document qui, en cent cinquante pages de chiffres, graphiques, courbes et cartes des différentes régions - le tout entrecoupé de commentaires souvent percutants - dresse le bilan de la campagne 1991 d'habilitation des diplômes d'études approfondies (DEA) dans les universités françaises. Les DEA (3<sup>e</sup> cycle) étant l'antichambre du doctorat, cet état des lieux est tout à fait éclairant sur la vitalité mais aussi les rigidités de la recherche universitaire.

La campagne d'habilitation de 1991 est intéressante à plusieurs titres. Elle portait tout d'abord sur la totalité des DEA. Elle s'est d'autre part déroulée sur plusieurs mois, laissant le temps au groupes d'experts (treize groupes d'études techniques par grandes disciplines) de mettre en place une procédure de « nettoiement » avec les équipes de recherche pour préciser les dossiers, les réorienter ou les fédérer. Enfin, cette campagne s'inscrit dans la politique générale menée par la DRED pour renforcer le vivier de jeunes chercheurs (allocations et monitorat, écoles doctorales...).

#### Formation ou bureau de recrutement ?

Mille cent quarante DEA, soit 26 de plus qu'en 1989, ont été habilités cette année, la quasi-totalité pour deux ou quatre ans. Parmi eux, on compte 111 créations (sur 283 demandes), soit près de 10 % du total. L'équilibre entre les disciplines est d'une grande stabilité. Si les langues et littératures ont perdu 4 DEA (sur un total de 166) et les mathématiques 1 DEA (sur 46), les variations restent en général marginales, à l'exception de deux disciplines en plein développement : l'informatique, qui compte désormais 56 DEA (contre 45 en 1989), et l'électronique, qui passe de 29 à 33 DEA. Comme la souligne sans ménagement M. Vincent Courrillat, directeur de la DRED, dans sa préface : « On peut se demander si cette stabilité, pour ne pas dire cet immobilisme, traduit l'absence d'un état satisfaisant ou au contraire un certain conservatisme. »

D'autant que la répartition géographique est sans surprise. L'Île-de-France (avec 38 % des DEA, mais jusqu'à 48 % des DEA de sciences de la vie et de la santé et 51 % en histoire, géographie, sociologie et anthropologie) ren-

force encore un peu sa prééminence. Loin derrière, suivent les régions Rhône-Alpes (118 DEA, dont 88 pour Lyon et 47 pour Grenoble) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (95 DEA), puis Toulouse (69), Bordeaux (46), Montpellier (46), Strasbourg (45), Lille (37) et Nancy (35).

Les rapports des groupes d'études techniques par disciplines constituent, de leur côté, une mine d'appréciations qualitatives. Ainsi Philippe Nozières lèche, à propos de la physique : « Trop souvent le programme des DEA est un simple collationnement des intérêts des divers enseignants : faut-il rappeler que le DEA est une formation et non un bureau de recrutement pour les laboratoires locaux ? » Jean-Pierre Verjux note, au passage, que sept DEA d'informatique ont encore plus de 60 étudiants inscrits (et deux plus de 100 étudiants), ce qui peut laisser rêver. Quant à Antoine Prost, il conclut, lapidaire, à propos du secteur « Hommes », temps, espaces sociaux (histoire-géographie, sociologie) : « Trop d'échecs inquiètent quant au sérieux des étudiants ; trop de succès quant à celui de la formation. »

C'est en effet le troisième volet du document publié par la DRED : une évaluation sommaire de leur rendement. Le nombre des diplômés de DEA est passé de 17 100 en 1986 à 21 400 en 1990, soit une augmentation de 25 %. En 1989-1990, le nombre moyen d'inscrits par DEA atteignait 32 et le nombre de diplômés à peine 20. Ces moyennes marquent de fortes disparités : si 80 % des DEA ont entre 8 et 30 diplômés, une centaine (près de 10 %) comptant moins de 5 diplômés. Quant au taux de succès, il reste insuffisant (de 60 à 85 %) mais varie de 80 à 85 % en sciences à 45-50 % en lettres et sciences humaines.

Enfin, un diplômé de DEA sur quatre est un étudiant étranger. Plus de la moitié de ces diplômés étrangers sont africains. Ce sont les mathématiques ainsi que les lettres et les langues qui attirent le plus grand nombre des étudiants étrangers. Près de 150 DEA ont plus de 50 % de diplômés étrangers et une trentaine plus de 80 %. « On ne voit pas bien », souligne M. Courrillat, les arguments pédagogiques de recherche qui ont pu conduire les groupes d'études techniques à maintenir une telle situation. »

G. C.

► Diplômes d'études approfondies, campagne 1991. Direction de la recherche et des études doctorales, octobre 1991. 148 p. [Ministère de l'éducation nationale, 81-85, rue Dutot, 75015 Paris].

## Les clefs du savoir

Tous les savoirs du monde et de l'homme, mandes de gouvernement, institutions, traditions, littératures, langues, sciences et groupes de pression, pour vous donner une vision globale de la civilisation humaine.

Collection dirigée par l'éminent historien, professeur à l'université de Paris, Yves Mény, directeur de l'Institut des politiques de Paris.

Volumes de 160 pages. Prix unique : 49 F

## Le système politique français

Yves Mény

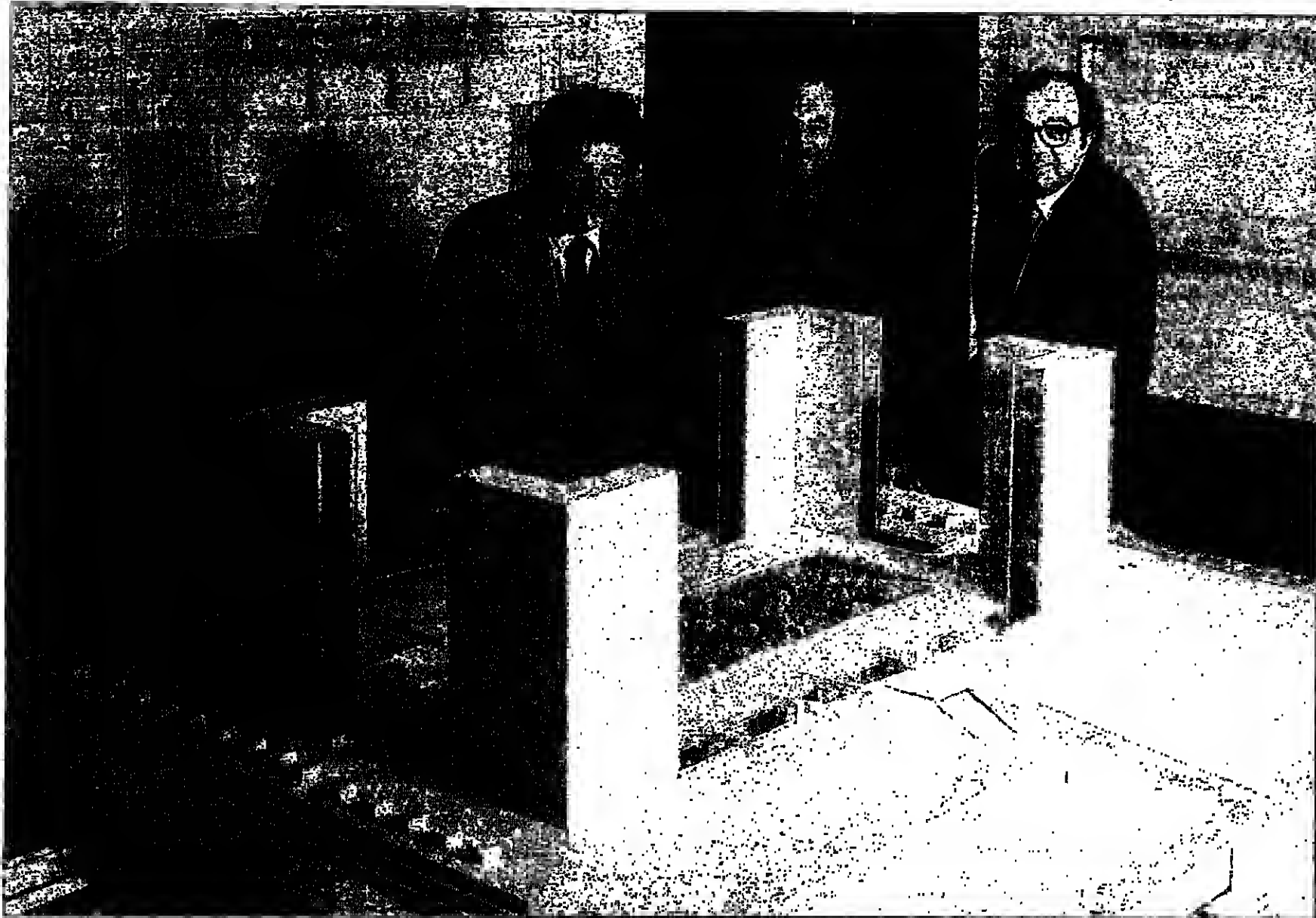
## CLEFS

Montchrestien



# ARTS • SPECTACLES

## LE DÉBAT AUTOUR DE LA BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE



Quatre architectes devant la maquette de la Bibliothèque de France (de gauche à droite) Dominique Perrault, Paul Chemetov, Gérard Thureau et Yves Lion.

GASTON BERGERET

### L'architecte et les frelons

Ce sont finalement cinq cent soixante-six chercheurs et universitaires qui ont signé la lettre ouverte consacrée à la Bibliothèque de France et adressée par George Le Rider au président de la République. Cent de plus, et le nombre fabuleux de la Bête évoquée par l'Apocalypse était atteint. Certains n'auraient pas manqué d'y voir la manifestation d'un noir complot où universitaire rimerait avec réactionnaire et dont le chef d'orchestre clandestin serait tapi dans l'attitude poussièreuse d'une bibliothèque. Un épisode de la lutte des pouvoirs frelons et des studios abeilles. La diversité des signataires et la présence, parmi eux, d'intellectuels proches du Parti socialiste ou connus pour leur engagement à gauche rendent ce fantasme peu crédible.

Cette missive réussira-t-elle à ébranler le « mur de certitudes techniques et morales » dont se plaignait l'auteur de la lettre, après avoir rencontré, début octobre, l'architecte Dominique Perrault, solidement encadré d'Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, et de Laure Adler, responsable de ce dossier à l'Elysée? Peut-être. Elle aura paradoxalement permis l'amorce d'un dialogue. Le temps du mépris semble dépassé.

Première conséquence : le Conseil supérieur des bibliothèques (CSB) est chargé par l'Elysée d'une mission d'expertise. A la tête de cet organe consultatif, André Miquel, professeur au Collège de France, ancien administrateur de la Bibliothèque nationale, et Michel Melot, naguère responsable de la Bibliothèque publique d'information (BPI) du Centre Pompidou et coauteur du rapport fondateur de la Bibliothèque de France. Parmi ses membres, Jacques Julliard et Pierre Nora, des historiens dont les interventions nuancées à propos de la TGB ont été remarquées. Le conseil a mis en place un comité, dirigé par Pierre Jolis, professeur de médecine à l'université Paris-VII et chef de service à l'hôpital Beaujon. A ses côtés, trois membres du CSB : Frank Laloe, physicien, directeur de recherche au CNRS ; Denis Paffier, inspecteur général des bibliothèques ; Pierre Botineau, directeur de la bibliothèque municipale de Bordeaux. Et une personnalité extérieure : Jean-Paul Poirier, directeur de laboratoire à l'Institut de physique du globe (Paris-VI). Ces cinq personnalités devraient remettre à la mi-janvier 1991 un rapport au président de la République. Il fera le bilan de l'enquête menée par le comité. Les « experts », qui prennent leur rôle très au sérieux, ont la possibilité de demander l'audition de qui bon leur semble et d'aborder tous les domaines – sauf l'architecture extérieure.

« Mais, précise Laure Adler, si le parti pris architectural ne doit pas changer, tout le reste, y compris les aménagements intérieurs et les problèmes de stockage des livres, peut être pris en compte. François Mitterrand attend beaucoup de cet audit. Il doit lui permettre de prendre des décisions. Il permettra aussi de mieux faire connaître le projet de la Bibliothèque de France aux chercheurs. » L'architecture focalise pourtant une bonne part des critiques.

Deux reproches sont notamment adressés à la future Bibliothèque de France. Le premier vise la forme du bâtiment : ses tours et son particulier – jugées « inesthétiques, peu fonctionnelles et coûteuses » – mais aussi son jardin – « inutile, trop vaste, chaotique », voire l'aménagement des espaces intérieurs. Le second, plus diffus mais qui nourrit sourdement la réalité de la polémique, s'attaque au « mélange des genres ». La coexistence d'une bibliothèque de conservation, donc de dernier recours, réservée aux chercheurs, et d'une bibliothèque publique d'information, ouverte par définition à tout le monde, inquiète l'univers des chercheurs et des bibliothécaires. Les compartiments où pourrout jamais être étagées, c'est donc la porte ouverte à une dérive préjudiciable à la recherche, affirment les détracteurs du projet.

De plus, le coût de fonctionnement de la future TGB ne sera-t-il pas considérablement augmenté par la présence, au sein d'un même édifice, de deux établissements différents, fonctionnant avec deux publics hétérogènes? Trois, si l'on inclut dans l'enveloppe budgétaire la Rue de Richelieu – l'actuelle BN, qui ne sera pas close pour autant : des départements considérables – estampes, manuscrits, monnaies et médailles, sans parler de la future Bibliothèque nationale des arts – continueront d'y vivre. Peut-on nous assurer, demandent ces Cassandre, que, dans ces conditions, la BPI du Centre Pompidou ne soit pas amenée à fermer ses portes un jour ou l'autre, faute de moyens pour la faire vivre?

« Il n'en est pas question, et le sort de la Rue de Richelieu est loin d'être réglé », affirme Laure Adler, qui trouve néanmoins « légitime l'inquiétude des chercheurs qui ne sont pas assez au fait de l'évolution du projet. Pour le familier des bibliothèques, le livre relève d'une catégorie que les techniciens ont du mal à cerner. Nous ne pouvons pas que c'est grâce à des brochures « sans intérêt » et jamais consultées que Michel Foucault a pu construire une bonne partie de son œuvre. Mais cette nouvelle

bibliothèque a des objectifs nouveaux, souvent difficiles à exprimer, en particulier la complémentarité et l'homogénéité des deux bibliothèques qui coexisteront au sein du même établissement. » Un distinguo fort subtil qui mériterait d'être expliqué sous peine d'être réservé aux seuls théologiens.

Car cette inquiétude, ce malaise, peu et mal formulés, sont finalement au centre des préoccupations de tous les chercheurs : ceux-ci sont-ils destinés à être ooyés sous la masse du grand public? Pourrout-ils mener à bien leurs travaux dans ces conditions? Des questions peut-être égoïstes, mais qu'il serait léger de ranger aux oubliettes des privilèges révolus. C'est là que se situe le débat essentiel alors que la forme architecturale du bâtiment mobilise la scène médiatique.

Le monde de l'architecture s'est en effet mis en branle à son tour. A commencer par le président de l'Ordre, Jean-Pierre Bureaux, venu apporter son appui à Dominique Perrault ; deux cent quatre-vingt-six architectes lui ont emboîté le pas, et non des moindres – de Jean Nouvel à Christian de Portzamparc. D'autres ont refusé de signer un manifeste qui exalte trop, à leurs yeux, l'architecture française. Mais, là encore, la pétition a eu un effet positif. Alors que les architectes semblaient indifférents à la polémique qui fusait de toutes parts, ils s'expriment aujourd'hui. Et le débat qui s'engage risque de dépasser singulièrement l'enjeu même de la TGB. C'est la pratique du concours qui est discutée, le principe du fonctionnalisme qui est remis en cause, l'atonie du discours théorique qui est stigmatisée.

Sans doute faut-il, dans cette affaire, reprendre une des maximes favorites du président de la République et « donner du temps au temps ». C'est l'absence de délais qui a conduit l'architecture à se figer et l'opinion à se crispier. L'expertise demandée au Conseil supérieur des bibliothèques n'a aucun intérêt si l'on n'envisage pas, dès maintenant, de tenir compte de ses résultats. Résultats qui, s'ils sont pris au sérieux, engendreront des délais de réflexion supplémentaires. Il n'est pas sûr non plus que la hâte soit nécessairement économique : le coût de la construction dépend aussi de la finesse des études préalables. Temporiser apparaît donc nécessaire. Ce qui ne veut pas dire que le chaos doit être interrompu ni que Dominique Perrault soit déchargé du projet. Mais on peut se hâter lentement pour que le plus onéreux des grands travaux – 7,2 milliards de francs – l'un des plus nécessaires aussi, soit une réussite totale.

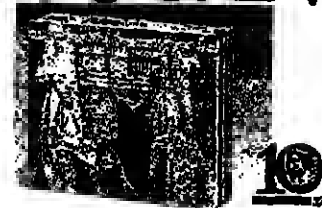
FRÉDÉRIC EDELMANN  
et EMMANUEL DE ROUX

**DISQUES** 27  
Le piano-rock  
de Johnnie Johnson

**CHANSON** 28  
Une rencontre  
avec Jacques Higelin  
à l'occasion de la sortie  
de son nouvel album, *Illicite*.

Lire pages 23 à 26 notre sélection  
des rendez-vous du cinéma,  
de la musique,  
de la danse,  
du théâtre  
et des arts de la semaine.

**CRUEL!**



MOZART - COSI' FAN TUTTE  
Margiono - Ziegler - Steiger  
Cachemaille - van der Walt - Hampson  
Royal Concertgebouw Orchestra Amsterdam  
NIKOLAUS HARNONCOURT

"indispensable!"  
André Tubeuf. DIAPASON

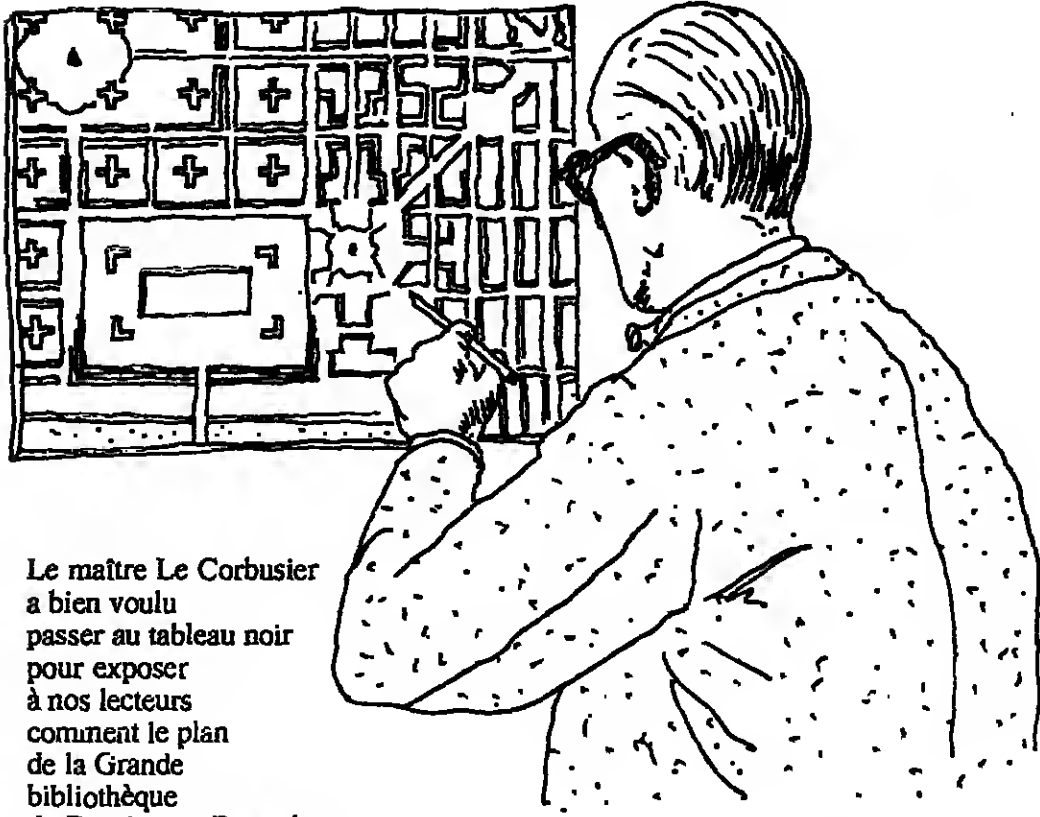


سكوت من الامم



لبنات من اجل

## BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE :



Le maître Le Corbusier a bien voulu passer au tableau noir pour exposer à nos lecteurs comment le plan de la Grande bibliothèque de Dominique Perrault dérive, par simplification, de son propre projet de 1922 pour une ville de trois millions d'habitants.

Paris, le 28 octobre 1991,

Messieurs,

Je vous fais parvenir ce bref résumé d'un exposé dans lequel j'ai voulu expliquer combien le projet de Grande bibliothèque de mon jeune confrère Dominique Perrault me paraissait relever en droite ligne de mes propres recherches, notamment de mon "plan pour une ville de trois millions d'habitants", plan que je développai dès 1922.

Bien à vous,

*Le Corbusier*

Le Corbusier  
p.c.c. François Chaslin  
(rédacteur en chef  
de l'Architecture aujourd'hui)

Trois architectes, Paul Chemetov, Yves Lion et Gérard Thurnauer, représentant des sensibilités différentes, et qui tous connaissent les arcanes de la commande publique, évoquent ici les problèmes soulevés par la construction de la Bibliothèque de France. Ils en profitent pour parler de la décennie architecturale qui vient de s'écouler, une des plus riches que nous ayons connues en France depuis longtemps mais dont les effets pervers peuvent se faire sentir aujourd'hui.

« L'architecture de la future Bibliothèque de France continue de soulever des polémiques, mais les architectes, eux, sont restés très discrets, avant que certains d'entre eux ne se manifestent en signant une pétition pour soutenir Dominique Perrault et l'architecture française.

— YVES LION : Je constate que l'heure n'est pas aux débats théoriques. Peut-être parce que la décennie passée a été relativement heureuse pour les architectes qui ont bénéficié de commandes de travaux et d'une certaine reconnaissance. Il n'y a pas de débat, chez les architectes, à propos de la Bibliothèque de France, mais il n'y en a pas eu non plus lorsque l'Arche de la Défense, qui devait être le centre mondial de la communication, a été transformé en immeuble de bureaux. C'était pourtant un changement de programme radical.

— Ce qui veut dire qu'aujourd'hui, en architecture, n'importe quelle forme est adaptable à n'importe quelle fonction ?

— Y. L. : Je pense exactement le contraire. La fonction doit sous-tendre la forme, même si ce n'est pas toujours la garantie d'une architecture de qualité : l'Opéra-Bastille est l'application littérale d'un programme. La Très Grande Bibliothèque est d'abord une forme qui servira à un programme déterminé après coup. Cette démarche est connue, c'est l'esprit Beaux-Arts qui resurgit.

— Est-ce une régression ?

— Y. L. : La généralisation des concours est assez nouvelle. Elle incite à dire que la forme est plus importante que le fond.

— GÉRARD THURNAUER : La forme est aujourd'hui plus importante que le fond parce que la société s'intéresse plus à la forme qu'au fond. C'est la logique sociale et culturelle du moment. Dans le cas de la TGB, ce sont effectivement les procédures issues des concours qui ont conduit les trois acteurs — l'architecte, le programmeur et le pouvoir politique — à se retrouver prisonniers d'une forme prédéterminée. Pour qu'un concours d'architecture soit probant, il faut un temps de maturation du programme — sa contestation fait partie de sa maturation anormale, — quitte à remettre en partie de ses composantes en cause. Le projet de la TGB est grippé parce qu'il a été mal engagé, sur un programme trop flou : que va-t-on mettre dedans et pour qui ?

— PAUL CHEMETOV : Le recours frénétique au concours a créé un manque : l'absence d'un milieu, l'absence d'un débat. La TGB, comme le plus petit des logements, réclame qu'un arrière-plan culturel et intellectuel renaisse pour l'architecture. L'éclectisme, qui peut être formel, ne peut pas être celui des idées. Derrière les cités-jardins, les grands ensembles, les villes nouvelles, il y a eu — osons employer un mot

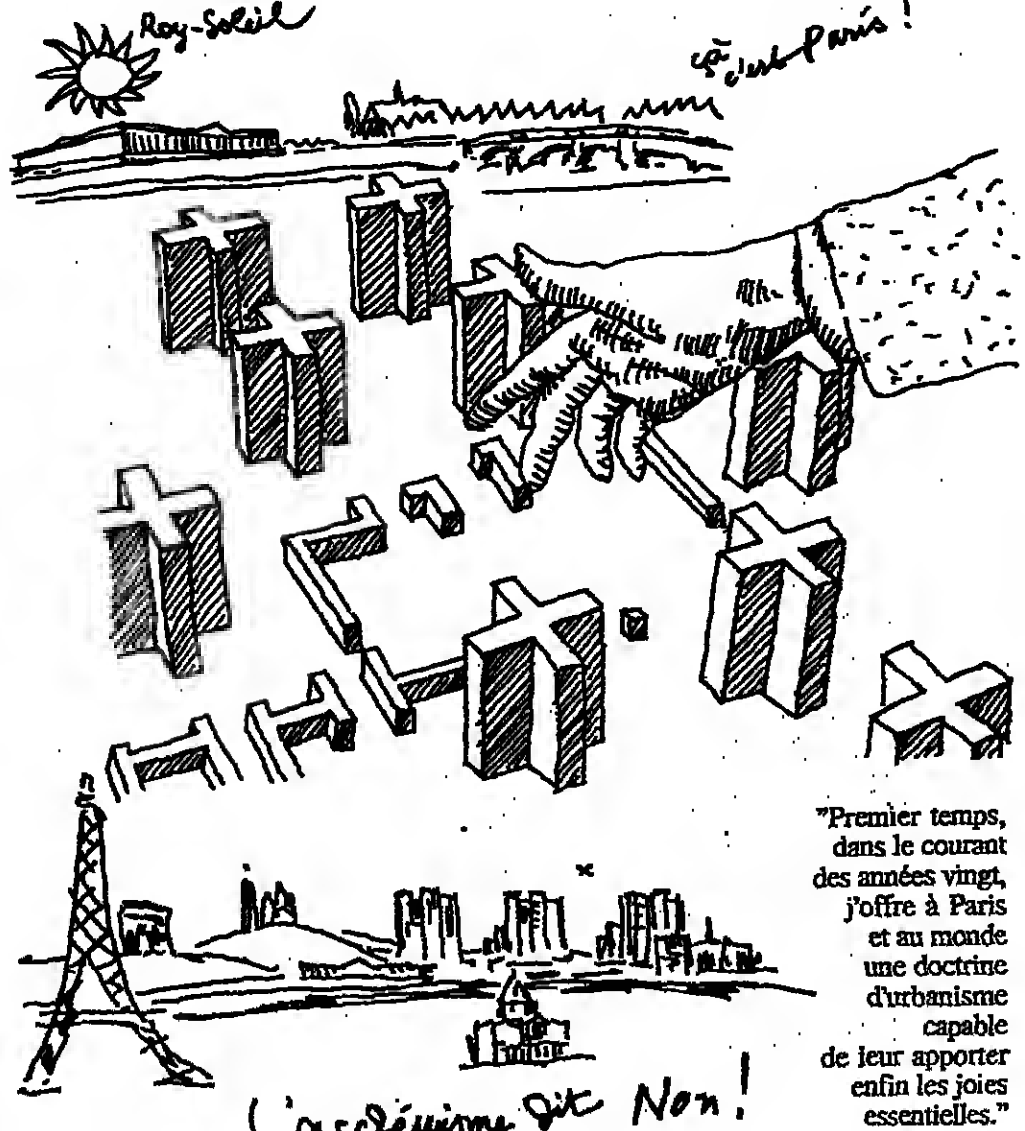


TABLE RONDE

## L'architecture

sulfureux — des idéologies qui n'étaient pas partagées par tous mais qui portaient en elles quelques résultats. Le système même du concours, cette procédure de compétition, de surcroît, a fait que ce climat n'existe plus. Ce qui se passe à la Grande Bibliothèque en est une des conséquences.

» Au moment du concours, qu'avaient à juger les membres du jury ? L'idée que la France voulait avoir une Très Grande Bibliothèque. Des projets plus complexes que celui du lauréat ont été présentés : celui de Maki ou de Koolhaas, celui de Soler, sans parler de ceux de Gaudin et Ciriani. Mais cette complexité, n'étant pas nourrie par une réflexion en amont, ne découlait pas de ce qu'était ou devait être une bibliothèque. Le choix s'est porté sur un idéogramme, l'idéogramme qui magnifiait le plus, aux yeux du pouvoir politique, la grande idée qu'il se faisait d'une grande bibliothèque. On sait que, dans un tel établissement, il y a trois éléments majeurs : des stocks, des salles de lecture et des salles de travail ou d'administration.

» L'un de ces éléments s'est trouvé modifié de façon radicale après le concours. Quand Dominique Perrault l'emporte, il y a trois millions de livres stockés ; aujourd'hui, il y en a quatre fois plus. Dans n'importe quelle situation normale et réelle d'architecture, le projet changerait de forme. La modification d'un tel paramètre aurait peut-être amené à dire que le projet de Soler, par exemple, dans ces conditions, était le meilleur. Cela ne veut pas dire qu'il faille remplacer Dominique Perrault, excellent architecte, par Soler, autre excellent architecte, mais cela montre que le résultat ne s'est joué que sur cet idéogramme. Il était donc prévisible qu'un tel projet, qui met en jeu des rapports de force politiques et une partie du sort de Paris — il s'agit quand même de l'aménagement d'un des derniers grands terrains du bord de Seine, — n'évolue pas d'une façon sereine.

— Éléments nouveaux : une expertise a été demandée au Conseil supérieur des bibliothèques.

— Y. L. : Y aura-t-il des architectes parmi les experts ?

— Apparemment pas. Mais il est frappant que la polémique porte non pas sur le programme mais sur l'architecture.

— G. T. : L'audit arrive très tard. Est-ce pour calmer le monde des chercheurs, des universitaires ou pour aider vraiment la maîtrise d'ouvrage et l'architecte à mieux répondre au fonctionnement et à la vie d'une telle institution ? En réalité, il y a une sorte de logique que nous connaissons bien — « Engageons, engageons et l'on ne pourra plus revenir en arrière », — logique liée à des problèmes politiques et économiques. Pourtant, l'opération est d'autant plus complexe qu'on a voulu concentrer un tas de choses dans ce bâtiment extrêmement lourd, extrêmement important, et que cette complexité demandait sûrement un temps de

maturation et de réflexion capable de faire bouger les éléments de base du programme. Comment peut-il y avoir une certitude sur la forme du bâtiment quand l'adéquation de cette forme à sa fonction n'est certaine pour personne ?

» Si l'on demande aux architectes de fabriquer des images simples, c'est aussi pour qu'elles soient « porteuses », comme on dit aujourd'hui, et reprises facilement par les médias. Le pouvoir politique est, lui aussi, avide de simplification. Plus c'est simple, plus c'est symbolique. Mais, du coup, tout le monde se retrouve prisonnier de cette forme immuable. L'architecte n'ose plus remettre en cause certaines propositions et hésite à approfondir son travail. La maîtrise d'ouvrage, c'est-à-dire ceux qui gèrent le programme, n'ose plus le remettre en cause, même au nom d'éléments nouveaux. Le blocage est total. Tout le monde campe sur ses positions. L'audit aura du mal à faire bouger les choses. On mesure ici l'effet pervers maximal pouvant résulter d'un concours. Résoudre les problèmes de la TGB, c'est bien, mais il faut comprendre aussi comment on en est arrivé là et, éventuellement, remettre en cause le processus qui conduit à ce résultat. Il est temps d'arrêter, pour la commande publique d'architecture, une dérive bureaucratique qui lui est néfaste.

— La célérité avec laquelle ce projet est mené est largement conditionnée par une inauguration qui doit avoir lieu avant la fin du septennat.

— Y. L. : L'important est que la Grande Bibliothèque se fasse. Cette réalisation fera partie, on l'espère, du patrimoine mondial. Il est normal que tout le monde s'en mêle, il est normal qu'il soit très difficile de la bâtir, il est normal qu'on y passe cinq ou six ans, ou plus. Avancer une date butoir — 1995 — est une idée qui est politiquement légère. Imaginer que l'objectif le plus important à atteindre soit l'inauguration n'a pas de sens. J'ai l'impression qu'on est en train de se servir de Dominique Perrault comme d'un costaud, bardé d'ordinateurs. On ne le considère plus comme un architecte avec sa sensibilité, son savoir, la capacité poétique qu'il pourrait avoir à nous suggérer des choses, mais comme un rempart. C'est un architecte robuste qui a imaginé un concept que certains jugent fort et d'autres beaucoup moins fort, mais au ne retient de lui qu'une image. Pourtant, on peut lui faire confiance, il va la construire proprement, cette bibliothèque ! Mais la mise en question de cette image aurait pu enrichir son projet, lui donner du temps, aurait pu l'amener à le modifier.

» Par exemple, je voudrais lui poser une question en me plaçant à l'intérieur même de son projet : pourquoi ses silos, ses tours, ne deviendraient-ils pas opaques ? S'accrocher désespérément à ce vitrage tient de l'entêtement. Opaques, les silos sont tout aussi intéressants mais plus difficiles à dessiner. Pourquoi répondre à cette critique par des arguments purement



"Second temps, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, l'assiste médusé à l'écroulement du cartésianisme. C'est l'époque de l'architecture proliférante et de l'urbain."



"Troisième temps, c'est épatant, voici le retour de la ville radieuse; le pur cristal de l'architecture est enfin dégagé par Perrault de sa gangue d'humanisme soixante-huitard."

AVEC PAUL CHEMETOV, YVES LION ET GÉRARD THURNAUER

architect

## française paie son âge d'or

techniques? Il est vrai qu'il apparaît un peu aberrant de concentrer dans des immeubles de grande hauteur des éléments de stockage, qui sont eux-mêmes opesques. Vouloir mettre en vitrine la culture de notre pays a un côté un peu ridicule. On ne lui demande pas d'enterrer tous les volumes de la bibliothèque dans un bunker. Il est bon que la présence du trésor soit exprimée. Mais on voudrait être sûr que les lecteurs de la TGB seront aussi bien traités par Perrault, à l'intérieur du bâtiment, que ceux de la rue de Richelieu par Labrouste.

» On aimerait savoir pourquoi l'architecte propose une structure symétrique: y a-t-il quelque chose de nouveau dans la conscience universelle qui favoriserait le retour à la symétrie? Une question à laquelle il a dû réfléchir, puisqu'il lui oppose, au centre de son bâtiment, un jardin soigneusement déconstruit. Alors, il ferait l'ordre et le désordre: vaste programme! Tout cela est matière à débat. Mais ce débat, on ne l'a pas. C'est dommage. Le projet apparaît aujourd'hui figé, alors qu'il était appelé à évoluer. Louis Kahn, immense architecte, a souvent changé ses projets. Il ne s'est pas pour autant ridiculisé. Pourquoi vouloir à tout prix que Dominique Perrault soit un rempart? Contre quoi au juste? Pourquoi lui seul devrait-il résister? Au bout du compte, on va construire un bâtiment qui risque de n'être qu'un édifice singulier alors que Perrault a la capacité de réussir une telle bibliothèque. Il l'a largement démontré.

— P. C. : Quand vous faites une maison pour des amis, vous mettez le couple en crise. Faire une bibliothèque pour les bibliothécaires, c'est mettre le corps des bibliothécaires en crise. Quand on construit un hôpital, on demande à un médecin de vous expliquer ce qu'est un service dans un hôpital. Achevé, le résultat décevra toujours le praticien, parce que la construction d'un hôpital réel passe par la destruction d'un hôpital mental. Aussi faut-il absolument que la maîtrise d'ouvrage prenne le recul et la force nécessaires pour être dans l'au-delà des experts. Les experts au ras des pâquerettes, c'est quand même la technocratie. Un projet comme celui de la TGB ne peut pas être seulement programmatique. Il est aussi politique. Et c'est en ce sens que sa forme peut exister de façon autonome. Je ne dis pas ça pour affirmer que la forme et la fonction sont dissociées, mais pour montrer que ces rapports sont complexes.

» Enfin, pour compléter ce que disait Yves Lion sur le temps nécessaire à l'accomplissement de cette bibliothèque, rappelons que le président Pompidou a fait de la construction du Centre Beaubourg le modèle d'un concours public d'architecture avec un véritable contenu. Il est mort avant son inauguration. Ce bâtiment s'appelle à jamais le Centre Pompidou. La TGB devrait bien un jour s'appeler Bibliothèque François-Mitterrand. Alors, laissons-lui le temps d'être parisien.

— Mais si l'on ne va pas très vite, avançant certains, elle ne se fera pas au coût beaucoup plus cher.

— Y. L. : De toute façon, ce bâtiment sera cher. Par définition, le budget des travaux sera élevé, et c'est normal. Il est logique qu'on dépense beaucoup d'argent pour garder un trésor, et si l'on en dépense un peu plus pour le garder un peu mieux, ce n'est pas scandaleux. Mais le fait de vouloir aller très vite n'est pas la garantie d'un bon résultat ni d'une bonne économie. Plus on dépense en études, moins on dépense en coût de construction. C'est la base même de notre métier.

— G. T. : Veut-on formaliser définitivement un programme aussi complexe que celui de la TGB dans une image totalement fermée, ne donnant aucune possibilité de revenir en cours de route sur des éléments de programme nouveaux? Pourra-t-on revenir sur le projet dans quinze ou vingt ans? La capacité d'évolution est une des données fondamentales de l'architecture contemporaine. Sortons d'un formalisme académique qui imagine les bâtiments construits une fois pour toutes et affectionne les images inscrites dans l'Histoire pour l'éternité. Nous sommes entrés dans une époque où, à côté de monuments stables, bien des choses vont bouger pour s'adapter aux exigences du temps. Quelles que soient les qualités de l'architecture de la Bibliothèque de France, il est certain que, d'ici une vingtaine d'années, le bâtiment devra subir des modifications, peut-être importantes.

— P. C. : Je voudrais revenir sur la question de la «vitesse». Pour avoir vécu un des grands projets présidentiels, je sais que le facteur vitesse est un élément déterminant quand on pénètre dans un monde d'arbitrage, de structures qui s'opposent et captent des budgets et des pouvoirs. Disons qu'il y a deux vitesses: celle de la décision et celle de la première impulsion. Elle doit être maintenue. C'est donc bien qu'on ait commencé les fondations et que les structures se dégagent. Mais pourquoi l'architecture devrait-elle exprimer des valeurs de performance et de vitesse? Pourquoi s'obstiner à vouloir faire des magasins vitrés? Pourquoi les valeurs secondes de la nécessaire vitesse de la société s'imposent-elles à travers des symboles confus et incohérents — on pose des vitres sur les façades, puis on met des paravents en bois par derrière, pour finir par des noyaux opaques derrière les volets de bois. C'est vrai qu'on est souvent prisonnier de sa première image, mais quand même, il n'est pas interdit de changer. Revenons à la Grande Bibliothèque. Il y a un architecte. Tant mieux. Il y a un programme. Enfin, il y a un maître d'ouvrage qui a de l'ambition. Les conditions du projet sont donc réunies. A partir de ces trois éléments...

— On peut le commencer...

— P. C. : Non, on peut même le continuer. Mais on n'est pas obligé de le continuer en brûlant des cierges à une icône, à un élément du projet qui est aujourd'hui obsolète. Il n'y a aucune raison de conserver un mode de stockage à ce point complexe et coûteux — sans parler des fantasmes de tour infernale qui agitent visiblement le monde des chercheurs. On peut admettre que ce bâtiment soit resplendissant, brillant, bruisant dans le ciel, de mille façons différentes. Admettons quelques dérivés dans la conduite de ce projet.

— G. T. : Je voudrais revenir sur le côté «costaud» du personnage de Dominique Perrault. Dans la pétition de mes confrères, j'ai retrouvé avec déplaisir des choses que j'ai combattues tout jeune: la technocratie, l'Ecole des beaux-arts, le prix de Rome, une idéologie et une image culturelle très médiocre. On voudrait que l'architecte soit un costaud par rapport à son maître d'ouvrage, qu'il soit un rempart contre les forces maléfiques qui l'assaillent, que le public assiste à son combat pour sauver son œuvre éternelle. Tout cela me paraît relever du passé, être assez simpliste, voire primaire.

» Le vrai problème est d'arriver à dialoguer sur les points essentiels du programme et, puisqu'il y a nécessairement une discussion, de savoir exactement où il faut tenir bon pour que l'enjeu architectural du projet soit respecté. On veut créer une situation de rapport de force là où il ne devrait y avoir qu'une situation de dialogue. Je refuse cette image de l'architecte que véhicule cette pétition, l'idée qu'il serait un individu bénéficiant d'un pouvoir tout à fait exceptionnel, doté d'une culture formidable, capable de savoir ce qu'est une bibliothèque du jour au lendemain. Cela relève d'une véritable fiction. La société ne s'organise pas autour du nombre de l'architecte. Essayons d'être d'excellents professionnels, avec la tête la mieux faite possible, une bonne capacité à créer et le sens de nos responsabilités culturelles. Le processus du concours ne favorise pas forcément la meilleure mise en œuvre de ces qualités.

— Les problèmes ne viennent-ils pas en partie d'une mauvaise communication entre les protagonistes?

— G. T. : Un bâtiment bien conçu est le résultat d'un mariage réussi entre un bon architecte et un bon maître d'ouvrage. Un bon maître d'ouvrage n'est pas une équipe de quatre cents personnes, ni forcément un spécialiste venu d'un grand corps, ENA, Ponts et Chaussées: ou bibliothèque. C'est quelqu'un qui est apte à travailler avec les autres, qui est capable de faire parler ceux qui peuvent lui donner des informations. Son rôle est encore plus difficile à tenir que celui de l'architecte, surtout dans une histoire aussi complexe que celle de la Grande Bibliothèque. Ce sont donc des gens très difficiles à trouver. Celui qu'on a nommé responsable des travaux de la TGB, Serge Goldberg, nous le connaissons tous pour l'avoir rencontré: il est hypercompétent. A-t-on trouvé, à ses côtés, ceux qui pouvaient être porteurs de la philosophie du projet, capables d'en définir la programmation et d'en conduire l'inévitable évolution? Je ne le

pense pas; programme et projet architectural se gèrent de concert.

— P. C. : N'idéalisons pas. Il ne faudrait pas que les architectes impunis se cachent derrière dieu-maitre d'ouvrage. Je crois qu'il faut savoir prendre des coups. On ne fait pas impunément de l'architecture. Quand on se mêle d'un tel projet, on est aussi, pour une fraction, participant de la maîtrise d'ouvrage. On la modèle au travers de la composition que l'on fait. Mais, cela étant dit, le maître d'ouvrage a un rôle très important. «N'oubliez jamais que vous faites un bâtiment de 360 mètres de long», nous a dit un jour celui du ministère des finances de Bercy. Voilà une parole de maître d'ouvrage. Cette simple phrase a été, pour nous, décisive. Pour la TGB, le maître d'ouvrage idéal aurait sans doute été Vaclav Havel. Un homme longtemps en marge, un dramaturge, un politique, avec une morale très contemporaine à laquelle on peut adhérer. Bien sûr, j'idéalise, mais un maître d'ouvrage doit avoir quelques-unes de ces capacités. Son poste est politique. Il ne peut être l'expression ni d'un groupe de pression ni d'un groupe d'institutions. Son rôle créatif et créateur suppose un homme aussi «individué» qu'un architecte, même si les architectes ne font jamais de l'architecture seuls. Nous sommes producteurs, metteurs en scène de systèmes complexes, aussi complexes que la production d'un film.

» Je n'ai pas signé cette pétition parce qu'elle sent le corporatisme et même le poujadisme. Se référer comme ça à «l'architecture française», c'est quelque chose d'incroyable. L'architecture française se nourrit de Renzo Piano et de Pei. Dieu merci elle est dans le monde. Ce qui est français, c'est le lieu dans lequel elle s'exerce. C'est vrai qu'un bord de Seine, à Paris, c'est un lieu à nul autre semblable. C'est ça qui est culturellement français. On ne traitera pas le problème de la Bibliothèque de France à coups de pétitions aussi corporatistes l'une que l'autre. Celle de chercheurs qui pensent être propriétaires des livres et celle d'architectes qui pensent être seuls propriétaires d'une position architecturale. Le débat doit être culturel, intellectuel et esthétique. Mais, pour l'instant, il n'est pas.

— Cette situation n'est-elle pas le résultat de la timidité des architectes devant l'écrit?

— Y. L. : On écrit beaucoup. Pas pour le grand public mais, à l'occasion des concours par exemple, pour défendre des idées face à des jurys. Ces idées s'expriment dans les projets, mais il faut aussi constater que, depuis une quinzaine d'années, depuis que «l'architecture nage dans le bonheur», il y a peu de lieux où l'architecte puisse s'exprimer fondamentalement. L'air du temps est dans l'image. A l'inverse, je pense qu'un architecte est d'abord un intellectuel dont le propos est d'intérêt public.

Propos recueillis par  
FRÉDÉRIC EDELMANN  
et EMMANUEL DE ROUX

سكنا من الاصل



هذا من الأصل

## BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE : LE DÉBAT

ENTRETIEN AVEC L'ARCHITECTE DOMINIQUE PERRAULT

### Quatre tours et un jardin

**Au-delà des problèmes strictement techniques de conservation, le projet de Dominique Perrault a suscité des critiques formelles, parfois vécues, parfois raisonnées. Nous les avons passées en revue avec l'architecte.**

« Pourquoi avoir choisi ce parti des tours ? »

« Le principe fondamental de la Bibliothèque de France, c'est d'être un projet d'urbanisme, d'aménagement urbain. Il n'y a que l'Etat qui puisse offrir à Paris l'espace vide qui sera absolument nécessaire dans ce quartier de 90 hectares, où l'on prévoit la construction de 2 millions de mètres carrés. La Ville de Paris ne pourrait pas, même si elle le voulait, se payer ce type d'espace, ce luxe foncier indispensable pour que le quartier puisse s'étendre sans étouffer autour du bâtiment. Nous voulions offrir le germe, si l'on peut dire, à partir duquel doit pouvoir se restructurer l'arrondissement. Nous n'allions donc pas commencer par construire un bunker, une espèce de mammoth. L'expérience de l'Opéra de la Bastille est éloquent.

« Il faut savoir ce que l'on veut. Soit la bibliothèque est un mastaba égyptien, une tombe au niveau du sol et où tout le monde est enterré, les lecteurs comme les livres. Soit on dégage de l'espace au sol, et il faut trouver une solution en hauteur. La géométrie a quelques vertus. L'équilibre tient dans ces quatre tours de 36 mètres chacune.

« A quel correspond cette hauteur ? »

« Ces 36 mètres représentent une vingtaine d'étages, l'équivalent d'une trentaine de niveaux dans une tour d'habitation. Ce n'est pas énorme. Il faut les voir par rapport au paysage du quartier. On se trouve au pied de la colline du treizième arrondissement, colline elle-même affublée d'un certain nombre de tours, plus grandes que celles de la Bibliothèque. Celles de la place d'Italie font plus d'une centaine de mètres de hauteur, mais elles sont aussi au sommet de la colline, à peu près 30 mètres plus haut. Il est donc totalement faux de dire que les tours de la BDF vont défigurer le site, comme le « nez de Cyrano. »

Paris est d'ailleurs couvert de faisceaux de visions, établis par les architectes des Monuments historiques, qui consistent à protéger des vues privilégiées de monuments ou d'ensembles architecturaux de la capitale. En ce qui concerne ce secteur, nous travaillons sur une friche industrielle, le long de voies ferrées. Tout cela n'est pas enthousiasmant du point de vue touristique. Cependant, il existe deux faisceaux sur le site qui prennent leurs origines boulevard de l'Hôpital, lorsqu'on regarde la Salpêtrière. A l'intérieur de ces faisceaux, on ne voit pas les tours de la BDF. Elles seront visibles, en revanche, lorsqu'on longera la Seine, au-delà du ministère des finances.

« Pourquoi ne pas les avoir carrément faites plus hautes ? »

« Plus hautes, elles deviennent des asperges. Ce serait alors, non plus quatre angles, mais quatre phares. Mais ce n'est pas sérieux de présenter les tours comme des bâtiments *a priori* maudits. Il faut que l'architecture de ce bâtiment soit en rapport avec

l'ambition architecturale du mot tour. Par exemple, une des idées géniales de Foster, à Hongkong, c'est de mettre en relation deux rues, et en même temps de libérer un espace public couvert. C'est la morphologie même de l'édifice, la façon dont il se tient sur ses pattes et se dégage du sol qui lui permet de remplir sa mission publique. Construire des tours pour y trouver d'autres modes de vie, d'autres types d'espaces, d'autres formes de plaisir. Tout cela pose les bases du monument.

« Ensuite, il faut faire la bibliothèque. Une bibliothèque, c'est quoi ? C'est un endroit où il y a des livres mais aussi des lecteurs. Il faut que ces lecteurs puissent lire dans des conditions de sérénité. D'où l'idée d'incruster le jardin au centre de la place. Le lecteur profitera ainsi de la ville sans en supporter les nuisances.

« Pourquoi donner aux chercheurs, vissés devant leurs ouvrages, un jardin aussi grand ? »

« Parce que c'est une « grande » bibliothèque. Le jardin est simplement en proportion avec elle. Par ailleurs, il faut que ce jardin soit d'une taille suffisante pour n'être pas, non plus, traité de « trou noir », comme l'ont fait Leighton et quelques autres. Ce n'est ni un patio ni un puits de lumière, mais un véritable espace naturel au cœur du bâtiment. Pourquoi s'imaginer les lecteurs comme des rats ?

« Une critique fréquente concerne la transparence des tours.

« Elles seront de couleur bois naturel. Lorsque j'ai annoncé que ces tours seraient transparentes, je n'ai jamais pensé qu'elles ressembleraient à des bouteilles d'eau minérale. Cela veut simplement dire que le bois sera visible à travers le verre. Nous n'avons jamais voulu faire un bâtiment *high tech*, un bâtiment brillant, clinquant. Nous voulions, à partir d'une composition très franche, mettre en place une architecture douce. Par exemple, le métal qu'on utilise dans les salles de lecture est du métal tressé, comme du tissu.

« Le verre est utilisé comme une enclave, comme un élément protecteur. Derrière, à tous les niveaux, tout aura la même finition bois. Dans les étages de stockage, les panneaux resteront fixes. Dans les bureaux, des volets s'ouvriront ou se fermeront. En fonction de la lumière et de la vie intérieure, le bois paraîtra rosé ou sombre. Il ne s'agit donc pas de façades au sens classique du terme.

« A quel sert alors la transparence dans les parties fixes ? »

« 20 % de l'ensemble des façades présentent des parties fixes. Les parties fixes sont sur l'angle extérieur des tours. Cela contribue à renforcer l'idée d'opposition entre un dehors et un dedans dans l'espace de la bibliothèque. En termes architecturaux, donc de lecture des bâtiments, une évidence s'installe : parce que c'est fermé, on est à l'extérieur ; parce que c'est ouvert, on est à l'intérieur.

« Pour stocker les livres, a-t-il pas possible de creuser davantage ? »

« On ne peut absolument pas toucher au sous-sol calcaire, car il fait office de bouchon par rapport à la pression des eaux souterraines. Sans cette couche calcaire, ce n'est plus une bibliothèque, mais un aquarium. On ne peut donc absolument pas descendre plus bas. On ne peut pas non plus construire plus large, parce que nous sommes bordés à l'avant par le quai et

une voie rapide, à l'arrière par une voie ferrée, et de part et d'autre par des rues nouvelles voulues par la Ville de Paris. Nous sommes donc sur un périmètre défini et définitif.

« Si l'on veut trouver des lieux de stockage au niveau du socle, il faut supprimer quelque chose. Le jardin ? Ce serait assez fâcheux, car, sans lui, les salles de lecture se retrouveraient dans l'obscurité. Des places de lecture ? Ce ne serait pas très honnête, puisque le but de cette bibliothèque est d'augmenter le nombre des places pour les chercheurs, et de permettre à la Bibliothèque nationale de mieux remplir son rôle. Pour trouver de nouveaux espaces de stockage, il faudrait rogner les espaces ouverts au public, le parking ou les salles prévues pour accueillir les colloques.

« Et dans le jardin, vous y avez pensé ? »

« Les jardins, c'est sacré. Le président de la République y tient beaucoup. Nous avons, à un moment, proposé de mettre les surfaces bibliographiques dans le jardin. La réaction du président a été très claire. Cette idée de cloître au cœur duquel se trouve un fragment de nature l'avait beaucoup touché au moment du concours. C'est un élément essentiel de l'identité de cette bibliothèque.

« Ne peut-on pas le fragmenter en quatre cloîtres séparés par des bâtiments ? »

« Oui, mais on gagnerait peu de place : à peine 5 000 mètres carrés. Dans les tours, les espaces de stockage représentent près de 60 000 mètres carrés, destinés à quelque 6 millions de livres.

« Comment a évolué votre pensée depuis le projet original ? »

« Au départ, nous nous préoccupions de bico régler les quatre angles, d'éviter l'« éparpillement » des tours au milieu de la place, de bico dessiner les proportions du jardin pour que ce soit pas une fosse. Nous cherchions à travailler les emmarchements pour qu'ils soient moins raides que ceux de l'Arche de la Défense, les volumes intérieurs pour avoir de grandes hauteurs dans les salles de lecture.

« Peu à peu, nous sommes passés d'une lecture du bâtiment comme monument à la perception d'un bâtiment dans lequel il faudra vivre. C'est une dimension beaucoup plus quotidienne, beaucoup plus tactile, presque sensorielle. Depuis deux ans, je ne fais qu'ajuster le rapport entre le monument et la bibliothèque. Les tours ne doivent pas être monumentales, même si elles sont imposantes, d'où l'introduction des volets intérieurs en bois. On retrouve le même matériau – le bois – pour le sol de la place. Si celle-ci était en marbre, on en pavés de granit, elle serait glaciale, le type même d'endroit où l'on n'a pas envie de s'arrêter. Or ce doit être un espace public chaleureux. C'était la base même du projet : réfléchir sur le rapport entre l'institution et la ville, retrouver, dans une dimension monumentale, des échelles humaines.

« Tout cela ne semble pas avoir attendu les détracteurs du projet.

« Lorsque nous avons rencontré les chercheurs, le débat s'est focalisé sur la question des livres dans les tours. Nos dossiers techniques sont ouverts, à la disposition de qui veut bien les lire. Mais quand bico même nous apportons toutes les réponses souhaitées sur la sécurité des livres dans les tours, ces réponses

ne sont pas entendues parce que le problème est largement psychologique.

« Autre débat : faut-il que les stocks soient tous à la même place ? Là encore, la réaction est viscérale : il faudrait que tous les livres soient près des chercheurs, même si un très grand nombre d'ouvrages ne sont que très rarement, voire jamais demandés. Les livres situés en bas, près des salles de lecture, seraient les plus protégés. Cela reste à démontrer : il y a des risques d'inondation, des questions de pollution plus difficiles à traiter en sous-sol que dans les tours, où l'air est pris à près de 100 mètres de haut.

« En France, il n'y a jamais eu d'incendie grave dans les immeubles de grande hauteur. Les pompiers français sont très fiers, et à juste titre, des conditions de sécurité qu'ils imposent. Il n'y aura pas de « tour infernale ». Il y aura, en revanche, une importante proportion de livres en partie basse : 142 kilomètres de rayons à proximité des salles de lecture (pour 160 kilomètres rue de Richelieu). C'est donc la majorité des collections de la BN qu'on pourra installer ici, si on le souhaite. Dans les tours, on pourra stocker les ouvrages les plus récents, l'accroissement du dépôt légal et les nouveaux supports, car, dans dix ou vingt ans, on stockera vraisemblablement les ouvrages sous d'autres formes.

« Les réponses que vous apportez ne sont pas passées auprès d'une partie des chercheurs. Est-ce la politique de communication de la BDF qui est défectuelle ? »

« Manifestement, beaucoup de gens ont signé des pétitions sans être en mesure de vérifier la validité des critiques formulées. Mais si l'on n'arrive pas à communiquer, c'est peut-être parce que l'on ne pose pas les bonnes questions. La première question sérieuse sur laquelle les scientifiques devraient se pencher est la suivante : comment va-t-on ranger les livres dans cette bibliothèque ? Où vont aller les livres précieux, les livres malades ? Dans quel ordre, et à quel endroit veut-on ranger telle ou telle catégorie d'ouvrages ? Alors la mixité du stockage que nous proposons, stockage *ex post* et stockage en hauteur, peut devenir tout à fait intéressante. Elle permet, ainsi, un stockage à des vitesses et à des fréquences de demande plus ou moins grandes. Selon les statistiques de la BN, un livre est demandé tous les treize ans en moyenne, ce qui veut dire que certains d'entre eux ne sont jamais consultés.

« Un autre reproche concerne la saturation prévue dans trente ou cinquante ans. Est-ce suffisant, compte tenu du coût d'investissement du bâtiment ? »

« L'exemple anglais est porteur d'enseignements multiples (en temps de réalisation, prix et capacité d'accueil des nouvelles collections). Il aura fallu deux décennies pour édifier un bâtiment de 130 000 mètres carrés, dont la construction aura coûté 4 milliards et demi de francs, et qui est saturé dès son ouverture. En termes de construction, la BDF coûtera 5 milliards pour 260 000 mètres carrés, elle sera terminée en quelques années et ses magasins mettront un demi-siècle à se remplir totalement dans l'hypothèse la plus défavorable. »

Propos recueillis par  
FRÉDÉRIC EDELMANN  
et EMMANUEL DE ROUX

**MOGADOR**  
L'événement de la saison lyrique :  
quand deux grands noms  
de l'opéra contemporain  
s'emparent de l'histoire immédiate

**Peter SELLARS / John ADAMS**  
Mise en scène / Musique

LONDON SINFONIETTA

**NIXON IN CHINA**

14 - 16 - 19 - 21 - 23 - 26 - 28  
DECEMBRE 91

Alpha Fnac Opéra de Francfort Seine Saint-Denis Conseil Général

LOCATION OUVERTE 48 31 11 45

Reunion des Musées Nationaux

"un certain regard sur l'art..."

René Lalique, bijoux, verre, maître verrier, inventeur du bijou moderne, alchimiste de l'émail et du verre, toute l'œuvre de Lalique à travers 300 ill coul., Broché, 390F, coédition avec le musée des Arts décoratifs. Exposition jusqu'au 8 mars 92

Sculptures allemandes de la fin du Moyen Age  
Réparoiement du style gothique et l'évolution des styles de 1400 à la Reforme. Un rassemblement unique de plus de 100 pièces. Broché, 395F. Exposition au musée du Louvre jusqu'au 20 janvier 92

Munch et la France  
Pourage de référence sur le grand artiste norvégien autour du CN, avec pour la 1ère fois en France, le journal inédit de l'artiste. Relié, 95 ill coul., 250 F. 295F. Exposition au musée d'Orsay jusqu'au 3 janvier 92

MARTINE PASCAL • CLAUDE GUYONNET

**UN PRÉNOM D'ARCHIDUC**  
d'après L. F. RAMUZ  
mise en scène Michel SOUTTER

"Martine Pascal passe d'un personnage à l'autre avec cette grâce étonnante qui est sa manière. Un très beau moment de théâtre, vif comme l'air des montagnes, et grave comme le cœur contradictoire des êtres."

LE QUOTIDIEN DE PARIS

"La langue de Ramuz, directe, généreuse. Une vie apparaît, et, plus qu'une vie, un monde, un temps où rien n'avait changé d'âme et de figure."

LE FIGARO

"Une mise en scène merveilleusement intelligente, élégante, de Michel Soutter. Un de ces moments « hors du temps » débordant de simplicité, de légèreté."

LA QUINZAINE LITTÉRAIRE

"Des souvenirs reviennent à la vie. L'enchantement de l'automne à Paris."

LE MONDE

**THÉÂTRE RENAUD BARRAULT**  
- Petite salle - 42 56 60 70

Les 66

MOGADOR

EUROPE 1

MOGADOR

MOGADOR



# Les Misérables

66

"Magnifique  
et éblouissant" *TELERAMA*

"Un grand monument du  
musical" *LE JOURNAL DU DIMANCHE*

"Somptueux" *LE CANARD ENCHAINE*

"Un public debout chaque  
soir qui applaudit en pleurant"

*FRANCE-SOIR* "Foudroyant!... une réussite"

*FIGAROSCOPE* "C'est un spectacle qui  
déclenche l'amour et rend  
meilleur" *RADIO NOSTALGIE*

"Courez-y" *R.T.L.*

"Cours au Théâtre Mogador... avec  
tes parents" *LE JOURNAL DE MICKEY*

"Un choc visuel  
et musical - Pari réussi" *EUROPE 1*

"Trois  
heures dix de bonheur!" *PARISCOPE*

"Papy  
Hugo en personne applaudirait cette  
réussite totale" *L'HUMANITE*

"Le triomphe!"

*LEVENEMENT DU JEUDI* "Enthousiasmant! Une  
ovation debout" *LE MONDE* "Son triomphe est  
sans réserve" *LE MONDE DE LA MUSIQUE*

99

**EUROPE 1**

LOUEZ DÈS MAINTENANT VOS PLACES PAR CORRESPONDANCE

à l'aide du bon ci-contre à retourner au  
THEATRE MOGADOR, Service des Ventes, 25 rue de Mogador 75009 PARIS.

Du mardi au samedi : 20h 30 - Matinées samedi et dimanche : 15h 00

PRIX DES PLACES 1<sup>re</sup> série - Orchestre ou Corbeille 350 F  
2<sup>de</sup> série - Orchestre ou Corbeille 275 F 1<sup>re</sup> série - Balcon 200 F

Pour toutes réclamations concernant les billets: 48 74 33 73.

THEATRE

**MOGADOR** LOCATION 48 78 04 04

AU THEATRE. AGENCES: FNAC, VIRGIN MEGASTORE, BILLET-MINITEL 36 15 CODE THEA

**"A MOGADOR, CITOYENS"** *LE FIGARO*

BON DE COMMANDE A ADRESSER AU THEATRE MOGADOR, 25 RUE DE MOGADOR 75009 PARIS

NOM :

RUE :

LOCALITE :

CODE POSTAL :

TELEPHONE :

INDIQUER CI-DESSOUS 2 DATES ET JOURS DIFFERENTS.

DATES	NOMBRE PLACES	PRIX UNITAIRE	TOTAL
LE A H			
OU LE A H			

Ci-joint mon règlement de \_\_\_\_\_ F par chèque bancaire ou postal 3 volets à l'ordre de "Les Misérables" et une enveloppe timbrée à mon adresse pour l'envoi des billets. Les demandes seront servies dans l'ordre de leur arrivée et dans la limite des places et contingents disponibles. Cette formule de location cesse 14 jours avant chaque représentation. Si vos billets ne vous parviennent pas 8 jours avant la date choisie, réclamez téléphoniquement au 48 74 33 73. Aucune réclamation ne sera admise après la séance.

شركة الميوزيكل

هذا من اجل

## JUSQU'AU BOUT DU MONDE

### LE MONDE

Une odysée gigantesque aux dimensions de la planète et de l'univers des images.

### GLOBE

Le film le plus risqué jamais conçu par Wenders.

Un film majuscule, formidablement ambitieux, un film vraiment atypique, foisonnant, échevelé, romantique, baroque, poétique, irrécusable.

### POSITIF

Cette superproduction, tournée avec les derniers raffinements technologiques et une pléiade d'acteurs prestigieux, prouve que Wenders sait rester lui-même quel que soit son budget.

### LE QUOTIDIEN DE PARIS

Wim Wenders, le plus troublant et le plus authentique des cinéastes de son temps.

### ÉTUDES

On pourrait dire que le film de Wenders se joue entre l'art de peindre et celui de raconter. C'est la plus belle définition que je connaisse du cinéma.

### GLAMOUR

Le nouveau film de Wim Wenders est essentiel. A coup sûr, le premier film de la world culture.

### IL CORRIERE DELLA SERA - ROME

Le film s'avère être le plus grandiose du cinématographe.

### LA REPUBBLICA - ROME

Apprendre ce que l'on a oublié, élargir la culture, découvrir des images et des idées d'autres époques que nous voulons nous approprier, c'est l'ambition du maître du monde en voyage, d'une génération entière.

### THE HOLLYWOOD REPORTER - LOS ANGELES

Éblouissant et grandiose, complexe et subtil.

### SÜDDEUTSCHE ZEITUNG - MUNICH

Wenders s'efforce de rassembler ce que les autres cinéastes n'ont pu réunir, ce qu'ils n'ont pu montrer que comme un saut au-dessus de la lune. C'est le film de Wenders, le film de Wenders, le film de Wenders.

### DIE ZEITUNG - HAMBURG

Les scènes inventées par Wenders, les images filmées par Robert Müller ont une beauté et une puissance qui nous ramènent à la racine de ce que les images ont toujours été. On dirait que Wim Wenders, avec ce film, a oublié ses origines. Le cinéma, il est transparent, il est au bout du monde, c'est un film de cinéma, un film de cinéma, un film de cinéma.

### Lettre adressée au producteur français du film de Wim Wenders.

Paris, le 22 octobre 1991

Cher Anatole Dauman,

Laissez-moi vous remercier, bien sincèrement, de m'avoir donné la possibilité d'admirer "Jusqu'au bout du monde" de Wim Wenders. Je ne sais si c'est un film, au sens traditionnel du terme. Mais c'est à coup sûr un rêve, un rêve transfiguré en œuvre d'art. On y retrouve tous les thèmes de ses œuvres antérieures - le voyage, la fuite, l'errance, l'obsession des objets techniques, l'incommunicabilité, la solitude, l'amour, la mort, les villes - mais c'est aussi une blessure par laquelle s'échappent, dans un tourbillon, tous les espoirs, toutes les angoisses d'une génération - la nôtre. Wenders, avec sa sensibilité et parfois sa tristesse, est capable de nous offrir à travers la beauté de ses images, l'expression de nos propres rêves et de nos cauchemars. Le recours à la science-fiction donne à sa création un champ illimité de possibilités. Il nous ouvre les yeux, à nous aussi, sur un monde qui n'est pas encore le nôtre mais qui en est tellement proche. Sam Farber a parcouru le monde pour rapporter des images à sa mère. Elles nous semblent déjà si familières. Ce n'est pas celles de la vie, mais d'un jeu vidéo. Le robot de Fritz Lang dans Métropolis renouait avec les mannequins monstrueux de E.T.A. Hoffmann. A l'époque de la psychochirurgie, de la manipulation génétique, de l'informatique, des machines à traduire, la machine à voler les rêves ne semble qu'une anticipation de quelques années. Et puis il y a ce fantastique travail sur les images, leur fonction aujourd'hui, ce qu'elles signifient pour nous, ce qu'elles nous apportent et ce qu'elles emportent. Plus qu'un film, c'est une épopée. Je ne sais si elle est optimiste ou pessimiste. Mais il y a dans sa réflexion sur la technique quelque chose de fondamental, sur les utopies aussi. Dans ses moindres détails ce film est beau. Il est ensorcelant. Et il y a en lui une générosité qui touche. Il marquera une génération car il exprime ses doutes, ses espoirs et ses pauvres rêves. Et ceux-là, nul ne pourra les voler. Encore merci.

Avec toutes mes amitiés :

JMD Palmier

Jean-Michel Palmier

Professeur d'esthétique à l'Université de Paris I

### LE JOURNAL DU DIMANCHE

Un film fleuve qui réunit tous les genres, science-fiction, polar, amour, aventure. On ne demande pas mieux. Suivre Wenders jusqu'au bout du monde. Les yeux fermés.

### TÉLÉ LOISIRS

Il faut voir ce film qui va vous transporter dans un monde de fiction, rempli de rêves, d'amour et de poésie, et vous bouleverser au point que vous en oublierez tout ce qui vous entoure.

### ACTUEL

Impossible à oublier.

### VSD

Wenders, on est prêt à le suivre partout... C'est pourquoi on plonge avec lui, sans retenue, dans l'univers magique et onirique de son nouveau "road-movie". De loin le projet le plus ambitieux du plus discret des cinéastes.

### PÉLERIN

Ce formidable voyage autour de la terre fait réfléchir et rêver.

### DIE BASLER ZEITUNG - BASEL

Le plus beau film de science-fiction allemand depuis Métropolis.

### SONNTAGS BLICK - ZÜRICH

Trois heures d'un événement cinématographique pour le moins exceptionnel.

### LE NOUVEAU QUOTIDIEN - GENÈVE

Une date dans l'histoire du cinéma, une œuvre de maître, l'œuvre d'un maître.

### LE MÉRIDIONAL

Cet extraordinaire chef-d'œuvre nous ramène à la racine de ce que le cinéma a toujours été.

### LA PRESSE DE LA MANCHE

Le nouveau film de Wim Wenders est essentiel. A coup sûr, le premier film de la world culture.

REVUES DE CINÉMA  
Chemins de travers







## Spectacles nouveaux

d'après « Solibo magn  
da P. Chamoiseau.

Maison

Guichet Montpamassa, 15, rue du Maine,  
4. A partir du 18 novembre. Du lundi au  
samedi à 19 heures. Tél. : 43-27-88-61.  
De 60 F à 100 F.

Nicolas Fignon, Patrick Pavesi et  
Philippe Uchan.

européen, 3, rue de la Harpe, 17. Du mardi au dimanche à 21 heures, les mercredi et vendredi à 19 heures. Matinée dimanche 17 heures. Tél. : 43-87-23-83. De 40 F 120 F.

bles. Il y a eu d'abord la générosité et le  
risme échelonné de Victor Hugo. Puis les  
ins. Puis Hossein. Puis ce spectacle de

histoire de couples, les uns se détestent, les autres se forment, les pères se marient, les enfants aussi. Un homme s'en va, quitte ses amis. La fête se finit dans les

**Bête de**

---

17 heures tel. : 43-67-23-33. De 40 F  
120 F.

...le même écrivain de Victor Hugo. Puis les  
...Hus. Puis Hossein. Puis ce spectacle de

histoire de couples, les uns se détestent, les autres se forment, les pères se marient, les enfants aussi. Un homme s'en va, quitte ses amis. La fête se finit dans les

...nuit et ses amis. Le frère se finit dans les  
... et les chansons.

**Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-  
Drouot, 8.** Du mardi au samedi à  
20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures.  
Tél. : 40-28-40-70. Durée : 3 heures. De

**Théâtre Dromesko :**  
**Le dernier chant avant l'envol**  
... avec un cheval aîlé, un majordome au  
... bec et des musiciens.

... cette volière sous sa coupole translucide  
... ritte un monde étrange, celui des ani-  
... et des hommes qui savent voler non  
... les autres, mais au silence de la poésie, mais  
... sur celles de l'humour. Sont-ils traver-  
... les airs, et défient la pesanteur. Un  
... monde ensoleillé.

**Théâtre de la Vierge (sous chapiteaux trans-  
lucides), 211, av. Jean-Jacques, 18.** Les  
... mardi, vendredi et samedi à 20 h 30.  
Tél. : 40-23-30-03. 120 F et 140 F.

**Le Last Side Story**  
... bilité plus d'un quart de siècle que ce  
... *roméo et Juliette* en musique se joue de  
... le monde, sans interruption, et sans  
... mettre le score du film qui en a été la  
... génération en génération on danse la  
... même carte dans de lourds, un chagrin  
... l'été, maintient et ses désillusions. Et  
... le monde connaît *Maria*.

**Théâtre musical de Paris, 1,  
rue du Châtelet, 1.** Du mardi au  
samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. : 40-28-40-70

ALL INFORMATION CONTAINED  
HEREIN IS UNCLASSIFIED  
DATE 08-19-2007 BY 60322 UCBAW

10







لنا من الفن

## LA SÉLECTION

## Calvin Russell

Chanteur iracien qui, après quelques décennies d'obscurité, est arrivé à une gloire limitée mais méritée en passant par la France. Calvin Russell, c'est le son d'origine idéal pour un bar à rouliers, serveuses revêches et juke-box rayé compris.

Le 20 novembre, Le Mans, Palais des congrès, 22 h 30, 70 F. Le 21, Rains, L'Uino, 21 heures.

## Die Vision

Né à Berlin-Est avant la chute du mur, Die Vision est parti de cette vision du rock déformé par la pénurie et la censure qui régnait à l'Est. Il sera intéressant de mesurer le chemin parcouru en deux ans.

Le 14 novembre, Lyon, Le Globe, 22 heures. Le 15, Thiers, Le Barbazan, 21 heures.

## Lloyd Cole

Nouveau dandy, Anglais de New-York, Lloyd Cole a peu à peu appris à séparer le bon grain (le charme, l'ironie, les mélodies) de l'ivraie (l'affectation, le snobisme, les plagiat). Cette tournée devrait être celle de la maturité.

Le 15 novembre, Bordeaux, La Medoquine, 20 h 30, 140 F. Le 16, Nîmes, Parc des expositions de Nîmes, 20 h 30, 135 F.

## The Immates

Rhythm'n blues britannique pur.

Le 15 novembre, Brét, Les Haspides, 20 heures, de 85 F à 80 F. Le 16, Loudeac, Foyer municipal, 20 heures. Le 16, Paris, New Morning, 20 heures, 110 F. Le 19, Rouen, L'Esq, 19 h 30, 80 F. Le 20, Paris, New Morning, 20 heures, 110 F.

## Chanson

## Romain Didier

Romain Didier est un merveilleux chanteur qui se tient une salle avec son piano seul, dans la vraie tradition du cabaret qui mêle humour, tendresse, coquetterie, dérision. Une occasion de réjouissance saine à ne pas perdre.

Les 13, 14, 15, 16 et 19, Théâtre de Dix Heures, 20 h 30, 70 F. Le 16-05-10-17, De 80 F à 100 F.

## William Sheller

Il fait un tabac avec ses allures d'homme heureux, sa chanson simple et son identité avec piano qui a allié note et été. L'amateur de symphonies a fait le pari de la simplicité, et gagne le Top 50 avec quelques petits riens, agrémentés d'un immense talent.

Du 13 au 16, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 140 F à 180 F.

## Charlène Couture

Un concert bien mené avant la pause, prédite de longue date, du rock-révélateur passé depuis peu à l'auscultation. Retour sur le passé, avec *Un avion sans ailes*, *Mentir de métier*, *Le Loup dans la bergerie*, nouveautés extraites du dernier album (*Victoria Spirit* chez EMI), tel le caustique *Medea*. Avant d'assourdir son rêve d'adolescent, la mise en scène de cinéma, Couture passe en revue ses talents de chanteur (voix, textes, mélodies).

Le 14 novembre, Marseille, Espace

Julien, 20 h 30. Le 15, Aix-en-Provence, salle du Bois de l'Aune, 20 h 30. Le 20, Aix-la-Bains, Palais des congrès, 20 h 30.

## Claude Nougaro

Un disque sortira bientôt de cette formidable tournée au cœur de la France profonde en compagnie du pianiste Maurice Vander. Pour cesolier ceux qui s'auraient pas pu assister à ce pacifique match de boxe du chanteur avec son public.

Le 18 novembre, Goussainville, Théâtre Sarah-Bernhardt, 21 heures. Le 17, Bourbourg (près de Dunkerque), Espace Jean-Monnet, 18 heures. Le 19, Troyes, Théâtre de Champagne, 20 h 30.

## Baigneux Mélodies

Des découvertes (le Malgache Jean-Emilien), des valeurs sûres (Charlène Couture, Sophie, Colette Magny) et surtout de très bons artistes en cours d'auto-construction (Jacques Mahieux, Pierre Meige, Zabieoni, Juliette). Le tout donne un panorama encourageant de la chanson française.

Du 15 novembre au 1<sup>er</sup> décembre à Bagnaux, De 35 F à 130 F. Locations Fines, Virgin et Théâtre Victor-Hugo de Bagnaux. Renseignements, tél. : 47-36-58-78.

## Musiques du monde

## Kassav'

Les champions et créateurs du zouk antillais, les neuf frères de Kassav' ont conquis l'Europe et l'Afrique font leur sixième passage au Zénith.

Du 13 au 18, 20 heures : la 17, 18 heures. Zénith, Tél. : 42-08-00-00. De 140 F à 162 F.

## Ouzbeks, Ouïgours, Tadjiks

L'Asie centrale ou l'incroyable mélange des cultures du Moyen-Orient et de l'Asie. Iraniens et Turcs font depuis des siècles un immense mélange d'harmonie, d'instruments et de poésie. Les Ouïgours viennent pour la première fois en Europe.

Les 15 et 18, Auditorium des Halles, 18 heures. Tél. : 40-28-26-40. 100 F.

## Chocolate

## Aguejetas de Jerez

Deux des plus grands chanteurs de flamenco actuels, géniaux, étranges, différents. Des monuments du genre, la douceur et la beauté du chant.

Les 15 et 18, Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

## Uakti

Ces quatre brésiliens des Mines générales sont de véritables magiciens du son. Ils ont inventé leurs instruments : du bambou, du bois, du plastique, - écouté les Indiens de la forêt et l'avant-garde musicale des années 70 (Milton Nascimento, Beto Guedes). Paul Simon les a appelés à la rescousse pour son disque brésilien. Leur musique est tout à fait inhabituelle, surprenante, fluente et superbe.

Le 18, Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

La sélection « Classique » a été établie par Anne Rey. « Jazz » : Francis Marnham. « Rock » : Thomas Sotinel. « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne. « Danse » : Sylvie de Nassac.

## ARTS

## Nouvelles expositions

## François-Marie Bannier

Un ensemble oscillant entre le « peuple » et le portrait de rue, dont se détachent quelques œuvres remarquables. Eric Rothner déclinant une partition, Horowitz au piano et surtout Samuel Beckett en 1989, à Paris, isolé sur un banc, de profil, figure hiératique et inoubliable, appuyé sur une canne et capté au vol entre deux sorties de l'hospice.

Centre Georges-Pompidou, galerie du forum, rez-de-chaussée, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 13 novembre au 27 janvier 1992.

## Martin Schongauer

Des cent seize gravures connues du « Beau Martin », premier grand maître du burin, le Petit Palais en conserve cet une. Et les expose pour célébrer à son tour, dans la foulée de Musée de Colmar, le cinquième centenaire de la mort de l'artiste.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Du 14 novembre au 16 février 1992. 30 F.

## Sélection Paris

Bronzes bouddhiques et hindous de l'antique Ceylan, chefs-d'œuvre des musées du Sri-Lanka.

Les musées du Sri-Lanka prêtent leur chefs-d'œuvre au Musée Guimet : cinquante-trois bronzes bouddhiques et hindous datant, pour les plus anciens, des premiers siècles de notre ère, et pour les plus récents, du treizième siècle.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-85. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 février 1992. 23 F.

Un âge d'or des Arts décoratifs (1814-1848)

Comment, sous la Restauration et la monarchie de Juillet, roi, princes et bourgeois montaient ont comblé leurs demeures de somptuosités : lits et fauteuils en acajou et broches dorées, bureaux marquetés, tapisseries des Gobelins, vaisselles en argent ou porcelaine de Sèvres... On n'est pas obligé de tout aimer.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 30 décembre. 34 F.

## Un certain Derain

Des gravures sur bois jamais montrées, des dessins inédits, des copies d'après les maîtres : ce sont les débuts de Derain qu'explique Michel Hoog. Il a rassemblé un beau lot de curiosités.

Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, jardin des Tuileries, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-97-48-18. Tous les jours

est sa brève et fulgurante carrière, qu'on ne saurait résumer à un seul tableau : le *Radeau de la Méduse*, trop fragile pour quitter le Louvre, dont la genèse est retracée en une cinquantaine de dessins et esquisses admirables.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 6 janvier 1992. 37 F.

## René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'Art nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement à signaler, en prime, une réunion de cent vases de sa période Arts déco, galerie Doria (4, rue Bourbois-le-Château, 75006), à partir du 4 novembre.

Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 mars 1992. 20 F.

## Agnès Martin

Au point extrême d'épuration de l'abstrait, aux confins du vide, les œuvres de l'artiste américaine cherchent à tirer de la réflexion sur la peinture une poésie zen.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 18<sup>e</sup>. Tél. : 47-25-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 6 janvier 1992. 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F).

## Paris-Hausmann

Il n'aurait fallu à cette exposition qu'un peu plus de lisibilité et un peu moins de couleur « fluo » pour être tout à fait passionnante. Il reste que c'est, avec le très solide ouvrage qui l'accompagne, une véritable découverte du baron Hausmann, préfet de la Seine. A qui l'on doit l'essentiel du « nouveau Paris » au dix-neuvième siècle.

Pavillon de l'Armen, 21, boulevard Morand, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 janvier 1992.

## Picasso, jeunesse et genèse

Que Picasso ait le don et très tôt la maîtrise du dessin, on le savait depuis longtemps. Pouvoir le vérifier encore n'est pas désagréable pour autant. Sur tout quand on nous promet plus de cent œuvres et tout genre (dessin, peinture, céramique) n'ont encore jamais été exposés au public.

Musée Picasso, Hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 novembre. 33 F.

Un âge d'or des Arts décoratifs (1814-1848)

Comment, sous la Restauration et la monarchie de Juillet, roi, princes et bourgeois montaient ont comblé leurs demeures de somptuosités : lits et fauteuils en acajou et broches dorées, bureaux marquetés, tapisseries des Gobelins, vaisselles en argent ou porcelaine de Sèvres... On n'est pas obligé de tout aimer.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 30 décembre. 34 F.

## Un certain Derain

Des gravures sur bois jamais montrées, des dessins inédits, des copies d'après les maîtres : ce sont les débuts de Derain qu'explique Michel Hoog. Il a rassemblé un beau lot de curiosités.

Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, jardin des Tuileries, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-97-48-18. Tous les jours

sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 20 janvier 1992. 25 F, dim. : 13 F.

## Galleries

## Francesco Clemente

De l'ex-trans-avant-gardiste italien qu'ont séduit les arts primitifs et orientaux, une suite de peintures où s'entrelacent allusions rares et figures boudhistes. L'exposition sera l'occasion de vérifier que Clemente est bien l'artiste le plus singulier de sa génération.

Galerie Daniel Templon, 4, avenue Marceau, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

## Gérard Garouste

Les peintures, les dessins, les sculptures récentes. Des grands tableaux occupés, lousés ou sataniques, chargés de pictorialité, émergent des semblants d'être hybrides plus ou moins formés. Que les sculptures en terre cuite et fer forgé concrétisent. Garouste n'a pas changé.

Galerie Durand-Dessert, 26, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 48-06-92-23. Mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 11 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre.

## Bernard Rancillac

Avec la Galerie Krief et la galerie Thierry Salvador, la Galerie 1900-2000 rend hommage à Bernard Rancillac. C'est une bonne idée, car voilà longtemps que l'on n'avait vu par là ensemble de ce peintre qui, depuis les années 60, regarde son époque d'un œil froidement ironique.

Galerie 1900-2000, 9, rue Bonaparte, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-25-94-20. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, lundi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 30 novembre.

## Régions

## Bordeaux

Trophées de chasse, chefs-d'œuvre européens du XVIII<sup>e</sup> siècle

Les Hollandais du XVIII<sup>e</sup> siècle. Charadin, Oudry : tous ont contribué à élever à la dignité de genre décoratif les natures mortes de lièvres et de perdrix qui ornaient les pavillons de chasse et les galeries de l'aristocratie d'autrefois. Plus le motif était conventionnel, plus l'artiste démontait sa virtuosité technique.

Galerie du Musée des Beaux-Arts, place du Colonel-Raynal, 33000. Tél. : 56-10-16-93. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 16 heures. Jusqu'au 21 janvier 1992. 20 F.

## Châtelleraut

## Peter Briggs

Peter Briggs, quoique britannique d'origine, vit et travaille en France. Ses sculptures de pierre, de terre cuite et de bronze séduisent par leur grâce élégante et la suavité de leurs formes.

Ecole municipale d'arts plastiques, galerie de l'ancien collège, 8, rue de la Tappin, 63100. Tél. : 49-93-03-12. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 novembre.

## Colmar

## Martin Schongauer

C'est l'année du cinquième centenaire de la mort du « Beau Martin », le grand maître, dont on situe généralement l'art à égale distance de celui des Flamands et des Allemands. Et le Musée de Colmar, sa ville natale, en profite pour exposer ses gravures et ses dessins. Une bonne et juste initiative.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-35-23. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Visites sur rendez-vous au 89.41.02.23. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 45 F.

## Le Cateau-Cambrésis

## Robert Jacobsen

Robert Jacobsen, le Danois, est un grand sculpteur aux ressources multiples. De lui on connaît le plus souvent les constructions en métal qui, pour un peu, donneraient de lui une image austère. Il ne faudrait pas oublier que l'homme, une force de la nature, ne cesse de glisser vers des mondes organiques, et qu'il sait jouer. Jacobsen est aussi un ludique.

Musée d'Art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 décembre.

## Meymac

Aspects de l'art au XX<sup>e</sup> siècle

Autour de quelques idées très à la mode, le simulacre, la citation, la répétition mécanique, l'exposition se veut exploratoire. Elle reçoit quelques-uns des artistes américains et européens en vogue avant la crise. Lui survivront-ils ?

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-Amand, 19250. Tél. : 55-55-23-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 10 F.

## Nîmes

Walker Evans, Edward Steichen

Des débuts pictorialistes de Steichen au retour à la rigueur et à l'objectivité proné par Walker Evans, la confrontation fertile des deux géants de la photographie américaine. Ce rapprochement dynamique est complété par la présentation des collections photos du musée : Ruff, Struth, Calle, Michals, Le Gac, Faiguetbaum, Rousset, Boltanski.

Galerie des Arènes, boulevard des Arènes, 30000. Tél. : 66-75-70-76. Tous les jours sauf dimanche matin de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 janvier 1992.

## Strasbourg

## Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu d'Arte Povera, expose à l'Antenne Douane quelque 500 « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottages et autres procédés, sur papier, tissu, ardoise... Une main qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-85. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 janvier 1992.

## Villeneuve-d'Ascq

## Victor Burgin

Un Anglais qui depuis trente ans, combinant images et textes, développe une œuvre plastique à caractère critique, parmi les plus intéressantes qui soient. Une rétrospective, la première, n'a pas pour remarquer qu'un cours des années 80 le travail de l'art conceptuel a pris une tournure nettement plus esthétisante.

Musée d'Art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 janvier 1992.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Breccette. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

GALERIE COARD  
12, rue Jacques-Callot, 75006 PARIS - 43-26-99-73

PIERRE LESIEUR  
jusqu'au 6 janvier 1992

FOUGERON  
RUGBY  
1965-1975  
Huiles, dessins, aquarelles

GALERIE JEAN-JACQUES DUTKO  
5 RUE BONAPARTE - 75006 PARIS  
Tél. (1) 43.26.96.13

GALERIE ARIETTE GIMARAY  
12 RUE MAZARINE - 75006 PARIS  
Tél. (1) 46.34.71.50

GALERIE MAURICE GARNIER  
BERNARD BUFFET  
Souvenirs d'Italie

6, av. Matignon - Paris 8<sup>e</sup> - Jusqu'au 30 novembre

Vente aux enchères publique  
de deux importantes collections de monnaies grecques et romaines.  
Genève, le 12 décembre 1991

Tradart Brussels S.A.: du 25 au 30 novembre 1991  
33 avenue Louise, 1050 Bruxelles tél. (32.2) 514.58.00 - fax: (32.2) 514.31.35

Tradart New York Ltd: du 5 au 7 décembre 1991  
575 Madison Avenue, suite 1106, New York, N.Y. 10022  
tél. (1.212) 605.01.58 - fax: (1.212) 308.98.34

Tradart Genève S.A.: du 9 au 11 décembre 1991  
29 quai des Bergues, 1201 Genève tél. (41.22) 731.38.31 - fax: (41.22) 731.45.90

PARIS TOUR EIFFEL  
SALON DES ANTIQUAIRES  
7 au 17 NOVEMBRE 1991  
11 H. - 20 H.  
PRÉSENCE D'UN EXPERT  
QUAI BRANLY / ANGLE PORT DIEN  
Rue de la Tour Eiffel, 75007 Paris  
Tél. (1) 47.33.11.11

Le Monde DES LIVRES



DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

**Mozart**  
*Sonates pour piano et violon*  
KV 301, 304, 376 et 379  
Maurice Perle (piano)  
Augustin Dumay (violon)  
Le rapprochement est si facile que l'on n'ose le faire : le jeu de Maria João Pires a été si souvent comparé à celui de Clara Haskil; Augustin Dumay a été l'élève d'Arthur Schnabel... Mais la « vérité » est là, qui s'impose à chaque écoute. Pires et Dumay jouent Mozart comme leurs aînés, avec naturel, vivacité rythmique, une intensité et un sens de la répartition étonnants. Une vraie conversation en musique.  
CD Deutsche Grammophon 431 771-2.

**Schnabel**  
*La Ballade pour une femme*  
Fritz Wunderlich (piano)  
Kurt Herz Stein (piano)  
En 1957, date de cet enregistrement réalisé en quatre séances de studio, le ténor néerlandais n'avait que vingt-sept ans. Il allait mourir six ans plus tard, à l'âge de Mozart, et enregistrer une dernière fois ce cycle (réédité naguère réédité chez DG). Wunderlich en effet : miraculeuse voix à laquelle on ne demande rien d'autre que d'exister, avec cette luminosité naturelle, cette tendresse spontanée. Ne pas chercher de drame ici, ni même beaucoup de variété dans les nuances et les phrases. Mais trouver l'irremplaçable familiarité d'un jeune musicien allemand avec ces « chansons » de Schubert qu'il dit entendre au bercail. Toute la simplicité de la perfection.  
CD Eurodisc-BMG GD 68312.

**Jussi Björling**  
*à Carnegie Hall*  
Né en 1911, le ténor suédois a chanté le *Requiem* de Verdi sous la direction de Toscanini. C'est par la formidable *Ingenjör* de cette messe des morts qu'il ouvrit à Carnegie Hall, le 2 mars 1958, le réci-

tal ici repiqué dans la série que BMG consacre aux gloires du Met (Alexander Kipnis, Eleanor Steber et autres Albanese). Même si, en 1958, Björling avait rompu depuis une bonne année avec l'opéra new-yorkais... Tout, dans cette soirée, fut bouleversant, et on comprend que le public soit devenu pen à pen apoplectique passant d'un Schubert épique (*An die Leier*) à une *Truite* humoristique, d'*Eugène Onéguine* en suédois à Grieg en norvégien (la conclusion triomphante d'*Un rêve*), de *Turandot* à *Rigoletto* pour atterrir sur un *E lucern* la stèle de *Tosca* accueilli, légitimement, par des cris (Frederick Schauerwecker fait ce qu'il peut au piano face à ce rubato d'enfer : on oublie le piano totalement). Le plus grand ténor après Caruso, dit-on. Après, vraiment ?  
CD RCA GD 60520.

**« Poème »**  
Joshua Bell (violon)  
Royal Philharmonic Orchestra,  
Andrew Litton (direction)  
Violon féminin, violon tzigane, accordeur, racoleur si l'on veut, à l'opposé en tout cas du classicisme et de l'interiorité d'un Gil Shaham. Espoir de la marque Decca, lancé dans un grand luxe de publicité, jusqu'à l'excès d'un « extérieurement » justement pour les concertos concernés (Bruch, Mendelssohn), Joshua Bell se retrouve avec ce dernier enregistrement sur le terrain de la haute virtuosité n'en peu grimaie, terrain qui semble bien être naturellement sien. Victorieux de ces mêmes *Zigeunerweisen* de Sarasate que vient d'enregistrer Shaham pour DG, sincèrement concerné - il faut y arriver - par Saint-Saëns (*Introduction et Rondo capriccioso*), par Massenet (*Méditation de Thaïs*), impérial dans le *Poème* de Chausson, impavide dans *Zigane* de Ravel. Un parcours sans faute, si ce n'était ce diable de *Caprice* d'Ysaie, véritable Everest violonistique.  
CD Decca 333 519-2.

**Jazz**

**Keith Jarrett**  
*The Cure*  
Jarrett en trio, avec Gary Peacock et Jack DeJohnette, enregistré à Town Hall le 21 avril 1990. Soit un disque de plus, après *Tribute*, *Changeless*, *Still live*, *Standards live* (Volumes 1 et 2), *Changes*, *Tales of Another*. Observations critiques : tout y est traité également avec le même goût, la même perfection liée, le même sens d'une sorte de dramatisation douce de la musique qui fait de chaque réunion du trio un moment réel de l'histoire du jazz. Simplement : on



Jussi Björling, le Caruso suédois

Rock

**Two Rooms-Celebrating the Songs of Elton John and Bernie Taupin**  
Pourquoi rendre hommage à Elton John et Bernie Taupin (son parolier de toujours) ? Pas pour arrondir leurs droits d'auteur, ce serait comme accorder l'allocation logement à Donald Trump. Pas pour leurs chansons passent régulièrement sur la bande FM - qu'elles soient ses qualités propres, le répertoire d'Elton John fait partie des piliers de la radio « formatée ». Mais la compilation d'auteur est à la mode, elle peut rapporter gros à tout le monde : les artistes qui y participent, les éditeurs musicaux, la maison de disques et finalement les héros du jour, qui verront sans doute les ventes des originaux prendre un petit coup de jeune. Rien de très immoral, rien de très intéressant non plus dans cette affaire incestueuse où l'élite transatlantique des vedettes multimillionnaires rend hommage à l'un des siens. Quelques moments intéressants (Hall and Oates dans *Philadelphia Freedom*, Joe Cocker qui donne un peu de dignité à *Sorry Seems to be the Hardest Word*), de nombreuses catastrophes (les Who tentant de déguiser *Saturday Night* à l'air de *Fighting in the Wind* ? *Get Fooled Again* ou les restes des Beach Boys s'acharnant sur *Crocodile Rock*). La suite est inoffensive pour les oreilles comme pour l'équilibre affectif. On retiendra parmi les notes de pochette l'intervention de Wilson Phillips. Le groupe féminin californien décrète explicite ainsi le choix de Daniel : « Au niveau du texte, c'est une grande chanson qui offre de nombreuses opportunités vocales. » Une ère nouvelle s'ouvre : les musiciens parlent comme le chef du département marketing et le programmeur FM.  
1 CD Columbia CB 491, 468 249-2.

Eric Clapton

**24 Nights**  
Depuis deux ans, en janvier, Eric Clapton s'établit au Royal Albert Hall de Londres pour une série de concerts à géométrie variable : avec le groupe qui le suit en tournée depuis bientôt cinq ans (Steve Ferrone à la batterie, Nathan East, basse, Greg Phillinganes, claviers), avec une formation de blues, avec une espèce de big band d'une dizaine de musiciens ou avec le National Philharmonic Orchestra. *24 Nights* propose un album-sonvenir aux présents, une consolation aux absents. Divisé en quatre parties (sur deux CD), cet enregistrement en public (le quatrième depuis le début de la carrière solo de Clapton, il y a vingt-deux ans) permet :  
- de constater que, mine de rien, le quatuor de base est devenu un vrai groupe, cohérent et souple, capable d'économie quand il le faut, au point de faire justice aux compositions de l'époque Cream (*White Room*, *Sunshine of Your Love*, *Badage*) ;  
- de réhabiliter l'idée de supergroupe : Clapton n'est jamais aussi heureux, aussi souverain que quand il joue le blues entouré de ses pairs. Ici Buddy Guy, Robert Cray ou Jimmie Vaughan aux guitares, Johnnie Johnson au piano ;  
- de se conforter dans sa méfiance des claviers : avec trois musiciens aux synthétiseurs orgues et pianos, le big band va moins vite et moins loin que le quatuor ;  
- de se demander, enfin, jusqu'à quand les musiciens de rock s'empêcheront dans les cordes d'un orchestre symphonique qui - sur ce terrain des trois accords et des quatre temps - est aussi gracieux qu'un semi-remorque dans un marécage.  
Bref, le premier CD aurait amplement suffi.  
2 CD Reprise-WEA 7599-26420-2.

Rap

**MC Solaar**  
*Où gèner le vent récolte le tempo*  
Dans la course au succès de masse qui s'est engagée entre les rappers français, la cote de MC Solaar baisse au fur et à mesure qu'il se détache du peloton. Détenant du seul succès de hit-parade du genre (*Bouge de là*, équivalent banlieusard et fin de siècle des canulars *rhythm'n'blues* de Nino Ferrer, *Telefon* ou *Mirza*), MC Solaar, Africain du Val-de-Marne, versificateur de la ligne 8 du métropolitain, a récemment réussi à voler la vedette aux Américains de De La Soul, lors d'un concert désormais mémorable à l'Olympia. Voici donc le disque, le premier album de rap français que l'on puisse recommander aux allergiques, démonstration de virtuosité à peine entachée d'immatunité. Même si *Quartier Nord*, hommage moqueur aux groupes nordistes et violents de la mouvance NTM, montre que MC Solaar peut aussi jouer à faire peur, la suavité et l'ironie l'emportent sur la paranoïa.

urbaine. Le rap s'écrit comme il se compose, par assemblage d'éléments tout faits (locutions, lieux communs) que l'on détourne, recrée. MC Solaar, descendant de Bobby Lapointe par une incertaine généalogie, fait exploser le langage, fabrique des expressions avec l'apparente facilité d'un Coluche. Dans son sillage, il laisse comme autant de scories, des jeux de mots navrants, des approximations, des facilités. Mais s'il avait été parfait du premier coup. *Qui sème le vent...* ne serait sans doute pas aussi séduisant.  
Polydor 511 133 2.

Chanson

**Daniel Lavoie**  
*Chansons de la terre*  
Le Québécois Daniel Lavoie propose un voyage circulaire en bateau, en avion, en rock et en paroles glissées dans un rêve intérieur. Il y a des plaines d'enfance, des terres joyeuses et usées, des silences d'orphelins, des opéras chinois et les tresses de Bess. Tout un univers riche en images, esquissé souvent avec la complicité de Thierry Séchan, et ponctué de quelques vacheries à l'adresse de l'éternelle jeunesse de James Dean, de la débécance d'Elvis et des rapers (« *Le pape du rap*, le prince du bagou, le roi de la radioite qui dit tout sur tout, il a un bec de pie, l'éloquence d'une botte »). Quand Daniel Lavoie met trop de guitares électriques et de batterie sur ces textes bien écrits et porteurs d'atmosphère, on se dit qu'il sacrifie sûrement à la mode. Dès que revient l'esprit du swing, qui colle si bien à la voix tendue, subtilement éralée, du chanteur, les horizons s'élargissent. On respire. Lavoie s'accommode des choses simples, d'un saxophone, d'une guitare, d'un piano. A témoin, deux versions proposées sur le CD de *Belle*, jolies ballades. Une électrifiée, l'autre acoustique.  
1 CD Traffic 710 345 distribué par Tréma.

**Patrick Bruel**  
*Si ce soir*  
Bruel, la salle en plus. Ils, elles, sont merveilleux. Ils chantent, ils rient, applaudissent, soutiennent, démarrent au quart de tour et au « C'est à vous... » prennent la place du chanteur sans vergogne. Ils savent tout par cœur, pas un mot ne leur échappe, à la demi-première note de l'introduction de guitare, ils savent déjà. Ils valent un peu sur *Jeff* (Jacques Brel), seul écart courageusement préservé par Patrick Bruel dans ce passage en revue du Top 50 « bruelien ». Au-delà de toutes autres considérations, le double live de Bruel, enregistré en 1990 et 1991, d'une qualité technique impeccable et parfaitement réalisé par Mick Lanaro, donne la mesure du charisme de Bruel sur scène, de ses talents à prendre l'auditoire dans les filets de la complicité.  
1 double CD BMG 75182.

LE PIANO ROCK DE JOHNNIE JOHNSON

Johnnie sois bon

Ce disque est sorti l'été dernier dans une clandestinité quasi totale : à l'insu des journalistes, des disquaires. Pourtant il est au catalogue de son éditeur, il suffit de le commander pour l'obtenir. Voici quelques raisons pour sauter le pas et découvrir Johnnie Johnson, pianiste de rock n'roll de son métier qui, à soixante-six ans, enregistre pour la première fois un album sous son nom.  
Tout le monde a entendu Johnnie Johnson : il fut le pianiste de Chuck Berry de 1955 à 1973. Nettement plus vieux que l'auteur de *Brown Eyed Handsome Man*, Johnson a été formé à l'école des big bands pendant son service militaire. Même s'il a pour idole Oscar Peterson, il a contribué discrètement aux lignes mélodiques de quelques classiques de Chuck Berry dont l'introduction à *Sweet Little Sixteen*. Tout ça, on l'apprendra en lisant le délicieux texte du livret. Tout comme on saura que Johnson est sorti de l'anonymat quand Keith Richards et organisé en 1986 le concert d'hommage à Chuck Berry, filmé sous le titre *Hail Hail Rock 'n' Roll*.  
On trouve dans *Johnnie B. Bad* le jeu de mots ne s'imposait peut-être pas la définition exacte de la contribution de Johnson à l'histoire du rock n'roll : pianiste agile et mélodieux, il a introduit un style ornemental d'une urbanité exquise dans ce qui était plutôt une musique de piano ; sauf votre respect, Johnson n'est pas du genre à traîner le piano de la main gauche comme Jerry Lee Lewis où à en faire l'instrument d'une cérémonie vaudou gaie comme Fats Domino. Il court autour de la mélodie, renforce la rythmique dans les aigus, donne un peu de couleur aux riffs de gui-

tare. Ce n'est pas grand-chose, mais tous ceux qui ont en mémoire le contrechant de *No Particular Place to Go* savent que c'est aussi essentiel.  
Voilà d'où vient Johnnie Johnson. Aujourd'hui, il est retrouvé embourbé dans une manifestation de piété filiale comme on en organise beaucoup aujourd'hui. Keith Richards a produit et joué sur deux titres, dont *Tanqueray*, blues pour soirées arrosées orné d'une jolie partie de guitare tribante. Eric Clapton vient renouveler sa démonstration favorite : moins (de notes et d'effets) c'est plus. Sur le reste de l'album les membres du groupe de blues new-yorkais NRBQ font preuve d'une solidarité active. De temps en temps, Johnnie Johnson chante, et l'on comprend pourquoi il n'avait jamais essayé auparavant, mais sa voix paraît ne lui faire de mal à personne. Toujours, il joue du piano, occupant l'espace que son patron d'antan ne lui laissait que rarement, et là on réalise qu'il aurait été dommage que ce disque n'existe pas.  
Johnnie B. Bad suit son bonhomme de chemin, sans tomber dans les travers qui guettent ce type d'entreprise. Une production qui n'a pas peur de l'approximation, comme aux temps héroïques, à l'opposé de l'hygiène éblouissante, prévient les risques de canonisation digitale. L'élégance naturelle du jeu de Johnnie Johnson et la grâce de la musique pratiquée - un blues urbain, qui, quand il s'accélère, devient le rock n'roll - empêchent l'ennui.  
THOMAS SOTINEL  
\* *Johnnie B. Bad*, de Johnnie Johnson. Elektra Notesuch American Explorer Series/WEA 7599 61149 2.

DISCRETE,  
OUI.  
EFFACEE,  
NON.

LA DISCRETE enfin en cassette vidéo. En vente partout.



هنا من الجود



مكتبة في الجزائر

MUSIQUE

« ILLICITE », LE NOUVEL ALBUM DE JACQUES HIGELIN

# L'enfance, magie de l'âme

Huit titres en forme d'hymnes à la naissance, à la vie, dédiés à sa fille Izia, contre l'abrutissement et la guerre : Higelin décolle du modèle Higelin et surprend son monde en épurant les mélodies. En compagnie de Paul Personne, Doudou N'Diaye Rose, Julien Jouga et Chikara Tsuzuki. Rencontre avec un artisan.

**I**NHABITUEL, singulier, illicite, le dix-neuvième album d'Higelin, tranche sur l'ordinaire de Jacques. Huit titres sans broderies orchestrales, sans délire excessifs, sans fanfares, sobres et déliés, comme délivrés des démons du jammisme de Tammé du ciel, l'album précédent. Titres longs, jamais moins de quatre minutes et demie, où la place est laissée sans détour aux musiciens. La guitare de Paul Personne, les tambours de Doudou N'Diaye Rose, la charale de Julien Jouga, l'harmonica de Chikara Tsuzuki : à ces magiciens du rythme et des harmonies, Jacques Higelin a confié le soin d'amplifier des mélodies épurées.

L'histoire cantée ici commence « dans la nuit du vingt-quatre neuf mil neuf cent quatre-vingt-dix », à la naissance de sa fille Izia, « ma tendre merveille, mon amour absolu ». L'album est un hymne à l'accouchement. Vécu comme tel par le papa. Mais, si la vie est belle à donner, Higelin n'en connaît pas moins les limites, les embûches et les piteurs vides. C'est dans *Illicite*, la plus « Higelin » de ces huit chansons balladeuses, qui donne son titre à l'album, machine à fantasmer, d'être doux, parfois drôle, parfois virulent, d'en découdre avec les « coïtistes qui s'agitent dans tous les sens / Pour justifier du pedigree de leur incompétence ». Le disque dans son entier est un hommage à la petite fille, de la naissance (Criez priez, gospel à l'afrique, rythmé par les tambourinaires sénégalais), à la mort et au cimetière (Il n'y a pas de nom, blues d'atmosphère).

Les photos de cet album à la magie préservée sont signées Doisneau. Higelin, la cinquantaine en bouteille, les cheveux attachés d'une barrette de fille, pose, rassuré par le doux bétail années 50 des banlieues parisiennes. Curieusement assis en position de repli dans une encoignure de terrasse, Higelin joue l'introversion sur la pochette, alors que l'album tout entier éclate, vers le haut, envolée, éclatation.

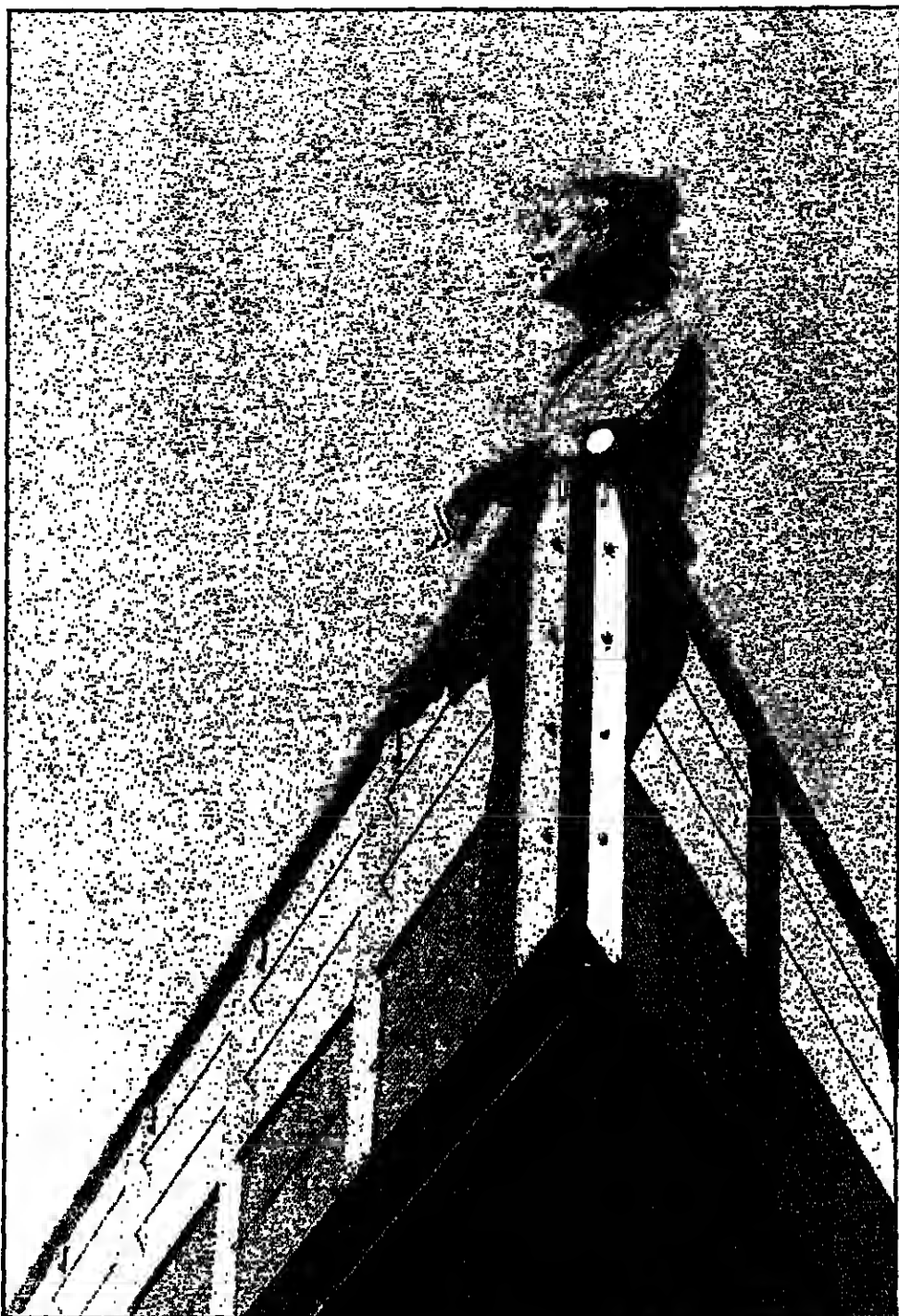
- Jacques Higelin : « Il y a un moment où il faut savoir se décider, s'arracher. Là j'ai encore du mal à m'habituer à l'album, je sais que c'est le mien, mais l'effet est hâssant, surtout cette fin-ci où je suis allé jusqu'au bout, jusqu'au mixage. Il a tout à coup fallu que je m'en détache très vite, sinon je serais devenu fou. Malheureusement, les morceaux vont vivre avec le public, changer sur scène. Pour qu'une chanson soit belle, il faut de la magie, un grain de magie au moins, des recroques, comme la mienne avec Paul Personne nu avec Chikara Tsuzuki, joueur d'harmonica japonais avec qui je travaille depuis le spectacle de La Villette d'il y a trois ans. Avec lui et le percussionniste brésilien Edmundo Carneiro, j'ai pu tout faire, jouer dans les clubs, les halls de gare, les restos ou les grands magasins. On joue tout ensemble, des valse, des trucs complexes, du jazz. Il y a de l'émotion entre les notes. C'est la rencontre des âmes.

**Ballade pour Izia :**  
piano solo, tendresse partagée.

**L'Homme niais :**  
lyrisme, envolées, improvisations.

**Ce qui est dit doit être fait :**

les sauts de joie de Jacques le farceur. - Ce disque arrive après la naissance de ma fille Izia. J'adore les bébés, les enfants, les adolescents, dans l'ordre de préférence. Les enfants, on les nourrit avec des caresses, de la tendresse, de la sensualité. C'est animal. Avec Izia, je suis comme un gros linn qui ronronne dans son dos. J'ai voulu chanter une chanson d'amour qui marquerait sa vie toute entière. J'ai écrit *Ballade pour Izia*, mais j'en avais peur, de ce morceau, il était fragile. Je l'ai enregistré aux studios de Miraval, dans le Gard. J'avais amené de Paris mon piano, un Pleyel 1928 grand concert. Je jouais, ça ne marchait pas. J'avais toujours aussi



Jacques Higelin photographié par Robert Doisneau.

peur. Alors, je suis sorti dehors, avec le piano, les micros, etc. C'était formidable, le jour tombait, je chantais de plus en plus doucement à mesure que le soleil déclinait, grosse boule rouge qui s'enfonçait dans le piano. Quelle magie ! Sur le disque, on entend même le bruit des cigales en arrière-fond. Une vraie berceuse, et l'enfant s'endort.

» Même chose pour *Il n'y a pas de nom*, je suis sorti dans la nuit, le casque sur les oreilles, et n'a tout mis dehors. C'était la pleine lune. Je voulais une atmosphère dépouillée, à mi-chemin entre Wim Wenders et le bayou, une ambiance « croix plantée dans un désert ». Il y avait un tas de pierres à côté. On a pris des marteaux, on s'est mis à taper dessus. Là, on entend les grenouilles. Ensuite, à Paris, Paul Personne a ajouté sa guitare et sa voix. Il est rentré dans l'histoire comme s'il avait toujours été là. Paul Personne m'a beaucoup aidé pour le mixage, il m'a donné de précieux conseils, il a repris certains titres.

**Criez priez :**  
la sauvagerie de la naissance, douleurs et joies, tambours et souffle divin.

- Serge Devesvre, l'ingénieur du son, a fait des miracles. Je voulais garder les bruits, les bruitages, donner différentes visuelles comme dans un film. Pour *Criez priez*, nous sommes allés à Dakar. Il était prévu de faire l'enregistrement en plein air, avec la chorale de Julien Jouga et les tambours de Doudou N'Diaye Rose. Nous cherchions le son mat de l'air. Mais, ce jour-là, c'était deuil national. Quatre-vingt-dix militaires sénégalais étaient morts



dans un accident d'avion. Nous avons dû jouer dans une salle de l'hôtel Méridien. Les murs faisaient écho. Serge Devesvre cherchait la netteté, ce fut une jonglerie incroyable, les conditions techniques nous avaient doublé. Mais, moi, j'étais là, au milieu de tout ça, quelle émotion !

» Béatrice Soulé m'avait présenté Julien Jouga il y a quelques années en Afrique. J'avais envie que ce disque soit héli, mais sans histoires de curés, ceux-là, je ne peux pas les voir... Je voulais qu'il soit traversé par une foi, un souffle. *Illicite* est un disque de paix, de liberté, de vie. Avant l'enregistrement, j'avais expliqué aux membres de la chorale de quoi parlait la chanson : de l'accouchement, des douleurs de la mère. Moi, j'étais au bord des larmes, en revivant ce que j'avais vécu quelques mois auparavant.

Ils étaient très touchés car, en Afrique, jamais les hommes n'abandonnent ce sujet. Les Africains ont le sens profond du lyrisme, des beaux discours où l'on dit ses émotions. Je me souviens d'un soir où nous sommes retrouvés au Sénégal, Doudou N'Diaye Rose, Johnny Clegg, Youssou N'Dour, moi et d'autres, dans une sorte de confraternité musicale, nous levant chacun à notre tour pour raconter ce que nous voulions faire dans l'avenir, déclarations d'intention très fermes et informelles. Une vraie confrérie de musiciens.

» En 1989, j'ai chanté pour les droits de l'homme au Brésil, avec Simone, Milton Nascimento. Là aussi, j'ai rencontré des êtres humains. Ici, tout le monde fait le généreux, mais devant la télévision. L'image humanitaire fabriquée devient gênante, impudique. Ici, bien sûr, il y a des gens comme Sheller, Sanson, Lara, Soucheon, Ferré, Barbara, etc. Mais, par exemple, sur l'opération Éthiopie, il y aurait long à dire...

**We Are the Show Men :**  
dérision noire sur arrangements serrés, le quotidien passé à la brosse.

- L'égoïsme est de mise ici. On est donc passée la courtoisie, la civilité ? *Shaw Men* parle de ça, de cette excitation vaine, mais avec humour, ça va déjà mal, ce n'est pas la peine en plus de tomber dans le pathos. La chanson finit sur la serveuse (« Et là, c'est la serveuse... La serveuse, elle en a par-dessus le campot... Le patron lui crie au cul quand elle bosse, trimer pour engraisser les créanciers de la misère... Mission impossible/Liquidation totale/Prix sacrifiés/Centre commercial »), parce que les serveuses donnent toujours un peu d'elles-mêmes en plus de leur boulot. Paris est une ville qui prend et qui ne donne jamais. Quand je passe le perré, je dis oui ! C'est pour cela que les chanteurs français d'aujourd'hui, Mura, Cabrel, Couture, vivent ailleurs. Ils préservent le goût du terroir. Bon, d'accord, l'exagère... Il y a à Paris des gens formidables, La Mano negra, Noir Désir, Les Nègresses vertes, Archais. Mais tout a changé. Avant, Savary habitait place de la Contrescarpe et regardait Chéreau de sa fenêtre monter des pièces sur des tréteaux. Paris a perdu son ventre avec les Halles. Paris s'est vendu.

**Les Altes du silence, Illicite :**  
la continuité dans le changement, ou l'art, bouffon, ébété, rageur de l'époque pionnière de Saravah (1970), en passant par *Alertes les bébés* (1976).

- Quand j'ai commencé à chanter avec Brigitte Fontaine, on nous a traités d'intellos, comme si on était à part. C'était péjoratif. Mais nous faisons de la chanson populaire. Dans les salles, partout, la boulangère faisait pipi de rire, l'employé nous suivait. J'ai retrouvé cette chaleur là ailleurs, en Afrique on plus récemment en Roumanie.

» Je veux continuer de travailler dans le sous d'*Alertes les bébés*, ou d'*Elle comme beauté*. Depuis plus d'un an et demi, je prépare une suite symphonique sur la guerre, en huit parties. J'en ai chanté des extraits cet été à Douarnenez, dans un immense hangar, avec une chorale de sept cents enfants des écoles, avec des percussions, les caisses claires des ensembles bretons. J'ai pensé en faire un disque. Une symphonie pour les droits de l'homme. Mais ce n'était pas prêt. Une fois que c'est écrit, c'est très difficile à changer.

» Je suis né dans la guerre [en 1940]. J'ai entendu les bombes tomber à côté de moi. Au moment de la guerre du Golfe, je me suis dit, ce n'est pas vrai, ils vont remettre ça ! Et les trouillards se précipitaient pour faire des stocks de nourriture ! Incroyable ! Je n'ai pas aimé le message de Norvel An de Mitterrand. J'ai pensé : « Si Jaurès avait été là, il n'aurait pas dit ça. » Mais, en même temps, il fallait hieo arrêter les prédateurs. Donc, je ne me sentais pas tout à fait à l'aise avec les pacifistes. La faute était pourtant bien à ceux qui avaient vendu des armes à un psychopathe. L'hégémonie du fric, la guerre sale, toujours. Un étalage d'hypocrisie insupportable. »

Propos recueillis par VÉRONIQUE MORTAIGNE

» *Illicite*, à CD EMI. Un coffret de huit CD, paru à la fin de l'année dernière (EMI), rassemble tous les enregistrements en studio de Jacques Higelin, qui sera en concert au Grand Rex à partir du 17 janvier 1992.

EN EXCLUSIVITE AU CINEMA EUROPA PANTHEON

13, RUE VICTOR COUSIN 5ème - Tél : 43 51 15 04 - M. LUXEMBOURG  
SEANCES 14H10 - 16H50 - 19H20 - 21H40

"Ce que Isabelle Huppert fait de cet exceptionnel et raffiné personnage de femme au cinéma n'est pas dicible."  
Olivier Segura / Libération

"Isabelle Huppert, sublime, dans un film-opéra français."  
Jacques Siclier / Le Monde



**ISABELLE HUPPERT**  
**MALINA**  
CAN TOGAY et MATHIEU CARRIERE  
SCENARIO ELFIEDRE JELINEK  
D'APRES LE ROMAN DE INGEBORG BACHMAN  
UN FILM DE WERNER SCHROETER

**Le Monde**  
EDITIONS  
**Voyage**  
avec Colomb  
Edwy Plenel  
Le feuilleton du Monde  
en livre  
EN VENTE EN LIBRAIRIE



31 La C&M reçoit les travailleurs du spectacle  
Les conditions de travail des médecins doivent augmenter

32 Metallgesellschaft s'implante en France  
36 Le devoir d'informer des banques

36 Marchés financiers  
37 Bourse de Paris

## BILLET

## Haute gestion régionale

La gestion de la trésorerie et le contrôle de la dette sont devenus pour les entreprises, les banques et les Etats un impératif quotidien très exigeant tant sont sophistiqués les mécanismes financiers et interconnectés les marchés boursiers du monde entier. Les collectivités locales, qui gèrent des budgets de plus en plus lourds, sont elles aussi obligées de gérer au plus près leurs emprunts.

La région d'Ile-de-France vient d'innover dans ce domaine en lançant sur le marché obligataire, une offre publique d'échange (OPE). « Opération inédite, cette OPE dont le chef de file est la Société générale, s'inscrit dans le cadre d'une politique de gestion dynamique et équilibrée de la dette menée par la région qui lui a permis de faire face à l'accroissement de ses investissements », a déclaré le 12 novembre M. Jean-Pierre Fourcade, premier vice-président du conseil régional, ancien banquier et ancien ministre des finances de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui s'obligeait à un malin plaisir à monter l'affaire dans ses moindres détails. Il s'agit pour les porteurs de titres obligataires à 15 % venant à échéance en 1993 et de titres à 14 % (échéance 1994) de renoncer à exiger leur remboursement pour, au contraire, les échanger, dans des conditions de rémunération avantageuses, pour des bons venant à expiration en 1998. La Commission des opérations de Bourse (COB) a donné son feu vert.

Pour la région d'Ile-de-France (10,6 milliards de francs de budget en 1991), l'intérêt consistait à alléger la dette prévisionnelle de 1993-1994 qui s'annonce lourde, précisément au moment où, dans le secteur des transports collectifs, notamment, il faudra engager des investissements considérables. Si l'OPE réussit, l'évolution des remboursements sera sans à-coups jusqu'à l'an 2000 tandis que les petits porteurs auront été fidélisés. Le but des autorités régionales est de maintenir en dessous de 6 % du budget, à l'horizon 2000, la charge de la dette, contre 8,1 % en 1991. Dans la panoplie très fournie des techniques financières disponibles, cette OPE régionale vient s'inscrire à côté d'une autre innovation dans laquelle l'Ile-de-France s'était lancée en 1988, à savoir le contrat de réservation d'emprunt, qui s'apparente aux Multi Options Facilities (MOF). Quand le besoin se manifeste, la région peut tirer, à court terme, auprès d'un pool de cinq banques - dont la Dai-ichi-Kango Bank japonaise - jusqu'à 1,5 milliard de francs. Ainsi, cette semaine ce sont 150 millions qui vont être prélevés.

FRANÇOIS GROSCHARD

## L'Ile-de-France a recommencé à perdre des emplois

Pour la première fois depuis cinq ans, l'Ile-de-France recommence à perdre des emplois. Dans une étude présentée récemment au Comité économique et social de l'Ile-de-France, M. Georges Vaillant note que les effectifs salariés, qui avaient progressé de 1,5 % l'an dernier et restaient stables au début de 1991, ont baissé au deuxième trimestre. Une évolution négative que la région parisienne n'avait pas connue depuis 1985 et qui se produit à un moment de l'année où l'activité est généralement forte. Aussi la dégradation pourrait-elle atteindre globalement un demi-point sur l'année.

En un an, l'économie a créé que 0,3 % d'emplois supplémentaires en Ile-de-France, contre 0,6 % au plan national. Le ralentissement global des créations d'emplois sur la région au cours des six premiers mois de l'année a entraîné une nette remontée du chômage. Le nombre des demandeurs d'emplois a augmenté de 50 000 en un an. Il a franchi,

La préparation du sommet de Maastricht  
Les ministres des finances des Douze définissent les contours de l'institut monétaire

Dans leur dernière ligne droite avant le sommet européen de Maastricht (Pays-Bas), les ministres des finances des Douze sont parvenus, mardi 12 novembre à Bruxelles, à s'accorder sur plusieurs modalités de fonctionnement de l'institut monétaire européen (IME). Cet institut, dont la création est prévue pour 1994 dans le cadre de l'union économique et monétaire des Douze (UEM), doit servir d'embryon de banque centrale commune. Jusqu'à présent, la France et plusieurs autres pays souhaitaient que l'IME soit doté de nombreuses prérogatives en matière monétaire, alors que l'Allemagne préférait donner un rôle très restreint à l'institut.

Les ministres des finances se sont entendus mardi sur la présidence de l'IME : les gouvernements des douze banques centrales dési-

gnent en leur sein un président, tandis qu'un directeur général sera nommé par les chefs d'Etat des Douze. D'autre part, l'institut sera doté d'un capital limité à la somme nécessaire pour couvrir ses frais de fonctionnement.

En revanche, les banques centrales nationales pourrout, si elles le souhaitent, confier la gestion d'une partie de leurs réserves de change à l'IME.

## Préparer l'étape ultime

Enfin, l'institut pourra émettre des recommandations - gardées secrètes - aux responsables monétaires des pays membres avec l'accord de la majorité du conseil (composé de président, du directeur général et des gouverneurs des banques centrales).

Le rôle de l'IME, dont la vocation première est de préparer l'étape ultime de l'union monétaire, resterait donc très limité. Si les Etats décident (ils doivent se prononcer avant 1997) de passer à la phase trois de l'union monétaire, l'IME sera remplacé par un Système européen de banques centrales (SEBC) qui, contrairement à l'IME, serait doté de toutes les prérogatives traditionnelles d'une banque centrale.

En dehors de ces progrès techniques concernant le rôle de l'IME, les Douze ont peu avancé dans la résolution de leurs contentieux concernant l'UEM, notamment à propos du rôle de l'écu. Les ministres des finances doivent se réunir de nouveau le 3 décembre, une semaine avant la signature, à Maastricht, du traité d'union économique et monétaire.

## Controverse sur le projet de budget 1992

Les ministres des finances des Douze réunis à Bruxelles, mardi 12 novembre, ont rencontré des représentants du Parlement européen mais ne sont pas parvenus à trouver un accord sur le projet de budget pour 1992. Le Parlement considère toujours que l'augmentation des aides accordées à l'URSS et aux pays d'Europe de l'Est se traduit par des réductions de dépenses trop importantes dans d'autres secteurs, notamment l'environnement et l'énergie. Les ministres des finances

ont pour leur part estimé que le Parlement a accordé des augmentations de crédits trop importantes pour la recherche.

Les ministres proposent que le budget de 1992 soit doté de 63,6 milliards d'écus (460 milliards de francs) d'engagements, et de 62,4 milliards de paiements. Le Parlement réclame pour sa part des montants de 67,7 et 64 milliards. Le projet de budget doit être adopté par le Parlement européen lors de sa session du 9 au 13 décembre. - (AFP)

## L'Europe fiscale avance

par Alain Verhulst

C'EST un nouveau progrès important que l'Europe des Douze vient d'accomplir en ce début de semaine. En acceptant, jeudi 11 novembre, à l'unanimité, de faire converger leur fiscalité indirecte et de coopérer au niveau des contrôles, les pays de la CEE ont montré qu'ils étaient capables d'accepter des abandons de souveraineté pour construire un vaste marché unique, et peut-être demain une Europe politique.

Des engagements importants concernant les taux de TVA et le mode de perception de cet impôt avaient déjà été pris le 24 juin. Ce qui est nouveau dans les décisions qui viennent d'être adoptées est que les Douze vont traduire dans des textes ce qui n'était jusqu'à présent qu'engagements politiques. La Grande-Bretagne estimait depuis l'accord de juin que le passage à l'acte doit n'être pas nécessaire. Obstacle levé : règlements et directives vont bel et bien voir le jour ces prochaines semaines transposées dans les textes nationaux.

L'enjeu n'est pas mince. Lorsque les chefs d'Etat décideront en 1985-1988 de relancer la construction européenne, l'idée-force de la Commission fut de réaliser en priorité un marché unique à l'intérieur duquel les contrôles aux frontières seraient supprimés. Devait donc être aboli ce qui motivait les arrets aux fron-

tières, à savoir les impôts qui y sont payés : TVA et droits sur l'alcool, le tabac, l'essence. La logique du marché unique à l'intérieur duquel tout circule librement voulait aussi qu'on ne parle plus d'exportations entre pays de la CEE. La notion de « territoire » devait donc disparaître, qui veut qu'une marchandise achetée en Italie pour être vendue en France supporte la TVA française. A l'avenir, la TVA sera payée à l'achat et donc au taux du pays vendeur.

## Lobbies actifs

Le changement était si important que les pays de la CEE - la France en particulier - se sont d'abord insurgés contre une telle logique, faisant valoir que les taux pratiques étaient trop différents entre pays pour ne pas léser ceux dont la TVA était élevée. Il a donc été décidé d'harmoniser progressivement les différents systèmes. Le taux minimum de 15 % pour la TVA « normale », étant entendu que les taux majorés devaient disparaître au début de 1993 et qu'un taux réduit de 5 % pourrait être conservé. Une facilité à même été faite pour le taux zéro britannique qui pourra survivre jusqu'en 1997 ainsi que les taux super-réduits existant dans certains pays.

De même a-t-il été décidé de se laisser quelques années pour faire passer la TVA au taux du pays vendeur, c'est-à-dire pour supprimer la notion d'exportation. Celle-ci n'existera plus au début de 1997 si - dernier obstacle à franchir - le Conseil des ministres donne définitivement son accord avant la fin de 1995.

Sur tous ces points existaient maintenant des engagements pratiquement irrévocables. Ils permettront qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1993 tous les contrôles aux frontières soient supprimés aussi bien pour les voyageurs que pour les entreprises. Un beau succès pour la Commission, pour l'Europe et pour ceux qui l'habitent.

Et comme les lobbies toujours aussi actifs continuent de se démenar pour retarder les échéances du marché unique, les achats hors taxes (les célèbres duty free) qui devaient disparaître au début de 1993 auront la vie sauve jusqu'en 1998. Les industries du luxe ont gagné six ans. C'est avec un nombre de précautions infinies que progresse l'Europe...

Ch. V.

Selon les précisions de M. Theo Waigel

## Le taux de 25 % du nouvel impôt allemand sur les revenus du capital ne serait pas libérateur

On sait un peu mieux comment fonctionnera le nouvel impôt allemand sur les revenus du capital (le *Le Monde* du 13 novembre), à la suite des précisions apportées mardi 12 novembre par M. Theo Waigel, ministre des finances. Contrairement au prélèvement à la source qui avait fonctionné pendant quelques mois en 1989 - avant d'être précipitamment supprimé - le nouvel impôt qui concerne les intérêts (ceux des obligations notamment) ne sera pas versé au fisc directement par l'émetteur, c'est-à-dire par la société, mais par l'établissement payeur, (les banques).

Ainsi les non-résidents pourront-ils être exonérés puisque les banques connaissent précisément tous leurs clients et font facilement la différence entre résidents et les non-résidents. Cette première différence avec

le système de 1989 est essentielle car ce sont notamment les capitaux détenus par les non-résidents, qui avaient été massivement à l'époque, obligés de payer l'impôt allemand à la source.

Contrairement à ce qu'on avait cru jusqu'à maintenant, le taux de 25 % qui sera appliqué aux revenus des capitaux mobiliers ne sera pas libérateur. Cela est une grande surprise et traduit une certaine sévérité de l'imposition, sur le plan théorique du moins. En effet, si 80 % environ des contribuables allemands doivent être exonérés par le jeu des nouveaux abattements autorisés (6 000 deutschemarks pour un célibataire, 12 000 deutschemarks pour un couple), les 20 % restants ne seront pas quittes après versement de l'impôt à 25 %. Celui-ci ne sera considéré que comme un acompte à valoir sur un impôt qui continuera d'être calculé normalement en fonction du barème de l'impôt sur le revenu.

On peut penser que les choses ne se passeront pas ainsi. Dans la mesure où le secret bancaire n'est pas du tout remis en cause, les gros revenus du capital - ceux qui resteront théoriquement imposés - fractionneront leurs avoirs entre plusieurs banques pour rester dans chacune d'entre elles en dessous des limites d'exonération. Et comme le fisc allemand aura tout de même la possibilité de recouper les demandes d'exonération venant des mêmes contribuables, ceux-ci auront intérêt à payer l'impôt de 25 % et à s'en tenir là. Ainsi le futur prélèvement deviendrait-il de facto libérateur.

Le tout est de savoir si la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, qui avait demandé que soit modifié le système fiscal existant parce qu'il était injuste, accepterait l'impôt qui lui est maintenant proposé par le gouvernement. On peut raisonnablement en douter.

A. V.

Après l'intervention de la Banque de France

## Le franc reste faible sur un marché qui se tend

Face aux tensions observées sur le marché monétaire parisien, la Banque de France a dû injecter des liquidités mardi 12 novembre et, au terme de son appel d'offres du 13, les opérateurs s'attendaient qu'elle renouvelle sa opération. L'institut d'émission a fourni mardi des liquidités aux établissements parisiens au taux de 9,78 %, soit en-dessous du taux de ses prises en pensions fixé depuis le 17 octobre dernier à 9,34 %.

La montée des taux d'intérêt observée depuis quelques jours sur le marché monétaire parisien s'explique principalement par la persistance de la faiblesse du franc

face au deutschemark. Par ailleurs, les craintes d'un nouveau durcissement de la politique monétaire allemande (la Bundesbank a injecté elle aussi des liquidités mercredi, au taux de 9,05 %) ont contribué à une augmentation des taux d'intérêt à court terme sur le marché monétaire de Francfort et sur celui de Paris.

Mardi 13 novembre, la monnaie allemande s'échangeait à Paris à 3,470 francs, un niveau stable depuis quelques semaines, mais qui reste proche de la limite de 3,435 francs autorisée par les accords du système monétaire européen.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours des neuf premiers mois de 1991 par le Groupe Alcatel Alsthom s'est élevé à 110,8 milliards de francs à comparer à 103,6 milliards de francs pour la période correspondante de 1990.

Chiffre d'affaires à fin septembre 1991 en hausse de 7 %

Cette progression de 7 % tient compte des principales modifications de structures suivantes :

- dans le secteur Télécommunications, communication d'entreprise et câbles, l'acquisition de Telettra, dont le Groupe a pris le contrôle à la fin du mois d'avril, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier, celle de Canada Wire, à compter du 1<sup>er</sup> juillet et celle de la division Network Transmission Systems de Rockwell, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre;
- dans le secteur Accumulateurs, l'acquisition de Nife par Saft, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1991 et la cession du contrôle de Ceac au groupe Fiat en juin, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier;
- dans le secteur des Activités diverses, la mise en équivalence de Framatome et de CGE Distribution à compter du

1<sup>er</sup> juillet 1990, alors que Framatome était consolidée par intégration proportionnelle à 40 % et CGE Distribution intégrée globalement au premier semestre 1990. A structures comparables, la progression de l'activité est de l'ordre de 5 %. La répartition par secteur d'activité du chiffre d'affaires des trois premiers trimestres 1991 et 1990 est la suivante :

(en millions de francs)	1991	1990
Télécommunications, communication d'entreprise, câbles	75.645(2)	67.236
Energie et transport (1)	18.722	17.037
Ingénierie électrique	10.492	10.047
Accumulateurs	2.463	3.792
Activités diverses	4.923	7.634
Cessions entre secteurs	(1.480)	(2.116)
<b>TOTAL</b>	<b>110.765</b>	<b>103.630</b>

(1) Chiffre d'affaires de Gec Alsthom pris en compte à hauteur de 20 %.

(2) Dont, Systèmes de réseaux : 40 %; Radiocommunications, Espace, Défense : 11 %; Communication d'entreprise : 14 %; Câbles : 27 %; Autres : 8 %.

A fin septembre 1991, les prises de commandes ont été de 119,4 milliards de francs, contre 118,2 milliards de francs pour les neuf premiers mois de l'année 1990. Elles sont supérieures de 8 % au chiffre d'affaires de la période et se maintiennent, à structures comparables, au niveau élevé atteint un an auparavant.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :

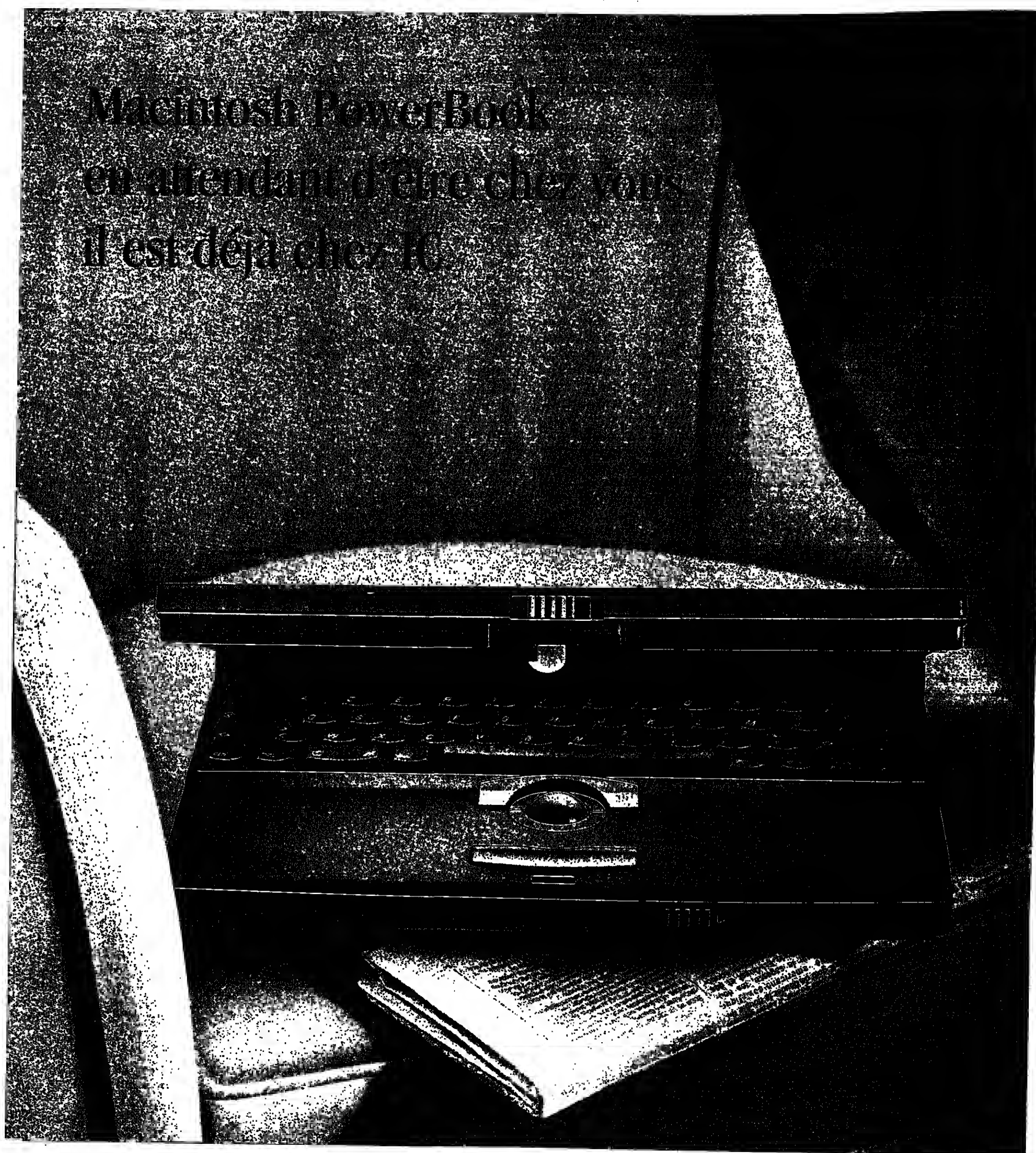
• MINITEL : 36.16 Code CLIFF  
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561

سلاسل من الحديد



هنا من اجل

30 Le Monde • Jeudi 14 novembre 1991 •

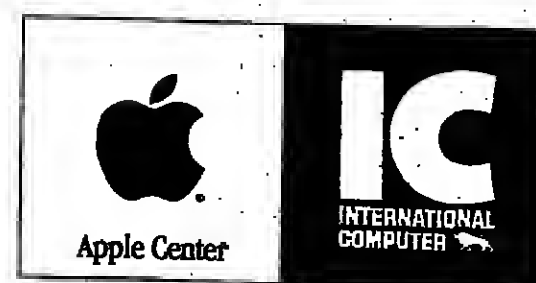


**1**00, 140, 170, les Macintosh PowerBook associent à un niveau de puissance extrêmement élevé toute la simplicité d'utilisation Macintosh. Tirant pleinement parti du système 7, ils offrent un trackball, des écrans très rapides et un confort de frappe inconnu jusqu'à ce jour. Conçus pour communiquer, ils se connectent à tous les périphériques et grâce à leur Port Local Talk s'intègrent à tous réseaux Mac. Apple Talk Remote leur permet de communiquer à distance et même d'avoir accès aux sites centraux.

Avec le fax modem, envoyer une télécopie se fait aussi simplement que lancer une impression...

Il y a tant à dire que la vraie révélation vous l'aurez en venant chez IC. Là, vous vous demanderez comment vous avez fait pour vous en passer. Vous choisirez celui des trois Macintosh PowerBook qui deviendra votre inséparable compagnon. En devenant client chez IC, vous bénéficierez de plus de 10 ans d'expérience Apple, des conseils et des services du premier distributeur Apple d'Europe. A bientôt.

**(1) 42 72 26 26**



**10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE**

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26  
APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32  
IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 78 62 38 38



## SOCIAL

Pour débattre des indemnités de chômage

## Le CNPF reçoit les travailleurs du spectacle

Les différentes organisations du spectacle, dont le SFA, Syndicat français des artistes interprètes, devaient être reçues mercredi 13 novembre au siège du CNPF, 31, avenue Pierre-1<sup>er</sup> de Serbie, à Paris, afin de négocier les modalités des indemnités de chômage pour les travailleurs inter-

mittents. Jeudi 14, une manifestation est prévue, qui doit commencer à 18 heures devant le Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro. Elle se dirigera vers le siège du Centre national de la cinématographie, 12 rue de Lübeck, et terminera son parcours devant le siège du CNPF.

## POINT DE VUE

## Les artistes au pilori

par Christine Alabanel

LES menaces qui pèsent aujourd'hui sur le régime des artistes de l'assurance-chômage semblent résulter d'une suite de mauvais procès. Quels sont les arguments? Le premier, c'est que les artistes verseraient à peu près la moitié de ce qu'ils paient. Le second, c'est que certains intermittents abusent du système, que ce soit par des ententes avec les employeurs sur le temps de travail ou par des achats d'heures à des producteurs, qui permettent d'atteindre le seuil de 507 heures par an, indispensables pour toucher l'assurance chômage. Enfin, le troisième, c'est que certains artistes récents ont révélé, perçoivent aussi les Assedic, cela malgré leurs cachets mirifiques.

Cette selve d'accusations appelle quelques remarques : la première, et non la moindre, est que les sommes mises en avant ne concernent que les intermittents; donc ne prennent pas en compte celles qui versent les permanents du spectacle dans le cadre du régime général. Deuxième observation, qui a trait aux vedettes : il n'y a rien de scandaleux qu'elles bénéficient d'un système qu'elles soutiennent de leurs deniers, puisqu'elles versent de fortes cotisations sur leurs périodes d'activité. De plus, les sommes versées au titre de l'assurance-chômage sont plafonnées, soumises à différents

barèmes. Enfin, les fraudeurs. Tout le monde en est conscient : il y a dans chaque profession des habiles qui profitent de toutes les failles des systèmes en place. Cela étant, la culture a son prix.

## L'ascèse d'une vocation

Pour quelques grandes stars qui peuplent les magazines, combien d'artistes, de techniciens qui acceptent de gagner le SMIC ou à peine davantage par passion de leur métier? Tous ceux qui se présentent « artistes » ne le sont pas nécessairement, mais parmi les foules des comédiens peu ou pas connus, combien de talents éclateront demain? Pour ceux-là, être « travailleur intermittent », selon toutes les opportunités, s'inscrire

aux Assedic, c'est le prix, presque l'ascèse de leur vocation.

Bien sûr, il ne s'agit pas de prêcher l'immobilisme. C'est clair, nous devons agir, ne serait-ce que pour faire « rentrer » les cotisations patronales non versées. Par ailleurs, des changements peuvent être introduits, dans le sens d'une plus grande solidarité entre les artistes qui ont réussi et les autres. Mais se contenter, comme le fait l'État, de renvoyer le problème sur les partenaires sociaux est un peu court. C'est la survie de nombreux artistes qui est en jeu.

Christine Alabanel est secrétaire nationale du RPR, chargée de la culture.

## Retour à la normale dans le trafic aérien

Après cinq jours de grève, les électriciens de la navigation aérienne ont repris le travail et le chemin des centres de contrôle pour réparer les matériels tombés en panne pendant cette période. Dans la matinée du mercredi 13 novembre, le trafic aérien s'est donc écoulé presque normalement.

Les retards, qui avaient atteint la veille, dans les aéroports parisiens, une heure et demie, sont tombés en-dessous de la demi-heure et l'on s'attendait que la situation redevenne normale dans la journée. Après la remise en service des équipements défectueux.

Le syndicat SAPAC (autonome), qui avait appelé à la grève avec la CGT, a tenté de prendre à son propre piège le ministre de l'équipement, qui a ordonné une enquête sur les sabotages de matériels intervenus dans le cadre de la grève. Le syndicat a déclaré que « s'occuper de ne pas entraver le cours de l'enquête », il demandait aux électriciens de ne pas remettre en état les équipements. La direction de la navigation aérienne a donc adressé aux agents des injonctions écrites, et l'enquête se poursuit dans le centre de Brest après avoir concerné celui d'Atthis-Mons; deux centres où de nombreuses pannes suspectes ont été constatées.

Le Centre du personnel au sol d'UTA. L'ensemble des organisations syndicales du personnel au sol de la compagnie UTA appellent à une grève de vingt-quatre heures, jeudi 14 novembre, et à une manifestation devant l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, dont l'objectif serait de rendre difficile. Les syndicats s'élèvent contre le transfert des activités aériennes d'UTA vers Air France.

## Quatre syndicats ont signé l'accord salarial 1991-1992 dans la fonction publique

L'accord salarial 1991-1992, proposé par M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, a finalement été signé par quatre syndicats de fonctionnaires (FEN, CFTC, FGAF et CFDT). Alors que la FEN et la CFTC avaient, les premiers, fait connaître leur réponse, la FGAF (autonome) et la CFDT ont ratifié officiellement le 12 novembre, au ministère, les dispositions négociées le 22 octobre. La CGT, FO et la CFE-CGC ont refusé d'y souscrire.

Cet accord prévoit une augmentation générale de 6,5 % du traitement moyen d'ici, en 1<sup>er</sup> février 1993 (le Monde du 24 octobre). Fin novembre, les 4,5 millions de salariés de l'État, des collectivités locales et de la fonction publique hospitalière, mais aussi 1,5 million de retraités, bénéficieront d'une revalorisation de 1 %, à laquelle s'ajouteront 0,5 % et deux points d'indice à titre rétroactif au 1<sup>er</sup> août. Les autres mesures interviendront au 1<sup>er</sup> février 1992 (1,3 %), au 1<sup>er</sup> octobre (1,4 %) et au 1<sup>er</sup> février 1993 (1,8 %).

## EN BREF

□ Contrôle des viandes : découverte de filières clandestines. Les douaniers français ont vérifié 9 169 véhicules de transport de viande et d'animaux vivants depuis le 16 septembre et ont découvert, il y a quelques jours, deux filières de fraudes internationales, a indiqué mardi 12 novembre la direction des douanes. M. Michel Charasse, ministre du budget, « s'est félicité des résultats obtenus par les services des douanes dans le domaine des contrôles systématiques effectués sur les importations de viandes et d'animaux vivants ». Les vérifications opérées sur les camions (le Monde du 5 novembre) ont porté sur 466 474 animaux vivants, dont 75 564 bovins, et sur 98 279 tonnes de viande, dont 46 096 tonnes de viande bovine. Cent huit véhicules ont été refoulés aux frontières pour « absence de mentions vétérinaires obligatoires, absence d'autorisation de transfert, documents sanitaires irréguliers ou incomplets, défaut de documents sanitaires et douaniers, mais aussi absence d'identification sanitaire ».

□ Le président Bush appelle les banques à réduire les taux d'intérêt sur les cartes de crédit. Le président américain George Bush a lancé mardi 12 novembre un appel aux banques et aux autres établissements de crédit pour qu'ils réduisent les taux d'intérêt appliqués sur les cartes de crédit afin de relancer les dépenses de consommation, jugées essentielles au redémarrage d'une économie essoufflée. L'inquiétude de la faiblesse persistante de l'activité a moins d'un an de l'élection présidentielle. M. Bush a lancé ce nouvel appel à la communauté bancaire dans un discours surtout consacré à accuser les responsables démocrates du Congrès de saboter ses efforts et ses propositions pour relancer l'activité. Les taux pratiqués actuellement sur les cartes de crédit varient de 18 % à 19 %, soit plus de 10 points au-dessus du taux de base bancaire récemment ramené à 7,5 % après que la Réserve fédérale ait réduit son taux d'escompte d'un demi-point à 4,5 %.

Selon un rapport officiel

## Les cotisations de retraite des médecins devront être augmentées

« Il est de notre devoir, dans les circonstances actuelles, de vous informer qu'il faut d'un doublement de la cotisation, la part de votre retraite correspondant au régime Avantage social vieillisse (ASV) ne pourra vous être versée en 1992 que dans la limite de 55 % des allocations de ce régime ». Cette formule lapidaire, contenue dans une lettre que vient d'adresser la Caisse autonome de retraite des médecins a, on s'en doute, créé une certaine émotion parmi les

conventionnels et les sections professionnelles. « Il en est résulté, ou moins pour les deux régimes des médecins et des chirurgiens dentistes, un comportement d'attente dont la responsabilité est partagée », poursuit le document qui considère que « les rendements excessifs » de ces régimes rendent inévitable « un ajustement d'autant plus brutal qu'il n'a pas été prévu ».

## Éviter

## une décision autoritaire

En effet, les cotisations, outre leur niveau insuffisant, sont calculées en fonction du tarif fixé par la Sécurité sociale 190 francs la consultation du généraliste, bloqué depuis avril 1990. Le rapport préconise « une augmentation sensible des cotisations », dont une partie serait proportionnelle au revenu alors que la participation de l'assurance-maladie deviendrait forfaitaire.

Enfin, il suggère de « confier l'entière gestion des régimes aux sections professionnelles » et souligne que « toute décision autoritaire doit être évitée ». La réforme de l'ASV pourrait être discutée entre l'État et les partenaires

conventionnels (assurance-maladie et syndicat de médecins) dans le cadre des négociations sur la maîtrise des dépenses de santé.

JEAN-MICHEL NORMAND

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 10 novembre 1991 :

## UN DÉCRET

N° 91-1159 du 8 novembre 1991 modifiant le code de la sécurité sociale (3<sup>e</sup> partie : Décrets) et relatif à la réévaluation des allocations de logement.

## DES ARRÊTÉS

- Du 4 novembre 1991 portant inscription sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux;

- Du 5 novembre 1991 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux;

- Du 8 novembre 1991 revalorisant les plafonds de loyer à prendre en considération pour le calcul des allocations de logement;

- Du 5 novembre 1991 portant inscription sur la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics.



## Volez vers Barcelone dans une forme olympique. (Paris-Barcelone. Non Stop)

Cette année, Barcelone sera l'une des capitales les plus courues d'Europe. Ses activités industrielles, ses festivités culturelles, ses architectures des plus classiques aux plus folles, ses restaurants et ses bars à tapas qui animent Las Ramblas attireront des milliers d'hommes d'affaires et de touristes auxquels s'ajoutera bientôt le public des Jeux Olympiques. Bref, Barcelone est une ville turbulente, pleine de mouvement et de vie. Et pour vous préparer à l'euphorie catalane, Meridiana Air vous emmène à Barcelone dans le plus grand confort. En effet, depuis le 1 novembre Meridiana Air propose un nouveau vol direct quotidien de Paris-Orly à Barcelone. Meridiana Air

est la seule compagnie aérienne privée qui vous fait voyager sur sa prestigieuse

classe affaires Electa Club. Vous pourrez

vous relaxer dans nos sièges dont la forme ergonomique a été spécialement dessinée pour apporter repos

et bien-être. L'espace réservé pour les jambes est le plus généreux qui soit donné sur une compagnie aérienne et la restauration servie à bord est digne des meilleures tables du monde. Sur notre classe affaires Electa

Club, tout a été prévu pour que vous vous détendiez pleinement avant de plonger dans l'effervescence de Barcelone. Pour en savoir plus sur Meridiana Air et notre nouveau vol direct Paris-Barcelone, contactez votre

agent de voyage ou appelez notre siège parisien dès aujourd'hui au (1) 42.61.61.50 ou au (1) 42.61.61.80.

Meridiana Air est la compagnie idéale pour ceux qui aiment voyager dans les meilleures conditions.

**Meridiana Air**  
Votre Compagnie Aérienne Privée.

Barcelone - Bergamo - Bologna - Bruxelles - Cagliari - Catane - Cologne - Florence - Frankfurt - Gênes - Genève - Hanovre - Lisbonne - Londres - Milan - Munich - Naples - Nice - Orléans - Palerme - Paris - Pise - Rome - St-Sébastien - Stuttgart - Turin - Venise - Vienne - Zurich.

سكنا من الحاصل



هنا في الوطن

## ÉCONOMIE

### INDUSTRIE

Recyclage de l'aluminium et des poussières d'acier

### L'allemand Metallgesellschaft va construire deux usines en France

Géant allemand des métaux non ferreux, le groupe Metallgesellschaft, qui réalise déjà 30 % de ses 90 milliards de francs de chiffre d'affaires dans les « métiers verts », veut implanter deux nouvelles unités de recyclage de déchets en France. La première usine sera implantée à Lille (Nord). Elle produira des lingots de zinc après recyclage de poussières d'acier et de zinc. L'investissement de 120 millions de francs sera financé à parts égales par BUS AG, filiale de Metallgesellschaft, et par Metaleurop, filiale française de l'allemand Preussag.

AG, l'autre grand allemand des métaux non ferreux. Actuellement en cours de construction, l'usine doit entrer en service l'année prochaine, avec une capacité de 60 000 tonnes.

Le groupe prévoit ensuite d'ouvrir, fin 1993, à Beaulieu près de Saint-Quentin (Aisne), une usine de recyclage des scories des fonderies d'aluminium. Des scories riches en sel, actuellement déposées dans l'une des onze décharges de classe I qui accueillent, dans l'Hexagone, des déchets industriels toxiques.

Compétitifs parce qu'ils permettent l'économie de l'énergie nécessaire au traitement de l'alumine, les produits du recyclage seront principalement destinés aux cimentiers.

L'investissement de 100 millions de deutschemarks (340 millions de francs) sera réalisé par la Société industrielle de recyclage européen (SIRE). Une société créée pour l'occasion, dont BUS AG détient 50,2 %. Le reste du capital sera détenu à 24,9 % par Affimet, filiale du producteur français d'aluminium Pechiney, ainsi que par deux

groupes allemands implantés en Lorraine, Kieselmann et Cöttinger (12,45 % chacun).

La future usine aura une capacité de traitement de 150 000 tonnes annuelles, supérieure aux besoins du seul marché français. Employant 75 personnes, elle pourra ainsi retraiter des scories en provenance d'Allemagne. Metallgesellschaft possède déjà une usine d'une capacité identique à Lünen, en Westphalie, et en construit une autre à Hanovre. Sa filiale BUS AG a dégagé durant son dernier exercice un bénéfice de 6 millions de deutschemarks (plus de 20 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 55,54 millions de deutschemarks (189 millions de francs).

P.-A. G.

n Outils électrique : coopération entre Bosch et Emerson sur le marché américain. — L'allemand Robert Bosch GmbH et la société américaine Emerson Electric Co. (St-Louis, Missouri) vont créer une filiale commune aux États-Unis pour la production et la commercialisation d'outils électriques. L'information a été donnée mardi 12 novembre à Stuttgart, siège du groupe allemand. La nouvelle entité, contrôlée à parts égales par chacun des deux partenaires, doit réunir leurs filiales « outils » américaines respectives. L'opération doit encore recevoir l'aval des administrations allemande (Office des Cartels) et américaine (Federal Trade Commission), chargées du contrôle de la concurrence. Robert Bosch réalise un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de marks (7,5 milliards de francs) et Emerson Electric Co. 7,4 milliards de dollars (44,4 milliards de francs).

"Zéro Impôt"  
Pour mieux gérer mon entreprise,  
il me faut ce livre... Aidez-moi.\*



3617 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

\*Tapez dans titre : Zéro Impôt

Le Monde



ScPo

ENTREPRISES, MÉDIAS : des liaisons dangereuses ?

4<sup>e</sup> séminaire Sciences-Po - Le Monde

mardi 26 novembre 1991

#### MATIN

Présidence : René RÉMOND

9 h Ouverture du séminaire :  
Alain LANCELOT

9 h 15 LA COMMUNICATION  
DANS L'ENTREPRISE :  
AVEC OU SANS LES MÉDIAS ?  
Séance introduite par Elie COHEN

\* Des stratégies de communication  
contrastées :  
Christian BLANC  
Pierre DELAPORTE  
Jean DROMER  
Jean-Louis MISSIKA  
Animateur : Manuel LUCBERT

11 h LE RECOURS AUX MÉDIAS :  
DU NARCISSISME  
À LA DOMESTICATION ?  
Séance introduite  
par Patrice ALLAIN-DUPRÉ

\* De l'usage de la presse  
par les entreprises :  
Alain MINC  
Nina MITZ  
Patrice KREIS  
Animateur : Michel COLONNA D'ISTRIA

12 h 45 Déjeuner

#### APRÈS-MIDI

Présidence : Jacques LESOURNE

14 h 15 LES MÉDIAS  
FACE AUX ENTREPRISES :  
UNE INFORMATION  
SOUS INFLUENCE ?  
Séance introduite par Bruno FRAPPAT

\* L'opinion des journalistes :  
E.S. BROWNING  
Emmanuel de LA TAILLE  
Didier POURQUERY  
Federico RAMPINI  
Philippe RIES  
Animateur : Roland CAYROL

16 h SITUATIONS DE CRISE :  
LES MÉDIAS,  
INSTRUMENTS DE GUERRE ?  
Séance introduite par Yves MAMOU

\* L'information, nouvel enjeu  
dans les crises :  
Jean-Bernard PINATEL  
Pierre-Yves TANGUY  
Marc VIENOT  
Patrick ZELNIK  
Animateur : Alain FAUJAS

17 h 45 CONCLUSION DU SÉMINAIRE :  
Jacques LESOURNE

Ce séminaire se déroulera à l'hôtel NIKKO - 75015 PARIS  
Programme détaillé et inscriptions : Institut d'Études Politiques de Paris - Service formation continue  
215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 45-49-11-76 - 45-49-51-94

### AGRICULTURE

Les négociations du GATT

Les États-Unis  
relancent  
la « guerre du soja »  
avec la CEE

Les États-Unis ont réévalué, mardi 12 novembre, leurs positions sur la CEE dans « la guerre du soja ». Washington a demandé au conseil du GATT de se prononcer le mois prochain sur la convocation de la commission d'arbitrage, qui avait déjà rendu un avis défavorable sur la politique des oléagineux de la CEE en janvier 1990.

Les États-Unis entendent que cette commission confirme d'ici à février 1992 si les dispositions prises par la CEE dans le domaine de la production européenne d'oléagineux sont désormais conformes aux règlements du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

La Communauté européenne s'était engagée à présenter des propositions de réforme de sa politique sur les oléagineux avant le 31 octobre 1991. Mais cette date est passée sans qu'elle soit en mesure de présenter officiellement ses plans.

Ce conflit commercial a éclaté en 1988, lorsque la CEE a décidé de verser des primes aux agriculteurs et transformateurs européens d'oléagineux pour les inciter à produire et acheter des oléagineux d'origine communautaire et non plus américaine. — (AFP)

Après leurs pertes  
au troisième trimestre

Les trois géants  
américains  
de l'automobile  
préparent un système  
informatique commun

Les trois premiers constructeurs automobiles américains — General Motors, Ford et Chrysler — ont annoncé, lundi 11 novembre, la conclusion d'un accord de coopération pour mettre au point un système informatique d'aide à la conception et à la production de nouveaux modèles.

Ce nouvel accord vise notamment à éliminer le double emploi des efforts financiers consentis par les trois constructeurs de Detroit, et intervient environ deux semaines après les pertes importantes annoncées par chacun d'entre eux.

General Motors et Ford affichaient ainsi des pertes respectives de 1,1 milliard de dollars (6,1 milliards de francs) et 574,4 millions de dollars (3,2 milliards de francs) au troisième trimestre 1991.

A la suite de ces mauvais résultats, l'agence de notation Standard & Poor's a aussitôt révisé à la baisse la qualité du crédit de certaines obligations de General Motors et placé sous surveillance les dettes à long terme de Ford. Quant à Chrysler, la firme a aussi annoncé des pertes de 82 millions de dollars (458 millions de francs) pour la même période.

### REPÈRES

#### CRÉDIT

Repli record  
des prêts des banques  
internationales

Les prêts des banques internationales ont enregistré une baisse record de 164 milliards de dollars (environ 900 milliards de francs) au deuxième trimestre 1991, selon un rapport de la Banque des règlements internationaux (BRI), ce qui porte à 219 milliards de dollars la réduction de l'encours total (4 300 milliards de dollars à fin juin 1991) des créances internationales pour les six premiers mois de l'année. Ce repli record, le premier à être enregistré sur deux trimestres consécutifs, est dû en partie, comme au premier trimestre, au système bancaire japonais, mais aussi à une généralisation de la tendance, sur le deuxième trimestre, à la totalité des principaux pays. Selon l'étude, l'évolution des banques japonaises « paraît traduire une réorientation de leur stratégie, axée sur la qualité des actifs et non plus sur la croissance du bilan », pour se mettre en conformité avec les normes internationales de solvabilité et semble maintenant suivre par les banques des autres pays.

#### INDUSTRIE

British Steel renonce  
à son implantation  
aux États-Unis

British Steel ne franchira pas l'Atlantique, en tout cas pas dans l'immédiat. Le groupe privé britannique, numéro deux de la sidérurgie en Europe, a confirmé mardi 12 novembre, avec regrets, l'arrêt des négociations entamées il y a plusieurs mois avec Bethlehem Steel Corp., l'un des plus grands sidérurgistes américains, pour la création d'une joint-venture spécialisée dans la fabrication de rails et l'acier destiné à la construction métallique.

C'est, entre autres, sur la question salariale qu'ont échappé les discussions. Le producteur d'acier britannique n'est pas parvenu, sur ce thème, à trouver un accord « satisfaisant » avec le syndicat de la sidérurgie américaine United Steelworkers of America (USW), préalable indispensable aux yeux de British Steel à la réalisation de son projet industriel. Le sidérurgiste britannique n'est pas le premier à renoncer à ses rêves d'expansion américaine. Le français Usinor-Sacilor, qui avait engagé des pourparlers avec le conglomérat américain LTV, a décidé de jeter l'éponge au début de cette année.

#### INVESTISSEMENT

Chantegrill ouvrira  
cent restaurants  
au Japon en 1993

Les PME françaises sont rares à s'implanter au Japon. Chantegrill, chaîne de restauration « à thème » créée en 1980 (37 restaurants en franchise, un chiffre d'affaires de 196 millions de francs et un résultat brut d'exploitation de 33,1 millions en 1990), vient d'y signer un accord de franchise avec le groupe Mitsui Bussan pour l'implantation de 100 restaurants à partir de 1993. Un coup de chance dans la mesure où la chaîne n'avait pas réussi jusqu'à présent d'implanter à l'étranger.

Le marché japonais de la restauration commerciale, 9 fois supérieur à celui de la France pour une population 2 fois supérieure, croît au rythme de 8 % l'an ; deux groupes américains, McDonald et Kentucky Fried Chicken, avec chacun mille restaurants, y occupent la première place. Mitsui Bussan, avec 19 hôtels, 9 restaurants et 10 centres de loisirs, a réalisé en 1990 un bénéfice de près de 100 millions de francs et un chiffre d'affaires de 1,86 milliard, dont plus de 800 millions dans la restauration (où il occupe la cinquième place).

#### PÉTROLE

Le Koweït demande  
le rétablissement  
de son ancien quota  
de production

Le Koweït produira 1,6 million de barils de brut par jour à partir de la fin de 1992, a déclaré mardi 12 novembre à Londres le ministre koweïtien du pétrole, M. Hammoud Abdallah Al Rabea. L'émirat espère donc obtenir, selon le ministre, sa réintégration dans les accords de production de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), avec au moins son ancien quota de 1,5 million de barils par jour. La production de brut du Koweït est actuellement de 470 000 barils par jour, en comptant les 140 000 barils produits quotidiennement dans la zone neutre avec l'Arabie saoudite, a précisé M. Al Rabea.

Le ministre a estimé que le retour sur le marché de son pays et éventuellement celui de l'Irak risquent de créer un excédent de l'offre et une forte baisse des cours à partir du deuxième trimestre de 1992 ; l'OPEP devra examiner cette question, soit lors de sa prochaine réunion le 20 novembre, soit en mars. — (AFP)



**L'AGENCE D'URBANISME  
DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE LYON**  
recherche  
**UN DIRECTEUR D'ÉTUDES RESPONSABLE  
DU DÉPARTEMENT IMAGE**  
de formation **ARCHITECTE URBANISTE**

**MISSION :**

• Encadrer une équipe de douze dessinateurs ou infographes pour produire tous types d'images aptes à traduire des études d'urbanisme et rechercher de nouvelles formes d'expression.

EXPERIENCE d'encadrement, d'expression graphique (rendus traditionnels et informatique 2D et 3D) et d'études d'urbanisme.

POSTE A POURVOIR RAPIDEMENT.

NIVEAU DE RÉMUNÉRATION SELON EXPERIENCE.

Adresser les candidatures accompagnées d'un CV détaillé et d'une photo à :

M. le Directeur de l'Agence d'Urbanisme  
de la Communauté Urbaine de Lyon  
BP3129 - 69402 Lyon Cedex 03

**SOCIÉTÉ DE PRESSE**

recherche

**RÉDACTEUR EN CHEF**

- Pour assumer le contenu rédactionnel de deux magazines.
- Ces deux supports sont entièrement financés par la publicité.
- L'un est consacré à l'immobilier, l'autre à la décoration.

Le candidat devra avoir une bonne connaissance de ces milieux et une bonne plume. Il sera en outre capable de manager une équipe de trois personnes plus quelques pigistes pour assurer 110 pages de rédactionnel par mois.

Adresser votre candidature à :

M. J.-M. GUERIN, 40, rue du Docteur-Roux  
75015 PARIS

Le Département MARCHÉS DE TAUX  
de la Société de Bourse FERRI S.A.  
recherche dans le cadre du développement  
de son activité sur le MATIF :

**CADRE COMMERCIAL réf. M1**

de haut niveau qui deviendra responsable  
de la clientèle internationale

- Formation commerciale : SUP de CO, ingénieur...
- Le candidat, qui parle l'anglais, couramment, devra être désireux de s'intégrer durablement au sein d'une équipe ambitieuse.

**ANALYSTE réf. M2**

débutant ou première expérience

- Formation universitaire (mini : bac + 4) ou grande école d'ingénieurs.
- Solides connaissances en statistiques.
- Bonne maîtrise de la micro-informatique (APPLE).
- Formation actuariale appréciée.

Prière d'adresser les candidatures avec CV  
et prétentions en mentionnant la référence choisie à la  
**Société FERRI S.A.**, service du personnel,  
53, rue Vivienne - 75002 Paris

**Société d'économie mixte  
d'aménagement urbain et de construction**  
sud de Paris, recherche  
**DIRECTEUR ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER (H./F.)**

Vous possédez une formation supérieure (DECS-DESCF-ESC-Gestion...), une expérience montrant votre ouverture (relations humaines, problèmes juridiques...), la capacité à structurer le fonctionnement d'une équipe en expansion, un intérêt pour le développement local et une connaissance des collectivités territoriales.

Vous souhaitez approfondir votre professionnalité au sein d'un collectif de direction.

Votre mission sera d'asseoir et de développer les fonctionnalités de l'entreprise, en impulsant la gestion financière, maîtrisant l'organisation et le fonctionnement et valorisant les ressources humaines.

Vous aurez à définir et mettre en place des outils de gestion (analyse financière, contrôle de gestion, budgets).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo  
et prétentions sous le n° 8429

Le Monde-Publicité, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia  
75002 Paris Cedex 15

**BRETAGNE****"Donnez une identité à nos annonces"**

Notre région bouge, vit, grandit, communique ; sa presse est le reflet de son dynamisme.

Parmi les vecteurs de l'économie, la rubrique d'annonces classées constitue le centre nerveux.

Nous sommes un grand support du Nord-Ouest de la France et nous recherchons notre

**RESPONSABLE  
des Annonces Classées (H/F)**

Agé de 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous bénéficiez d'une expérience de la presse gratuite ou de la presse généraliste en emploi, immobilier, automobile.

Véritable coordinateur et animateur de notre rubrique d'annonces classées, sous l'impulsion de la Direction Générale et de la Publicité, vous :

- Définirez la stratégie annonces classées et les grands axes produits
- Animeriez le réseau commercial
- Fédérerez le tissu des annonceurs
- Déterminerez les accords commerciaux.

Bien davantage que l'expérience, ce poste nécessite rigueur et implication, sens de l'anticipation et du management, autonomie.

Une connaissance du tissu local serait appréciée.

Ce poste est à pourvoir rapidement dans une grande ville de Bretagne.

Monsieur LE BAIL

LE TELEGRAMME - Voie d'accès au Port  
BP 243 - 29205 Morlaix Cedex

**SOCIÉTÉ EN EXPANSION recherche :**

• POUR PARIS, LIMOGES ET TOULOUSE

**rédateur technique (LM/RT/JMA)**

De formation électronique niveau ingénieur, minimum 2 ans d'expérience et ayant été habilité CD.

**ingénieur électronicien (LM/IE/JMA)**

De formation DUT + ingénieur, expérience souhaitée en sûreté de fonctionnement.

• POUR PARIS

**2 ingénieurs fiabilistes (LM/IF/JMA)**

Expérience souhaitée.

Envoyer dossier de candidature sous la référence choisie à :

AIF SERVICES - Madame Bréchet - BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex.

Notre groupe est parmi les 20 premiers en expertise comptable, audit. Notre activité Systèmes d'information traite des contrats de conseil en architecture de systèmes. Ses interlocuteurs sont les directions générales de grands groupes. Pour intégrer une équipe de 7 consultants, nous recherchons une :

**Assistante d'Etudes**

En étroite collaboration avec les consultants vous assurerez la qualité de leur production par une validation formelle, la suivi des dossiers et le recueil d'informations. A 23-27 ans, vous êtes diplômée de l'enseignement supérieur BAC+4/5, Ecole de Commerce, Dauphine. Débutante ou avec une première expérience, votre fort potentiel vous permettra dans un contexte de croissance rapide avec un excellent salaire, d'accéder à terme à des responsabilités plus étendues.

Merci d'adresser votre lettre au Service Recrutement qui vous garantira toute confidentialité.

**EQUIPES ET ENTREPRISES**

3, rue de la Bourse 75002 PARIS

PARIS • LONDRES • MANCHESTER • FRANCFORT • STUTTGART • MILAN • MADRID

Importante société  
d'études et de conseil  
recherche

**GESTIONNAIRES**

JUNIORS  
SENIORS

Pour prestations de longue durée dans le cadre de projets de développement rural en AFRIQUE. Formation Ecole de Commerce et/ou DECS. Petite expérience en Afrique souhaitée pour les candidats juniors qui seront âgés d'environ 30 ans. Expérience de 5 ans minimum en Afrique exigée pour les candidats seniors. Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous ref. 528 à MEDIA PA - 5054, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

**ORGANISME BANCAIRE**  
SITUÉ EN LANGUEDOC-ROUSSILLON recherche :

**Directeur  
du marché des entreprises**

Mission : membre du comité de direction, basé au siège, vous dirigez une agence "Entreprises conseil" et êtes responsable de la gestion du marché des professionnels.

Profil : de formation supérieure, vous avez nécessairement une solide expérience bancaire, et connaissez parfaitement la gestion du "RISQUE CLIENT".

Poste proposé à un candidat de classe VII (convention collective banque).

Entretiens possibles à Paris ou à Montpellier.

Adresser CV et photo, sous la référence LR1191C, à Arlette Garcia, Florian Mantione Institut, BP 9227, 34043 Montpellier Cedex 01.

**Florian Mantione Institut**  
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE GARDIENNAGE**

implantée en Afrique recherche

**UN DIRECTEUR  
D'EXPLOITATION**

Chargé de la Direction de l'organisation, de l'exploitation et du développement de ses activités dans une grande métropole africaine.

Agé d'environ 40 ans, organisateur, meneur d'hommes exigeant, il doit être capable de s'adapter à un environnement difficile.

Il devra faire la preuve d'une expérience similaire et manifester de réelles qualités relationnelles, sur le plan de la nécessaire collaboration avec les différentes Autorités et Administrations locales.

Il devra en outre pratiquer la langue portugaise.

Contrat de travail en régime 5 mois/1 mois.

Expatriation possible en couple.

Logement de fonction et véhicule de service.

Les personnes intéressées par cette offre peuvent adresser un dossier de candidature complet, comprenant CV, photo, lettre manuscrite, diplôme, certificats et références (n° 2181) par fax n° (1) 49.10.95.72 ou à EUROMESSAGES - BP 80 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier.

PARIS • STRASBOURG • LYON • MARSEILLE • BREST

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE**

recherche son

**CHEF DE CENTRE DE GESTION DÉCENTRALISÉE**

situé à BASTIA

Principaux objectifs du poste :

- Assurer la responsabilité des domaines fonctionnels décentralisés sur le centre de gestion et notamment la gestion locative et l'entretien des immeubles.

Profil du candidat :

- Formation supérieure avec des connaissances spécifiques en gestion immobilière (loyers, maître ouvrage) souhaitée. Age : 40-45 environ.

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions, photo et détail de disponibilité, sous n° 8427

LE MONDE PUBLICITÉ, 15-17, r. du Colonel-Pierre-Avia, 75015 Paris

**deltalab**

GRENOBLE et ORSAY

DELTA LAB S.A. construit et diffuse des systèmes d'essai et des instruments de mesure à forte densité microscopique des fluides, notamment :

- vélocimètres et granulomètres laser-doppler systèmes Deltalab/Aerometrics.

Ses clients : centres de recherche, universités et écoles d'ingénieurs...

Pour des activités en très forte expansion et pour renforcer son équipe d'ingénieurs technico-commerciaux de haut niveau, à Grenoble et à Orsay,

**INGÉNIEURS ou DOCTEURS-INGÉNIEURS**

- Études d'applications des systèmes.
- Démonstrations et essais chez les utilisateurs.

Préférence sera donnée aux candidats avec une première expérience de recherche expérimentale ou technico-commerciale dans les domaines cités.

Fréquentes déplacements, exigent une grande disponibilité. Maîtrise de l'anglais indispensable.

Adresser lettre de candidature avec CV détaillé à :

Président Directeur Général, DELTALAB S.A. 38340 VOREPPE



PARIS • REIMS • LILLE • LYON

**CONSEIL EN RECHERCHE  
DE CADRES ET DE DIRIGEANTS**  
s'implante à BARCELONE,  
associé à Jean-Claude Maurice Conseil.

Les deux cabinets y développeront leur complémentarité.

**JOSE LUIS SABATIER**  
Directeur

**JOB CONSULT MANAGEMENT S.A.**  
Muntaner, 267<sup>e</sup> 2<sup>e</sup> 1<sup>a</sup>  
08021 BARCELONE ESPAGNE  
Tél. : (19 34) 3 414 54 36  
Fax : (19 34) 3 414 18 85

M.F. & PARTNERS - 54, rue du faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

مكتبة في الجزائر



## propriétés pro

# L'ASTORIA

**Tél. : 42 24 93 48**

OEBATTE, 45-04-24-30.

TEL : 45-04-24-30.

Tel. : 45-85-01-00.

**12<sup>a</sup> ardt**

**LOFT**  
 ois de 30 à 250 m<sup>2</sup> de  
 0 000 F à 18 000 F/m<sup>2</sup>  
 ion travaux sur terrain

220 m<sup>2</sup> habitacles, sous-sol,  
gar., jard. clos, aud.  
Prix : 4 900 000 F.  
30-21-73-44.

**CABINET STARLANGUES | Tél. : 43-58-43-12**

Ch. travaux menuiserie, maçonnerie, plomberie, électricité, peinture. Tél. : 43-31-53-11.

**TEL. 43.97.60.00 / FAX 43.97.38.65**



ÈRE

REPRODUCTION INTERDITE

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

• Le Monde • Jeudi 14 novembre 1991 35

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>								
<b>1<sup>er</sup> ARRONDISSEMENT</b>								
3 PIÈCES 76 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	7, rue Molère SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	9 400 + 2 041 8 768	<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES 109 m², 7 <sup>e</sup> étage	11-13, rue Gros SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 250 + 1 561 9 689	<b>DOUBLE SÉJOUR 3 CHAMBRES</b>		
2 PIÈCES 53 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 350 + 1 083 5 613	6 PIÈCES DUPLEX 131 m² 5-6 <sup>e</sup> étages	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Sans frais de commission	19 970 + 1 165	136 m², 3 <sup>e</sup> étage	NEUILLY 9-11, avenue Sainte-Foy AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	17 250 + 1 800 12 275
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES 67 m², 1 <sup>er</sup> étage possibilité parking	NEUILLY 5, rue du Général-Lanrezac CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 630 + 500 5 907
6 PIÈCES 166 m², 3 <sup>e</sup> étage	45, rue de Courcelles AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	16 800 + 1 333 11 654	2 PIÈCES 61 m², 6 <sup>e</sup> étage cave	12, rue Ernest-Lefèvre AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 526 + 600 3 933	5 PIÈCES 129 m², 5 <sup>e</sup> étage sans ascenseur	NEUILLY 7, rue Théophile-Gautier SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 000 + 1 038 7 920
3 PIÈCES 92 m², 5 <sup>e</sup> étage	4, rue Robert-Estienne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	12 580 + 824 9 058	4 PIÈCES 66 m², 3 <sup>e</sup> étage cave, parking	12, rue Ernest-Lefèvre AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 676 + 690 5 483	4-5 PIÈCES IMMEUBLE NEUF 4 <sup>e</sup> étage parking	SÈVRES 11, av. de la Division-Leclerc SAGGEL - 46-08-80-36 Frais de commission	8 050 + 1 635 5 796
3 PIÈCES 62 m², 5 <sup>e</sup> étage	Rue d'Amsterdam GFC - 45-22-88-71 (Heures de bureau)	6 290 charges comprises	6 PIÈCES 139 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	16, rue des Balkans SAGGEL - 43-67-06-36 Frais de commission	6 358 + 1 531 5 947	4 PIÈCES 69 m², 3 <sup>e</sup> étage cave parking	SURESNES 16, rue Salomon-de-Rothschild AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 120 + 1 237 5 066
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES 75 m², 5 <sup>e</sup> étage parking	20, rue Saint-Fargeau SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	5 600 + 1 188 4 032	STUDIO 44 m², rez-de-ch. terrasse parking	SURESNES 93, rue de la République CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 800 + 450 3 006
3 PIÈCES 63 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	4, av. de Taillebourg SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 900 + 965 4 248	<b>78 - YVELINES</b>			<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 PIÈCES 49 m², 2 <sup>e</sup> étage cave, parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 204 + 580 2 991	4 PIÈCES 88 m², 1 <sup>er</sup> étage cave parking	CACHAN 34, avenue Camot AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 984 + 610 4 266
5 PIÈCES 99 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	14, rue des Frères-d'Asier- de-La-Vigorie AGIFRANCE - 48-03-43-05 Frais de commission	6 707 + 1 184 4 772	5 PIÈCES 109 m², rez-de-ch. parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 46-08-80-36 Frais de commission	6 700 + 1 422 6 264	4 PIÈCES 91 m², 2 <sup>e</sup> étage balcon parking	LE KREMLIN-BICÊTRE 23-25, avenue de Fontainebleau LOC INTER - 47-45-14-65 Frais de commission	6 695 + 620 5 162
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			2 PIÈCES 49 m², 1 <sup>er</sup> étage terrasse parking	SAINT-MANDÉ 6, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	5 179 + 5 896 4 014
4 PIÈCES DUPLEX 100 m², 9-10 <sup>e</sup> étages box, cave, balcon	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 500 + 1 004 9 506	4 PIÈCES 86 m², 2 <sup>e</sup> étage balcon	BOULOGNE 197, avenue Gallieni LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	9 850 + 650 7 254	3 PIÈCES 68 m², 4 <sup>e</sup> étage balcon parking	SAINT-MANDÉ 35-37, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	6 491 + 757 4 950
5 PIÈCES 103 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	7, rue Jules-Guesde SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 300 + 1 379 7 416	5 PIÈCES DUPLEX 180 m², 4-5 <sup>e</sup> étages terrasses parking	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Sans frais de commission	26 000 + 1 781	4 PIÈCES 84 m², rez-de-ch. balcon 2 parkings	SAINT-MANDÉ 5, rue Fays LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	6 500 + 931 4 950
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES 61 m², 1 <sup>er</sup> étage	COURBEVOIE 3, passage de Seine SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	3 900 + 1 113 2 808	4 PIÈCES 89 m², 4 <sup>e</sup> étage balcon 2 parkings	SAINT-MANDÉ 31-33, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	7 150 + 1 039 5 454
3 PIÈCES 71 m², 7 <sup>e</sup> étage parking	69, rue Fondary SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	10 365 + 889 8 174	5 PIÈCES 107 m², 2 <sup>e</sup> étage	COURBEVOIE 14, rue des Dominos SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 400 + 1 900 3 886	5 PIÈCES 95 m², 5 <sup>e</sup> étage balcon 2 parkings	SAINT-MANDÉ 25, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	8 910 + 1 039 6 750
4 PIÈCES 91 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	69, rue Fondary SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	10 255 + 1 056 8 082	6 PIÈCES 128 m², 13 <sup>e</sup> étage	COURBEVOIE 81, galerie des Damiens SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	8 650 + 2 200 4 788	3 PIÈCES 65 m², 8 <sup>e</sup> étage terrasse parking	VINCENNES 44, rue de Fontainebleau LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	5 970 + 760 4 690
4 PIÈCES 89 m², 7 <sup>e</sup> étage 2 balc., 2 park.	15, rue Fizeau LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	9 200 + 813 8 890	3 PIÈCES 76 m², 4 <sup>e</sup> étage terrasse parking	GARCHES 13, rue des Suisses CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 200 + 810 4 734	2 PIÈCES 62 m², 4 <sup>e</sup> étage cave parking	VINCENNES 15, allée Nicéphore-Népce AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 168 + 630 4 368
4 PIÈCES 91 m², 1 <sup>er</sup> étage possib. parking	17-18, rue Bausset CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 730 + 1 870 6 555				4 PIÈCES 86 m², 1 <sup>er</sup> étage cave parking	VINCENNES 15, allée Nicéphore-Népce AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 554 + 860 5 375

**Le Monde**

CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

**VOS  
RENDEZ-VOUS**

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers • cadres supérieurs • dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements  
Professionnels 46-62-73-43  
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE

**PHENIX  
GESTION**  
AGF  
GROUPE DES  
ASSURANCES  
GÉNÉRALES  
DE FRANCE

**AGIFRANCE**  
GROUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



**GFC**

**SOLVEG**  
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

**LOC INTER**  
TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

**SAGGEL  
VENDÔME**  
GROUPE UAP

**CIGIMO**  
GROUPE GTF

مكتبة من الكتب

## MARCHÉS FINANCIERS

Une décision de la Cour de cassation

## Les banques doivent informer leurs clients des risques spéculatifs

La chambre commerciale de la Cour de cassation a déclaré le 5 novembre qu'une banque avait « le droit d'informer des risques encourus » un client qui se lance dans des opérations spéculatives sur les marchés à terme. La Cour de cassation statuait sur un litige qui oppose la Banque populaire Bretagne-Atlantique (BPBA) à un client nantais. En 1980, ce client avait décidé de spéculer à découvert par l'intermédiaire de la banque, sur les mines d'or d'Afrique du Sud. Le client ayant perdu, la banque lui a demandé de combler son découvert, qui se montait à 526 000 francs. La cour d'appel de

Rennes a condamné le client, qui faisait des difficultés en invoquant une faute de la banque.

La Cour de cassation a estimé que la banque n'avait pas commis de faute en n'exécutant pas une couverture pour l'exécution des ordres à terme. En revanche, disent les magistrats, « *quelles que soient les relations contractuelles entre un client et sa banque, celle-ci a le devoir de l'informer des risques encourus dans les opérations spéculatives sur les marchés à terme, hors les cas où il en a connaissance* ».

L'arrêt de la cour de Rennes a été cassé, et le dossier renvoyé devant la cour d'appel d'Angers. — (AFP)

## La Sodexho intente une action contre l'OPA d'Accor sur les Wagons-Lits

M. Pierre Bellon, président de Sodexho, qui détiennent (par le Financière Sodexho) 5 % du capital de la Compagnie internationale des wagons-lits (CIWL), devait déposer mercredi 13 novembre devant le tribunal de commerce de Bruxelles un recours contre l'offre publique d'achat lancée par Accor sur la CIWL au prix de 8 630 francs belges (environ 1 435 francs français) par action. Comme Déminor, société belge qui représente des actionnaires minoritaires, M. Bellon juge ce prix insuffisant et inéquitable, alors que le groupe hôtelier français vient de payer son augmentation de capital de Cobefin (holding qui détient sa participation) sur la base de 12 500 francs belges. M. Bellon évalue à 13 300 francs le prix normal. D'autre part, comme Déminor, il estime qu'Accor a exercé un contrôle de fait sur les Wagons-Lits depuis son arrivée en juin 1990.

## Altus finance améliore son offre pour la reprise d'Executive Life

Altus finance (Crédit lyonnais) et les investisseurs américains Hellman and Friedman, tous deux finalistes dans la course pour la reprise d'Executive Life, compagnie d'assurance californienne en faillite, ont remis, lundi 11 novembre, des offres améliorées entre lesquelles le commissaire aux assurances de l'Etat doit trancher d'ici jeudi 14 novembre. Le groupe Hellman and Friedman a remis sa copie avec une heure de retard sur l'heure limite fixée, ce qui théoriquement pourrait disqualifier l'offre.

Le commissaire aux assurances de Californie, M. John Garamendi, avait rejeté mercredi dernier la proposition de reprise révisée, soumise par le groupement américain d'assureurs NOLICA, présélectionné le 24 octobre (le Monde du 9 novembre). M. Garamendi transmettra ses recommandations finales le 14 novembre au juge Kurt Levin qui commencera, dès le 18 novembre, les audiences publiques sur le choix proposé.

Pour plus de 400 millions de francs

## La banque d'affaires britannique Barings achète 40 % de son homologue américaine Dillon Read

La plus vénérable des banques d'affaires britanniques, vieille de deux cent vingt-neuf ans, Barings a annoncé le 12 novembre, qu'elle allait prendre une participation de 40 % dans Dillon Read, la plus aristocratique des banques d'investissement américaines, dont la propre histoire remonte à 1832.

Le mariage de ces deux firmes « au sang bleu » accompagnera la reprise de Dillon Read par ses cadres, qui vont racheter 60 % du capital de leur banque à la compagnie d'assurances américaine en difficulté, Travelers Corp. Barings investira 78 millions de dollars dans l'affaire ; 26 millions de dollars pour payer sa participation de 40 % et 52 millions de dollars pour souscrire des actions préféren-

tielles à 8 % émises par Dillon Read. Banque d'affaires la plus prestigieuse de la City, Barings a gardé jusqu'à présent son indépendance totale. De son côté, Dillon Read est l'une des banques d'investissement les plus respectées de Wall Street, spécialisée dans le crédit aux entreprises et les marchés de capitaux. Elle a fourni plusieurs secrétaires américains au Trésor, dont C. Douglas Dillon pendant les administrations Kennedy et Johnson, et l'actuel secrétaire au Trésor, M. Nicholas F. Brady. Mais l'importance relative de Dillon Read a peu à peu diminué depuis les années 60. Bien que la firme soit restée rentable, elle ne compte plus parmi les vingt premières maisons de titres américaines en terme de capital.

## AUTOMOBILE

## XM break Citroën : du confort, de la place et du chic

D'ici à la fin de l'année, on estime que Citroën aura quatre cent cinquante XM en circulation en France. Ce chiffre est à la hauteur, en gros, des prévisions sur l'année 1992 qui évaluent la production à 7 000 véhicules de la marque et du sigle. 30 % du total devraient être livrés sur le marché français.

Bien des raisons expliquent ce démarrage plutôt encourageant, surtout quand on sait que Volvo détient à lui seul près de 40 % des ventes dans ce créneau particulier — celui des breaks haut de gamme — et que la marque suédoise y est installée depuis des décennies. Prendre alors une part du gâteau n'est pas simple.

Pour parvenir à la place convoitée, la firme aux chevrons a essentiellement joué sur le confort, un aspect généralement sacrifié dans ce type de véhicule au profit de l'endurance et de l'économie d'utilisation. Ainsi trouvera-t-on sur ces breaks ce qui a fait la réputation des XM berlines, c'est-à-dire (mais en option) la suspension hydropneumatique, qui joint l'électronique à l'hydraulique. Le système, maintenant éprouvé, parachève le comportement de la voiture, déjà exceptionnel,

mais ici quelle que soit la charge du véhicule et malgré un rallongement de la plate-forme par rapport à la berline XM (+ 25 cm).

Ensuite, on constate une exploitation intelligente de l'espace intérieur qui offre près de 2 m<sup>3</sup> de volume utilisable en diverses formules si l'on joue avec le fractionnement de la banquette arrière.

Enfin, il est tentant que le silhouette du break XM, habillé chez Hertz, est une réussite. Personne sur la route ne pourra confondre le modèle avec quelque autre spécimen d'une marque concurrente. C'est aussi un atout. Restent les prix. Certes, on nous dira que les tarifs sont à la hauteur des prix pratiqués sur ce type de véhicule. Il reste que les 156 000 francs demandés pour le modèle de base, sans option, apparaissent lourds. Surtout si l'on sait que la suspension hydropneumatique demande un effort supplémentaire de 8 500 francs.

C. L.

► Prix : de 156 000 francs à 205 000 francs. Motorisations : 4 cylindres (1 998 cm<sup>3</sup>), essence ; 6 cylindres (2 975 cm<sup>3</sup>), essence ; 4 cylindres, diesel, 12 soupapes ; 4 cylindres diesel, 12 soupapes, turbo.

## NEW-YORK, 12 novembre

## Raffermissement

La tendance s'est raffermie mardi 12 novembre à Wall Street grâce à la bonne tenue du marché du crédit. Le Dow Jones a clôturé à 3 054,11 en hausse de 11,05 points (+0,36 %) sur un marché actif. Quelques 188 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 1 086 contre 577, 452 titres étant inchangés. Selon les courtiers, les achats de rattrapage ont bénéficié aux valeurs vendues mardi à la suite de la récente hausse des titres dits secondaires. La demande a été accrue par la fermeture du marché du crédit. Le taux des bons du Trésor à 30 ans, principale valeur de référence, est tombé à 7,78 % ce mardi en milieu d'après-midi contre 7,97 % vendredi soir. Cette évolution a été attribuée par des analystes à la spéculation d'une diminution du taux d'escompte au Japon, qui rendra les taux américains plus attractifs.

VALEURS	Cours de 11 novembre	Cours de 12 novembre
Alcoa	85 5/8	81 3/4
AT&T	38 1/4	38 1/4
Bell	40 1/2	40 1/2
Chrysler	18 1/2	18 3/8
De Post de New York	42 1/2	42 1/2
Exxon	60 1/4	60 1/4
General Electric	58 1/2	58 1/2
General Motors	32 5/8	32 7/8
IBM	100 1/8	99 3/4
ITT	55	55 1/8
Johnson & Johnson	69	69 7/8
Merck	87 3/8	87 3/8
Schering-Plough	87 3/8	87 3/8
Union Carbide	127	126 1/4
Westinghouse	17	17
Xerox Corp.	64 1/8	65 1/4

## LONDRES, 12 novembre

## Nette progression

Les valeurs ont fortement progressé mardi 12 novembre au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 20,6 points, soit 0,8 %, à 2 575,5 sur un marché actif. Le volume des échanges a atteint 504,5 millions de titres contre 397,1 millions lundi.

La tendance a été soutenue par des résultats de sociétés anglaises, une baisse de la hausse annuelle des prix de gros. La progression, de 0,2 % seulement, des prix de gros en octobre, conforme aux prévisions des analystes, a laissé présager un ralentissement de l'inflation, qui sera annoncée vendredi. La plupart des investisseurs espèrent que l'annonce de la baisse de l'inflation — en dessous de 4 % — sera accompagnée par un abaissement des taux d'intérêt.

## FAITS ET RÉSULTATS

► Baisse de 16,4 % des bénéfices du cimentier suisse Holderbank en 1991. Le premier producteur mondial de ciment de groupe suisse Holderbank, a annoncé une baisse de 16,4 % de son bénéfice pour 1991, par rapport à l'exercice précédent, à 1 milliard de francs. Le groupe a annoncé en outre une hausse de 12,4 % de son chiffre d'affaires pour 1991 à 5,9 milliards de francs suisses (environ 2,5 milliards de francs français). Selon le délégué du conseil d'administration, la conjoncture mondiale difficile est à l'origine de la médiocrité des résultats. La situation du groupe s'est en effet améliorée en France et en Espagne, et surtout aux Etats-Unis. En Amérique latine, Holderbank enregistre des résultats satisfaisants au Mexique, où la construction a été stimulée par les investissements étrangers, alors que le Brésil est en crise et il y a peu d'espérance d'amélioration. Le directeur de Holderbank, pour 1992, le groupe espère maintenir les résultats de cette année.

► Rapport de la date de clôture de l'OPA sur la reprise de la compagnie d'assurance américaine Executive Life. Le Conseil des Bourses de valeurs a décidé de reporter au 6 décembre 1991 la date de clôture de l'offre publique d'achat (OPA) lancée par le groupe d'investisseurs Quadral sur la Compagnie des signaux et d'équipements électroniques (CSE). La date ultime de dépôt des dossiers a été repoussée au 18 décembre, et les résultats seront publiés le 23 décembre. D'autre part, le 20 novembre, la cour d'appel de Paris doit déterminer si l'actionnaire italien de la CSE, le holding public Finmeccanica, doit être obligé de lancer une contre-OPA, concurrente de celle de Quadral (le Monde du 24 octobre). L'assemblée générale de la CSE a de ce fait été reportée du 14 novembre au 6 décembre, et on peut s'attendre à ce que le groupe italien se retire.

► General Accident affiche une perte de 1,3 milliard de francs sur sept mois. La compagnie d'assurances britannique General Accident a annoncé une perte de 26 millions de francs (environ 260 millions de francs) pour le troisième trimestre 1991, qui porte à 1,3 milliard de francs les pertes pour les neuf premiers mois de son exercice contre 71 millions un an plus tôt. Le chiffre d'affaires a progressé de 14 % sur neuf mois à 2,94 milliards de francs contre 2,58 milliards précédemment, ce qui reflète une politique d'augmentation des tarifs depuis le début de l'année.

► Nippon Life achète un assureur américain. — Le premier groupe japonais d'assurance-vie, Nippon Life, vient de racheter l'assureur américain New England General Insurance Co. pour 9 millions de dollars (environ 50 millions de francs). La firme japonaise, basée à

## PARIS, 13 novembre

## Expectative

Le cours de Paris demeurait dans l'expectative mercredi au début de journée alors que les taux à court terme restent proches de ceux de la veille. Le franc a perdu 0,05 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a chuté une heure plus tard de 0,18 % à 1 855,18 points. En début d'après-midi, peu avant l'ouverture de Wall Street, il se maintenait à -0,30 %.

Malgré une petite détente des taux d'intérêt en Allemagne mercredi lors d'une prise en pension, à Paris le taux de l'argent au jour le jour reste au niveau des 6 7/8 %, soit au-dessus des taux directeurs de la Banque de France.

Sur le marché de l'or, le métal jaune est resté globalement stable. L'once s'est inscrite à 358,30 dollars contre 358,52 dollars. Le lingot a gagné 100 francs à 64 500 francs et le dollar s'est pris 2 francs à 358 francs. Le montant des échanges s'est élevé à 6 914 millions de francs contre 5,774 millions la veille. Sur le marché des actions, parmi les titres en hausse on relevait Euromarché, le certificat Rhône-Poulenc et Total. A l'inverse, Sotac Avionique se dépréciait tout comme le Crédit national. Depuis le début de l'année, l'indice CAC 40 a progressé de 22 %. Les plus fortes hausses de l'année sont actuellement la CSE (+131 %), Michelin 8 (+115 %), Rhône-Poulenc C (+107,8 %). A l'inverse, les baisses sont enregistrées par Sotac Avionique (-58,7 %), CSE (-38,9 %) et BAIF (-33,2 %).

## TOKYO, 13 novembre

## Recul

La Bourse de Tokyo a reviré à la baisse mercredi 13 novembre, l'indice Nikkei clôturant en baisse de 251,50 yens (-1,1 %) à 24 416,75 yens. Pour la journée, le marché a vu progresser de 110,45 yens (+0,45 %), après une nouvelle fois par des rumeurs sur une imminente baisse du taux d'escompte de la Banque du Japon. Mais le souflet est vite retombé par la suite, les investisseurs institutionnels restant sur la réserve en attendant cette baisse du taux directeur.

VALEURS	Cours de 12 novembre	Cours de 13 novembre
Alcoa	1070	1060
AT&T	1400	1410
Bell	1480	1470
De Post	2600	2590
Exxon	1910	1910
General Electric	1950	1950
General Motors	1200	1200
IBM	5010	5000
Johnson & Johnson	1570	1570

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3850	3875	Immo. Hôpital	815	815
Amstel Assurances	280	280 40	Interim. Computer	160 70	165
B.C.	130	110	I.P.B.M.	62	62
Banque Paribas	815	815	Loca Invest.	269 50	278
Borcia (L)	313 80	310	Locom.	71	70 40
Boussac (Lyon)	259 40	260	Mars Comm.	97	94 20
CAL de P. (C.C.)	870	853	Mexor	151	151
Carrefour	400	394	Publi. Filippich	325 80	401 20
Carif	890	889	Radiol	481	482
CEGEF	138	138	Rhône-Alp. (L)	318	318
C.F.P.	278	278	S.H.M.	175	173
Colson	830	835	Sotac Invest (L)	95 20	95
Compt. Ind.	280	284	Sotac	330	374 40
Concorde	785	778	S.A.T. Group	130	130
Crédit	171 80	171 80	Sotac	261	261 80
Daphin	375	365	T.F.I.	345 80	348 80
Dalme	1248	1200	Thomson H. (L)	307	315
Danachy Womac Co	337 60	337 60	Unib.	215	212
Danachy	800	800	Vel et Cie	89	87
Deville	245	240	Y. St-Laurent Group	840	842
Dolom	135	134			
Edifone Belfond	245	250			
Europ. Propulsion	238	231			
Financ.	132	132			
Financ. Ind.	125 20	108			
G.F. Group (L)	121 40	116 60			
Grand Lion	458	457			
Groupe Olym.	200	200			
Group. Olym.	930	930			
Immo.	880	880			
L.C.C.	232 90	229			
Matras	123 90	120 20			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 novembre 1991

Nombre de contrats : 63 178

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	107,28	107,32	107,68
Précédent	107,24	107,28	107,60

## Options sur notionnel

CAC40 A TERME			
Volume : 4 831		(MATIF)	
COURS	Novembre	Décembre	Janvier
Dernier	1 873	1 886	1 905
Précédent	1 870	1 885	1 888

## CAC 40 A TERME

Volume : 4 831 (MATIF)

COURS	Novembre	Décembre	Janvier
Dernier	1 873	1 886	1 985
Précédent	1 870	1 885,50	1 888

## CHANGES

Dollar : 5,5950 F ↑

Évoluant dans une marge étroite, le dollar amorçait un mouvement de reprise, jeudi 13 novembre, sur le marché des changes européen et japonais. A Paris, le billet vert s'est échangé à 5,5950 francs eu fixant contre 5,5870 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCOFORT 12 novembre 3 novembre

Dollar (en DM) : 1,643 1,639

TOKYO 12 novembre 2 novembre

Dollar (en yen) : 129,95 120,98

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (13 novembre) 9 13/16 - 9 15/16

New-York (2 novembre) : 4 7/8 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, basé 100 : 28-12-90)

8 nov. 12 nov.

Valeurs françaises : 129,90 129,90

Valeurs étrangères : 114,91 113,78

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC : 494,90 496,90

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 187,55 188,44

NEW-YORK (indice Dow Jones)

11 nov. 12 nov.

Industrielles : 3 042,26 3 054,11

LONDRES (indice Financial Times)

11 nov. 12 nov.

100 valeurs : 2 554,90 2 575,50

30 valeurs : 1 972 1 984,90

Mines d'or : 149,40 149,60

Fonds d'Etat : 86,97 86,96

FRANCOFORT

11 nov. 12 nov.

Dollar : 1 609,02 1 621,22

TOKYO

12 nov. 13 nov.

Nikkei Dow Jones : 24 416,75 24 416,23

Indice général : 1 945,52 1 837,61

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

COURS DU JOUR







## CARNET DU Monde

## Naissances

Serge BEYNET  
et Léa DUCHÊMIN

sont heureux de faire part de la naissance de leur fille.

Lois-André.

18, rue de Thionny,  
75003 Paris.

Paris, San-Francisco.

Maurice

est né le 11 novembre 1991, pour la plus grande joie de ses parents.

Sosia et Jack FÜRGER.

qui associent à leur bonheur

Stéphan, Laurent, Leslie,

Maurice et Thomas.

## Décès

Odile, Yves, Bruno et Catherine Barbier, ses enfants, ses petits-fils, et sa famille, font part du rappel à Dieu de

M<sup>me</sup> veuve Pierre BARBIER,

née Françoise Balleyguier,

le 11 novembre 1991, à Paris, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 15 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-6.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Joseph-Bara, 75006 Paris.

Louis-Samir.

M<sup>me</sup> Paul Bernardin,

son épouse,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Grandjean,

ses enfants,

Ses petits-enfants,

M<sup>me</sup> Olivier Grandjean,

M<sup>me</sup> Anne Grandjean,

M<sup>me</sup> Édouard Grandjean,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul BERNARDIN,

chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 10 novembre 1991, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu ce jour, en l'église des Cordeliers.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Priez pour lui.

Le directeur et les membres de l'Institut des sciences humaines appliquées (université Paris-Sorbonne), ont la tristesse de faire part du décès de

professeur

François BOURRICAUD,

sociologue,

et ancien directeur de l'Institut.

Les membres du groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique (université de Paris-Sorbonne-CNRS), ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. François BOURRICAUD,

professeur,

à l'université de Paris-Sorbonne,

survenu à Paris, le 8 novembre 1991.

La levée du corps et une bénédiction auront lieu à la grande chapelle de l'hôpital Bégin, 69, avenue de Paris, à Saint-Mandé, le jeudi 14 novembre, à 9 h 30.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Lussac (Gironde), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Lussac, le vendredi 15 novembre, à 11 heures.

(Le Monde du 13 novembre)

La Maison des sciences de l'homme, a la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. François BOURRICAUD,

professeur,

à l'université de Paris-Sorbonne,

directeur honoraire

du groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique.

La levée du corps et une bénédiction auront lieu à la grande chapelle de l'hôpital Bégin, 69, avenue de Paris, à Saint-Mandé, le jeudi 14 novembre 1991, à 9 h 30.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Lussac (Gironde), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Lussac, le vendredi 15 novembre, à 11 heures.

(Le Monde du 13 novembre)

M<sup>me</sup> Alice Chailou,

née Courtois,

M. Gilbert Vivier

et son épouse Catherine Chailou,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien CHAILLOU,

ancien maire

de Georges-Clemenceau (Algérie),

ancien député

à l'Assemblée algérienne,

survenu le 9 novembre 1991, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont eu lieu le 12 novembre, à Toulon.

M<sup>me</sup> Chailou,

Villa Beau Site,

Chemin Beau-Site-Valbertrand,

83200 Toulon.

Elisa Chappey,

son épouse,

Igor, Colombo, Édouard,

ses enfants,

Eric Barande, Valeria Morera,

Françoise Swider,

ses beaux-enfants,

Claude et Monique Chappey,

Philippe Chappey,

Bernard et Claude Chappey,

Marcelo et Maria Margini,

Margherita Margini,

sa sœur, beau-frère et belles-sœurs,

Achille et Norina Margini,

ses beaux-parents,

Ses neveux et nièces,

Colette Lamy et Ginette Lassalle,

ses tantes,

Les familles Marcel Chappey, Lamy,

Lassalle et Weulersse,

ont le regret de faire part du décès de

Marc CHAPPEY,

ancien élève de l'École polytechnique,

survenu le 11 novembre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 14 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, boulevard Jean-Mermoz,

92200 Neuilly-sur-Seine.

Les Editions Fanlac

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre FANLAC,

leur fondateur en 1943,

survenu le 31 octobre 1991.

31, rue Falckherbe,

12, rue du Professeur-Peyrot,

24000 Périgueux.

INÉ le 11 février 1918 à Périgueux, Pierre Fanlac avait commencé à écrire en 1938 dans des revues et plaquettes. Très vite, il se tourne vers l'édition et crée sa propre maison en 1943, puis une imprimerie de tradition et de qualité en 1947. L'un de ses premiers auteurs est André Gide, dont il publie une belle édition de l'immortelle, puis Jean Giono. Fondateur notamment avec Gabriel Marcel du journal L'Esprit journalistique, il a lui-même publié plusieurs ouvrages, parmi lesquels *Conteur du temps*, *Sauveur de Périgueux*, *Amour du Périgueux*. Des chroniques intitulées *les Chansons d'une vie* doivent être prochainement publiées.

Jany Fleuret,

son épouse,

Geneviève Cusin et Christine Fleuret,

sa mère,

Ses enfants et petits-enfants,

font part du décès, le 9 novembre 1991, de

M<sup>me</sup> Georges ILLY,

née Mina Kidalga.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 12 novembre.

Résidence Paradis,

14, impasse des Capucines,

34000 Montpellier.

Adelhoc et Lise de Lataulade,

M. et M<sup>me</sup> Francis Curti,

M. et M<sup>me</sup> Jean Curti,

M<sup>me</sup> Françoise Chaudivat,

M<sup>me</sup> Marie-Louise Causseque,

M<sup>me</sup> Adeline de Borda

et tous leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Raymond de LATAULADE,

née Denise Curti,

survenu à Strasbourg, le 9 novembre 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu à Strasbourg, dans la plus stricte intimité.

Une messe à son intention sera dite ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Armand Magescas,

son épouse,

M<sup>me</sup> Daniel Talloy,

née Magescas,

sa fille,

Ninette Succab-Glissant,

sa fille,

font part du décès soudain de

Gabriel GLISSANT,

cinéaste martiniquais,

survenu le 5 novembre 1991, à Paris, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le 14 novembre, à 12 heures, au crématorium du Père Lachaise, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35 bis, rue Saint-Sabin,

75011 Paris.

Lyon, Saint-Etienne.

M. et M<sup>me</sup> Joseph Hautmann,

M. Auguste Balouzet,

ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M<sup>me</sup> Joseph Hautmann,

ses enfants et petits-enfants,

font part de l'entrée dans la paix du

Seigneur, le 9 novembre 1991, du

Père Georges HAUTMANN S.J.,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le jeudi 14 novembre, à 10 h 30, rue Sala, à Lyon, et sera suivie de l'inhumation à Saint-Etienne.

J. Hautmann,

42270 Saint-Priest-en-Jarez.

Le Père provincial de France,

Les Pères jésuites de la Résidence de Lyon,

ont le regret de faire part du décès de

Père Georges HAUTMANN,

le 9 novembre 1991.

La messe de funérailles aura lieu le jeudi 14 novembre, à 10 h 30, en la chapelle de la Résidence, 18, rue Sala, Lyon-2.

L'inhumation aura lieu à 14 h 30, au cimetière Saint-Claude, à Saint-Etienne (Loire).

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

M. Georges Ily,

son épouse,

M<sup>me</sup> Hilda Lopez,

sa mère,

Ses enfants et petits-enfants,

font part du décès, le 9 novembre 1991, de

M<sup>me</sup> Georges ILLY,

née Mina Kidalga.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 12 novembre.

Résidence Paradis,

14, impasse des Capucines,

34000 Montpellier.

Adelhoc et Lise de Lataulade,

M. et M<sup>me</sup> Francis Curti,

M. et M<sup>me</sup> Jean Curti,

M<sup>me</sup> Françoise Chaudivat,

M<sup>me</sup> Marie-Louise Causseque,

M<sup>me</sup> Adeline de Borda

et tous leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Raymond de LATAULADE,

née Denise Curti,

survenu à Strasbourg, le 9 novembre 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu à Strasbourg, dans la plus stricte intimité.

Une messe à son intention sera dite ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Armand Magescas,

son épouse,

M<sup>me</sup> Daniel Talloy,

née Magescas,

sa fille,

Ninette Succab-Glissant,

sa fille,

font part du décès soudain de

Gabriel GLISSANT,

cinéaste martiniquais,

survenu le 5 novembre 1991, à Paris, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le 14 novembre, à 12 heures, au crématorium du Père Lachaise, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35 bis, rue Saint-Sabin,

75011 Paris.

Lyon, Saint-Etienne.

M. et M<sup>me</sup> Joseph Hautmann,

M. Auguste Balouzet,

ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M<sup>me</sup> Joseph Hautmann,

ses enfants et petits-enfants,

font part de l'entrée dans la paix du

Seigneur, le 9 novembre 1991, du

Père Georges HAUTMANN S.J.,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le jeudi 14 novembre, à 10 h 30, rue Sala, à Lyon, et sera suivie de l'inhumation à Saint-Etienne.

J. Hautmann,

42270 Saint-Priest-en-Jarez.

Le Père provincial de France,

Les Pères jésuites de la Résidence de Lyon,

ont le regret de faire part du décès de

Père Georges HAUTMANN,

le 9 novembre 1991.

La messe de funérailles aura lieu le jeudi 14 novembre, à 10 h 30, en la chapelle de la Résidence, 18, rue Sala, Lyon-2.

L'inhumation aura lieu à 14 h 30, au cimetière Saint-Claude, à Saint-Etienne (Loire).

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

Le président et les membres de l'Institut Weizmann des sciences rendent hommage à

Yves MONTAND,

membre d'honneur de l'Institut et du conseil Pasteur-Weizmann.

Ils adressent leur tendre affection à Carole et à Valentin.

Avec la mort de

Yves MONTAND,

nous avons tous perdu un ami fidèle de la Pologne de Solidarité.

Piotr Stominski,

président de Solidarité France-Pologne.

M. Gérard de Chaumac,

président de la Fondation pour la recherche médicale,

Les membres du conseil d'administration,

ont le regret de faire part du décès de

M. Yves MONTAND,







هنا في الوطن

40 • Jeudi 14 novembre 1991 •

# Le Monde

Au conseil des ministres

## Un projet de loi instaure des amendes pour les transporteurs d'étrangers en situation irrégulière

Le conseil des ministres du mercredi 13 novembre a adopté un projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France déposé par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur. Il s'agit d'appliquer au droit français les dispositions de la convention d'application de Schengen, qui prévoit la libre circulation des personnes dans les huit pays signataires (Allemagne, Benelux, France, Italie, Espagne, Portugal) en 1993. Le texte, qui complète l'ordonnance de 1945 sur les étrangers, instaure le principe d'une responsabilité des transporteurs qui auront débarqué des étrangers sans papiers.

La suppression des contrôles aux frontières de l'espace Schengen concerne non seulement les Européens des pays signataires, mais aussi les étrangers. Cette liberté nouvelle exige une adaptation de la législation française sur l'entrée et le séjour. C'est l'objet du premier volet du projet de loi, qui étend les garanties et les sanctions du droit national aux étrangers ne respectant pas les règles de Schengen. Celles-ci permettent par exemple à un Turc résident en Allemagne d'entrer librement en France même sans carte de séjour, mais pendant une durée maximale

de trois mois. Au-delà, commencent le séjour irrégulier, et donc la mesure de reconduite à la frontière qu'autorisera la nouvelle loi. Le texte modifie sur un autre point l'ordonnance de 1945 en supprimant le délai de trois mois nécessaire pour éloigner du territoire un étranger titulaire d'un visa de court séjour en cas d'infraction, par exemple si l'intéressé travaille. Désormais, le visa peut être abrogé par les préfets, et la reconduite à la frontière prononcée immédiatement.

Au-delà de ces adaptations, l'innovation la plus spectaculaire du projet concerne la responsabilité des transporteurs, qu'il s'agisse de transports aériens, terrestres ou maritimes, dans l'arrivée d'étrangers en situation irrégulière. L'obligation sera faite désormais aux transporteurs de rembarquer ces passagers et de pourvoir éventuellement à leur hébergement et à leur entretien pendant le temps nécessaire à leur réacheminement. Cette disposition, qui figure dans la convention de Chicago de l'Organisation de l'aviation civile internationale, faisait l'objet d'une application aléatoire puisqu'elle n'avait jamais été incorporée au droit français.

Le texte présenté au conseil des ministres, et qui devrait être débattu au Parlement avant la fin de l'année, prévoit surtout un système d'amende administrative pour les transporteurs qui débarquent des étrangers dépourvus de passeport ou de visa. Cette dispo-

sition, déjà en vigueur dans des pays comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark et les États-Unis, est inscrite dans la convention d'application des accords de Schengen. Le montant de l'amende sera de 10 000 F par passager illégal transporté. Une certaine souplesse permettra d'apprécier le degré de responsabilité de la compagnie et de ne pas automatiquement multiplier l'amende par le nombre de passagers concernés. Le contentieux né de cette disposition se règlera devant le juge administratif et non judiciaire. La décision d'infliger une amende pourra aussi faire l'objet d'une opposition à caractère suspensif.

L'implication des compagnies aériennes dans le système des contrôles aux frontières par le biais de leur responsabilité a suscité depuis longtemps la crainte des défenseurs du droit d'asile et des syndicats de personnels des compagnies aériennes. Par définition, les demandeurs d'asile débarquent sans papiers. Quelle compagnie accepterait de les laisser monter dans un avion, au risque d'avoir à acquiescer à une amende et des frais de séjour? Pour prévenir cette dérive, qui risquerait d'être fatale au droit d'asile, le projet de loi dispose que la responsabilité du transporteur ne pourra être soulevée dans trois cas : si la compagnie est de bonne foi ; si l'étranger sans document a été admis sur le sol français dans le cadre du droit d'asile ; ou si la demande d'asile, bien que refusée, n'a pas été considérée par l'administration comme « non manifestement infondée ». Le gouvernement proclame en tout cas son attachement au droit d'asile, inscrit dans la Constitution. Les autres pays qui appliquent les sanctions aux compagnies n'ont pas pris de précaution particulière pour le préserver. Les garde-fous prévus par le texte français se révéleront-ils suffisants?

### Les obsèques d'Yves Montand

Une simplicité émue a marqué les obsèques d'Yves Montand, qui ont été célébrées mercredi matin 13 novembre au cimetière de la Pénitence à Paris, en présence de sa famille, de ses proches et de la presse. Le public - plusieurs milliers de personnes - a été admis à s'installer devant le cercueil en chœur du chanteur-comédien après la fin de la cérémonie. Yves Montand avait été inhumé en fin d'après-midi, au cimetière de la Pénitence.

La cérémonie, dénuée de tout discours funèbre, a duré une demi-heure. De nombreuses vedettes du monde du spectacle y ont assisté, ainsi que des personnalités politiques comme Jack Lang, ministre de la Culture, François Léotard, Yvette Roudy ou syndicalistes comme Edmond Moulin.

Une cérémonie empreinte de respect, à l'initiative de l'association des individus qui, dans la nuit de mardi à mercredi, ont cambriolé la résidence d'Yves Montand à Aubertville-Aubertville.

M. C.

### Le gouvernement veut modifier les conditions d'élection des sénateurs

M<sup>me</sup> Edith Cresson a fait sien le souhait de M<sup>m</sup>. Claude Estier, président du groupe socialiste au Sénat, et Guy Allouche, sénateur (PS) du Nord, de renforcer le poids des centres urbains à l'Assemblée du Palais du Luxembourg et d'abaisser le seuil d'application de la proportionnelle aux départements élisant trois (et non plus cinq) sénateurs. Le premier ministre a, en effet, décidé que le projet de loi préparé par le ministère de l'Intérieur, réduisant le nombre des députés des conseils municipaux des communes rurales et accroissant celui des représentants des villes, dans le collège électoral des sénateurs (le Monde du 14 septembre), sera débattu, en première lecture, avant la fin de cette session parlementaire, par le Sénat. Comme le gouvernement sait que le droit n'est guère favorable à cette réforme, il est prêt à demander à l'Assemblée nationale, comme la Constitution lui en donne le droit, d'imposer sa volonté au Sénat.

Th. B.

### La direction de Renault accepte d'avancer les négociations salariales pour 1992

Alors que le conflit était toujours dans l'impasse à l'usine Renault de Maillé (Sarthe), la direction générale de l'entreprise a accepté mercredi 13 novembre de commencer la négociation pour l'ouverture des négociations salariales au titre de l'année 1992. Prévue en principe au mois de février, les discussions pourraient s'ouvrir en décembre, proposent les dirigeants de l'entreprise. Ceux-ci ont fait connaître leur intention aux quatre syndicats signataires de l'accord salarial 1991 (CFE-CGC, FO, CFTC, CIL). A défaut d'obtenir une révision de l'accord 1991 (+2,5 % d'augmentations générales), plusieurs syndicats de la Région parisienne (CGT) ont empêché le spectacle de commencer à l'heure prévue, le retardant d'une trentaine de minutes. Il réclame à la mairie de Paris de « respecter la réglementation sur l'immigration » et reproche à la direction du théâtre, salle municipale, de « laisser entrer l'ensemble de la troupe américaine avec des visas touristiques ». Le Syndicat fait remarquer que les comédies musicales les *Misérables* à Mogador et *Peter Pan* au Casino de Paris, sont accompagnées par des orchestres composés de Français. Mais ce sont des productions françaises, alors que *West Side Story* est un spectacle américain, en tournée en Europe, invité par le Châtelet.

(Publicité)

### Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les « effractions », ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans les journées ces fenêtres qui sont le nid du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devise gratuite. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>re</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

**TANT PIS POUR LES AUTRES**

**berdy**

**HABILLE**

**LES GRANDS ET LES COSTAUDS**

79, av. des Ternes, 75017 PARIS. Tél. : 16 (1) 45.74.35.13  
Avignon - Lille - Lyon - Rouen

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

### Arrêtez le massacre!

A H Elle est belle, cette Europe dont on nous rebat les oreilles : faite de l'horizon 93. Vous allez voir ce que vous allez voir! Qu'est-ce qu'on voit en attendant? Une lutte à couteaux tirés : l'union politique et monétaire, on la fait ou on la fait pas? Non... Oui... Pas question! Résultat, elle observe, mort terrible, depuis des mois, ces fous furieux de Serbes mettre à feu et à sang le pays de nos vacances.

Parce que c'est ça que ça qu'il s'agit. Prenez l'homme de la rue, sans parler de l'homme de culture, à Londres, Francfort, Amsterdam ou Paris. Pour lui, Dubrovnik, aea merbrass, ses pelais, ses couvants, ses remparts envahis chaque été par des centaines de milliers de touristes, même s'il n'y est jamais allé, c'est Venise, c'est Corfou, c'est Séville, c'est Saint-Trop, c'est à lui, qu'il a pas aux Croates. D'abord qu'il c'est, ces gens-là?

Et quand elle se risque à aller les observer de trop près, les habitants déçus de cette ville-musée qu'on espérait ouverte et

qu'on découvre martyre, écabouillée sous les bombes et les firs de mortiers, elle se fait jeter comme une malpropre, la CEE. Allez, rembarquez, et plus vite que ça, gardez vos vivres et vos médicaments, ça peut toujours vous servir!

Bon, d'accord, l'Europe, ça n'est encore qu'un vague projet. Mais le Conseil de sécurité, ça existe, non? Alors qu'est-ce qu'il attend pour intervenir, pour décider d'un embargo, bref, pour empêcher le massacre d'une nation prête à mourir sous les coups d'un pouvoir fédéral qui ne fédère plus rien ni personne?

Simple! Il attend que ce soit l'agresseur qui le lui demande! Il lui faut le feu vert de Belgrade pour envoyer ses casques bleus aux frontières. Arrêtez-moi, ou je fais un meilleur. Là-dessus qu'est-ce qu'il entend ce matin sur la Cinq, l'admirable Jean-François Deniau réclamer, il préchait dans le désert, un statut des minorités, garanti par qui, je vous le donne mille, par New-York? Non, par Bruxelles! Alors, là, je vais le dire, c'est pas demain la veille!

### La création d'un espace contractuel dans la CEE

## Patronat et syndicats ouvrent la voie à des accords sociaux européens

Le patronat et les syndicats de la Communauté européenne viennent de franchir un pas important vers la mise en place contractuelle de véritables réglementations sociales à l'échelle européenne. Les conditions dans lesquelles pourrait être défini un espace contractuel communautaire viennent en effet de faire l'objet d'un accord entre l'UNICE (Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe), qui regroupe trente-deux organisations patronales, le CEEP (Centre européen de l'entreprise publique) et la CES (Confédération européenne des syndicats), qui est constituée par quarante confédérations de salariés dans vingt et un pays.

Les trois partenaires avaient constitué, avec l'appui de la Commission européenne, un groupe de travail ad hoc consacré au dialogue social. Ils ont adopté le 31 octobre un texte qui propose de modifier la rédaction de plusieurs articles du projet de traité qui sera discuté lors de la conférence intergouvernementale sur l'union politique.

Adressées au président du Conseil européen, M. Rud Lubbers, les propositions ne portent pas directement sur les futures compétences européennes dans le domaine social ni sur le mode de décision politique (vote à l'unanimité ou à la majorité qualifiée) choisi. Sur ce dernier point, l'UNICE et la CES acceptent par avance la décision des Douze, sachant toutefois que la Commission souhaite vivement que les décisions soient adoptées à la majorité qualifiée.

En revanche, les partenaires sociaux posent clairement la pri-

cipe d'accords européens. A condition d'entrer dans le domaine de compétence de la Communauté, ils pourront être repris dans une directive et seront, le cas échéant, obligatoires. Enfin, ce texte ouvre la possibilité de confier aux patrons et aux syndicats la mise en œuvre de réglementations sociales : à leur demande, la Commission devra les laisser engager un processus de négociation. De même, un Etat membre pourra charger ses partenaires sociaux de la mise en œuvre d'une directive européenne.

Dans l'immédiat, la portée de l'accord conclu entre l'UNICE, le CEEP et la CES (dont la CPDT, FO et la CFTC sont membres) dépendra de la volonté politique des Etats membres et, notamment, de leur aptitude à vaincre les réserves réglementaires formulées par la Grande-Bretagne. Néanmoins, cette convergence de vues doit contribuer à donner davantage de consistance à la construction d'une Europe sociale qui tarde à se concrétiser.

En tout état de cause, un tel objectif nécessite que, dans un premier temps, le spectre d'intervention respective des partenaires sociaux européens et nationaux soit précisément défini. Après avoir atteint une hostilité traditionnelle à des négociations contraignantes au plan communautaire (le Monde daté 31 mars-l<sup>er</sup> avril), l'UNICE avait déjà laissé entrevoir la possibilité d'avancer dans cette voie. Le CNPF semble avoir apporté une contribution importante à cette évolution.

J.-M. N.

### SOMMAIRE

#### DEBATS

Annuaire : « Les cinquante ans de l'Évangélisme chrétien », par François Bédaride : Yougoslavie : « Au-delà du nationalisme », par Dragica Kesseljovic, Marko Kratic et Djordje Radenovic : « Quand un Auvergnat gouvernait la Croatie », par Joseph Roven : 2

#### ETRANGER

Lee Douze demandent au Conseil de sécurité un examen d'urgence de la crise yougoslave : 3  
M. Eltsine reconnaît son erreur dans la crise tchétchène : 4  
La préparation du sommet européen de Maastricht : 5  
Timor-Oriental : l'armée indonésienne tire sur une foule de jeunes gens : 7

#### POLITIQUE

Après les déclarations du président de la République sur la réforme des institutions : 8  
La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale : 10  
Le débat sur l'immigration : 10

#### POINT

Les modes de scrutin : 9

#### SOCIÉTÉ

La CNIL est saisie du cas du fichier des juifs de 1940 : 11  
Le limogeage de M. Barreau, président de l'Office des migrations : 12  
Automobilisme : la fin du championnat du monde des voitures de sport : 12

#### COMMUNICATION

L'enquête sur les circonstances de la mort de Robert Maxwell : 13  
Les médias chiliens investis par les milieux d'affaires : 13

#### EDUCATION • CAMPUS

• Médecine de choc pour les collèges : Appréhensions des enseignants : Rouen étend l'Université 2 000 • Point de vue : « Forme-t-on de bons scientifiques dans l'enseignement secondaire? », par Jean-Pierre Bourguignon : 14 à 16

#### ARTS • SPECTACLES

• Le débat autour de la Bibliothèque de France • Le nouvel album de Jacques Higelin : 17 à 28

#### ECONOMIE

Les Douze définissent les contours de l'insécurité monétaire : 29  
Faiblesse du franc sur un marché tendu : 29  
Le CNPF reçoit les travailleurs du spectacle pour débattre des indemnités de chômage : 31  
Les États-Unis relancent la guerre du soja avec la CEE : 32

#### Services

Abonnements : 16  
Annonces classées : 33 à 35  
Automobile : 36  
Marchés financiers : 36-37  
Météorologie : 39  
Camat : 38  
Mots croisés : 38  
Radio-télévision : 39  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 13 novembre 1991 a été tiré à 504 769 exemplaires.